

مكdam الأمل

« Sans Visa » : le Vercors Le Monde



15, rue Falguière, 75001 Paris Cedex 15

SAMEDI 16 JANVIER 1993

BOURSE
FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESSOURNE

Fin de règne à Copenhague

LES fins de règne sont parfois difficiles pour les hommes d'Etat. M. Mergere Thetcheur en sait quelque chose, et voilà que l'un de ses meilleurs et rares amis parmi les Douze, M. Poul Schlüter, le chef (conservateur) du gouvernement danois, doit à son tour quitter piétinement la scène politique, après dix années au pouvoir. En commettant l'imprudence, en 1988, de « couvrir », au Parlement, son ancien ministre de la Justice qui avait ordonné à ses fonctionnaires de bloquer les dossiers de réunion des familles de réfugiés tamouls, pour tenter d'endiguer l'arrivée massive à l'époque, de demandeurs d'asile dans le royaume, il a été sanctionné par la Cour suprême. Jeudi soir 14 janvier, il a tiré les conséquences de ses mensonges : il a démissionné.

Dix années ininterrompues de gouvernement, c'est décidément long en politique, de nos jours. Pour M. Schlüter, c'était même absolument insupportable. Il était arrivé au pouvoir presque par défaut. En septembre 1982, le premier ministre social-démocrate, M. Anker Jørgensen, avait jeté l'éponge avec la conviction que les « bourgeois » ne réussiraient jamais à mettre sur pied une coalition de centre droit viable et qu'il serait de retour aux affaires politiques plus tard. Envenimé déjà d'être gauche est aujourd'hui accusé de l'être.

CHYPRE : après avoir rencontré Boutros-Ghali

Le président Vassiliou se dit relativement optimiste sur l'évolution de l'attitude de la Turquie

M. Georges Vassiliou, président de la République de Chypre, s'est dit « satisfait » jeudi 14 janvier, de ses entretiens à Paris avec M. Boutros Boutros-Ghali. Le secrétaire général des Nations unies lui a fait part de son intention d'étudier, dès son retour à New-York, les mesures qui peuvent être prises pour assurer la mise en œuvre de la résolution 789, la dernière votée par le Conseil de sécurité, sur le problème chypriote (1). « Ce qui est important », a ajouté M. Vassiliou, « c'est qu'il y ait une volonté, maintenant, c'est à lui de prendre l'initiative ».

M. Vassiliou a également manifesté un « certain degré d'optimisme » sur l'évolution de l'attitude de la Turquie. Selon lui, « plusieurs signes » montrent que les Turcs « en sont arrivés à réaliser que le problème de Chypre doit être résolu et qu'une non-solution [le statu quo] pose plus de problèmes qu'une solution ». Si l'ONU manifeste concrètement sa volonté d'assurer la mise en œuvre de la résolution 789, M. Vassiliou ne « croit pas qu'un pays comme la Turquie, avec le rôle qu'il joue dans la région, peut accepter (...) d'être en conflit direct avec les Nations unies ». Ainsi le président chypriote a-t-il fait état d'une déclaration du président de la République turque, M. Turgut Ozal, admettant qu'il ne pouvait pas, à la fois, demander aux Nations unies de faire adopter une résolution sur la Bosnie et ne pas accepter la résolution sur Chypre.

(1) La résolution 789, adoptée le 25 novembre dernier, désigne la partie turque de Chypre comme responsable du manque de progrès dans les négociations pour tenter de mettre un terme à la partition de Chypre (consécutives à l'invasion du nord de l'île, en 1974, par les troupes turques) et demande une « diminution sensible » des forces étrangères à Chypre comme première étape d'un retrait total des troupes non chypriotes. La résolution préconise aussi le respect d'une série de mesures destinées à « promouvoir la confiance entre les deux parties ».

A la stricte condition que soient respectées les résolutions de l'ONU M. Bill Clinton n'exclut pas une détente avec le régime irakien

M. Bill Clinton s'est employé, jeudi 14 janvier, à atténuer la portée d'un entretien publié le jour même par le « New York Times », dans lequel il n'excluait pas une normalisation avec l'Irak. Alors que la président George Bush a toujours affirmé qu'une amélioration des relations entre Bagdad et Washington était tributaire de la chute de M. Saddam Hussein, son successeur, M. Clinton, a déclaré que les relations avec l'Irak pourraient changer si ce pays respectait toutes les résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU. Il a toutefois précisé qu'en cas contraire il n'hésiterait pas à recourir à la force.

Le président George Bush s'est félicité, jeudi, des résultats du raid américano-franco-britannique qui effectuait la veille contre le sud de l'Irak et qui était, selon lui, d'abord un « message politique ». Mais le secrétaire d'Etat, M. Lawrence Eagleburger, s'est déclaré convaincu que le président irakien Saddam Hussein tenterait de « tester » M. Bill Clinton, après sa prise de fonctions le 20 janvier. Ce dernier a averti que ce serait, de la part de M. Hussein, « une chose stupide », et qu'il ne voulait « écouter aucune option ».

Sélon les premières informations recueillies par les avions américains et britanniques retournés jeudi dans le sud de l'Irak, pour évaluer les résultats du raid, une cible sur deux a été détruite ou endommagée.

Alors que dans les pays du Maghreb la guerre contre l'Irak en janvier 1991 avait suscité des réactions anti-occidentales extrêmement violentes, le ton est aujourd'hui à la mesure, même si la presse condamne le raid de la coalition occidentale.

Lire l'article d'ALAIN FRACHON et AFSANE BASSINIERAND, et nos infos « très substantielles » une déclaration à son sujet.

Afrique du Sud : la violence au sein d'une personnalité juridique

Un communiqué de l'Association Reporters sans frontières.

SLOVAQUIE : en conflit avec les autorités L'équipe du journal « Smena » a lancé un nouveau quotidien

BRATISLAVA
de notre envoyée spéciale

En butte aux tentatives dirigées de certains représentants du pouvoir à Bratislava, la presse indépendante slovaque fait front et réagit. Une semaine après le licenciement de deux responsables de Smena, le principal quotidien d'opposition (le Monde du 8 janvier), la rédaction de ce journal a démissionné en bloc, à quatre ou cinq exceptions près, et a créé un nouveau quotidien, avec des sources de financement indépendantes.

Le nouveau journal, baptisé Sme (Nous), à partir d'un jeu de mots sur l'ancien titre, a commencé à paraître lundi 11 janvier sous la forme d'une page encartée dans un autre journal, Novy Cas, qui l'« hébergerait » provisoirement. Y figuraient notamment la liste des quarante-neuf membres de la rédaction qui ont suivi les deux responsables licenciés. La nouvelle formule, complète et définitive, de Sme est parue, jeudi 14 janvier, financée par une banque d'investissement.

Le limogeage des deux hommes, le 4 janvier, à l'initiative de la Fondation de la jeunesse et des sports, qui, en tant qu'organisme public propriétaire de Smena, supervise sa privatisation, a provoqué des remous dans la presse slovaque, qui entretient des rapports difficiles avec le premier ministre, M. Vladimir Meciar.

Interrogé à ce sujet mardi, à l'issue d'un entretien avec le ministre français des affaires étrangères, M. Roland Dumas, M. Meciar a affirmé qu'il ne s'agissait pas d'une décision du gouvernement et que le licenciement des responsables de la rédaction de Smena était motivé par des raisons non politiques mais commerciales. « Si l'on veut avoir de bonnes sociétés privées, il faut accepter ce genre de choses », a-t-il dit. Attribuant au mauvais esprit des adversaires de l'indépendance slovaque les accusations sur le caractère « non démocratique » du pouvoir, M. Meciar a assuré que la presse écrivait librement en Slovaquie. « Le gouvernement peut ne pas plaire, a-t-il conclu. A moi aussi, les journalistes peuvent ne pas me plaire, mais nous avons besoin les uns des autres ».

TURQUIE : attaques de Kurdes et opérations de l'armée Plus de cinquante morts en trois jours

Trente-cinq rebelles kurdes de Turquie ont été tués, jeudi 14 janvier, lors d'une opération aéro-terrestre des forces de sécurité contre l'un de leurs camps de la province de Bingöl, dans l'est du pays, a rapporté l'agence de presse semi-officielle Anadolu. Quelque trois cents militants armés du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, marxiste-léniniste), venus d'Irak du Nord, se seraient regroupés dans ce camp. S'il est confirmé, ce bilan porterait à cinquante et un le nombre de morts en trois jours dans le Sud et le Sud-Est anatoliens lors d'attaques de rebelles contre des villages ou opérations de l'armée. Seize autres personnes avaient été tuées, mardi et mercredi, lors d'attaques par des rebelles près des frontières syrienne et irakienne.

Par ailleurs, le gouvernement allemand a protesté officiellement auprès d'Ankara contre les conditions de détention de Stefan Waldberg, un journaliste indépendant de radio incarcéré depuis octobre 1992 à Diyarbakir, la capitale régionale du Sud-Est anatolien à majorité kurde. Le journaliste est accusé de complicité avec le PKK parce qu'il était porteur de documents sur ce parti au moment de son arrestation. Bonn a dénoncé la « grande pression psychologique » exercée sur lui. (AFP)

M. Bérégovoy fait face à la fronde des juges d'instruction



M. Joxe estime nécessaire de revue les « casques bleus »

Entendu, jeudi 14 janvier, au Sénat par la commission des affaires étrangères et de la défense, M. Pierre Joxe, ministre de la Défense, a estimé nécessaires « des opérations de regroupement ou de renforcement » des « casques bleus » en cas d'intervention aérienne dans l'ex-Yougoslavie, si la conférence de Genève n'aboutissait pas. Il a indiqué qu'il convenait aujourd'hui d'éviter une extension du conflit au Kosovo et en Macédoine notamment, et rappelé que la France était au premier rang des pays qui fournissent des « casques bleus ». L'audition de M. Joxe est intervenue le jour où un premier détachement de 240 n. français est arrivé à Naï, retour d'une mission « onusienne » de six mois sur l'aéroport de Sarajevo. Un autre détachement doit suivre. Le nouveau contingent dans la capitale de la Bosnie provient, pour la première fois, de régiments de la Légion étrangère.

Au Sénat, le ministre de la Défense a aussi commenté le dernier raid allié contre l'Irak. Il a dit qu'il espérait que « Saddam Hussein comprendra le leçon », il n'a pas évoqué l'envoi de troupes françaises au Koweït, à l'instar des Américains.

Un appel en faveur des femmes victimes de viol. - M^{me} Blandine Barret-Kriegel, universitaire, Michèle Barzach, ancien ministre, Annie Cohen-Solal, écrivain, conseiller culturel, Annie Ernaux, écrivain, Antoinette Fouque, psychanalyste, éditrice, Marie-Françoise Pisier, comédienne, et Ségolène Royal, ministre de l'environnement, ont rendu public un appel aux « femmes de France et d'Europe », afin qu'elles témoignent leur « solidarité » à l'égard des femmes victimes de viol dans l'ex-Yougoslavie. Elles suggèrent notamment d'envoyer des équipes de gynécologues et de psychologues dans les camps de réfugiés, de faciliter l'accès à l'interruption volontaire de grossesse ou à l'adoption des nouveau-nés, d'organiser l'accueil des femmes en Europe occidentale, de saisir la justice internationale des « atteintes répétées au droit à l'intégrité des femmes ».

LYCÉES ET COLLÈGES : LE CHOIX DES OPTIONS

Les élèves de troisième des collèges doivent choisir d'ici peu les options qu'ils présenteront plus tard au baccalauréat. Les élèves de seconde des lycées doivent renouveler ce choix qui sera alors définitif.

L'association S.E.L. tient à rappeler aux élèves et à leurs parents le caractère essentiel de la connaissance des langues et des littératures anciennes dans la voie L (littéraire), et le grand bénéfice qu'en retireront les élèves des autres voies (S et ES). Ils y gagneront, pour leurs activités futures, une pensée plus rigoureuse, une meilleure maîtrise du français et une culture générale plus solide.

Elle rappelle aussi que les textes réglementaires permettent, dans toutes les séries générales, le choix d'au moins une langue ancienne en option, et que ces textes doivent être appliqués partout.

S.E.L. SAUVEGARDE DES ENSEIGNEMENTS LITTÉRAIRES,
Présidente, Jacqueline de Romilly, de l'Académie française.
Pour adhérer : écrire 15, rue du Pré-aux-Clercs, 75007 Paris.

songes

AU COURRIER DU Monde

PARIS-DAKAR
L'insulte aux pauvres

NEUF MILLE kilomètres, cent cinquante-quatre véhicules, des millions de francs engloutis. De la publicité partout, sur les bords, sur les capots, sur les réservoirs, devant, derrière, sur les côtés. Une foule de véhicules d'assistance, des hélicoptères pour transporter les pièces, des avions pour chercher les disparus, des ordinateurs pour faire les classements. Bref, une infrastructure énorme pour une minorité de privilégiés. Des centaines de personnes dans la course, des dizaines d'hommes d'affaires dans les couloirs, des milliers de gens à l'écoute des résultats et des « petits bobos » de leurs favoris. De longues minutes d'attente sur les chaînes du service dit public. Des dizaines de milliers de personnes qui ne connaîtront rien d'autre ou presque de l'Afrique que ce mythe de la honte. Affreuse course à fric au pays de la mort. Et depuis quinze ans déjà, les cris des opposants à cette expédition coloniale des temps modernes se perdent dans le désert.

Après avoir salué « notre ami le roi » et fait escale dans une Algérie malade, le « corps expéditionnaire » traversera la Mauritanie avant d'entrer triomphalement au Sénégal.

Quatre pays seulement. Beaucoup de pays — les plus pauvres parmi les pauvres — ne seront pas visités cette année. Par pudeur sans doute.

Devant les Mauritaniens squelettiques qu'ils n'auront même pas le temps de saluer, les pilotes seront dignes. Certains leur montreront même que des Européens, habitants des pays développés, savent eux aussi prendre des risques. Et mourir au volant du symbole de leur civilisation : la bagnole.

L'Afrique des campagnes et des bidonvilles, l'Afrique de la sous-alimentation, du chômage et des inégalités, ce tiers-monde que nous pillons, les concurrents ne le verront pas. Ils vont beaucoup trop vite. Et le drame s'accroît.

A Dakar, le 16 janvier, ce sera la fête. Mais à quoi bon attendre le 16 janvier ? Le classement est d'ores et déjà établi par les experts : 137^e le Maroc (800 dollars de PNB par habitant) ; 149^e le Sénégal (628 dollars) ; 156^e la Mauritanie (487 dollars). Le Mozambique, 202^e et dernier avec 72 dollars et la France, 17^e avec 16 905 dollars !

MICHEL CAILLAT
Orléans

PUBLICITÉ
Un beau gâchis postal

A la retraite, à la c... depuis une dizaine... toujours été choqué... de puis trouvés... lettres et distribué... soit par les... Pour en... conservé... vacances... l'année... 19 200... 3 800...
c

RACISME
Samedi soir en France

AMEDI soir 9 janvier, vers... pompiste isolé... de Maison... 13. entre...

d'une dizaine d'entre eux me glace. « La France aux Français, étrangers, dehors ! », scandent-ils. Un gaillard de 1,95 mètre, tondou, a sorti une matraque de son pantalon de treillis tacheté style « camouflé ». Un cri de terreur des deux femmes et du petit garçon. Une bousculade. J'ai à peine le temps d'apercevoir l'homme qui les accompagnait fuir dans la nuit, poursuivi par cinq ou six de ces molosses. Je me rappelle alors qu'il y a un petit... quand même l'un... restés dans le...

une sympathie particulière pour ce dernier, je signale tout de même qu'il est toujours le président d'un pays souverain avec lequel la France entretenait des relations amicales.

J'espère seulement que l'on ne se sert pas des dons destinés à l'achat de médicaments pour financer cette ignoble propagande.

Les Serbes, eux, n'ont pas le droit à la parole.

KATARINA NESKOVIC
Strasbourg

JUSTICE
Combien venus ?

Daniel Sou...

CHÔMAGE
Que les machines cotisent !

Le chômage va croissant et son financement devient problématique. Inutile de se voiler les yeux : rien n'arrêtera l'automatisation des tâches, des plus simples aux plus sophistiquées. Tout ce qui peut se décrire par des règles, tout ce qui peut s'exposer dans des procédures, tout ce qui peut s'expliquer au travers des méthodes est automatisable. Même la conception et la réalisation des programmes. Telle son homonyme biologique, la puoc électronique suit se reproduire. Certes, il subsistera quelques domaines où l'ordinateur restera incompétent, mais, hélas, au maigre catalogue de ces derniers se trouve la création d'emplois.

Alors, les partenaires sociaux négocient. Les cotisations à trouver seront-elles surtout supportées par les salariés au titre de la solidarité, ou doivent-elles principalement s'inscrire dans la part patronale ? Tout cela procède de la même aberration : la charge salariale des entreprises augmentera, et ainsi ordinateurs, automates et robots deviendront de plus en plus rentables et les licenciements se multiplieront. Alors ? Un peu de morale et de bon sens : taxons les coupables : que les machines cotisent ! Mais, dira-t-on, l'entreprise bénéficiera moins des avancées technologiques. Certes, mais il n'est pas absurde que les bénéfices du progrès reviennent, au moins partiellement, à l'unique héritier légitime de plusieurs millénaires d'ingéniosité technique : à l'homme lui-même. Est-ce réaliste ? Quel critère pour faire payer tel ordinateur ou telle machine à microprocesseur ?

Pas de problème : on a su inventer des chevaux fiscaux pour faire payer les voitures, nul doute que nos énarques seront à même d'inventer des neurones fiscaux. Ils seront proportionnels à la capacité des machines taxées, à l'étendue de leur mémoire ou à la subtilité du silicium qui les compose. Et si nos experts en fiscalité complexe n'y parviennent pas, des programmes informatiques d'aide à la décision seront sans aucun doute disponibles pour les assister.

RAYMOND SAMUEL
Les Ulis (Essonne)

TCHÉCOSLOVAQUIE

Question
sémantique

La nouvelle partition de la Tchécoslovaquie en deux nouveaux Etats m'amène à poser la question : pourquoi la République tchèque n'a-t-elle pas de nom en français et l'appelle-t-on toujours Bohême-Moravie, du nom des deux provinces la composant ? Le pays qui vient de se diviser ne s'appelait pas la Bohême-Moravoslavagie mais la Tchéco-Slovaquie. La République slovaque s'appelle la Slovaquie. La République tchèque n'a pas d'autre nom que Bohême-Moravie. La Bohême s'appelle en tchèque, Český, que l'on traduisait autrefois en français par « tchèque » que l'on peut traduire par « tchèque ».

à la fois :

EUROPE

DANEMARK : mis en cause dans un scandale lié à l'accueil des réfugiés tamouls

Le premier ministre, M. Poul Schlüter a été contraint de démissionner

Le premier ministre danois, M. Poul Schlüter, a annoncé, jeudi 14 janvier, qu'il démissionnait, après la publication d'un rapport de la Cour suprême le mettant directement en cause dans un scandale politique lié au regroupement familial de réfugiés tamouls.

COPENHAGUE

de notre correspondant

« Rien n'a été dissimulé sous le tapis... » Cette petite phrase anodine, prononcée le 25 avril 1989 au Folketing, le Parlement de Copenhague, aura eu une carrière politique au premier ministre, M. Poul Schlüter, et mis fin à un parcours exceptionnel, après dix ans, quatre mois et deux jours au pouvoir. Il n'y a pas si longtemps, M. Schlüter paraissait battre le record de 1989. Pour le juge, le chef du gouvernement européen resté le plus longtemps aux commandes d'un pays de la CEE. Mais M. Schlüter ne gagnera pas son pari, « balayé » par l'affaire dite de « Tamouls », un scandale politique sans précédent dans le royaume, très sourcilieux sur l'intégrité morale de ses élus.

Le premier ministre a couvert les agissements de son ancien ministre de la justice, M. Erik Ninn-Hansen, un ami et un compagnon de lutte estimé au Parti

conservateur. M. Hansen avait annoncé, en 1987 et 1988, le gel des dossiers de demandes de regroupement familial de plusieurs dizaines de réfugiés tamouls, n'obtenant ainsi la législation du royaume. Plusieurs proches de ces réfugiés périront dans la guerre civile au Sri-Lanka en attendant leurs visas d'entrée pour le Danemark.

Un rapport de 6 000 pages

Une commission d'enquête de la Cour suprême réclamée par l'opposition de centre gauche, se constituée en 1990, a l'issue de 102 auditions, le juge Mogens Hørnset a déposé, le jeudi 14 janvier, son rapport sur le bureau du premier ministre : 6 000 pages et 10 kilos. M. Schlüter s'est contenté de lire les conclusions — accablantes — centrées notamment sur cette fameuse phrase de 1989. Pour le juge, le chef du gouvernement a menti sciemment au Parlement et à la commission juridique « en donnant des informations incomplètes et erronées sur cette affaire ». Le premier ministre était donc bien au courant, depuis 1988, des pratiques illégales de son ministre. Il n'avait rien fait pendant des mois pour y mettre fin, allant même jusqu'à désinformer le Parlement.

En fait, le ministre de la justice pensait qu'avec l'accord signé le

29 juillet 1987 entre l'Inde et le Sri-Lanka, qui prévoyait l'envoi de forces de maintien de la paix indiennes, le calme serait rétabli dans cette île ravagée par une guerre civile sanglante. Il prévoyait même le retour chez eux des réfugiés tamouls vivant au Danemark : il n'y avait donc aucune raison de les autoriser à faire venir leurs familles au Danemark, comme ils en avaient le droit. Il a suffi d'une plainte d'un réfugié auprès de l'ombudsman du Parlement, le 22 juillet 1988, pour déclencher l'avalanche et le scandale qui se terminera le 14 janvier 1993 à 18 h 05 dans le bureau du premier ministre.

« Je ne comprends pas qu'on ait pu utiliser des mots aussi durs à mon encontre. Je n'ai pas désinformé le Parlement », se défend M. Schlüter lors d'une conférence de presse éclair, « la plus singulière de ma carrière », dit-il. « Mais je suis obligé d'en assumer seul les conséquences... et de démissionner. » Le dos au mur, il n'avait pas le choix.

Les conservateurs disqualifiés ?

Le chef de la diplomatie danoise, le libéral Uffe Ellemann Jensen, allié des conservateurs au pouvoir, échoqué, ne mâche pas ses mots : « Nous étions prêts à nous battre corps et âme pour Schlüter », assure-t-il, regrettant que ce dernier n'ait pas démissionné.

des élections anticipées. « Mais le premier ministre a fait un choix. Nous devons le respecter », a-t-il souligné. La veille, M. Jensen affirmait pourtant que « toute cette affaire de Tamouls ne sera qu'une tempête dans un verre d'eau et que le premier ministre s'appellera encore Poul Schlüter dans les semaines à venir ».

Le chef du gouvernement démissionnaire proposera, pour sa succession, son dauphin, le ministre des Finances conservateur, M. Hennning Dyrsgaard, « qui fera, selon lui, un très bon premier ministre et qui préservera la belle santé économique du royaume ». Mais les petits partis du centre, les formations centriste-démocrate et radicale, qui jouent un rôle clé sur l'échiquier politique danois, sont loin d'être enthousiasmés par cette idée : « Les conservateurs sont trop éblouissants par ce scandale pour continuer à diriger les affaires du royaume », constate M. Mimi Stilling Jakobson, chef du Centre démocrate.

De son côté, l'opposition de gauche — notamment les sociaux-démocrates qui, dans l'antichambre du pouvoir depuis dix ans, plaident d'impudence — se montre plutôt prudente : « Nous avons besoin de la coalition gouvernementale la plus large possible », explique laconiquement son président, M. Poul Nyrup Rasmussen. — (Interim.)

GRANDE-BRETAGNE : les « excès » de la presse

Le rapport Calcutt devrait entraîner une nouvelle législation sur la protection de la vie privée

Une nouvelle législation destinée à protéger la vie privée des individus contre les excès journalistiques constituera probablement la conséquence la plus directe des recommandations du rapport officiel de Sir David Calcutt sur la presse, rendu public jeudi 14 janvier.

LONDRES

de notre correspondant

Confronté à la levée de bouilliers qui avait accueilli les « fuites » de ce rapport Calcutt (le Monde du 12 janvier), le gouvernement paraît faire marche arrière au sujet de la disposition la plus draconienne et la plus controversée, soit l'instauration d'un tribunal statutaire chargé de réprimer les manquements à la déontologie professionnelle, qui remplacerait l'actuelle commission des plaintes en matière de presse, présidée par lord MacGregor d'Ulster.

Les éditeurs britanniques avaient unanimement dénoncé cette instance, qualifiée de « tribunal de la censure ». Le gouvernement ne prend aucun engagement sur ce point, selon M. Peter Brooke, secrétaire d'Etat chargé du patrimoine national, il est « a priori » extrêmement réticent devant cette proposition. Ce tribunal aurait notamment le pouvoir d'imposer de lourdes amendes aux journaux (jusqu'à 1 % de leurs revenus annuels).

Sir David propose, d'autre part, de créer de nouvelles définitions d'infraction criminelle dans le cas d'intrusion sans autorisation dans la vie privée d'autrui : entrée dans

une propriété privée pour y recueillir des informations destinées à être publiées, utilisation d'équipements de surveillance, prise de photographies et enregistrement de conversations, notamment téléphoniques.

Ces infractions seraient punies par des amendes d'un montant maximum de 5 000 livres sterling (environ 42 500 francs), mais ne donneraient pas lieu à une peine de prison. Le rapport recommande également la définition d'un nouveau délit d'atteinte à la vie privée : toute personne estimant que sa vie privée a été violée pourrait exiger des compensations financières de la part des journaux ou de tout autre organisme. Ces dispositions sont rendues publiques au moment où la presse populaire est à l'origine de révélations compromettantes sur la vie privée de plusieurs membres de la famille royale, en particulier le prince Charles (le Monde du 14 janvier).

Sir David affirme que ses propositions « ont pour but de contribuer positivement au développement des standards les plus exigeants du journalisme » et « de permettre à la presse d'exercer librement et avec responsabilité ses fonctions, et lui offrir le soutien dont elle a besoin, dans un marché fortement compétitif, pour résister aux excès les plus sauvages ». Le rapport contient également une critique en règle du travail de la commission que dirige lord MacGregor, accusée de partialité au bénéfice de la presse et d'inaction totale dans les récentes affaires à caractère scandaleux impliquant des membres de la famille royale et du gouvernement.

LAURENT ZECCHINI

EN BREF

■ IRLANDE DU NORD : un catholique tué à Belfast. — Un catholique d'une trentaine d'années a été tué par deux individus armés, dans la soirée du jeudi 14 janvier, à son domicile du sud de Belfast, quelques heures après un attentat manqué contre un protestant dans le nord-ouest de la ville, a annoncé la police. Le protestant, âgé d'une quarantaine d'années, blessé à la poitrine par deux hommes qui ont ouvert le feu par une fenêtre du rez-de-chaussée de sa maison, avait déjà survécu à deux attentats. Il est dans un état grave, mais sa vie ne semble pas en danger. Son petit-fils âgé de cinq ans a été blessé à l'épaule par un éclat. L'Armée répu-

blicaine irlandaise (IRA) a revendiqué l'attentat. — (AFP)

■ ITALIE : levée de l'immunité parlementaire de deux sénateurs. — Le Sénat italien a levé l'immunité parlementaire de deux de ses membres — six démocrates-chrétiens, dont un ancien ministre, cinq socialistes et un ex-PSI — jeudi 14 janvier, afin de permettre à la justice de poursuivre son enquête sur leur implication éventuelle dans des affaires de corruption, de fraude électorale et de liens avec la Mafia. — (AFP)

■ POLOGNE : report de la visite de M. Suchocka à Paris. — La visite du premier ministre polonais, Mme Hanna Suchocka, à Paris, prévue le 18 janvier (le Monde du 14 janvier), a été ajournée à la demande de Ver-

A TRAVERS LE MONDE

BRÉSIL

Un rapport accablant d'Amnesty international sur le sort des Indiens

Amnesty International a publié, vendredi 15 janvier, un rapport dénonçant les violations des droits de l'homme dont sont victimes les communautés indiennes du Brésil « avec la complicité des autorités ». « A mesure que montent les pressions pour l'exploitation des minerais et du bois, les Indiens sont de plus en plus fréquemment exposés à des attaques armées », soulève le rapport. « Des tueurs à gages à la solde des personnes revendiquant des terres », écrit l'organisation, de défense des droits de l'homme. « Non seulement ces attaques sont restées impunies mais on peut dire que les autorités sont complices », estime Amnesty, selon laquelle la police a participé à des raids et soumis des hommes, des femmes et des enfants à des passages à tabac et autres mauvais traitements.

ÉTATS-UNIS

La participation à l'élection présidentielle de 1992 a été la plus élevée depuis 1968

Près de 56 % des Américains en âge de voter ont participé à l'élection présidentielle de novembre 1992, soit le meilleur taux de participation pour une élection à la Maison Blanche depuis 1968, a indiqué, jeudi 14 janvier, le comté fédéral des élections (FEC). Selon cet organisme, 104 552 736 Américains ont déposé leur bulletin dans l'urne, le 3 novembre dernier, soit près de 13 millions de plus qu'en 1988.

La FEC a estimé que 55,9 % de la population en âge de voter s'était rendue aux urnes. En 1988, alors que le pays était en pleine guerre du Vietnam, 60,84 % des Américains en âge de voter avaient participé au scrutin qui avait donné la victoire à M. Richard Nixon face à son rival, Hubert Humphrey. — (AFP)

M. David Willem à la tête du Parti démocrate

Le président élu américain, M. Bill Clinton, a annoncé, jeudi 14 janvier, à Little Rock (Arkansas), la nomination de M. David Willem, directeur de sa campagne électorale, au poste de président du Parti démocrate en remplacement de M. Ron Brown, qui sera le secrétaire au commerce de la prochaine administration. — (AFP)

Un juge suspend l'application d'une législation anti-homosexuelle au Colorado

Un juge de Denver a suspendu, jeudi 14 janvier, un amendement anti-homosexuel très controversé de l'Etat du Colorado qui devait entrer en vigueur vendredi. Le juge Jeffrey Bayless a décidé cette suspension afin de disposer d'un délai supplémentaire de réflexion.

L'amendement, approuvé par les électeurs du Colorado par référendum lors des élections du 3 novembre, interdit aux autorités locales et à celles de cet Etat de promulguer des lois visant à protéger les homosexuels de la discrimination en matière de logement et d'emploi. Ainsi, certaines lois en vigueur dans les villes de Denver, Aspen et Boulder pour protéger les homosexuels deviendraient

caducues dès l'entrée en vigueur de cet amendement.

Dans la journée de jeudi, le gouverneur du Colorado, M. Roy Romer, avait fait savoir qu'il promulguerait vendredi cet amendement à moins que le juge Bayless ne lui ordonne de ne pas le signer. — (AP, UPI)

INDE

Nouvelles violences à Bombay

Au moins onze personnes ont été tuées, depuis mercredi 13 janvier, à Bombay, dont trois musulmans qui ont été arrêtés de force d'un véhicule, poignardés et brûlés par des émeutiers hindous, alors que des centaines de personnes observaient le scénario se dérouler. Le bilan officiel des personnes tuées s'élevait à 189 en dix jours d'affrontements entre hindous et musulmans dans la métropole du sud de l'Inde.

Malgré tout, les autorités locales ont levé le couvre-feu, jeudi, pendant douze heures, dans plusieurs secteurs de la ville qui y étaient soumis. Les écoles, les banques et la plupart des bureaux et magasins sont, cependant, restés fermés. — (AFP)

TCHAD

Ouverture de la conférence nationale

Trente ans après l'instauration du parti unique, la conférence nationale qui s'est ouverte à N'Djamena, vendredi 15 janvier, va débattre des moyens de créer un régime démocratique pluraliste. Environ sept cent cinquante délégués ont été invités, selon une source officielle. Les partis politiques, le gouvernement, les syndicats, l'armée et la société civile seront représentés.

Les participants devront d'abord convenir d'un ordre du jour et de la souveraineté, ou non, de la conférence. Celle-ci « ne doit pas être un bureau d'études pour le gouvernement », prévient l'opposition. Censée ne pas durer plus d'un mois, la conférence devra décider des modalités d'une période de transition et de futures élections. Depuis l'arrivée au pouvoir du président Idriss Déby, en décembre 1990, le pays est régi par une « charte nationale », qui donne, jusqu'en juillet prochain, tous les pouvoirs au Mouvement patriotique du salut (MPS), le parti du chef de l'Etat. — (AFP)

ZAÏRE

Les pays occidentaux posent des conditions politiques à une reprise de l'aide

La Belgique, la France et les Etats-Unis ont proposé d'accorder une aide au Zaïre, à condition que le gouvernement de M. Etienne Tshisekedi « assume pleinement ses responsabilités dans le respect des droits de l'homme et sans intervention du président Mobutu », a annoncé, jeudi 14 janvier, à Bruxelles, le ministre belge des Affaires étrangères. La Commission européenne a pris, jeudi, une décision analogue, en posant les mêmes conditions.

A ces pressions extérieures, s'ajoutent celles des partis de l'opposition zaïroise, qui ont annoncé une vaste campagne de « désobéissance civile » pour obtenir la destitution du président Mobutu. Ce dernier est, pour l'heure, absent du pays à l'invitation du roi Hassan II, le chef de l'Etat zaïrois est arrivé au Maroc, jeudi, pour une « visite de travail » de quarante-huit heures. — (AFP, Reuters)

APPEL À LA SOLIDARITÉ AVEC LES VICTIMES DU VIOL DANS L'EX-YOUGOSLAVIE

Au nom de monstrueux fantasmes de « purification ethnique », le viol fait partie de la stratégie de guerre en Bosnie. Par dizaines de milliers, des femmes, des jeunes filles, des petites filles et des garçons subissent des viols systématiques et collectifs. Ils sont perpétrés dans des hôtels, des écoles, des camps de manière particulièrement sadique, répétée et publique. Ils entraînent souvent la mort des victimes. Si on ne peut encore chiffrer précisément l'ampleur de ces atrocités — au moins 20 000 femmes selon la mission d'enquête de la Communauté européenne, 60 000 selon le gouvernement bosniaque — les innombrables témoignages publiés doivent entraîner la prise de conscience de l'opinion internationale. Par respect pour les victimes et par souci éthique, la plus grande prudence doit être observée mais ne doit pas se transformer en complaisance ou en lâcheté.

HALTE À LA TERREUR IL FAUT PORTER SECOURS AUX VICTIMES ET FAIRE PUNIR LES COUPABLES

Les enquêtes doivent être poursuivies et développées et leurs résultats largement publiés. Nous demandons que les associations des femmes soient représentées dans la délégation de la Communauté européenne qui va se rendre en Bosnie. Les femmes en danger doivent bénéficier du droit d'asile dans les pays d'Europe. Des centres de soins et d'aide aux femmes victimes doivent être ouverts sur place en nombre suffisant. A celles qui ont besoin de recevoir des soins dans d'autres pays, il faut accorder des facilités de visas. Notre association est prête à accueillir les victimes en France. Nous demandons aujourd'hui solennellement que ces viols ne restent pas impunis, qu'ils soient poursuivis et jugés devant un Tribunal international et sanctionnés comme crimes de guerre.

NOUS APPELONS LES FEMMES ET LES HOMMES, LES ASSOCIATIONS DE DÉFENSE DES DROITS DES FEMMES ET DES DROITS DE L'HOMME À FORMER UN COMITÉ DE SOLIDARITÉ POUR ORGANISER LA PRISE EN CHARGE JURIDIQUE, FINANCIÈRE, MÉDICALE, PSYCHOLOGIQUE DES VICTIMES.

Antoinette FOUQUE, Paris, 8 janvier 1993
Premières signataires : Janine ALEXANDRE-DEBRAY, Michèle ANDRÉ, Annie ANZIEU, Lucie AUBRIAC, Stéphane AUDRAN, Michèle BARZACI, Marie-Ghislaine BARBAULT, Delphine BATHIO (G.O.S. Razam), Agnès B. Pierre BIERGIE (Association Droits de l'Homme), Jeanette BISSONNET (G.O.S. femmes du monde), Madeleine CHAPUIS, Chantal CHATAWAT, Janine CHASSEGUET-SWIRGEL, Hélène CINOLIS, Yvonne CHOQUET-RIQUAT, Edith CRESSON, Jacques DERRIDA, Roger DADOUN, Josette DALLAVA SANTUCCI (Ass. fr. des femmes musulmanes), Marcelle DEVAUD, Françoise DEMICHEL, Dominique DESANTI, Jean-François DESANTI, Françoise DUCROQU, Françoise FABIAN, Solange PASQUALE, Viviane FORRESTER, Françoise GAILLARD, Nicole GARCIA, Claire GIBAUD, Juliette GRECO, Benoît GROULT, Ghislaine GUIDÉZ, Imeli JUNG, Jeanine HENRY-SUCHIEF, Blandine KRIEGER, Monique LANG, Geneviève JACQUES (CDHDE), Annie LECLERC, Véronique NAHOUN (GRAPPE), Guy Le NEOUANNIC (FEN), Catherine MILLOT, Paul NIZON, Nicole MUCHNIK, Michèle RAMOND, Charlotte FERRAND, Maren SELL, Marie-France FISHER, Marie REDONNET, Denise RENÉ, Yvette ROLDY, Elisabeth ROUDINESCO, Catherine RHOIT, Sonia RYKIEL, Anne SYLVESTRE, Coline SERREY, Wasyia TAMZALI, Eliane VICTOR, Sylvie VAUCLAIR, Françoise XENAKIS et Femmes sous lois musulmanes, Femmes turques et kurdes, OMFST, MIRAP, Projet ORNICAR, Femmes d'Alsace, GNAVAL, FCFE.

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE, MARDI 19 JANVIER 1993 - 20 heures
Amphi Descartes - 17 rue de la Sorbonne - 75005 Paris

SOUSCRIPTION NATIONALE :
Adresser signatures, chèques, propositions d'action à l'AFD - Ex-Yugoslavie
ALLIANCE DES FEMMES POUR LA DÉMOCRATIE
5 RUE DE LILLE - 75007 PARIS - TEL 45 48 83 80

هكذا من الأصل

PROCHE-ORIENT

Après le raid aérien des alliés

Le président élu américain pose les conditions d'une éventuelle normalisation avec l'Irak

Tout en faisant quelques concessions à l'égard de l'ONU, l'Irak a affirmé, jeudi 14 janvier, qu'il « se réserve le droit de riposter » au raid allié de la veille. De leur côté, les États-Unis, la France et la Grande-Bretagne ont réaffirmé être prêts à frapper à nouveau si nécessaire. Dans une interview au *New York Times*, le président élu Bill Clinton a tenu envers Bagdad un langage très ferme sans toutefois exclure l'apaisement.

WASHINGTON
NEW-YORK (Nations unies)
de nos correspondants

Passés le bruit et le fureur (médias) du raid aérien sur le sud de l'Irak, le « problème » Saddam Hussein reste entier, ou à peu près, et, dès le lendemain, le président élu Bill Clinton, qui paraît hésiter sur la conduite à tenir face au dictateur de Bagdad.

À en croire les analyses et spéculations les plus répandues dans la capitale fédérale, le président tendrait à poursuivre son offensive pour se libérer du carcan qui lui a été imposé par l'ONU, après qu'il eut été défilé et chassé du Koweït. Il jugerait les

circonstances favorables : un tout jeune et tout nouveau président à la Maison Blanche et un monde arabe de plus en plus réticent devant la politique occidentale à l'égard de l'Irak. Pour M. Lawrence Eagleburger, dernier secrétaire d'État de l'administration Bush, il ne fait aucun doute que M. Saddam Hussein va très vite « tester » le président Clinton : « Je pense qu'il tentera de nouveau le mois prochain [...] Il essaiera de se mesurer à Bill Clinton dès le premier mois de son mandat ».

Cela pourra être la continuation ou la reprise de la « stratégie » que le président irakien mène depuis plusieurs mois pour délier les Occidentaux : violations soigneusement dosées du régime de souveraineté limitée imposé à l'Irak ; agression ici ou là, puis retrait rapide, etc. Certains avancent que M. Saddam Hussein pourrait se sentir assez sûr de lui pour tenter une aventure plus sérieuse, en attaquant, par exemple, la zone de protection des Kurdes dans le nord de l'Irak. Une réplique occidentale à ce type d'opération ne pourra sans doute pas se limiter à des bombardements aériens.

D'autres évoquent la possibilité d'un troisième type d'offensive irakienne, plus diplomatique celle-ci : la main tendue à la nouvelle administration américaine. M. Saddam Hussein proposerait de se conformer sans réserve aux résolutions de l'ONU, en échange de la reconnaissance de sa

souveraineté sur l'ensemble du pays — ce qui n'aurait rien de rassurant pour les populations chiites et kurdes irakiennes que le régime basiste n'a cessé de martyriser.

Quelle sera la réaction de l'administration démocrate qui prend les commandes à partir du 20 janvier ? Dans une interview publiée, jeudi,

pathie que lui inspire le régime irakien : « Assurément, compte tenu de tout ce que l'on sait, le peuple d'Irak se portera mieux s'il avait un autre dirigeant (que Saddam Hussein), mais mon job n'est pas de choisir les dirigeants du peuple irakien ».

Dans le même sillon, le président élu s'empresse, cependant, d'ajouter



M. Bush satisfait

Certes, Bagdad indique que les inspecteurs de l'ONU, chargés de surveiller l'application du régime de tutelle, pourront se rendre en Irak à bord de leurs propres avions et hélicoptères ; depuis quelques semaines, l'Irak entendait ne les laisser venir et voyager dans le pays qu'à bord d'appareils de la compagnie nationale irakienne. Mais le geste est accompagné d'une menace : « Du fait de l'ingression dont l'Irak est victime de la part des États-Unis, de la Grande-Bretagne et de la France, dit la lettre, le gouvernement irakien n'assurera aucune responsabilité pour ce qui pourrait arriver à des appareils de l'ONU volant dans l'espace aérien irakien. » Un premier « test » aura lieu vendredi ; une équipe d'inspecteurs, basée à Bagdad, entend se rendre dans la journée à Bagdad.

la « une » du *New York Times*, M. Clinton paraît hésiter. Il tient, tout à tour, le langage de l'apaisement et celui du bon bâton. Il dit qu'il n'est pas, lui, « obsédé » par M. Saddam Hussein ; en clair, il n'y aura plus cet élément d'animosité tenace et personnelle qui aurait poussé M. Bush dans son conflit avec M. Saddam Hussein. Mais M. Clinton assure, aussi, que l'affrontement armé se poursuivra si l'Irak ne respecte pas la mise sous tutelle qui lui a été imposée par la communauté internationale.

Ne pas hésiter à recourir à la force

M. Clinton explique qu'il tiendra le discours suivant au président irakien : « Je vais vous juger sur votre conduite, je ne me suis pas encore mis en tête d'essayer de comprendre ce qui vous motive [...] Si vous voulez une relation différente avec moi, vous commencez par observer les demandes de l'ONU et vous changez de conduite. » Ce sont des propos qui paraissent laisser la porte ouverte à une normalisation des relations avec l'Irak, même si M. Saddam Hussein reste au pouvoir. Pour autant, M. Clinton ne cache pas l'anti-

que le chef du Baas irakien commettrait une grave erreur en essayant de le « tester » à son arrivée à la Maison-Blanche. « Ce serait de sa part une chose stupide, parce que vous savez bien ce qu'il arrivera... », déclare M. Clinton. Il affirme qu'il ne reculera pas devant l'emploi de la force, y compris de troupes au sol : « Je ne veux écarter aucune option ».

Apparemment étonné par l'impact de ses déclarations au *New York Times*, le président élu a passé la journée de jeudi à ce atténuer la portée, soulignant lui-même, ou par porte-parole interposé, qu'il ne saurait y avoir, en l'état actuel de la situation, de « normalisation » des relations avec l'Irak. M. Warren Christopher, le secrétaire d'État désigné, a juré devant le Congrès que la politique de la prochaine administration à l'égard de l'Irak « ne changera pas substantiellement » de celle suivie par M. Bush.

L'ambassadeur irakien à l'ONU, lui, n'a voulu entendre que la première partie des propos de M. Clinton et les a « chaleureusement salués ». M. Nizar Harboun y voit « une nouvelle approche » américaine, à laquelle « l'Irak répondra » en appelant à un

Washington suggère qu'Israël rapatrie les Palestiniens expulsés et les emprisonne

Le secrétaire d'État américain, M. Lawrence Eagleburger, a estimé, jeudi 14 janvier, que l'une des possibilités pour régler le problème des quelque 400 Palestiniens expulsés du Liban était qu'Israël les rapatrie et les mette en prison. Dans l'avis qui le ramène de Paris à Washington après la signature de la convention sur l'interdiction des armes chimiques (le *Monde* du 15 janvier), M. Eagleburger a indiqué qu'il avait brièvement évoqué cette question à Paris avec son homologue israélien, M. Shimon Peres.

Selon le diplomate américain, la pression va s'accroître au Conseil de sécurité de l'ONU pour que des sanctions soient prises contre l'État juif. « Je sais que la situation est difficile pour les Israéliens mais, tôt ou tard, ils devront trouver une solution », a ajouté M. Eagleburger. — (AFP)

Quatre pays arabes seulement ont signé la convention contre les armes chimiques. — Seuls quatre pays arabes — Algérie, Tunisie, Maroc et Mauritanie — figuraient parmi les cent vingt pays ayant signé, jeudi 14 janvier à Paris, la convention sur l'interdiction des armes chimiques, après que la Ligue arabe eut recommandé de ne pas signer tant qu'Israël n'aurait pas adhéré au traité de non prolifération nucléaire. La Libye était représentée à la cérémonie des 13 et 14 janvier, mais n'a pas signé. « La délégation libyenne n'avait pas les instructions nécessaires, mais la signature n'est pas close à l'issue de cette cérémonie », a déclaré le porte-parole du quai d'Orsay. Les Occidentaux soupçonnent Tripoli de fabriquer des armes chimiques.

IRAN : Téhéran divise en deux provinces l'Azerbaïdjan oriental. — Le Parlement iranien a adopté, mardi 12 janvier, par 152 voix contre 42 et 10 abstentions, une loi divisant en deux la province de l'Azerbaïdjan oriental, à la frontière avec la République d'Azerbaïdjan, anciennement soviétique. La province iranienne est désormais partagée entre un nouvel Azerbaïdjan oriental, dont le chef-lieu est Ardabil, et un Azerbaïdjan central, avec Tabriz pour centre administratif. — (AFP)

ISRAËL : M. Ezer Weizman candidat travailliste à la présidence. — Le comité central du parti travailliste israélien a élu, jeudi 14 janvier, M. Ezer Weizman, ancien ministre de la défense, pour être candidat à l'élection présidentielle, qui doit avoir lieu en mars prochain. M. Weizman, soixante-neuf ans, qui se présentait sous l'étiquette de « président de la paix avec les Arabes », a obtenu 92 % des voix devant deux autres candidats, MM. Shlomo Hillel et Arié Lova Elav. — (AFP)

Une cible sur deux détruite ou endommagée

Des avions américains et britanniques sont retournés dans le sud de l'Irak, après le raid du mercredi 13 janvier contre cinq sites (Beebeorah, Nedjet, Samawa, Taif et Al Amarrah) où avaient été recensés les vingt-quatre objectifs différents assignés aux cent quatre-vingt avions alliés engagés. Les conditions atmosphériques n'étant pas bonnes au-dessus de la zone attaquée, les satellites-espions n'ont pas été considérés comme une source sûre de renseignement et il a été préféré de confier à des avions de reconnaissance le soin d'aller, après le raid, évaluer les dégâts au plus près.

Selon les premières observations, complétées par les films pris par les avions eux-mêmes pendant le raid, il apparaît que 80 % des objectifs ont été atteints, c'est-à-dire qu'ils ont été vus, identifiés comme étant ceux dont il s'agissait de s'occuper et, ensuite, qu'ils ont constitué la cible de tirs (réussis ou ratés). Les avions d'attaque n'ont fait qu'un passage sur les objectifs pour surprendre la défense irakienne et limiter les possibilités de réaction de ses batteries.

Ce qui signifie, indirectement, que 20 % des buts choisis au

départ par les planificateurs du raid n'ont finalement pas pu être atteints, soit qu'ils n'aient pas été identifiés, soit que les conditions atmosphériques aient interdit tout tir, soit même que les équipements de bord aient eu des défaillances.

Après constatation des résultats par les reconnaissances aériennes, il semble, en première analyse, que 50 % des cibles désignées ont été détruites ou endommagées. Ce pourcentage de 50 % est considéré comme normal pour un raid de ce type. D'une part, les exécutants de ce raid — dont le dessein était sûrement plus politique que militaire — avaient reçu pour consigne majeure de ne pas prendre de risques excessifs. D'autre part, l'opération, déjà repoussée de quelque vingt-quatre heures à cause de mauvaises conditions atmosphériques, a été faite de nuit et par temps médiocre avec, notamment, un vent de sable qui a pu entraver le fonctionnement de certains équipements au laser (une cible a besoin d'être « illuminée » par une tache-laser pour que le missile ou la bombe guidée par elle aillent droit dessus).

Réactions assez modérées dans les pays maghrébins

Une démarche officielle à Alger et une amorce de manifestation à Tunis : les réactions au raid aérien contre des bases de missiles irakiennes sont restées, somme toute, mesurées. Même si la presse locale a quelque peu retourné, dans ses éditoriaux, le ton enflammé dont elle avait usé pendant la guerre du Golfe.

Convoqués, jeudi 14 janvier, au ministère algérien des affaires étrangères, les ambassadeurs des cinq pays membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU se sont vus dire des autorités locales face à ces représailles aériennes et leur espoir que l'escalade sera contenue afin de « ne pas aggraver la situation déjà difficile » que connaît le Proche-Orient. En visite, la semaine dernière, à Alger, M. Roland Dumas avait été mis en garde contre des actions militaires qui viseraient à déstabiliser l'Irak et dont l'Iran, puissance tutélaire des mouvements intégristes, tirerait finalement profit.

À Tunis, la police a dispersé, jeudi, un cortège d'une centaine d'étudiants de la faculté des sciences politiques, qui tentaient de gagner l'ambassade des États-Unis pour y déposer une « lettre de protestation ». Si le cœur de l'homme de la rue continue de pencher vers Bagdad, les milieux officiels se gardent de tout commentaire, soucieux d'éviter les

« malentendus » surgis, pendant la guerre du Golfe, avec nombre de leurs partenaires arabes et occidentaux qui avaient eu le rancœur tenace, dans ses vœux au corps diplomatique, le président Ben Ali n'a fait qu'une brève allusion à l'attachement de son pays « au respect de la légalité internationale ».

Du côté de Rabat, c'est toute la presse partisane, y compris celle, gouvernementale, du Rassemblement national des indépendants (RNI), qui a dénoncé « l'agression » commise contre le régime de Bagdad et la politique occidentale des « deux poids, deux mesures » — allusion à Israël. Dans l'*Opinion* et *Al Alam*, quotidiens en français et en arabe du parti de l'istiglal, M. Mohamed Boucetta, son secrétaire général, a fustigé ce « nouvel acte criminel » et demandé la levée de l'embargo contre l'Irak.

Les Verts condamnent le raid aérien en Irak. — M. Dominique Voynet, porte-parole des Verts, a dénoncé, mercredi 13 janvier, dans un communiqué, le raid aérien opéré en Irak, qui est, selon elle, « une violation flagrante des résolutions de l'ONU » et qui « retarde d'autant la recherche d'une solution politique ».

J. de B.

AMÉRIQUES

HAÏTI

M. Bill Clinton est revenu sur sa promesse de suspendre le rapatriement systématique des boat-people

L'équipe de transition de M. Bill Clinton a dévoilé, jeudi 14 janvier à Little-Rock (Arkansas), un « plan global » pour restaurer la démocratie en Haïti, qui, si l'armée de ce pays l'accepte, devrait se traduire par la mise en place d'un gouvernement de « réconciliation nationale », puis, dans un délai non précisé, par le retour au pouvoir du président Jean-Bertrand Aristide. Ce dernier est maintenant « disposé à octroyer une amnistie aux militaires » qui l'ont renversé en septembre 1991, mais veut que le général Cédas quitte son poste à

la tête des forces armées, a indiqué un porte-parole de M. Clinton. Revenant sur sa promesse électorale, M. Clinton a, d'autre part, indiqué qu'il poursuivait la politique de rapatriement systématique des réfugiés haïtiens appliquée par l'administration Bush.

SAINT-DOMINGUE
de notre correspondant

Dans un discours radiophonique diffusé par la Voix de l'Amérique en direction d'Haïti, M. Clinton a justifié son revirement sur la question des réfugiés par son souci d'éviter de nouveaux naufrages et « des pertes tragiques de vies humaines ». Depuis mai 1992, environ 6 000 boat-people haïtiens ont été ramenés à Port-au-Prince, dont près de 400 cette semaine, tandis que l'on apprendait que 400 autres personnes avaient péri en mer fin décembre. « Parir en bateau ne mène pas à la liberté », a déclaré M. Clinton, soulignant que le président en exil Jean-Bertrand Aristide, avec qui il s'est entretenu mercredi soir, s'est lui-même appelé ses compatriotes à ne pas prendre la mer. M. Clinton a promis que, dès son entrée en fonctions, des mesures seraient prises pour faciliter l'obtention du statut de réfugié en Haïti. « Le nombre de fonctionnaires américains en Haïti va être augmenté de manière significative,

afin que les demandes puissent être traitées plus rapidement, y compris pour ceux qui vivent en dehors de Port-au-Prince », s'il est élu.

« Il est affligeant que la première décision énoncée par le président Bill Clinton soit la confirmation d'une politique immorale et illégale, tant sur le plan du droit américain que du droit international », a commenté M. Jocelyn McCalla, responsable de la Coalition nationale pour les réfugiés haïtiens.

Le silence des militaires

M. Clinton a souligné le caractère temporaire de sa politique à l'égard des boat-people haïtiens, qu'il a dit, pourra être modifiée. Il a souligné que les efforts du représentant du secrétaire général des Nations unies, le diplomate argentin Dante Caputo, permettent d'arriver rapidement à une solution de la crise haïtienne.

M. Caputo, qui est également mandaté par l'Organisation des États américains (OEA), était attendu, vendredi, à Port-au-

Prince, où il devait remettre aux autorités civiles et militaires une lettre approuvée par l'ONU, l'OEA et les autorités américaines pour tenter de relancer le processus de négociations.

Ce document prévoit l'envoi en Haïti, dans les tout prochains jours, de 400 observateurs internationaux chargés de veiller au respect des droits de l'homme. Sur la base des informations transmises par ces observateurs, le secrétaire général de l'ONU, M. Boutros Boutros-Ghali, devrait soumettre un rapport à l'Assemblée générale

des Nations unies le 15 février prochain. La lettre doit être portée par M. Caputo, d'autre part, des propositions pour la reprise de négociations entre toutes les parties concernées.

Reste à savoir si ce document, qui a reçu l'aval du président en exil, sera approuvé par les militaires qui détiennent la réalité du pouvoir en Haïti. Jusqu'à présent, les responsables de l'armée n'ont, selon l'entourage de M. Caputo, pris aucun engagement.

JEAN-MICHEL CAROIT

GUATEMALA : le président Serrano propose à la guérilla de conclure la paix en 90 jours. — Le président guatémaltèque Jorge Serrano a indiqué, jeudi 14 janvier, que son gouvernement s'était engagé à négocier « sans interruption » avec la guérilla, afin de parvenir à un accord de paix dans un délai de 90 jours. Le gouvernement accepte de se soumettre à une vérification de la situation des droits de

l'homme, question sur laquelle achoppaient, depuis août, les négociations de paix entamées en avril 1991. Il propose la délimitation de zones, afin que la guérilla y concentre ses efforts sous la supervision de l'ONU. Le retour d'un premier groupe de 4 000 réfugiés guatémaltèques vivant au Mexique, initialement prévu pour le 13 janvier, fait actuellement l'objet de négociations. — (AFP, UPI)

AFRIQUE

SOMALIE

Un délégué suisse du Comité international de la Croix-Rouge a été assassiné à Bardera

Un responsable suisse du Comité international de la Croix-Rouge (CICR, Genève) a été assassiné, dans la soirée du jeudi 14 janvier, à Bardera, dans le sud-ouest du pays. Selon le porte-parole du CICR à Mogadiscio, M. Horst Hamborg, la victime, dont l'identité n'a pas été révélée, se trouvait dans les locaux du CICR, quand trois hommes armés ont fait irruption et exigé qu'on leur remette de l'argent. « Il a tenté de leur expliquer qu'il allait chercher la clé du coffre. Mais il semble que les meurtriers ont mal interprété son action. Ils ont ouvert le feu et l'ont tué d'une balle dans la tête », a précisé M. Hamborg.

L'an dernier, un responsable belge du CICR avait été tué à Mogadiscio et, récemment, le 2 janvier, un employé britannique de l'UNICEF avait été assassiné à Kisimayo. Pendant ce temps, à Addis-Abeba, la réunion des factions somaliennes devait prendre fin, vendredi matin, les délégués espérant encore qu'un accord de cessez-le-feu et de désarmement général allait être signé, avant la clôture des pourparlers. — (AFP, Reuters).

LIBERIA : le coordinateur de l'ONU déclaré « persona non grata » par le chef des rebelles. — Le coordinateur des aides d'urgence de l'ONU au Liberia, M. Ross Mountain, a été déclaré « persona non grata » dans les zones contrôlées par le Front national patriotique du Liberia (FNP), a annoncé, jeudi 14 janvier, la radio de la guérilla. — (AFP).

LESOTHO : les élections législatives annoncées pour le 27 mars. — Devant manquer le retour du pouvoir aux civils, les élections législatives auront lieu le 27 mars, a annoncé, jeudi 14 janvier, à Maseru, le major-général Elias Ramatema, chef de la junte militaire, qui dirige, depuis mai 1991, ce petit pays de 1,8 million d'habitants, enclavé en Afrique du Sud. La date de ces élections avait été reportée à plusieurs reprises. — (AFP).

ANGOLA : alors que les combats s'intensifient

L'UNITA a posé ses conditions à l'ouverture de pourparlers

En annonçant qu'il était prêt à ce qu'une rencontre entre ses représentants militaires et ceux de l'Union nationale pour l'indépendance totale de l'Angola (UNITA) soit organisée, dès cette semaine, à Addis-Abeba (le Monde du 15 janvier), le gouvernement de Luanda est allé trop vite en besogne. Sans dire non au principe d'une telle rencontre, l'UNITA a aussitôt posé ses conditions.

Joint par téléphone, jeudi 14 janvier au soir, à Huambo, le porte-parole de l'UNITA, M. Jorge Valentim, a ainsi déclaré à l'agence Reuters que des « représentants politiques, et pas seulement militaires », devraient assister à ces pourparlers. Sans révéler complètement le choix de la capitale éthiopienne comme lieu de la rencontre, M. Valentim a précisé que « la Côte d'Ivoire, le Maroc ou le Nigeria seraient aussi l'affaire ». L'UNITA a souhaité, enfin, que les Nations unies « supervisent » ces pourparlers.

A Luanda, le quotidien pro-gouvernemental *Journal de Angola* a laissé entendre que la rencontre pourrait être repoussée « à la semaine prochaine ». En revanche, la radio nationale a assuré, jeudi soir, que la délégation militaire gouvernementale se rendrait, comme prévu, à Addis-Abeba, même en l'absence de l'UNITA, pour « montrer la volonté » du régime du président José Eduardo Dos Santos « de mettre fin à la crise ».

Sur le terrain, les combats se sont intensifiés, notamment dans les régions de Huambo (centre), de Cuando-Kubango (sud) et de Moçico (est), où forces gouvernementales et troupes de l'UNITA s'affrontent depuis près d'une semaine. Sur les dix-huit provinces angolaises, le gouvernement de Luanda n'en contrôle plus que sept, indique-t-on de bonne source. — (AFP, Reuters).

MAROC

Hassan II veut réconcilier sunnites et chiites

Le Maroc a proposé à l'Iran l'ouverture d'un dialogue entre musulmans sunnites et chiites pour résoudre leurs différends, et Téhéran a réagi favorablement, a déclaré Hassan II, dans un entretien accordé au quotidien des Emirats arabes unis, *Al-Khaleej*, paru mercredi 13 janvier. Le souverain émirati a précisé qu'il avait présenté cette idée à un haut responsable du ministère iranien des affaires étrangères, lors d'une récente réunion du Comité al-Quds (Jerusalem) dont il assure la présidence.

« Le délégué iranien est reparti enchanté. Il m'a, par la suite, informé que le président Rahnajani avait accepté l'initiative et attend que nous dépeçions un envoyé en Iran. Mais la date de cette visite n'a pas encore été fixée », a-t-il ajouté. « Un dialogue doit avoir lieu, a souhaité Hassan II. Il ne peut pas y avoir des musulmans qui pensent au Djihad (guerre sainte) ».

alors que nous, les sunnites, sommes déçus comme ceux qui ne veulent pas lutter ou mener ce Djihad. »

D'autre part, dans un entretien accordé au quotidien saoudien *al-Chark al-Awsat*, et publié mercredi, le roi du Maroc déclare qu'il aurait préféré voir le Front islamique de salut (FIS) accéder au pouvoir en Algérie si celui-ci avait pu remporter, il y a un an, les élections législatives qui ont été annulées. A son avis, « cela aurait été une expérience intéressante, même pour nous, pour l'Égypte et la Tunisie. L'Algérie aurait constitué un laboratoire qui aurait révélé comment l'extrémisme religieux peut dépasser ses contradictions quand, bénéficiant d'une formation moderne, il est appelé à assumer quotidiennement les responsabilités de l'État. » — (AFP, Reuters).

ALGERIE : se bornant à annoncer un référendum constitutionnel à une date indéterminée

Le président Kafi veut laisser au gouvernement un « délai raisonnable » pour sortir de la crise

Le Haut Comité d'Etat (HCE) avait, depuis une bonne dizaine de jours, laissé courir les rumeurs sur des réformes politiques qui seraient rendues publiques à l'occasion du premier anniversaire de son installation. Mais la seule nouveauté du discours prononcé par M. Ali Kafi, son président, jeudi 14 janvier, devient les « cadres de la nation », paraît tenir à l'annonce d'un référendum, à une date indéterminée, sur la révision de la Constitution de 1993.

ALGER

de notre correspondant

« Le HCE envisage de consulter le peuple par voie de référendum sur un projet de révision de la Constitution pour un meilleur équilibre du pouvoir et une organisation efficiente des institutions », a déclaré le président du HCE, M. Ali Kafi. Sans en préciser le moment, il a indiqué que cette

consultation serait organisée lorsque seront réunies « les conditions propices à l'expression du libre choix populaire dans un climat de sérénité en dehors de toute pression ».

Ce « flou », sciemment entretenu, implique pour l'instant la mise sous le boisseau des élections présidentielle et législatives et permet d'occulter l'échéance du 31 décembre 1993, terme, en principe, du mandat du HCE. Le premier ministre, M. Belaid Abdesslam, qui avait demandé de trois à cinq ans pour « sortir le pays de la crise », ne peut être que satisfait de cette annonce.

« Il est impératif d'accorder [au gouvernement] un délai minimum raisonnable », a affirmé M. Kafi. Le HCE est conscient de cet impératif et s'efforce à cette nécessité indispensable dans le but de mettre fin à toute hésitation et d'éviter des changements trop fréquents, si préjudiciables à l'action de l'Etat. » Ce répit accordé à M. Abdesslam tranche, en sa faveur, le débat qui opposait, au plus haut niveau, les différentes tendances du sérail politique : partisans de la « légitimité

par les urnes » et tenants du changement « imposé par une élite », si besoin par la force.

Il est évident que, dans la phase actuelle, le pouvoir béate à organiser un scrutin qui pourrait donner, une nouvelle fois, une majorité à des forces hostiles, notamment islamiques, alors qu'il ne dispose pas d'une crédibilité suffisante pour faire admettre sa politique d'austérité à une population largement désabusée. Il reste aux autorités locales à gérer la transition vers un retour à la légitimité constitutionnelle, en y associant, entre autres, les formations politiques.

M. Kafi leur a fait un appel du pied en assurant qu'il continuera, en 1993, « les rencontres avec les partis, les organisations populaires et les associations en vue de redynamiser la vie politique nationale (...), à l'exclusion de ceux qui pratiquent la violence ». Mais, le dialogue entre le pouvoir et l'opposition qui avait démarré, au mois de septembre dernier, est au point mort. — (Interim).

Afrique du Sud : la violence au quotidien

Suite de la première page

De son passé pionnier et des affrontements sanglants qui l'ont accompagné, le pays a retenu la culture des armes et le goût d'en posséder, qu'il s'agisse d'armes à feu ou d'armes blanches dites traditionnelles. Mais, cette fois, un pas dangereux a été franchi. Jamais, en effet, la circulation des armes, dans toutes les couches de la population, noire ou blanche, n'a été aussi importante.

A Johannesburg, des employés blancs, apparemment paisibles, vaquent à leurs affaires, un pistolet glissé dans la ceinture. On croise des hommes armés au cinéma, au restaurant, dans les lieux touristiques ou, tout simplement, au supermarché. De nombreuses femmes se déplacent avec un pistolet au fond de leur sac. Et rares sont les familles blanches qui ne possèdent pas une arme, enfermée dans un coffre ou plus négligemment laissée dans un tiroir. Régulièrement, des enfants se blessent ou se tuent en les manipulant. Et la « roulette russe » connaît même un certain renouveau.

vase clos est à peine sensible, ne suscitant que quelques paragraphes distancés. Elle n'émeut que lorsqu'elle délabousse la société blanche, calée dans ses quartiers luxueux. Tel a été le cas, le 26 décembre dernier, quand deux hommes, la tête revêtue d'une cagoule, sont entrés dans un restaurant du Cap et ont arrosé la salle d'une rafale de balles, blessant gravement le patron et son cuisinier.

Les éléments publics de l'enquête n'ont pas permis de savoir si cette fusillade, dans le style du Chicago des années 30, était autre chose qu'une affaire de racket. Mais la presse, qui a largement rendu compte de l'affaire, a voulu se rendre que la tête d'une attaque terroriste de l'APLA, un mystérieux groupuscule noir qui avait revendiqué deux attentats similaires, en novembre et décembre derniers, au cours desquels cinq Blancs avaient perdu la vie.

En revanche, les batailles rangées qui, dans la région de Durban, entre le 24 et le 25 décembre 1992, ont vu s'affronter, à la hache et au couteau, plusieurs groupes de Noirs, causant la mort d'une vingtaine de personnes et laissant sur le carreau une bonne cinquantaine de blessés, ont à peine été mentionnées. De la même manière, seul un entrefilet avait rendu compte, quelques jours plus tôt, du même épisode de la « guerre des taxis » : alors qu'ils attendaient, disciplinés, le taxi collectif qui les ramènerait vers leur lointaine banlieue, des usagers noirs avaient été mitraillés par des tireurs anonymes, passant en trombe et laissant derrière eux quatre cadavres et autant de blessés.

Quant aux mystérieuses fusillades, dont sont périodiquement victimes les passagers noirs des trains de banlieue — un groupe armé monte dans un wagon, tire de façon indiscriminée et s'enfuit, — la presse les expédie en quelques lignes banales.

Electronique et molosses

Il est cependant une violence qui, indistinctement, atteint tout le monde, Noirs comme Blancs, et dont tout le monde parle : la criminalité ordinaire. Nourie par l'instabilité des années précédentes, durant lesquelles des centaines de milliers de jeunes Noirs n'ont connu d'autre formation que les manifestations durement réprimées, amplifiées par la récession économique, le chômage et la persécution de plus en plus insupportable des fantaisies inégalitaires de la société sud-africaine, cette criminalité, en peu de temps, a connu une effrayante explosion.

Démunis, les Noirs la subissent sans autre protection que l'insécurité ou les « tribunaux » spontanés, aux sanctions vite expédiées. Le 27 décembre dernier, un homme, accusé d'avoir sexuellement abusé d'un enfant de trois ans dans un township de Port-Elizabeth, puis de l'avoir tué, était lynché par la foule. Le lendemain, à Hillbrow, quartier « chaud » de Johannesburg, un policier noir de

vingt-deux ans, en civil et hors service, était pris à partie par une cinquantaine de chauffeurs de taxis noirs, qui l'avaient pris pour un voleur de voitures. Exécuté par les vols fréquents dont ils sont victimes, les chauffeurs l'ont battu sur le trottoir. Jusqu'à la mort.

Plus fortunés, les Blancs disposent d'autres moyens pour se protéger. En quelques années, environ trois mille sociétés de gardiennage et de surveillance ont poussé comme champignons après la pluie, se partageant un marché qui constitue l'un des rares secteurs épargnés par la récession. Toutes les villas des quartiers aisés de Johannesburg ont leurs fenêtres recouvertes de barreaux d'acier. Des détecteurs de toutes sortes, installés à l'intérieur des maisons, signalent instantanément à une centrale d'alarme la présence d'un intrus, provoquant l'arrivée rapide d'une patrouille d'hommes armés.

Les murs, à l'abri desquels vivent des molosses de taille respectable, ont été surélevés et couronnés parfois de tisons de bouteilles ou de fil de fer barbelé. Toutes ces précautions, qui sont monnaie courante dans la plupart des pays de l'Afrique australe et de l'Afrique de l'Est, n'empêchent ni les cambriolages, ni les assassinats.

Chaque voleur pénétrant par effraction dans ces petits Fort Knox, chaque jeune truand, qui, en plein centre-ville, tente de détourner une voiture arrêtée à un feu rouge, sait que sa victime est potentiellement armée et qu'elle n'hésitera pas à tirer si elle en a l'occasion. C'est donc ainsi que l'on tue, souvent, pour un téléviseur ou une automobile.

Sans témoins

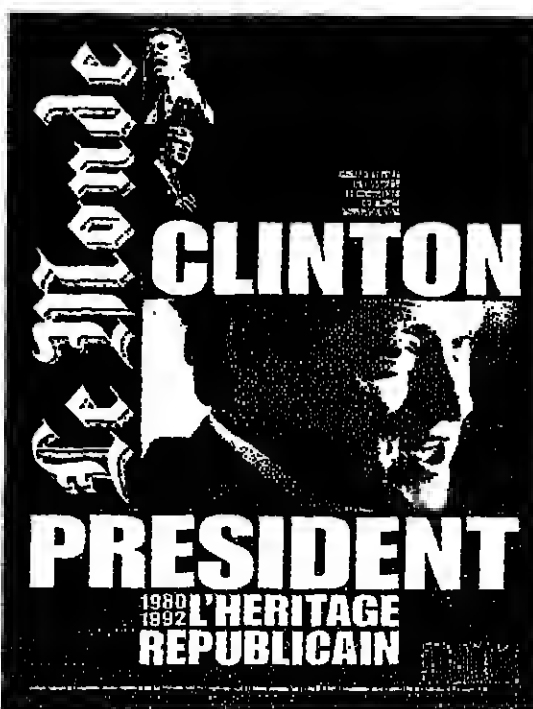
Mais que fait la police ? Les services spécialisés, pauvres en effectifs, désorientés par la nouvelle donne politique, sont d'une incompétence avérée. Le diagnostic d'un expert britannique, M. Peter Waddington, appelé par le gouvernement de Pretoria à faire un audit de la corporation, est acrobatique. Ces services policiers peinent à suivre la réalité. Ils en sont réduits, après chaque crime ou délit, à lancer par voie de presse des appels à témoins. Sollicitations peu productives, si l'on en croit un récent rapport de la commission Goldstone, chargée d'une enquête évasive sur la violence, et qui évoque le mutisme des témoins, effrayés à l'idée de possibles représailles.

Ce que ne dit pas le rapport, mais qui, cependant, relève de l'évidence, c'est que les réticences des citoyens noirs s'expliquent aussi par le rôle qui fut celui de la police au plus fort de l'apartheid. Apparemment, tout le monde ne l'a pas oublié : en 1992, deux cent vingt-six policiers ont été tués, généralement victimes des balles d'un AK-47, ce qui représente une augmentation de 70 % par rapport à l'année précédente. Cent cinq de ces policiers tués l'ont été dans l'exercice de leurs fonctions, tandis que cent vingt et un étaient hors service, au moment de leur assassinat. Et un haut responsable de préciser : « La plupart des victimes ont été tuées pour le seul fait qu'il s'agissait de policiers. »

GEORGES MARION

Le Monde

NUMERO HORS SERIE

CLINTON PRÉSIDENT
1980-1992 : l'héritage républicain

CETTE brochure dresse le tableau de l'Amérique d'aujourd'hui telle que va la trouver le nouveau président, Bill Clinton, après douze années de gestion républicaine. A partir d'articles déjà publiés par le Monde, de nouvelles synthèses ou des textes de : Clinton, cinq grands chapitres se dégagent : le récit de la campagne présidentielle et les résultats commentés, puis, au plan international, les grands traits d'une politique étrangère qui a visé à redonner son prestige à l'Amérique. Sur le terrain économique, une politique ultra-libérale qui laisse un lourd bilan. Une société qui craint d'elle-même, une vie culturelle qui bute sur ses contradictions. Avec des graphiques, des tableaux, des cartes, des photos et les dessins des illustrateurs du Monde.

BON DE COMMANDE : CLINTON PRÉSIDENT

Non Adresser Code postal Pays

En vente dans tous les kiosques, 148 pages - 48 F

مكتبة العالم

هكذا من الآن

Le Monde

ESPACE EUROPEEN

Les Norvégiens du Grand Nord n'aiment pas Bruxelles

Dans un an ou deux, le gouvernement d'Oslo devrait organiser un nouveau référendum sur l'adhésion à la CEE. Au-delà du cercle polaire, l'hostilité est unanime

TROMSØ

de notre envoyé spécial

«BRUXELLES n'a pas à se mêler de ce qui se fait ici. Il fait froid, pendant trois mois d'hiver nous ne voyons jamais le soleil, mais nous ne nous plaignons pas. Alors, qu'on ne vienne pas nous embêter avec ces histoires de Marché commun et d'intégration de la Norvège dans la Communauté». Sur le quai du port de Tromsø, largement au nord du cercle polaire, Thorstein vend son poisson et dit clairement ce qu'il pense de la décision, prise en décembre, du gouvernement travailliste et du Parlement, «en bas, à Oslo», de poser la candidature de la Norvège. Il le dit sans la moindre agressivité, persuadé que le «non» l'emportera lors du référendum qui, à l'issue des négociations avec la Commission, doit trancher. En 1994 ou 1995? Le premier ministre, Gro Harlem Brundtland, et l'opposition, dirigée aussi par une femme, Kaci Kullmann Five (conservateur), ne sont pas vraiment pressés. Les deux savent que l'opinion et les partis politiques sont encore profondément divisés.

A Tromsø, comme dans l'ensemble des comités du Nord, pas de désaccord. S'ils avaient à choisir aujourd'hui, ses habitants voteront massivement contre l'adhésion, dans une proportion de l'ordre de 80 %, peut-être davantage. Et c'est un «non» qui ne se discute même pas. «Je l'avais déjà fait, sans hésiter, lors du premier référendum, en 1972, et je suis absolument convaincu que nous aurons eu raison de voter à l'écart», explique Helmer Thorstein, président de l'Association locale des agriculteurs, en donnant du poing sur la table. «La prochaine fois, je ferai pareil», ajoute-t-il, «mais que soient les résultats des pourparlers et que toutes les offensives de charme ne manquent pas d'organiser chez nous les politiciens d'Oslo, car de temps en temps, ils pensent à nous... Ils vont essayer de nous vanter les merites de la coopération européenne et des Fonds de développement régionaux, mais ici, ça ne marchera jamais».

Qu'ont-ils donc, ces quelques 50 000 «Tromsøbor» pour tant à chaloireux, à diaboliser ainsi le Marché commun et à vous désigner, en blaguant, l'établissement psychiatrique local comme une excellente résidence... pour les partisans de l'Europe? En dehors des services, d'une petite agriculture copieusement subventionnée, la région vit essentiellement de la pêche, et on craint que l'entrée dans la CEE n'entraîne,

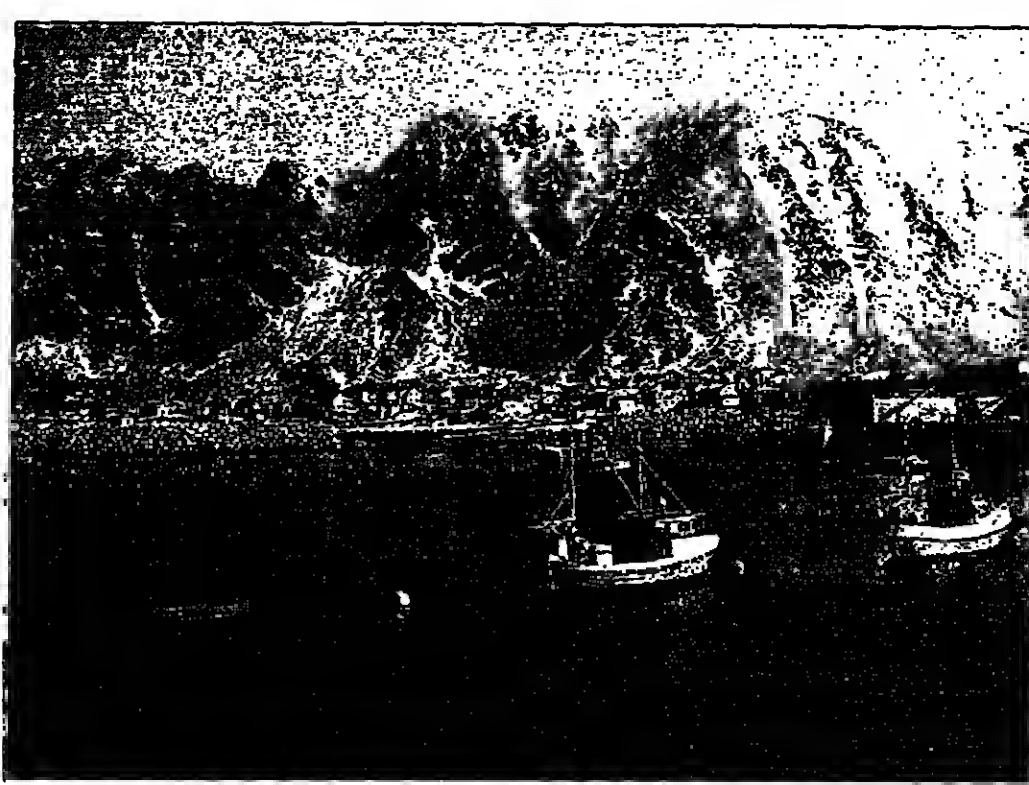
d'une part, la suppression des subides accordés par l'Etat et, d'autre part, une invasion de chalutiers étrangers dans une zone de l'Atlantique nord qui est l'une des plus poissonneuses du monde. L'adaptation à toutes les directives de Bruxelles signifierait, aux yeux des Tromsøbor, l'irruption du marché libre, une compétition à laquelle ils ne sont pas habitués et qui leur apparaît comme l'arrêt de mort d'un certain mode de vie.

Retour après la guerre

Car ils y tiennent à ce «Nord»! Pendant la deuxième guerre mondiale, les comités de Nordland, de Troms et du Finnmark furent occupés par les Allemands. De nombreuses villes, dont Tromsø, ont été endommagées et incendiées. Des dizaines de milliers de personnes furent évacuées vers le «sud». Une fois la paix revenue, le gouvernement proposa aux réfugiés de rester dans le Sud, où il s'engageait à leur fournir un logement et du travail. A sa très grande surprise, peu ont choisi de s'y installer.

La plupart étaient résolus à rentrer «chez eux», «à la haute», à plus de 1 200 kilomètres d'Oslo, même si la vie y est plus rude. Et ils l'ont fait tout de suite. Beaucoup ont d'ailleurs reconstruit leurs maisons de leurs propres mains, parfois plus rapidement que les entreprises de bâtiment mobilisées par l'Etat. Par la suite, les autorités ont mené une politique régionale coûteuse dont l'objectif était de donner les moyens, par le biais de subventions, notamment agricoles, aux populations de rester sur place. Objectif pas seulement social, car il fallait également assurer, durant la guerre froide, la défense du nord de la Norvège (membre de l'OTAN), qui a une frontière commune avec l'Union soviétique, à 100 kilomètres des bases militaires aéronavales de Mourmansk.

Par la suite, dans les années 70 et 80, les gouvernements norvégiens, voyant le prix de cette politique régionale sacro-sainte constamment augmenter, ont tenté d'«industrialiser» le Nord, d'attirer des entreprises à s'y installer pour créer de nouveaux emplois et diversifier l'économie régionale. «Tout cela a échoué», explique un conseiller municipal, «car nous sommes beaucoup trop loin des marchés d'exportation du continent, et les frais de transport sont trop élevés. Ce n'est pas l'adhésion à la Communauté européenne qui nous aidera à attirer l'industrie. Nos dirigeants, à Oslo, doivent bien comprendre que nous ne pouvons vivre que sur deux ressources, les



pêcheries et la petite agriculture, et qu'ils doivent nous protéger contre les grands.

Les vastes projets de transformation du poisson, de développement de l'industrie dérivée de la pêche et notamment la fabrication de plats préparés surgelés, ont également tourné court: «Uppløst, flusidus ou Riktor sont beaucoup trop forts pour nous! Ce que nous sommes capables de faire, c'est de leur livrer la matière première brute: du poisson frais et congelé en blocs. C'est notre force. Par tradition, nous ne sommes jamais sortis de chez nous, ce sont les étrangers qui sont venus pour acheter nos produits».

La «région de Barants»

L'exode? Personne ici ne veut en entendre parler. C'est un mot banal. L'agglomération de Tromsø compte environ 53 000 habitants et sa population a tendance à s'accroître légèrement d'année en année. En 1975, elle s'est dotée d'une université – la plus septentrionale du monde! – avec l'espoir que ces étudiants qui l'avaient quitté attireraient ensuite le travail dans la région. Encore un rêve... Alléchés par les «beaux

postes» offerts à Oslo, Bergen, Stavanger ou Trondheim, beaucoup, une fois leurs études terminées, ont rejoint leurs valises. Le gouvernement prépare maintenant un «plan national» de développement du tourisme dans le Nord, la mise en valeur de sites comme les îles Lofoten, les grands espaces du Finnmark, le cap Nord, etc. Certes il y a aussi le charme exotique de «nos rennes et nos Lapons», mais les campagnes de promotion analogues, lancées, sous les mêmes latitudes, chez les voisins norvégiens, ne portent guère à l'optimisme.

Autre projet, tout frais et ambitieux, du gouvernement: la création d'une vaste zone de coopération – la «région de Barants» – avec notamment les Suédois, les Finlandais et les Russes. Le ministre du Commerce s'emploie à convaincre les gens de Tromsø qu'il serait préférable pour la Norvège de se lancer dans l'aventure «avec les Douze», en bénéficiant peut-être de fonds régionaux de Bruxelles, que seule face à la Russie. Beaucoup soupçonnent le projet d'être une manœuvre de leur dirigeants politiques visant à leur faire changer d'avis sur l'intégration européenne... Il y a environ 14 000 pêcheurs dans le Nord. La plupart vivent iso-

lés dans les chalets d'îles de deux ou trois cents habitants, qui bordent le littoral, «près des bancs de poissons» et de cette immense zone de reproduction que constitue la mer de Barants, baptisée «le Royaume de la morue», mais dont les ressources s'amenuisent en raison du «braconnage» des Russes, qui ne respectent pas, affirme-t-on, les accords internationaux. Beaucoup de ces pêcheurs ont maintenant deux emplois. Une fois les quotas de prise atteints, ils travaillent dans le bâtiment et les travaux publics. «C'est un choix de vie», dit Thorstein, le choix de vivre modestement, s'il le faut, mais qui exclut tout «miserabilisme»: «Pour le moment, nous nous en sortons bien, les quotas augmentent après quelques années difficiles».

L'agriculture «subarctique»

A Tromsø et dans les environs, les agriculteurs se veulent pas, eux non plus, entendre parler de la Communauté européenne, même si dans les négociations à venir avec Bruxelles, le gouvernement norvégien entend défendre les droits «historiques» des pêcheurs et les intérêts particuliers de l'agriculture «arctique» et «subarcti-

que». «Ce sont des mots tout à fait nouveaux pour nous, dont nous ignorons jusqu'à présent l'existence! Mais on apprend des choses tous les jours avec le Marché commun...», explique en souriant Harriet Gundersen.

Elle a une cinquantaine d'années, travaille à plein temps à la ferme qu'elle a reprise à son père en 1975 et s'occupe de ses douze vaches à Kvaløysletta – à quelques kilomètres de Tromsø. Son mari, Asbjørn, travaille, lui, à la poste depuis vingt-six ans. Ils arrivent ainsi, avec deux revenus, à vivre très convenablement: ils ne se plaignent pas. «Ce n'est pas la richesse, mais c'est plus difficile pour les jeunes, très endettés...» Pourtant eux aussi redoutent les conséquences d'une adhésion à la CEE. «Je suis sûr», remarque Harriet, «qu'ils vont nous enlever les subventions agricoles, et sans ces subventions, nous ne pouvons pas survivre. On ne peut pas être compétitif, ce n'est pas possible! Alors que ferons-nous? Il faut dire si, oui ou non, on souhaite que le nord de la Norvège soit peuplé ou pas».

Les plus âgés, qui ont vécu l'occupation allemande, comme Helmer Thorstein, le président de l'Association agricole, ne paraissent, d'autre part, avoir aucune envie de faire alliance avec la République fédérale: «On n'oublie pas quand même, et la vague de racisme actuelle nous donne froid dans le dos».

Pour l'heure, les Norvégiens demeurent très partagés: un tiers des électeurs est plutôt favorable à la CEE, un tiers est contre et un tiers est hésitant. L'issue d'un référendum est donc incertaine, et Helmer Thorstein se renforce au fur et à mesure que se rapproche la date de la consultation et que, comme en 1972, le «oui» sera battu. Mais de l'avis général, les querelles sont moins vives et moins violentes qu'il y a vingt ans.

«Je portais à l'époque un badge «oui au Marché commun», se souvient Kaci Kullmann Five, présidente du Parti conservateur, et une fois, dans la rue, on m'a craché au visage! Les partis politiques – à commencer par les travaillistes – les syndicats et même les familles étaient déchirés. Cette fois, les débats sont plus «mesurés», bien que les positions restent fermes. Et si le «oui» l'emporte, en 1994 ou 1995, certains extrémistes, farouches adversaires de la CEE, comme l'avocat Haugestad, suggèrent aux gens de Tromsø et aux populations des comités du Nord de faire tout bonnement... sécession!

ALAIN DEBOVE

Accueillir les réfugiés

«Une information objective sur les demandeurs d'asile est indispensable face à la montée de la xénophobie», nous déclare Mme Anne-Marie Demmer, directrice pour l'Europe du HCR

GENÈVE

de notre correspondant

«Face, d'une part, aux turbulences xénophobes qui se sont fait jour en Allemagne et, d'autre part, à l'horreur qui sévit dans l'ex-Yougoslavie, de nouvelles difficultés surgissent pour le HCR en Europe. Comment pensez-vous les surmonter?»

Tout d'abord, il semble utile de faire une distinction entre le sort des personnes qui ont quitté l'ancienne Yougoslavie et les manifestations xénophobes qui ont lieu déjà depuis quelques années en Allemagne et se traduisent à présent de façon ouverte. Dans l'ensemble, l'opinion publique a été très sensible aux problèmes des réfugiés de l'ex-Yougoslavie. Les offres d'accueil et de réinstallation, en particulier des femmes et de leurs enfants, ont été nombreuses. C'est à l'expression de sentiments positifs qui sont loin d'être xénophobes.

Le HCR a voulu donner la priorité aux groupes les plus vulnérables, et particulièrement aux ex-détenus civils (et à leur famille), de Bosnie-Herzégovine. Il a lancé un appel à cet effet – avec le Comité international de la Croix-Rouge – en septembre dernier. Malheureusement, le nombre

de places offertes est encore insuffisant puisque seulement la moitié environ des quelque six mille demandeurs actuellement recensés ont pu trouver un pays d'accueil. On ne peut donc savoir si c'est là l'effet malgré tout d'une certaine xénophobie ou, tout au moins, d'un manque de sympathie humaine et de solidarité, ou si c'est dû à des raisons politiques de la part des autorités responsables.

M^{me} Sadako Ogata, le haut-commissaire, est convaincue que les problèmes de migration ne peuvent être résolus que grâce à une politique globale et concertée entre tous les gouvernements intéressés. Parmi les éléments d'une telle politique figurent naturellement l'analyse des possibilités d'immigration et celle des causes des mouvements migratoires, mais aussi l'aide aux pays d'émigration, afin de diminuer la «pression migratoire» et, d'autre part, contribuer à la réintégration des rapatriés.

Il faut surtout que soient assurés le respect des droits de la personne et une information objective visant les demandeurs d'asile potentiels, les réfugiés dans les pays d'accueil et la population en général. Une telle information objective est, nous semble-t-il, indispensable face à la montée des

tendances xénophobes. Ces manifestations croissantes de xénophobie sont très préoccupantes. Les causes en sont bien plus profondes que la seule arrivée de nombreux demandeurs d'asile, bien que ceux-ci en soient trop souvent la cible et qu'une partie de la réponse politique soit cherchée dans le domaine des procédures d'asile. Aussi, tout doit-il être fait pour rendre ces procédures plus efficaces, et le traitement des demandes d'asile plus rapide.

Le HCR n'a pas d'objection de principe à de tels efforts, pour autant que des garanties de justice soient respectées. Le rapatriement de ceux qui ne se voient pas reconnaître le statut de réfugié, ni un quelconque autre permis de séjour, doit être envisagé mais reste très souvent difficile à effectuer. Au niveau international, il y a des tentatives d'harmonisation des politiques et des procédures d'asile. Les plus concrètes sont celles de la Communauté européenne, qui ont abouti aux conventions de Schengen et de Dublin. Le HCR se doit de les suivre attentivement de très près.

Mais de quelle manière le HCR parviendra-t-il à faire accepter par les gouvernements une interprétation plus large que celle de ces conventions et

du statut de 1951 pour lequel «est «réfugié» que celui qui, dans le pays où il réside, court des risques pour sa propre personne?»

Il faut se demander si une réponse à cette question ne pourrait pas être trouvée dans le domaine des politiques d'immigration. Actuellement très limitées, des politiques mieux adaptées à la réalité pourraient diminuer, au moins en partie, la pression provoquant des demandeurs d'asile qui ne sont pas des réfugiés selon la stricte définition de ce terme, mais seulement des personnes en quête de travail et d'un niveau de vie plus décent. Sur le plan macro-économique, il y a, certes, des raisons pour les Etats de s'engager dans une politique d'immigration plus ouverte.

Le besoin de main-d'œuvre étrangère

La politique d'accueil temporaire – comme celle de la Suisse en faveur des détenus bosniaques libérés – constitue-t-elle une solution acceptable? Depuis le début de la guerre civile yougoslave et compte tenu

des efforts internationaux pour y trouver une solution politique négociée qui ouvrirait finalement la voie au retour des réfugiés, le haut-commissaire n'a cessé de demander qu'une protection temporaire soit accordée à tous ceux qui arrivent à une frontière, sans nécessairement les faire passer par les procédures de détermination du statut de réfugié. En fait, le HCR et les Etats concernés se fondent sur des critères plus larges que ceux de la Convention de 1951 dans le cas spécifique de l'ancienne Yougoslavie. Toutefois, les conditions de la protection temporaire varient d'un pays à l'autre, qu'il s'agisse d'appliquer les mêmes humanitaires en usage ou d'adapter une réglementation spécifique. A l'heure actuelle, aussi bien le HCR que ces Etats réservent leur position quant à la création éventuelle d'une obligation internationale nouvelle qui s'appliquerait à d'autres cas.

Une politique plus généreuse en faveur des demandeurs d'asile aurait-elle pour conséquence inévitable d'augmenter le chômage dans les pays d'accueil?

La réponse à cette question est liée aux régimes en vigueur qui permettent ou non aux demandeurs d'asile de travailler en atten-

dant une décision concernant leur situation définitive. Des lors qu'ils sont reconnus en tant que réfugiés ou qu'il leur est délivré un autre permis de séjour, les anciens demandeurs d'asile doivent s'intégrer dans la société. Le succès de cette intégration, et donc de l'insertion sur le marché de l'emploi, dépend évidemment du groupe particulier des demandeurs d'asile.

Peu d'études scientifiques sérieuses ont été faites sur les éventuels succès de pareille intégration dont l'impact réel sur le chômage est difficile à cerner. Il faut souligner cependant que tous les pays d'Europe ont aujourd'hui besoin de main-d'œuvre étrangère. D'ailleurs, de tout temps, les demandeurs d'asile s'insèrent dans les secteurs et emplois abandonnés par les ressortissants des pays d'accueil. Enfin, bon nombre d'exemples existent, en France comme dans d'autres pays (Suisse, Suède...), où la présence d'étrangers, migrants ou réfugiés, est un facteur reconnu de la prospérité d'une région ou d'une ville et où leur absence ou leur défaut accroît plutôt le chômage du fait du dépeuplement général de l'activité économique.

Propos recueillis par ISABELLE VICHNIAC

ESPACE EUROPEEN

Un entretien avec M. Teodor Melescanu

La radicalisation nationaliste rend prioritaire la normalisation de nos relations avec nos voisins, nous déclare le ministre roumain des affaires étrangères

BUCAREST

de notre correspondant

« La visite de M. Roland Dumas est le signe d'une offensive diplomatique roumaine. Pourquoi cette relance ? »

— Par rapport à mes prédécesseurs, j'ai l'avantage de représenter un gouvernement reconnu comme légitime, issu d'une élection qui n'a fait l'objet d'aucune contestation. Je suis le ministre d'une nouvelle étape. Je dispose aussi, grâce à mes prédécesseurs, d'une institution renouvelée, composée pour deux tiers de jeunes, embauchés après la révolution de 1989. La politique que j'aimerais faire pourrait s'appeler « le changement dans la continuité ». Parmi mes objectifs, l'intégration de la Roumanie dans les structures européennes reste une priorité. Mais elle est déjà en voie de réalisation.

» L'accord d'association de la Roumanie au Marché commun a été paraphé. La Roumanie est également membre du Conseil de coopération nord-atlantique et nos relations avec l'OTAN sont excellentes. A l'Union de l'Europe occidentale, le bras armé de la Communauté européenne, la Roumanie jouit du même statut que les autres pays de l'Europe de l'Est, c'est-à-dire de pays associés. Au Conseil de l'Europe, nous avons encore le statut d'invité, mais nous espérons que la Roumanie va devenir cette année un membre à part entière. L'objectif d'intégration européenne demeure, il s'agit de le mener à bien.

» C'est pourquoi mon objectif le plus important est la normalisation des relations de la Roumanie avec les pays voisins, qu'elle devienne un élément de stabilité dans la zone. L'intégration de la Roumanie dans les structures européennes

nous offre aussi des lois nouvelles pour nos relations avec les Etats voisins. Avec ces standards européens, nous pouvons régler nos problèmes avec eux. Notre priorité, c'est la normalisation de nos relations avec l'Ukraine et la Hongrie, nos voisins les plus importants. Avec la Bulgarie, la Roumanie a déjà signé un traité de base.

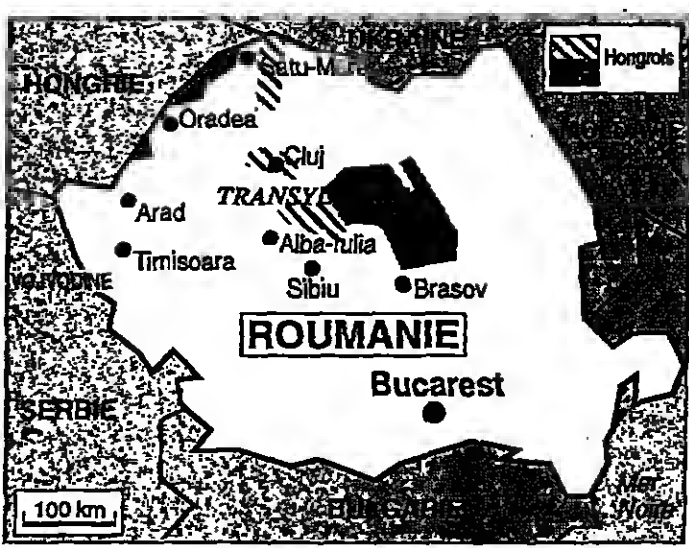
Pas de revendications territoriales

— Ce traité règle-t-il le problème du contentieux territorial sur la Dobroudja ?

— Il existe une disposition qui prévoit la reconnaissance par les deux pays des frontières existantes. Je voudrais souligner qu'il n'y a eu depuis la seconde guerre mondiale aucune prise de position officielle de la Roumanie réclamant quoi que ce soit de la Dobroudja, il n'y a pas eu de revendications territoriales.

— Et des côtés ukrainien et hongrois ?

— De ce côté, la situation est un peu plus compliquée. C'est pour-quoi, dans nos relations avec la Hongrie, nous sommes intéressés par une obligation claire et nette (de reconnaissance des frontières, NDLR). Parce qu'il y a beaucoup de positions officielles hongroises, notamment de M. Antall, le premier ministre, qui disent clairement qu'il n'y a pas de revendications territoriales de la Hongrie sur la Roumanie. Mais malheureusement il existe aussi d'autres prises de position, plus difficiles à expliquer, qui ont une certaine tonalité. Peut-être est-ce une déformation de notre part de voir quelque chose caché derrière ces positions ? Il y a



aussi des déclarations très belliqueuses de la part d'associations non gouvernementales. C'est cette ambiguïté que nous aimerions voir levée.

» La Roumanie et son gouvernement ne craignent pas une intervention militaire hongroise pour changer les frontières. D'abord parce que nous pouvons penser qu'avec le développement des relations européennes, la probabilité d'une telle intervention est assez réduite, même si l'exemple de la Yougoslavie montre que tout est possible, même en Europe, même aujourd'hui. Ensuite, du point de vue militaire, il n'y a pas de comparaison : les Roumains sont environ trente millions, les Hongrois guère plus de dix millions. La question est de nature politique, il faut vraiment avoir une position claire et nette s'agissant des frontières.

— Quelles sont les points de désaccord qui empêchent la conclusion d'un traité avec Budapest ?

— Le traité est négocié à quatre-vingts pour cent. Seuls deux articles ne sont pas rédigés définitivement : la question des frontières et celle des minorités. Ce sont ces deux questions qui représentent le nœud gordien. Les minorités sont une question-clé pour nous et pour les Hongrois. Il faut vraiment que nous fassions un effort pour mieux répondre à leurs vœux dans ce domaine. Nous voulons organiser des consultations d'experts. J'ai présenté à mon homologue hongrois un plan d'action qui doit aboutir, dans la seconde partie de l'année, à une rencontre au sommet, lors de laquelle nous aimerions voir signer le traité entre les deux pays.

» En Roumanie, comme en Hongrie, les minorités représentent 10 % de la population. Il est vrai que la minorité hongroise de Roumanie, qui représente près de 7 % de la population, est plus importante que les autres groupes. Je veux souligner que pour la Roumanie, comme pour les pays voisins, il est impossible de résoudre la question des minorités par des changements de frontières. Il n'y a pas de groupes compacts de minorités vivant à la frontière d'un pays voisin. La minorité hongroise de Roumanie est concentrée au centre du pays. Pour la protection des minorités, l'effort doit venir de l'Etat dans lequel elles vivent.

Parmi les pays les plus avancés

— En Roumanie, ces efforts sont-ils faits ?

— Il a deux aspects. D'abord l'aspect légal, juridique. De ce point de vue, la Roumanie se trouve parmi les pays les plus avancés d'Europe, avec le meilleur régime possible. Tous les droits ordinaires des minorités sont reconnus. Et, en cas de conflit entre la législation interne et l'international, c'est cette dernière qui prévaut. Le second aspect, c'est l'application pratique de cet excellent régime. Il y a un problème de moyens matériels. Un élève scolarisé dans une autre langue que le roumain coûte quatre fois plus à l'Etat. Et la Roumanie n'est pas un pays très riche, sa situation actuelle n'est pas très favorable.

» Les moyens pour réaliser ces droits sont assez modestes. Nous ne pouvons pas dire que nous avons fait tout ce qui est en notre pouvoir. Enfin, la Roumanie, comme la France, dont nous avons toujours suivi l'exemple, est un pays centralisé. La question de l'autonomie locale est quelque chose de récent et va représenter une contribution très importante aux droits des minorités.

— Du côté hongrois, les choses semblent échouer sur la question de la réouverture du consulat et de l'université magyare de Cluj.

— La question de l'université de Cluj apparaît aux Hongrois de Roumanie. Si la communauté de Cluj pense qu'il faut avoir une université en hongrois, c'est à elle de le dire et d'agir. La Roumanie étant un pays démocratique, ils peuvent le faire. Pour ce qui est du consulat, c'est une question de l'intérêt des gouvernements. Nos

points de vue sont un peu différents. Etant donné qu'il n'y a pas de visa entre la Roumanie et la Hongrie, nous ne voyons pas très bien l'intérêt pratique de ce consulat. La seconde question est celle de l'opportunité. Dans le principe, nous ne sommes pas contre cette idée, mais dans les conditions actuelles, où, à Cluj, il y a un maire qui représente un parti à caractère nationaliste, je ne pense pas que l'ouverture d'un consulat aura une influence positive, tout au contraire.

— Ne craignez-vous pas que la radicalisation en Transylvanie, aussi bien du côté roumain que de celui de la minorité magyare, va entraver vos efforts ?

— Cela explique aussi pourquoi la représentation des rapports roumano-hongrois est un objectif prioritaire. Parce que tout gouvernement démocratique doit éviter d'apporter de l'eau au moulin des extrémistes. La meilleure façon de le faire est de régler les choses par un contact direct, officiel, pour priver les nationalistes de tout argument. Nous nous livrons à une course contre la montre avec les mouvements extrémistes des deux bords. Mais il y a un intérêt des deux pays pour régler leurs problèmes. Aucune structure européenne n'est prête à accueillir en son sein des membres qui se querellent.

La fin des empires

— Et s'agissant de la normalisation avec l'Ukraine ?

— Pour la première fois, la Roumanie n'est plus le voisin d'un empire. Elle a des frontières tout à fait normales au lieu d'avoir des frontières avec trois empires, d'être écrasée et païsois-écartelée entre l'empire russe à l'est, l'empire autrichien à l'ouest, l'empire ottoman au sud. La Roumanie n'a plus de voisins impériaux mais il y a l'Ukraine, qui est notre voisin le plus important du point de vue politique, économique et, il ne faut pas l'oublier, militaire.

» L'apparition de cet Etat pose la question des frontières et celle des minorités, qui, comme dans les relations avec la Hongrie, sont les deux questions fondamentales. La Bessarabie, une partie du territoire roumain, a été annexée à la suite du pacte Ribbentrop-Molotov. Une partie est devenue l'actuelle République de Moldavie, le Sud et le Nord ont été incorporés à l'Ukraine. Nous devons trouver le langage juridique pour dire très clairement que la Roumanie respecte les frontières qui existent, que toute dispute doit être résolue par des moyens exclusivement pacifiques.

— Espérez-vous récupérer ces territoires par la négociation ?

— Nous espérons, par la négociation, trouver des moyens pour réparer le préjudice causé à la Roumanie, mais cela ne veut pas obligatoirement dire un changement de frontières. Beaucoup d'autres solutions peuvent être envisagées pour le statut et les droits de la minorité roumaine de ces régions. On ne peut défaire ce qui a été fait. Il n'y a pas de rêve de Grande Roumanie.

Le partage entre l'Europe et l'Asie

— La Moldavie est devenue un autre axe prioritaire de votre politique étrangère ?

— Nous voulons édifier un espace spirituel commun car il s'agit du même peuple, et accélérer l'union économique des deux pays. Nous sommes conscients que la Moldavie se trouve maintenant à la croisée des chemins. La Roumanie a été l'un des premiers pays à reconnaître son indépendance. Cette position n'a pas changé mais nous pensons que nous sommes à un moment très important dans l'évolution à l'Est. Une approche maximaliste vise à recréer l'ancienne Union soviétique, sous la couverture d'une Communauté des Etats indépendants, avec une défense et une politique économique communes. Nous pensons que l'intégration de la Moldavie dans

une Communauté de ce type est une négation de la politique étrangère roumaine car nous avons toujours essayé de promouvoir l'idée de l'existence de deux Etats roumains indépendants. Si la Moldavie est intégrée dans la Communauté, l'un d'eux disparaît.

» Il y a une seconde approche qui reviendrait à ne faire qu'une Communauté économique. Mais même dans un tel cas, même si nous reconnaissons le droit de la Moldavie à coopérer pleinement avec les anciennes Républiques soviétiques, nous pensons que la Roumanie doit faire un effort spécial pour ne pas laisser la Moldavie tomber, du point de vue économique, dans la Communauté, pour l'aider à s'intégrer dans les structures européennes. Nous pensons que la ligne de démarcation entre la Communauté européenne et la Communauté des Etats indépendants doit aussi passer par la Moldavie. Nous pensons que la seule solution est un statut d'observateur pour la Moldavie dans la CEE.

— Quelle importance attribuez-vous à la nouvelle Communauté de la mer Noire ?

— Si vous comparez la population, la communauté de la mer Noire (1) est plus importante que la Communauté européenne. L'ensemble de ces pays, avec un potentiel très important, dépasse 350 millions d'habitants. Ensuite, cette Communauté regroupe des pays aux économies complémentaires. D'un côté, la Turquie, la Bulgarie et la Roumanie, arrivées à un certain niveau de développement, qui importent des matières premières et exportent des produits manufacturés. De l'autre, les anciennes Républiques de l'URSS, grands producteurs de matières premières, qui ont besoin de produits manufacturés.

» Enfin, il y a un certain intérêt politique de la part des anciennes Républiques de l'Union soviétique à trouver d'autres structures, à avoir une solution alternative à la CEE, qu'ils conçoivent comme une nouvelle édition de l'empire. Il y a beaucoup de raisons économiques, politiques et aussi de sécurité pour créer une structure régionale, qui est la seule structure-charnière entre l'Asie et l'Europe, dans laquelle les pays du Sud soient représentés. Par une coopération autour de la mer Noire, nous pourrions assurer une certaine stabilité dans la région. L'intégration de la Roumanie dans les structures européennes exige un effort de la CEE mais aussi un développement de l'économie roumaine, qui ne peut trouver à l'ouest ses marchés et ses matières premières. L'intégration de la Roumanie à l'ouest passe aussi par la coopération avec les autres pays de la région.

Propos recueillis par JEAN-BAPTISTE NAUDET

(1) La Coopération économique de la mer Noire (CEN), créée le 25 juin 1992 à Istanbul, regroupe onze pays, riverains ou non de la mer Noire : l'Albanie, l'Arménie, l'Azerbaïdjan, la Bulgarie, la Géorgie, la Grèce, la Moldavie, la Roumanie, la Russie, la Turquie et l'Ukraine.

COLLOQUES

Quel avenir pour la coopération franco-allemande en Europe ?

A l'occasion du 30^e anniversaire du traité de l'Elysée, l'Institut d'Allemagne d'Asnières et le Goethe Institut de Paris organisent sous ce titre un colloque, avec la collaboration du Monde. Les échanges universitaires, la coopération culturelle et récréative, les échanges au service des citoyens, et la coopération triangulaire Paris-Bonn-Varsovie. Avec la participation, notamment, d'Osakar Lafontaine, ministre-président de Sarre, Roland Dumas, ministre des affaires étrangères, Krzysztof Skubiszewski, ministre des affaires étrangères de Pologne, et René Monory, président du Sénat.

» Lundi 18 janvier de 9 h 30 à 18 h, au grand amphithéâtre de la Sorbonne, 47, rue des Ecoles à Paris. Entrée libre.

Le Monde des DEBATS

Le Monde

L'ALIBI HUMANITAIRE

En dehors de sa justification immédiate, l'action humanitaire ne sert-elle qu'à masquer l'impuissance ou le désir de puissance des nations riches ? Le cri d'alarme de l'écrivain Tahar BEN JELLOUN au nom des peuples du Sud. Les limites et les ambiguïtés du droit humanitaire, par Pierre-Marie DUPUY, juriste. Le témoignage de Christophe RUFIN, vice-président de Médecins sans frontières. L'exemple somalien, par le sociologue Gérard PRUNIER.

UNE BELGIQUE DÉCHIRÉE

Une nouvelle fois la question se pose : le royaume belge peut-il résister à la volonté d'autonomie des Flamands et des Wallons ? Les réponses de Xavier MABILLE, historien, Pierre MERTENS, écrivain, René SWENNEN, avocat aux barreaux de Liège et de Paris.

LE TEMPS DES EXCLUS

La crise multiplie le nombre des exclus et distend davantage encore les liens sociaux. Comment retrouver de nouvelles formes de solidarité ? Les analyses d'Alvin TOFFLER, sociologue américain, Jean-Baptiste DE FOUCAULD, commissaire au plan, Bronislaw GEREMEK, historien polonais.

Numéro de janvier 1993

مكتبة المثلث

مخبرنا الأسفل

ESPACE EUROPEEN

LIVRES ET REVUES

Contrastes franco-allemands

An moment où l'on célèbre le trentième anniversaire du traité de l'Elysée, voici que paraît un ouvrage collectif solide et riche qui éclaire les contrastes permanents des relations franco-allemandes, avec évidemment, dans le contexte difficile, dramatique d'aujourd'hui, une accentuation des cotés sombres.

Weizsäcker - tous ont parlé, analysé, proclamé, préconisé. Il y a des problèmes communs : René Lasserre analyse avec précision, en ne retenant que l'essentiel - qui est positif - les relations économiques, Françoise Marnia présente les déséquilibres des investissements directs de l'un chez l'autre.

Tous ceux qui au BILD, créé en 1945, à l'Institut franco-allemand de Ludwigshafen, au Centre d'information et de recherche sur l'Allemagne contemporaine à Paris, se livrent à ce travail ont la même réponse à la question si souvent posée avec sincérité ou avec l'espoir gourmand d'une réponse négative : « Faut-il avoir peur de l'Allemagne ? » - « Peut-être. Jamais. De graves soucis pour l'avenir de l'Allemagne ? Assurément. A condition de les éprouver solidement avec ceux des Allemands qui les partagent. Et de leur donner le droit d'avoir de graves soucis pour l'avenir de la France. »

Le foisonnement des échanges

Mais par-delà difficultés et problèmes, le livre a raison de faire une large place à l'autre volet des relations franco-allemandes : le foisonnement des échanges sociaux, culturels, politiques. Un foisonnement qui n'a jamais cessé - non pas depuis 1963 puisque le traité de l'Elysée n'a été qu'une simple étape, mais depuis l'immédiat après-guerre. Avec, au départ, le sentiment et la conviction d'une responsabilité commune. C'est pas pour rien que le préambule de la Constitution de 1946 - ce préambule auquel le Conseil constitutionnel se réfère si souvent - dit que la victoire a été remportée sur un régime, non sur un peuple ou une nation.

ALFRED GROSSER
► Le Couple franco-allemand en Europe, sous la direction d'Henri Mendel. Publications de l'Institut allemand d'Asnières. 360 pages, 130 F.

L'Allemagne de la division à l'unification

Le numéro 70 de la revue Relations internationales s'intéresse aussi à l'Allemagne, avec des contributions d'universitaires français et allemands qui prennent en compte à la fois les aspects intérieurs et les conséquences extérieures de la réunification.

Relations Internationales, n° 70, SEHRIC, 11, cité Véro.

Le 30^e anniversaire du traité franco-allemand
A l'occasion du 30^e anniversaire du traité de l'Elysée, « Espace européen » traitera de la coopération franco-allemande d'ici à 2000. Le prochain numéro du 22 janvier (daté samedi 23), d'autre part, le

page « Dates » du Monde daté dimanche 24-janvier 1993, sera également consacrée à la signature du traité par le général de Gaulle et le chancelier Konrad Adenauer, le 22 janvier 1963.

Le guide du nouveau civisme

Inlassable Joseph Rovani ! Ce résistant, déporté à Dachau, pionnier de la réconciliation franco-allemande, s'attache aujourd'hui à promouvoir une Union européenne qui est pour lui l'horizon obligé du Vieux Continent. Son dernier ouvrage, Citoyen d'Europe, se veut un guide de ce nouveau civisme pour construire cette Europe maasrichtienne dont il se refuse à envisager l'échec. Partisan passionné d'une Europe fédérale, dépassant les États nationaux dont la mission historique lui paraît achevée, il s'attaque à la définition d'une charte des droits et des devoirs du citoyen européen.

Alerté par les résistances et les réticences qui se sont exprimées lors du débat sur la ratification de Maastricht, Joseph Rovani tente de répondre par la définition d'une éthique qui pourrait être acceptée par des hommes et des femmes issus des diverses traditions cohabitant en Europe : « Le civisme est une morale de la raison et des Lumières qui peut être reçue et vécue aussi bien par ceux qui ont entendu Dieu leur parler au Sinai ou dans leur chambre que par ceux qui vivent seuls, sans cette parole, ou qui se la disent dans leur cœur, à leur manière. C'est une morale pour adultes, pour responsables. »

Largement inspiré par le sage de Königsberg, Emmanuel Kant, le professeur Joseph Rovani définit, avec la simplicité que donne le savoir maîtrisé, vingt-trois devoirs et onze droits fondamentaux qui devraient guider la conduite du citoyen européen libre et responsable. On ne sera peut-être pas d'accord avec tous les impératifs catégoriques rovanien - le devoir d'avoir des enfants peut-il être mis sur le même plan que le devoir de défendre la démocratie ? - mais on ne peut que saluer une tentative visant à présenter le projet européen comme un enjeu qui ne concerne pas seulement l'économie.

L.R.
► Citoyen d'Europe, de Joseph Rovani, Robert Laffont, 248 pages, 115 francs.

TRIBUNE

Tchéco-Slovaquie : une séparation antidémocratique

par Karel Bartosek

Il y a un an, dans l'introduction au dossier slovaque de la Nouvelle Alternative, j'écrivais : « Je prends le risque de prévoir l'événement : le dernier État post-communiste fédéré (ou fédérée comme vous voudrez), né en 1918, va cesser d'exister. » Le contentieux entre Prague et Bratislava, capitales respectives des deux nations composant la Tchécoslovaquie, m'apparaissait impossible à régler. Et je mentionnais plusieurs éléments qui jouaient « en faveur de l'écclatement » du pays.

public le partage de l'Etat. Et moi, jusqu'à aujourd'hui, je ne sais même pas quel était cet arbre, si c'était un hêtre, un chêne ou un érable canadien... »

Libomir Liptak ajouta : « La République slovaque va naître le 1^{er} janvier. Comment ? Comme une République cédée de la Tchécoslovaquie par Klaus. En Slovaquie, la majorité des gens étaient contre le démantèlement de cet Etat et maintenant ils ne savent que faire... »

Pas d'euphorie

J'ai vu beaucoup de monde en Slovaquie. Personne ne m'a tenu de propos euphoriques. Y compris ces jeunes apprentis de dix-sept ou dix-huit ans, filles de familles modestes, très sympathiques et avides de connaître le monde. Des filles simples qui au fond tenaient le même discours que les historiens cultivés : elles ne comprennent pas ce qui se passe, elles étaient contre le partage de la Tchécoslovaquie et avaient l'impression que ce sont des forces extérieures à elles, de hautes sphères politiques très éloignées qui agissent en un sens contraire à ce qu'elles peuvent souhaiter.

Du côté tchèque, on ne rencontre pas non plus d'euphorie, mais plutôt de l'angoisse face à un avenir difficilement imaginable. Seront-ils compris ? L'Etat tchèque, par exemple, a eu du mal à se trouver un nom, signe évident d'une crise d'identité.

D'ailleurs un autre ami, le subtil historien tchèque Jan Kren, voit le problème essentiel des Tchèques dans la « cécité nationale ». On en trouve, selon lui, l'expression dans les propos anti-slovaques très répandus en Bohême : « On s'en va ! » Comme Libomir Liptak, il est plein d'ironie amère et me raconte la manifestation prague de sept mille personnes environ, « pour l'Etat tchèque », qui eut lieu à Vysehrad, colline symbolique où se trouve le « cinquième » national. L'orateur principal y était Vaclav Klaus, qui a essayé de définir la tradition nationale du « bon Etat ». Jan Kren commente : « Klaus a enfin fondé l'Etat tchèque... dans un cinquième. »

La désintégration de la République fédérale tchèque et slovaque e sans doute des causes multiples. Je pense depuis longtemps que la séparation slovaque y a joué un rôle moins important que le comportement de la droite ultra-libérale tchèque, pressée de se « débarrasser » d'un territoire aux graves problèmes sociaux qui lui est politiquement plutôt hostile. Cette droite a été et reste très habile dans la manipulation de l'opinion publique tchèque.

Reste à savoir quelles seront les conséquences de ce partage. Au niveau économique, il va coûter cher. Sur le plan politique, les risques sont encore plus gros, car les États qui naissent en vertu de la façon autoritaire, avec au pouvoir des partis qui traitent avec un tel mépris la souveraineté populaire, ne sont pas les garants d'une évolution vraiment démocratique.

Historien d'origine tchécoslovaque vivant en France, Karel Bartosek est directeur de la Nouvelle Alternative.

ALGERIE : LA LIBERTÉ SUSPENDUE

Le 2 janvier 1993, le directeur du quotidien indépendant algérien El Watan, Omar Belhouche, le directeur de la rédaction Abdelhak Moudil, le rédacteur en chef Tayeb Belghiche, et trois journalistes du journal, M^{me} Naceria Benali, M^{me} Omar Belghiche et Ahmed Anzer, étaient retenus dans les locaux de la gendarmerie d'Alger. Le journal a été suspendu.

Ils ont été inculpés, puis écroués, le mardi 5 janvier 1993, pour « atteinte au secret de la défense nationale et déshonneur de l'armée ». Ils ont été remis en liberté provisoire le samedi 9 janvier 1993. Leur seul tort : avoir publié une information, exacte, sur l'assassinat de cinq gendarmes en Algérie.

Nous, soussignés, parce que nous sommes attachés à la liberté de la presse, exigeons la suspension des poursuites à l'encontre des six journalistes d'El Watan.

Pour tout contact : El Watan, 22, rue de Stail, 75015 Paris. Tél. : 45-66-70-89. Fax : 45-67-97-89.

Premiers signataires :

Mohamed Harbi, Benjamin Stora, René Gallissot, Khalid Melba, correspondant permanent d'El Watan en France ; Mustapha Anani, journaliste El Watan ; Geneviève Fidani, journaliste El Watan ; Sophie Bonilla, journaliste El Watan ; Djellal Mahi, journaliste El Watan ; Michèle Vanderspotten, journaliste El Watan Bruxelles ; Souad Belhaddad, journaliste ; Farid Achoune, journaliste ; Mohamed Nemiche, journaliste ; Mezziane Ouard, journaliste ; Merzak Menaceur, journaliste ; Jean-François Renou, journaliste ; Frédéric Vasser, journaliste ; Mohamed Aboubaouche, journaliste ; Nicolas Maudou, journaliste ; Daniel Allain, journaliste ; Arel Wietzman, journaliste.

Jean-Michel Bessier, Courrier international ; Makti Kabba, Courrier international ; Robert Menard, Rapports aux frontières ; Nicole Du Roy, Télérama ; Michel Labro, L'Ensemble du Jeudi ; Bernard Langlois, Politiis ; Dominique James ; Christian Troude, Croissance ; Sandrine Tolotti, Croissance ; Samir Ghari, Jeune Afrique ; Dominique Bromberger, TFI ; Jean-Louis Perrot, Libération ; Hedi Copin, La Croix ; Christine Ockrent, France 3 ; Elie Lucc, France 2.

Le Monde
RADIO TELEVISION

L'A.D.I.C.
Association pour le dialogue international islamo-chrétien et les rencontres interreligieuses.
Son président : M^{me} ALI EL SAMMAN, avocat, membre du conseil supérieur islamique d'Egypte.
Son coprésident : M. Stelio FARANDJIS, secrétaire général du Hout - Conseil de la Francophonie.
Son président d'honneur : le cardinal Franz KOENIG, membre du Sacré Collège au Vatican.
appellent à une action pour la Bosnie
Et vous demandent d'adresser ce message au secrétaire général de l'ONU, M. Boutros BOUTROS-GHALI.
« Agissons maintenant ensemble pour la Bosnie, assez de barbarie, assez de crimes contre l'humanité. »
Avec le soutien de :
- L'archiduc Otto de HABSBURG d'Autriche, membre du Parlement européen ;
- M. Pierre ROSSI, membre de l'ADIC, secrétaire général de l'Organisation européenne pour les droits de l'Homme et pour ses libertés fondamentales.
Et le conseil d'administration de l'ADIC, avec entre autres :
S.E. M. Mohamed BEDJAOUL, juge à la Cour internationale de Justice de La Haye.
D. Dali BOUBAKEUR, recteur de l'Institut musulman de la Mosquée de Paris.
M. Gérard CAUVIN, conseiller auprès du président de THOMSON.
M^{me} Geneviève CHAUVEL, écrivain, auteur du livre sur SALADIN.
M. Samir-Michel EL DAHER, délégué général Moyen-Orient université pour la paix.
M. André de FOUGEROLLES, ancien secrétaire général de l'Association mondiale des anciens combattants.
M. François de LABOULAYE, ambassadeur de France, président de l'association des Amis de Louis MASSIGNON.
Général Jannou LACAZE, député au Parlement européen, ancien chef d'état-major de l'armée française.
Père Guiguis LUCAS, président de l'association culturelle de l'Eglise copte orthodoxe de St-Marie et St-Marc de Paris.
M. Bruno de LUSSE, ambassadeur de France, président de l'Association des Français de l'étranger.
M. Nassib MAHFOUZ, président de l'Association des droits de l'homme en Islam.
M. Djillal MEHRI, homme d'affaires.
M. Mustapha TOUGUI, président de l'association Espace Islam et Francophonie.
M. Pierre BERNARD, éditeur - Editions SINBAD.
M^{me} Odette MALLET, chargée de mission au ministère des affaires étrangères.
M. le secrétaire général de l'ONU
« Agissons maintenant ensemble pour la Bosnie, assez de barbarie, assez de crimes contre l'humanité »
Nom :
Adresse :
Signature :
Appel à retourner à
A.D.I.C. - 11, rue de Berri, 75008 Paris - Tél. : 45-61-23-18 - Fax : 45-61-23-32, qui transmettra.



LA PAGE ECONOMIQUE



CHEZ CITROËN EN JANVIER

1993. Premières mesures en faveur des automobilistes.

TRIBUNE LIBRE

Le grand constructeur automobile profite de cette nouvelle année pour présenter ses meilleurs vœux en vous proposant des produits exceptionnels à des prix particulièrement compétitifs. Chez les concessionnaires et agents CITROËN, janvier c'est le mois des affaires. N'hésitez pas à leur rendre visite... maintenant ! Merci à la marque aux chevrons et bonne année à tous.

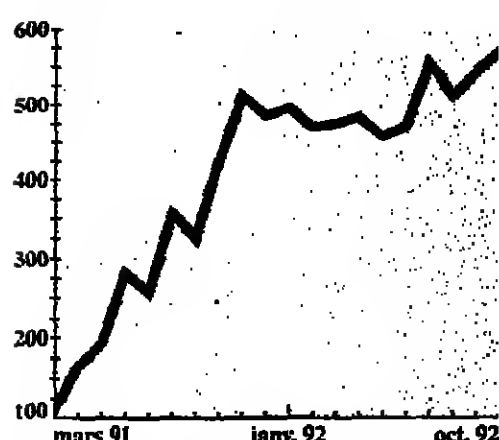
ETRANGER

LA CITROËN XM SUPERSTAR EN ALLEMAGNE



Formidable succès des CITROËN XM en Allemagne. En effet, la CITROËN XM est la voiture française haut de gamme la plus vendue Outre-Rhin dans les catégories berlines et breaks confondues. Avec plus de 5600 CITROËN XM vendues (source VDA sur les 10 premiers mois 92), la CITROËN XM s'impose sur le marché automobile européen le plus compétitif et le plus exigeant. Ce succès prouve, si nécessaire, sa qualité et sa fiabilité.

CITROËN ZX A la conquête de l'Europe.



Après avoir été reconnue par les journalistes spécialisés - 20 prix internationaux - les ventes de la CITROËN ZX prospèrent en Europe. Indice 100 = 6252 voitures vendues (source PSA).

* Tous ces prix correspondent au tarif du 04/01/93 pour les années modèles 93.

BONNE ANNÉE

SERIE LIMITEE

Citroën AX Escapade

A PARTIR DE

43900^F

Un début d'année prometteur.



Véritable événement automobile, la CITROËN AX Escapade incarne à elle seule le soin apporté par CITROËN à l'équipement de ses voitures. Moteur à injection dépollué,

trois couleurs au choix : blanc banquise, rouge furio et bleu saphir, un intérieur personnalisé, le tout pour seulement 43900^F en 3 portes et 47900^F en 5 portes (série

limitée à 1000 exemplaires au 04/01/93). Alors, à ce prix-là, une escapade s'impose. Venez découvrir tous les modèles de la gamme dans tous les points de vente CITROËN.

NOUVEAU COUPÉ CITROËN ZX TURBO DIESEL

Un début d'année qui ne manque pas de souffle.



"Une nouvelle forme de bonheur" a-t-on pu lire dans la presse à propos du nouveau Coupé CITROËN ZX AURA moteur turbo diesel. Il a tout pour vous satisfaire. Un moteur turbo diesel extraordinairement performant : turbo pour les accélérations et diesel pour l'économie. Coupé pour la ligne, Aura pour la finition.

La performance du turbo. Un moteur injection diesel propre qui réduit les émissions d'oxyde de carbone et d'azote. Il respecte votre santé et celle de la nature. Turbo compressé avec une cylindrée de 1905 cm³ offrant un couple maximum exemplaire de 20,5 mkg DIN à seulement 2250 tr/mn. Un moteur qui répond, dès qu'on en a besoin, avec une vitesse de pointe sur circuit de 185 km/h. Assurément, un diesel qui ne manque pas de souffle.

L'économie du diesel. Des performances qui ne vont pas à l'encontre de l'économie. En effet, ce Coupé CITROËN ZX turbo diesel ne consomme que 7,2 l en ville - 6,2 l à 120 km/h

- 4,3 l à 90 km/h - normes CEE. **Une ligne de Coupé.** Devant tant d'élégance, rien à dire sur ce nouveau Coupé CITROËN ZX AURA. On ne peut que l'admirer... Devant tant de confort, on ne peut qu'apprécier la richesse de ses équipements : direction assistée - volant réglable - condamnation centralisée des portes et lève-vitres avant électriques - vitres teintées - rétroviseur avant droit électrique - banquette arrière modulable... sans oublier les projecteurs à surface complexe - qui dotent la CITROËN ZX AURA d'un des éclairages les plus performants actuellement. Bravo pour la sécurité !

Rappelons, enfin, les remarquables qualités routières de cette CITROËN, son exceptionnel essieu arrière auto-directionnel programmé qui lui confèrent une stabilité sans pareil. Conduire aujourd'hui cette nouvelle CITROËN ZX, sur routes sinueuses ou grandes routes, vous procure un plaisir de conduire et un sentiment de sécurité inégalés dans cette catégorie. Pour apprécier les qualités de ce nouveau Coupé CITROËN ZX AURA turbo diesel, il ne vous en coûtera que 107200^F. Un des meilleurs rapports qualité/prix du moment. Un prix très attractif pour bien commencer l'année.

PARIS-DAKAR

Ils sont partis...



Cinq CITROËN ZX Rallye Raid sont en lice pour décrocher un des plus prestigieux trophées d'endurance automobile. Ce 15^e rallye tout terrain marathon démontrera une nouvelle fois, nous en sommes sûrs, les qualités de la CITROËN ZX Rallye Raid déjà prouvées par sa victoire au Paris-Pékin. Alors, rendez-vous à Dakar et bonne chance à tous les concurrents. Consultez le 36 15 CITROËN pour les résultats au jour le jour.

Citroën AX Diesel : 3,3 l aux 100 km. Les secrets d'un record d'économie.

La CITROËN AX Diesel a été conçue autour d'une idée forte : consommer moins pour polluer moins.

● **Moteur diesel :** aujourd'hui, grâce à sa technologie bien maîtrisée, le moteur diesel permet encore d'augmenter les économies d'énergie.

● **Boîte de vitesse optimisée :** la boîte de vitesse a été spécialement étudiée pour que, à toutes les allures, le moteur tourne au plus bas régime.

● **Pneus verts :** les pneus qui équipent la CITROËN AX Diesel ont été spécialement conçus par Michelin pour CITROËN dans le but de réduire la résistance au frottement. Résultat, une consommation de seulement 3,3 litres aux 100 km à 90 km/h qui en fait une des voitures record en économie de consommation mais également une voiture très écologique. Parce que consommer moins, c'est aussi polluer moins. Normes CEE : 4,8 l à 120 km/h et 4,5 l en parcours urbain.

CITROËN BX IMAGE, UNE VALEUR SURE POUR 95 000 F.



A son niveau d'équipement, la CITROËN BX Image 1.6 i reste sans rivale dans sa catégorie. Moteur à injection catalysé, suspension hydraulique, peinture métallisée, direction assistée, vitres teintées, lève-vitres avant électrique, fermeture centralisée des portes, intérieur velours, elle tient le haut du pavé pour seulement 95 000^F tout rond. Alors, si confort et endurance sont des notions qui comptent pour vous, vous serez séduit par la CITROËN BX Image. La CITROËN BX existe aussi en version break Evasion essence, diesel et turbo diesel.

هكذا من الأمل

IQUE

sures
ilistes

PARIS-DAKAR
Ils sont partis

itroën AX Diesel
131 aux 100 km.
les secrets d'un
ecord d'économie

itroën AX Diesel
131 aux 100 km.
les secrets d'un
ecord d'économie

itroën AX Diesel
131 aux 100 km.
les secrets d'un
ecord d'économie

itroën AX Diesel
131 aux 100 km.
les secrets d'un
ecord d'économie

itroën AX Diesel
131 aux 100 km.
les secrets d'un
ecord d'économie

محمد بن النحل

POLITIQUE

Le Monde • Samedi 16 janvier 1993 11

La préparation des élections législatives

M. Chirac propose «un nouveau pacte social»

LILLE
de notre correspondant

En consacrant trois jours au département du Nord, M. Jacques Chirac a salué, à sa façon, la victoire de l'opposition aux dernières cantonales dans ce fief du socialisme. Vouant à l'oubli, dans des secteurs en difficulté, l'opposition incarne la réforme et l'espoir, le président du RPR s'est rendu auprès des sidérurgistes à Dunkerque, des salariés du textile dans les Flandres, d'agriculteurs, de betteraviers ou encore de gardiens de prison à Douai. Pas de campagne sans meeting. C'est à Lille, jeudi soir 14 janvier, que l'ancien premier ministre s'est exprimé devant quelque quatre mille personnes, qui l'ont entendu dénoncer sévèrement les socialistes et appeler les Français à un «effort sans précédent».

«Je crois que nous ne soupçonnons ni le nombre, ni l'ampleur des problèmes non résolus», a dit M. Chirac, en évoquant, notamment, le dossier de l'éducation, l'une des priorités de la prochaine majorité. Il a abordé la relance de l'apprentissage, l'association des acteurs de la vie économique et des collectivités locales au choix des filières, à la définition des pro-

grammes et au financement d'actions populaires, l'existence d'une remise à niveau de l'école primaire, «plus importante que la généralisation du baccalauréat qui d'ailleurs va perdre, avec la dernière réforme du ministre Lang le pas de crédit qui lui restait», la modulation des crédits octroyés aux universités «en fonction de leur capacité à former des jeunes à des débouchés incontestables». Et comme il l'avait imaginé au lendemain de la période 1986-1988, l'ancien premier ministre, instruit par l'expérience de 1987, promet un référendum sur ce thème pour éviter de voir les jeunes descendre dans la rue.

De la même façon, sur d'autres questions de société, comme l'immigration clandestine, le maire de Paris, approuvé par son auditoire, se promet-il de relancer les mesures prises sous son gouvernement. Il est aussi déterminé à rouvrir le dossier de la réforme du code de la nationalité, estimant qu'on ne doit «devenir Français qu'au prix d'une demande expresse prouvant qu'on accepte les droits et obligations qui en résultent». M. Chirac a insisté sur la détermination qui est celle de l'opposition. Il lui faudra aussi, assure-t-il, de

Le Front national se dit «en embuscade dans une centaine de circonscriptions»

«Notre mouvement est plus puissant que jamais», a déclaré, jeudi 14 janvier à Paris, M. Carl Lang, secrétaire général du Front national, à l'occasion de la présentation par M. Martine Leplat, députée européenne, membre du bureau politique et secrétaire de la fédération de Paris, des candidats qui représenteront l'extrême droite dans la capitale aux élections législatives. Présentant son parti comme «la seule force militante d'opposition nationale et sociale», M. Lang a comparé le Front national à la tige de la fable, qui sera présente à l'arrivée. Le secrétaire général a réaffirmé qu'il ne veut «ni des sortants ni des revenants» et qu'il n'y a, selon lui, «rien à attendre d'une nouvelle gestion du RPR et de l'UDF».

Soulignant que le parti d'extrême droite est «en embuscade dans une centaine de circonscriptions», M. Lang a assuré que ses candidats seront «présents dans quatre-vingts à cent vingt circonscriptions» au second tour. «Nous ne sommes plus favorables, comme en 1986, à des accords avec l'opposition libé-

rale qui pendant des années a refusé la main tendue», a indiqué le secrétaire général, qui sera lui-même candidat dans la première circonscription du Nord. Faisant campagne seul contre tous, le Front national a décidé un «maintien de ses candidats partout où cela sera possible» au second tour. Dans le cas inverse, M. Lang confie qu'il n'y aura pas de consigne de vote, à moins d'accord ponctuel avec la droite fondée sur la réciprocité. Pour sa part, M. Bruno Mégret, député général du Front national, a déclaré à Marignane (Bouches-du-Rhône) que son parti

se battra contre «le chômage, l'immigration, l'insécurité et la corruption». Affirmant que le mouvement lepéniste est «le seul à annoncer la couleur», il a assuré que «le RPR et l'UDF trahissent les Français», car leurs électeurs «ne savent pas s'ils votent pour la politique économique de dévaluation de Siquin ou pour celle du franc fort de Balladur, ils ne savent pas non plus si l'UDF adoptera la politique européenne des partisans du «oui» préconisée par Giscard ou celle des tenants du «non» soutenue par Pasqua» lors du référendum sur Maastricht.

Selon la résolution adoptée par son comité central

Le PCF assure que sa priorité reste «la lutte contre la droite»

Le projet du gouvernement sur les retraites, rejeté par les socialistes eux-mêmes, a évidemment nourri le ressentiment des dirigeants communistes à l'égard de la politique menée par M. Pierre Bérégovoy, et les espérances prodiguées, jeudi 14 janvier, par le premier ministre, ne les ont pas vraiment rassurés.

Le président du groupe communiste de l'Assemblée nationale, M. André Lajoinie, a pris acte des explications de M. Bérégovoy tout en relevant qu'elles passaient «en contradiction» avec celles de son ministre des affaires sociales (M. René Teulade), qui envisageait d'allonger la durée des cotisations jusqu'à quarante années, voire plus. On ne peut pas dire que l'on maintient la retraite à soixante ans si elle est empêchée, a-t-il notamment déclaré en marge des travaux du comité central. Il faut le maintien de la retraite entière à soixante ans, cela doit être bien clair. Le Parti communiste est contre la privatisation des entreprises publiques. On ne touche pas aux nationalisations de la Libération. Il y a d'autres moyens de garantir la retraite complète à soixante ans. Nous proposons ainsi que les revenus financiers soient mis à contribution dans les mêmes conditions que celles imposées aux salariés.

La résolution adoptée jeudi par le comité central, à l'unanimité des présents, ne reprend pas, toutefois, la charge réquisitoire lancée dans son rapport introductif par M. Georges Marchais contre le bilan de M. François Mitterrand. Elle concentre le tir sur les options de l'opposition pour montrer que la priorité du PCF reste la lutte contre «la droite, dont tout le monde pronostique la victoire prochaine et qui s'apprête à mettre en œuvre une politique ultra-réactionnaire, faite de coups clairs contre le monde du travail, contre la France, et de super-cadeaux aux privilégiés».

«Pour ouvrir les possibilités d'une issue, précise ce texte, il faut battre la charge réquisitoire lancée dans son rapport introductif par M. Georges Marchais contre le bilan de M. François Mitterrand. Elle concentre le tir sur les options de l'opposition pour montrer que la priorité du PCF reste la lutte contre «la droite, dont tout le monde pronostique la victoire prochaine et qui s'apprête à mettre en œuvre une politique ultra-réactionnaire, faite de coups clairs contre le monde du travail, contre la France, et de super-cadeaux aux privilégiés».

«Pour ouvrir les possibilités d'une issue, précise ce texte, il faut battre la charge réquisitoire lancée dans son rapport introductif par M. Georges Marchais contre le bilan de M. François Mitterrand. Elle concentre le tir sur les options de l'opposition pour montrer que la priorité du PCF reste la lutte contre «la droite, dont tout le monde pronostique la victoire prochaine et qui s'apprête à mettre en œuvre une politique ultra-réactionnaire, faite de coups clairs contre le monde du travail, contre la France, et de super-cadeaux aux privilégiés».

«Pour ouvrir les possibilités d'une issue, précise ce texte, il faut battre la charge réquisitoire lancée dans son rapport introductif par M. Georges Marchais contre le bilan de M. François Mitterrand. Elle concentre le tir sur les options de l'opposition pour montrer que la priorité du PCF reste la lutte contre «la droite, dont tout le monde pronostique la victoire prochaine et qui s'apprête à mettre en œuvre une politique ultra-réactionnaire, faite de coups clairs contre le monde du travail, contre la France, et de super-cadeaux aux privilégiés».

A l'occasion des vœux de Nouvel An

M. Emmanuelli appelle les socialistes à «remobiliser l'électorat de gauche»

M. Henri Emmanuelli, président de l'Assemblée nationale, a déclaré, jeudi 14 janvier, à l'occasion des vœux de Nouvel An, que «la remise en question de la retraite à soixante ans serait inacceptable pour les socialistes» et a souhaité que «le dossier des retraites fasse partie de la campagne électorale». «En ce qui me concerne, a-t-il expliqué, je crois que la pérennité du système de retraites doit être fondée sur des ressources annuelles permettant d'assurer une répartition annuelle. Le fonds de garantie est un autre raisonnement, ce n'est pas le mien».

Évoquant le scrutin de mars prochain, M. Emmanuelli a déclaré que «les socialistes ne sont pas les plus mal placés pour remobiliser l'électorat de gauche» et que «ce sera le rôle de la gauche de remobiliser l'électorat de gauche».

«Le projet du gouvernement sur les retraites, rejeté par les socialistes eux-mêmes, a évidemment nourri le ressentiment des dirigeants communistes à l'égard de la politique menée par M. Pierre Bérégovoy, et les espérances prodiguées, jeudi 14 janvier, par le premier ministre, ne les ont pas vraiment rassurés.

«Le projet du gouvernement sur les retraites, rejeté par les socialistes eux-mêmes, a évidemment nourri le ressentiment des dirigeants communistes à l'égard de la politique menée par M. Pierre Bérégovoy, et les espérances prodiguées, jeudi 14 janvier, par le premier ministre, ne les ont pas vraiment rassurés.

Bouches-du-Rhône : le professeur Chermann ne se représente pas

MARSEILLE
de notre correspondant régional

Dans un bref communiqué, publié jeudi 15 janvier, le professeur Jean-Claude Chermann, député (Maj. prés.) de la sixième circonscription des Bouches-du-Rhône depuis l'entrée en vigueur de la loi dite «loi de la réforme», a annoncé sa décision de ne pas se représenter aux prochaines élections législatives «pour se consacrer totalement à sa recherche sur le sida». Le professeur Chermann, qui dirige l'unité INSERM de rétrovirus et maladies associées de Marseille-Luminy, nous a déclaré qu'il ne faisait «jamais les choses à moitié» et qu'il lui était donc «impossible de (se) consacrer, en même temps, à la politique».

Quelques heures auparavant, M. René Olmetta, ancien député (PS), conseiller général et adjoint au maire de Marseille, avait fait savoir qu'il serait lui-même candidat dans la sixième circonscription.

M. Olmetta, un proche de M. Robert Vigouroux, nous a précisé qu'il avait pris sa décision à la suite des élections sénatoriales sur M. Tapie sur TF1. Il entendait exprimer qu'il serait candidat dans la quatrième circonscription de la région (PCF), M. Guy Herminier. Toutefois, l'ancien député n'a pas déposé en temps voulu sa candidature devant les instances départementales du PS, ni même informé de sa décision le premier secrétaire de la fédération socialiste des Bouches-du-Rhône, M. François Bernardini.

M. Olmetta a le droit d'être candidat, nous a déclaré de son côté M. Tapie. Mais je n'exclus pas moi-même de me présenter dans cette circonscription. Si je devais faire un autre choix, le candidat commun du PS et d'Énergie Sud sera probablement mon ancien directeur de campagne, le socialiste Joël Cantavieja.

Nouvelle-Calédonie : M. Ukeiwé (RPR) candidat contre... M. Lafleur (RPR)

M. Dick Ukeiwé, ancien sénateur RPR de Nouvelle-Calédonie, a annoncé, mercredi 13 janvier, au cours d'une réunion publique tenue près de Nouméa, sa candidature aux élections législatives dans la première circonscription du territoire, actuellement représentée par M. Jacques Lafleur, président du Rassemblement pour la Calédonie dans la République (RPCR), député RPR.

M. Ukeiwé, qui est député européen, a déclaré qu'il était «fier d'être membre du Mouvement des Calédoniens libres, qu'il présente comme un combat du RPCR. Pour M. Ukeiwé, qui se considère toujours comme vice-prés-

dent du RPCR, la création du Mouvement des Calédoniens libres s'explique par le besoin de nombreux Mélanésiens loyalistes de «retrouver leurs marques» et de faire entendre leur voix au sein du parti de M. Lafleur.

En septembre dernier, lors des élections sénatoriales, M. Ukeiwé, sénateur sortant, avait maintenu sa candidature après avoir vu le RPCR lui refuser son investiture officielle au profit de M. Simon Loucheux. Ce dernier avait emporté de justesse au second tour, par quatre voix de majorité face au candidat du FLNKS.

M. Malécot inculpé de violences avec préméditation

Le sénateur, les écologistes et les voix nocturnes

ORLÉANS
de notre correspondant

M. Kibler Malécot, sénateur (Union centriste) du Loiret, président du conseil général du Loiret, maire de Neuville-aux-Bois, a été inculpé jeudi 14 janvier de violences avec préméditation par M. Martine Anzani. C'est une affaire curieuse et un peu rocambolesque qui a amené le premier paronage du département dans le bureau du magistrat parisien, la qualité d'officier de police judiciaire de l'intéressé ayant entraîné le transfert du dossier dans une autre juridiction que celle de la cour d'appel d'Orléans.

nommée Environnement Neuville, particulièrement active, s'étaient opposés au projet d'implantation d'une entreprise, pour raison de pollution, obtenant l'annulation du permis de construire auprès du tribunal administratif. Du coup l'entreprise, qui promettait d'employer une soixantaine d'emplois dans la commune, était allée à l'installation ailleurs. C'est peu de temps après que les victimes auraient reçu leurs premières coups de fil, jusqu'au moment où, lassées et ayant pris soin d'enregistrer ces conversations nocturnes, elles allaient trouver les gendarmes et déposer une plainte.

«L'inculpation n'ont pas la présomption d'innocence, que je revendique haut et fort», a déclaré le 14 janvier M. Malécot, qui a ajouté que ses avocats parisiens s'occupaient de cette affaire. M. Malécot, âgé de soixante-dix-sept ans, est maire de Neuville-aux-Bois depuis 1947, comme ou il aat né, sénateur depuis 1974. Il est devenu président du conseil général en 1979. Il est membre de la Haute Cour de justice.

REGIS GUYOTAT

Le Monde RADIO TÉLÉVISION

L'ancien président du conseil a eu trois passions : la Bretagne, la France libre et l'Europe.

De 1954 à 1958, Pleven fut marginalisé, homme d'écrit d'une politique qui avait fait faillite : il ne put pas empêcher la chute de l'«*épaveur*» de la première cabinet Phaulon de mai 1958. De Gaulle régnait, il n'avait aucune chance de se faire pardonner ses écarts de conduite : il ne pouvait que se résigner à l'indulgence que lui témoignait le général, il appela «*le grand*» lui en 1965 contre Lecanuet et Mitterrand, mais il est trop européen pour subir les foudres des nouveaux maîtres, trop atlantiste pour être considéré comme un traître du dispositif de l'OTAN. Centriste d'opposition, comme on disait alors, il s'est longtemps réparti sur sa Bretagne. Ses collègues Pompidou, dans son souvenir, ont été «*des gens d'un autre monde, sait le distinguer en 1969* » : est-ce parce des sceaux dans les cabinets de Chaban-Delmas et de Messmer, courant à ce titre, après sa grande pour

C'est en Bretagne qu'il faut prendre congé de René Pleven. Sa province l'avait élu à la Constituante en 1945. Normis un incident de parité l'avait empêché d'être élu à l'Assemblée. Côté-du-Nord pendant vingt-huit ans, ferment les extrêmes, tenant ferme, résistant à la vague de l'UNR, ardeur de toute son énergie à son fief de la circonscription de Dinan. En 1946, il s'y est donné un journal, au titre qui ne devrait apprendre à personne : *Le journal de la gauche démocratique*. Côté-du-Nord, qui ne put être réélu, s'installa avec Ouest-France, mais ot « président » à donné jusqu'au bout. Son avis sur toutes les grandes questions. Président du conseil général, il

Dès 1951, Pleven fonde avec Mar-
tray et Halleguen le comité d'études
et de liaison des intérêts bretons
(CELIB) au sein duquel une vraie
modernisation de la Bretagne sera
pensée : un espace à désenclaver et
à remodeler, un élan économique
qui mobilise la passion d'une élite
nouvelle sans préjugés ni archaïsme.
Grâce à Pleven, quelque chose,
insensiblement, se modifie dans la

En 1973, le vieux toulousain n'a pas eu la chance de voter municipale. Il est battu, de 51 voix sur plus de 26 000, par un brillant «jeune loup», Charles Josselin, lui aussi enfant du pays. Plessen se retire, abandonnant peu à peu tous ses mandats. Il avait décidé de ne pas décrire les erreurs du passé. Mais l'homme d'un seul livre, cet *Avenir de la Bretagne*, publié en 1951. Mais il savait accueillir les historiens avec courtoisie. Trop homme de raison pour se laisser méditer sur les graves erreurs du passé. Mais il avait décidé à rester fidèle à ce cri lancé à la tribune de l'Assemblée le 7 décembre 1951, lors du débat sur la CECA : *On ne m'entendra jamais éprouer les morts. Je parlerai des vivants.*

JEAN-PIERRE RIOUX

Il y reviendra en 1949 comme ministre de la défense, puis, de 1950 à 1952, comme président du conseil, avant d'être de nouveau, de 1952 à 1954, ministre de la défense puis, en 1958, ministre des affaires étrangères. Entre-temps, il a été élu député des Côtes-du-Nord en 1945 et conseiller général en 1948. Il a présidé, de 1946 à 1953, l'UDSR (Union démocratique et socialiste de la Résistance).

Sous la V^e République, il conserve son siège de député jusqu'à sa défaite en 1973 et préside le conseil général jusqu'en 1978. Il est ministre de la justice de 1969 à 1973. Président du comité d'études et de liaison des intérêts bretons (CELIB) de 1951 à 1972, il préside également, de 1964 à 1973, la commission de développement économique régional de Bretagne (CODER) puis, de 1974 à 1976, le conseil régional de Bretagne. René Pleven était compagnon de la Libération.]

par exemple, d'un syndicalisme de la ville», combinant proximité et affirmés, peut sembler utile. Cela ne l'est sans doute pas davantage que ne le furent les aspirations du mouvement ouvrier à l'association et à l'entraide.

Le socialisme, au dix-neuvième siècle, se proclamait internationaliste, mais fut incapable d'affronter le question national. Le socialisme de demain répondra à une situation dans laquelle tous les hommes savent qu'ils sont désormais responsables les uns des autres. Une gestion saine et prévoyante des ressources naturelles, le sauvetage de l'environnement et des équilibres écologiques appellent à une réglementation publique mondiale. Nouvel art de vivre, nouveaux écarts collectifs, nouvelle dimension écologique de l'action : tel sont les horizons du socialisme de demain.

► Michel Charzat, député de Paris, est membre du secrétariat national du Parti socialiste.

شخصيات الأمل

POLITIQUE

Bilan d'une législature

V. - L'argent obsédant



Après avoir souligné le rôle retrouvé du Parlement et rappelé les débats consacrés par les députés à l'immigration et à l'environnement (le Monde des 12, 13, 14 et 15 janvier), nous continuons la présentation du bilan de l'activité parlementaire entre 1988 et 1993 en soulignant la présence obsédante des affaires, de la désastreuse amnistie votée en 1989 à la lutte contre la corruption engagée par M. Pierre Bérégovoy.

par Pascale Robert-Diord

Viendra sans doute un jour où l'on s'étonnera de la sévérité des lois votées sous cette législature, de la rigueur et du nombre de textes destinés à moraliser la vie politique, à réduire et à contrôler les dépenses liées au financement des partis et des campagnes électorales, à plafonner et à fiscaliser les indemnités des élus, à sanctionner et à prévenir les dérives liées à l'exercice du pouvoir politique. Viendra peut-être un temps où l'on ne retiendra de la loi du 15 janvier 1990 que ses articles gauloises annulant l'élection de celui qui aura contrevenu à ses dispositions. Viendra peut-être un temps où l'on oubliera l'amnistie...

Obsédante amnistie. La tâche qu'elle a laissée sur la législature n'a cessé de s'élargir, de s'imprimer si profondément que rien n'a pu en venir à bout. D'abord, on n'est jamais parvenu à la détermination de quatre lettres détestées pour l'opinion publique : « euto ». Autoamnistie, c'est-à-dire auto-blanchiment, auto-pardon des parlementaires.

Faut-il encore le rappeler, l'article 19 de la loi du 15 janvier 1990 dispose que, « sauf en cas d'extrême nécessité personnelle de leurs auteurs, sont amnisties toutes infractions commises avant le 15 juin 1989 en relation avec le financement direct ou indirect des campagnes électorales ou de partis et groupements politiques, à l'exception des infractions prévues par les articles 132 à 138 et 175 à 179 du code pénal (corruption active ou passive de fonctionnaires, ingérence, fausse monnaie) et de celles commises par une personne investie d'un mandat de parlementaire national ». Les députés se sont donc expressément exclus du bénéfice de l'amnistie.

D'où vient alors ce désastreux malentendu ? Comment comprendre qu'en dépit des explications, l'opinion publique se soit obstinée à croire que les hommes politiques s'étaient fabriqués une justice sur mesure ? Le vieux fond antiparlementaire français ne saurait justifier à lui seul cette défiance. La faute en revient bel et bien à ceux qui ont conçu puis fait adopter cette disposition.

Sa genèse tout d'abord : au printemps 1989, les affaires Pochiney et Société générale défrayaient la chronique, et une vingtaine de personnes sont déjà incriminées dans le dossier de la SAE-SORMAE. C'est le moment que choisit le président de la République, lors de son traditionnel pèlerinage à Solitude, en mai, pour réclamer « une loi sévère, qui aille loin, puisse aller jusqu'aux communes, pour imposer des règles démocratiques compatibles avec la morale élémentaire, la morale financière » parce que, constate M. Mitterrand, « le système démocratique grippé quelque part ».

Mais derrière cette verbeuse indignation apparaît très vite une préoccupation d'un autre ordre. L'empressemment mis par le premier ministre, M. Michel Rocard, à proposer un projet de loi sur le financement de la vie politique paraît d'autant plus suspect que M. Pierre Mauroy, premier secrétaire du PS, ne cache pas ses inquiétudes à l'égard des agissements de certains socialistes. L'idée d'une amnistie, qui permettrait de « remettre les compteurs à zéro » au moment où l'on va déterminer de nouvelles règles pour le financement des campagnes et des partis, est lancée dès la fin du mois de mai. L'urgence de cette mesure est à peine celle puisque le gouvernement et les dirigeants du

PS envisagent de l'introduire dans un projet de loi portant amnistie en faveur des indépendantistes de la Martinique et de la Guadeloupe. M. Jacques Toubon, député (RPR) de Paris, évalue l'affaire début juin, des députés socialistes s'en émeuvent et le projet est abandonné.

Pas pour longtemps. Le 20 juin, le conseil des ministres adopte les deux projets de loi sur le financement de la vie politique. L'un d'eux contient officiellement une mesure d'amnistie dont le gouvernement espère faire partager la responsabilité à certains groupes de l'opposition. Des tractations sont engagées, notamment auprès du groupe UDF. Le trésorier du Parti républicain, M. Gérard Loezet, donne ouvertement son accord. Moins publiquement, d'autres responsables politiques font savoir qu'ils ne sont pas hostiles. Mais la crainte - ou la prudence - de donner leur aval à une véritable bombe à retardement les en dissuade. L'idée, avancée par le gouvernement, de faire adopter ces deux projets de loi au cours d'une session extraordinaire en juillet échoue de les convaincre que mieux vaut ne pas s'engager dans cette voie. Le débat est finalement renvoyé à l'automne.

Entre-temps, le climat s'est assombri : de nouvelles incriminations ont été prononcées dans l'affaire de la SORMAE, qui concernent directement le Parti socialiste : celles de MM. Gérard Moutet et Joseph Desroix, deux dirigeants du bureau d'études Urba-Technic et de Gracco, chargé de récolter des fonds pour le PS, puis celle de M. Michel Pezet, député (PS) des Bouches-du-Rhône. Lorsque les projets de loi viennent en débat devant la commission des lois de l'Assemblée nationale, l'opinion publique a en connaissance par la presse que l'enquête policière et judiciaire dans l'affaire des fausses factures de la SAE est « freinée » : un des inspecteurs dont le nom deviendra célèbre, M. Antoine Gaudin, a été muet, et le dossier semble « dormir » au parquet de Marseille.

A l'Assemblée, l'opposition se raidit. Du côté des socialistes, des voix s'élèvent aussi, comme celle de M. Michel Suchod, député de la Dordogne, qui signe, dans les colonnes du Monde, une sévère tribune intitulée : « Contre l'amnistie ». Le débat s'ouvre le 4 octobre en séance publique dans une ambiance nausé-

bonde : des élus du Front national viennent distribuer dans les couloirs des « chèques » roses en règlement de « dévouements divers ». Le 7 octobre, en dépit d'une ultime tentative de M. Pierre Joxe, ministre de l'Intérieur, pour convaincre certains députés de droite, le texte est adopté sans sa disposition d'amnistie.

Non-lieu pour M. Nucci

Le 6 décembre, nouvelle tentative : le texte revient à l'Assemblée pour une deuxième lecture. Un député socialiste, M. Jean-Pierre Michel (Haut-Rhône), accepte d'assumer seul la responsabilité de signer et de présenter un amendement rétablissant l'amnistie. Par 283 voix contre 168, cet amendement qui, contrairement au projet initial du gouvernement, exclut les parlementaires, est adopté grâce aux voix du PS et à un renfort substantiel de suffrages de droite. La loi est publiée au Journal officiel le 15 janvier 1990.

L'idée d'autoamnistie, qui s'est déjà imposée dans l'opinion publique, va trouver sa justification : le 4 avril, les cinq magistrats composant la Haute Cour de justice chargée d'examiner la mise en accusation de M. Christian Nucci prononcent un non-lieu en faveur de l'ancien ministre socialiste de la coopération. Dans leur exposé des motifs, ils finissent notamment leur décision sur l'amnistie votée par le Parlement en décembre 1989 et expriment publiquement leurs critiques à l'égard de cette disposition.

Un mois plus tard, en mai, les élus incriminés dans l'affaire des fausses factures de la SAE, dont M. Pezet, bénéficient à leur tour d'un non-lieu, soit d'une amnistie. Peu importe alors que ces décisions se fassent principalement sur la loi d'amnistie de... juillet 1988, adoptée au lendemain de la réélection de M. François Mitterrand, dont M. Pezet, député PS et PC, RUDF et UDFC s'abstient, le RPR se prononçant contre. L'effet est dévastateur et la politique, un temps calmée, est relancée.

Le 9 mai, à l'initiative de M. Jacques Chirac (RPR), l'opposition dépose une motion de censure du gouvernement sur l'amnistie. Dans son discours en séance, l'ancien pro-

mier ministre dénonce « la carence du gouvernement dans deux domaines essentiels pour la vie démocratique : la morale publique et le fonctionnement de la justice ». Après avoir entretenu un long suspense, les députés communistes refusent finalement de mêler leurs voix à celles de la droite : la censure n'obtient que 262 voix sur les 289 requises.

Le malaise qu'avait exprimé les juges de la Haute Cour gagne l'Assemblée de la magistrature, et les critiques se multiplient à l'égard des atteintes portées par le gouvernement au bon fonctionnement de la justice. Déjà affaibli par la révolte des juges, le garde des sceaux, M. Henri Nallet, doit en plus subir, dès la rentrée parlementaire d'automne, de très nombreuses séances de questions au gouvernement. Le livre d'Antoine Gaudin, l'Enquête impossible, qui raconte l'affaire des fausses factures de Marseille, est exhibé dans l'hémicycle, devant les caméras de télévision le mercredi après-midi. M. Philippe de Villiers (UDF) multiplie les attaques contre le garde des sceaux. La gêne s'installe dans la classe politique et, dans tous les groupes représentés à l'Assemblée, on commence à s'interroger des conséquences de ce climat d'affaires politico-financières sur le fonctionnement de la vie démocratique.

La perquisition du juge Jean-Pierre

Mais ce répit tactiquement accordé au gouvernement est de courte durée. Le 7 avril 1991, le juge Thierry Jean-Pierre fait une spectaculaire perquisition au siège d'Urbanitec. Devant l'Assemblée nationale, M. Kieffer, ministre délégué à la justice, et M. Nallet jugent ces actes contraires à la légalité. La chambre d'accusation de la cour d'appel d'Angers leur donne tort et valide la procédure. La droite renouvelée alors ses attaques en demandant la démission du garde des sceaux au cours d'une séance bousculée.

Face à cette nouvelle offensive de l'opposition, les socialistes tentent de réagir. Le 24 avril, à l'initiative de M. Pierre Mauroy, premier secrétaire du PS, ils déposent une motion de censure d'une commission d'enquête parlementaire sur le financement de la vie

politique. Cette proposition, inscrite d'urgence à l'ordre du jour des travaux de l'Assemblée, est votée le 14 mai. Les socialistes donnent un gage de leur bonne volonté à l'opposition en acceptant de confier la présidence de la commission d'enquête à M. Jean-François Deniau (UDF) auquel succédera, après sa démission, M. Pierre Mazzeaud (RPR), tandis que le poste de rapporteur revient à M. Jean Le Garrec (PS). Toujours dans le même but de transparence, l'Assemblée nationale adopte, en juillet, une proposition de loi déposée par M. Laurent Fabius, et congnée par les présidents de tous les groupes à l'exception du PC, qui permet la publicité des auditions des commissions d'enquête.

Ces auditions reprennent dès le mois de septembre 1991. Les trésoriers de tous les partis politiques, ainsi que ceux des campagnes présidentielles, dont M. Henri Nallet, sont convoqués par la commission. Le 17 septembre, M. Jean-Marie Le Pen, président du Front national, saisit l'occasion de cette publicité des débats pour créer un incident en venant dénoncer « la bande des quatre » et le « climat de corruption de la vie publique ».

Le 21 novembre, le rapport de M. Le Garrec est rendu public. Les auditions des trésoriers, de PDG de grandes surfaces, de responsables de la Fédération du bâtiment et des travaux publics, amènent le rapporteur de la commission d'enquête à constater que « les pratiques occultes n'ont pas disparu ». Un tabou est brisé, un véritable effort de transparence a été accompli. De nouvelles mesures sont proposées, réajustant encore plus durement le financement de la vie politique. Mais il est déjà trop tard pour enrayer le mal. D'autant que les « affaires » continuent de se multiplier ou de rebondir. Le 14 janvier 1992, jour de la passation des pouvoirs entre M. Fabius et M. Mauroy, le juge Renaud Van Ruymbekpe perquisitionne le siège du PS, rue de Solferino.

Accusés de tous les maux, vilipendés, les députés ne désespèrent pourtant pas de révéler leur image. Le 24 janvier, au cours d'une session extraordinaire du Parlement, ils adoptent définitivement le projet de

loi relatif aux conditions d'exercice des mandats locaux. Un semblant de consensus s'établit entre les groupes pour voter le plafonnement des indemnités mensuelles des élus à 43 000 francs. Toujours en quête de reconnaissance, les députés adoptent également le principe de la fiscalisation totale de leurs indemnités. Cette disposition sera officialisée dans le projet de loi de finances pour 1993.

« Vider l'abcès de la corruption »

La nomination de M. Pierre Bérégovoy à Matignon, en avril 1992, marque une nouvelle étape. Le premier ministre, tel Sisyphe, se suit à son tour du rocher de la moralisation. Dans son discours de politique générale, le 8 avril à l'Assemblée nationale, il annonce qu'il entend « vider l'abcès de la corruption » et qu'il déposera pour cela un nouveau projet de loi devant le Parlement. Deux semaines plus tard, M. Bérégovoy met en place une commission de la prévention de la corruption, présidée par un conseiller d'Etat, M. Robert Bouchey. Cette commission rend son rapport le 8 juillet et propose plusieurs amendements législatifs.

L'attention de l'opinion publique est, elle, attirée par d'autres rebondissements : en mai, dans un entretien accordé au Parisien libéré, le ministre du logement, M. Marie-Noëlle Lienemann, a mis gravement en cause deux élus socialistes de l'Essonne dans l'affaire des fausses factures de la SAGES, MM. Jacques Guyard et Claude Germon. Quelques jours plus tard, M. Bernard Tapie, tout récemment nommé ministre de la ville, est pris de démissionner de ses fonctions, avant d'être inculpé dans une affaire de droit privé par le juge Edith Balzette (il bénéficiera d'un non-lieu en décembre). En juillet, à la veille de l'ouverture du congrès socialiste de Bordeaux, le Monde révèle que M. Henri Emmanuelli, président de l'Assemblée nationale, est susceptible d'être inculpé par le juge Van Ruymbekpe, en sa qualité d'ancien trésorier du PS. Cette inculpation lui est effectivement notifiée quelques semaines plus tard.

Pour les députés socialistes, la dernière session de la législature s'ouvre tristement. Fin septembre, au cours de leurs journées parlementaires, ils s'efforcent de voir que le gouvernement tient à inscrire prioritairement à l'ordre du jour de la réforme du code de procédure pénale - qui modifie notamment la notion d'inculpation - et celui sur la prévention de la corruption. « Ce n'est pas l'ouverture de la session parlementaire, mais celle de la session judiciaire », maugrée l'un d'eux.

Ils ne sont pas au bout de leurs peines. Au conseil des ministres du mercredi 9 septembre, contre l'avis du premier secrétaire du PS, M. Fabius, M. Mitterrand avait exigé que soit introduit dans le projet de loi anticorruption, une disposition interdisant aux entreprises tout versement à des partis politiques ou à des candidats. La volonté présidentielle, appuyée par le premier ministre, sème l'embarras dans les rangs socialistes. Une fois de plus, le PS donne à l'opinion publique le spectacle de nouveaux affrontements sur cette question obsédante de l'argent.

A l'Assemblée nationale, les députés de la majorité viennent recevoir avec borreur les fantômes des affaires et de l'amnistie. Lors d'une réunion du groupe socialiste, son président, M. Jean Auroux, lance : « Si le parti se déchire sur la corruption, c'est le dernier cercle de l'enfer ». Au cours des différentes lectures du projet, le gouvernement va finalement renoncer à imposer à ses troupes récalcitrantes le financement public des partis politiques.

Mais là encore, le mal est fait : de ce texte qui, entre autres, abaisse le plafond des dépenses électorales, renforce la transparence du financement, accentue le contrôle sur les concessions de service public, modifie le statut des commissions d'urbanisme commercial - tous lieux reconnus de dérives et de corruption, - on ne retiendra que la polémique maladroite sur l'argent. Dans l'attente du jour, sinon improbable, du moins lointain, ni...

Prochain article

(dans le Monde du 19 janvier) :

« Les majorités d'idées de la santé »

EN SÉANCE

Le destin de Jean-Jacques Hyest

Un Jean-Jacques Hyest, pour un groupe parlementaire, c'est toujours une affaire en or. Que l'on y songe un peu : un sérieux absolu, une capacité abyssale à travailler les dossiers, une résilience nocturne exceptionnelle, une disponibilité sans faille, une impénétrabilité totale à la familiarité, un humilité de séminariste. Tout ça pour parer à la « Je m'en fous » pourrait dire : j'en ai de la politique ». Sa souvenance la député centriste. Mais quand on est appelé puis élu, comment se soustraire à son destin ?



celui qui apparaît de plus en plus comme son dauphin.

Pour Jean-Jacques Hyest, tout commence en 1985 avec l'élection présidentielle et la candidature de Jean Lecanuet (MRP). « Evidemment, à l'institut catholique, entre le bachelot et le droit, je m'étais plus rapproché de Mounier que de Marx et de Sartre », admet-il bien volontiers. Pour la démocratie chrétienne donc, le jeune étudiant colle des effiches, avec le patronage d'un de ses anciens professeurs d'allemand devenu député radical indépendant, Paul Séramy. Il s'en tient là. Ce n'est qu'en 1971 que le politique fait un nouvel appel au pied à ce jeune évocateur qui se destine au barreau.

Grâce à l'entremise de son ancien maître, Jean-Jacques Hyest devient en effet le directeur des services du conseil général de Seine-et-Marne que préside un radical bon teint, M. Etienne Delly. Ce poste administratif napoléonien lui vaut une première déconvenue à l'occasion du changement de majorité dans le département. En 1979. Remarqué par les socialistes, il se retrouve à la préfecture chargée de la protection civile. Ce passage au purgatoire eura brief. En 1982, M. Hyest prend sa revanche. Il est élu dès le premier tour, à la surprise de tous, dans un canton détenu par un notable socialiste. Deuxième chance, Paul Séramy devient en même temps président du département à la faveur d'une nouvelle alternance et délègue la mise en musique de la décentralisation à

lors des réunions de l'intergroupe de la droite que le député centriste n'est de toute façon « qu'un juriste, qu'un technicien et qu'il n'entend rien à la politique ». M. Hyest, lui, jubila. « La politique comme ça, la politique du non à tout, je ne sais pas ce que c'est », s'exclame-t-il, pour évaluer, l'air toujours voté les notions de censure ».

C'est ainsi que, la réforme du code pénal et Maastricht mis à part, un des meilleurs souvenirs du député centriste pour cette législature est le vote de la loi sur le financement des partis, l'amnistie exceptée, même à l'égard de l'odeur de soufre qui entoure aujourd'hui le sujet. M. Hyest, devenu en 1991, toujours à ce poste de fameux sérieux, trésorier du CDS, reste convaincu que « du bon travail » a été réalisé à cette occasion.

Un parlementaire de ce genre, premier de corvée, finalement, ça devrait être fait député inamovible. Par pure précaution. Le problème est que M. Hyest ne se voit pas éternellement rivé à son banc. « Quoi qu'il advienne », à soixante-cinq ans, il ne sollicitera pas le renouvellement des mandats dont il dispose encore. D'ici là, le conseil général de Seine-et-Marne, que dirige M. Jacques Larché (R) depuis la disparition de Paul Séramy, l'acaparera peut-être un peu plus encore, si c'est possible.

« Depuis 1982, l'Assemblée nationale et le département ne me laissent pas le temps de souffler et de prendre des vacances. Il y aurait bien le mois d'août, mais en août, ce sont les adieux de ma commune qui en profitent justement pour fiche le camp », soupire-t-il. Alors en août, à La Madalaine-sur-Loire (trois cents habitants), toujours serviable, toujours efficace, toujours empressé, toujours dévoué (même que ça conserve et que ça permet de conserver ce que l'on a), M. Hyest fait « le maire et le cantonnier ».

GILLES PARIS

Dialoguez avec Philippe Seguin
Aujourd'hui, êtes-vous de droite ou de gauche ?
Faut-il intervenir en Bosnie ?
Votez en direct
3617 POLITIQU

le journal mensuel de documentation politique après-demain
Fondé par la Ligue des droits de l'homme (non vendu dans les kiosques)
offre un dossier complet sur :
LA MAITRISE DES DÉPENSES DE SANTÉ
Envoyer 60 F (timbres à 2,80 F ou chèque) à APRES-DEMAIN, 27, rue Jean-Dolat, 75014 Paris, en joignant le dossier demandé ou 150 F pour l'abonnement annuel (80 % d'économie, qui donne droit à l'envoi gratuit de ce numéro)

Le Monde
Edité par le SARL Le Monde
Comité de direction : Jacques Lescaume, gérant directeur de la publication Bruno Freppart directeur de la rédaction Jacques Guiz directeur de la gestion Manuel Lucbert secrétaire général
Rédacteurs en chef : Jean-Marie Colombani (adjoint au directeur de la rédaction) Yves Agnès Jacques Arnal Jacques Fauriol Philippe Frenaud Jacques-François Simon
Daniel Vernet (directeur des relations internationales)
Anciens directeurs : Hubert Bourne-Méry (1944-1989) Jacques Fauriol (1989-1992) André Laurent (1982-1989) André Fontaine (1985-1991)
RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL : 15, RUE FALGUIÈRE 75001 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-66-25-26 Télécopie : 40-66-25-99
ADMINISTRATION : 1, PLACE HUBERT-SÉVIGNÉ 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-66-25-29 Télécopie : 40-66-30-10

Nous n'avons pas
attendu 18 ans
pour atteindre
la majorité.

Le Monde diplomatique, le Monde dossiers et documents, le Monde des débats, le Monde des philosophes. Durant la « Moia de l'éducation », le Monde vous attend, à Paris, du 20 au 24 janvier, au Salon Espolagnes (porte de Versailles) ainsi qu'au Salon du monde enseignant (La Villette) et du 29 au 31 janvier, aux Premières Rencontres nationales de la lecture et de l'écriture (La Villette). Le Monde sera également présent, entre le 14 et le 29 janvier, aux Salons de Bordeaux et Marseille, ainsi que dans les instituts universitaires de formation des maîtres (IUFM).

Pour recevoir le catalogue de l'ensemble de nos formules d'abonnement au *Monde* et à ses publications, et profiter de notre remise spéciale
"LE MOIS DE L'ÉDUCATION" valable jusqu'au 15 février 1993

1, place Hubert-Beuve-Méry - 94852 - Ivry-sur-Seine Cedex

Nom : Prénom :
Adresse :
Ville : Code Postal : | | | |



هكذا من الأصل

[illegible]

محمد من النحل

SOCIÉTÉ

Le Monde • Samedi 16 janvier 1993 15

JUSTICE

La contestation du nouveau code de procédure pénale

« Quand une loi a été votée, elle doit être appliquée » déclare M. Bérégovoy

S'exprimant, jeudi 14 janvier, sur la fronde des juges d'instruction face à la réforme du code de procédure pénale, dont les principales dispositions entreront en vigueur le 1^{er} mars prochain, le premier ministre, M. Pierre Bérégovoy, a notamment déclaré : « Je considère que cette réforme est une bonne réforme et que, quand une loi a été votée, elle doit être appliquée. (...) Dire que la loi entrave désormais l'action de la police et de la justice, c'est déformer la réalité et tromper l'opinion publique. » Tandis que de nouveaux juges d'instruction ont été désignés, les magistrats ont adressé une motion au garde des sceaux dans laquelle ils jugent « partiellement inapplicables les dispositions de la loi réformant la procédure pénale ». « Cette loi, nous l'appliquons, nous tirons simplement la sonnette d'alarme », a toutefois commenté le doyen des juges

des demandes individuelles de mutation. Partie de Strasbourg le 6 janvier, la fronde vient de gagner les greffiers d'instruction qui, au tribunal de grande instance de Pontoise (Val-d'Oise), ont demandé à leur président de leur changement de service, à compter du 1^{er} mars. Jeudi, les quatorze juges d'instruction du tribunal de grande instance de Bobigny (Seine-Saint-Denis) ont demandé à être déchargés de leurs fonctions. Le même jour, les magistrats du tribunal de grande instance de Toulouse (Haute-Garonne) ont adressé une motion au garde des sceaux dans laquelle ils jugent « partiellement inapplicables les dispositions de la loi réformant la procédure pénale ». « Cette loi, nous l'appliquons, nous tirons simplement la sonnette d'alarme », a toutefois commenté le doyen des juges

d'instruction de Toulouse, M. Patrick Lopez-Terrès. Les juges du parquet de Nancy ont également demandé à être déchargés de certaines de leurs attributions. Les huit juges d'instruction des tribunaux de grande instance de Chambéry et d'Albertville (Savoie), ainsi que d'Annecy, Thonon-les-Bains et de Bonneville (Haute-Savoie), ont demandé à être relevés de leurs fonctions. Les juges d'instruction ont annoncé leur décision de « refuser toute désignation en tant que juges délégués pour la mise en détention » et ils se sont déclarés « prêts à envisager d'autres actions ». Réunis ce même jour à la capitale rhodanienne et des tribunaux de Villefranche-sur-Saône (Rhône), Roanne (Loire), Bourg-en-Bresse et Belley (Ain), ont envisagé pour nombre d'entre eux, et dès 6

présent, d'être déchargés de leurs fonctions afin de protester contre l'entrée en vigueur « précipitée » de la réforme. Enfin, l'Union syndicale des magistrats (USM), organisation majoritaire et modérée, a estimé que « la réforme est inapplicable en l'état » et que « son entrée en vigueur, le 1^{er} mars prochain, entraînerait de graves difficultés de fonctionnement dans les juridictions, dont certaines risquent de se trouver totalement paralysées, au détriment des justiciables ». L'USM « considère que ce texte, qui comporte de multiples incohérences, doit être reconsidéré à la lumière des critiques formulées par les praticiens », et demande donc la convocation du Parlement en session extraordinaire « afin de suspendre l'application de cette loi totalement inadéquante à la situation actuelle de l'institution judiciaire ».

La loi et le moment

par Edwy Plenel

Qui est tort, qui est raison ? Le pouvoir qui rappelle fermement aux juges que, seul, il ramène en question la séparation constitutionnelle des pouvoirs, les sont tenus d'appliquer la loi, et ne sauraient prétendre la faire ou la défaire ? Les juges d'instruction qui, dans leur grande majorité, affirment à l'opinion que la loi du 4 janvier portant réforme de la procédure pénale est inapplicable ? Dans le climat préélectoral actuel, et alors que le gouvernement ne cesse de lui donner le tournis en lançant ses derniers feux par des effets d'annonce non dénués d'arrière-pensées, l'adite opinion risque fort de ne guère saisir les enjeux concrets de l'affrontement.

Rares seront sans doute les citoyens qui prendront le temps de lire les 244 articles de la loi, et, à l'a s'y risquent, qui comprendront un texte foisonnant et complexe. A tel point que le premier ministre lui-même, dans son plaidoyer du jeudi 14 janvier, n'est que quelque peu trompé sur l'un des points essentiels de la réforme, la mise en détention. M. Pierre Bérégovoy en effet affirme que, dans « les affaires graves ou de délinquance organisée », « si le personnel est arrêté et détenu, elle sera mise en examen par le juge d'instruction qui pourra ordonner le juge d'instruction, celui qui protège aujourd'hui - la mise en détention provisoire directement ». En fait, l'une des principales innovations de la réforme est justement de ne plus laisser au juge d'instruction la maîtrise de l'incar-

cération. A partir du 1^{er} mars, il la demandera, mais elle sera décidée - prescrite ou prolongée - par le président du tribunal ou le magistrat délégué par lui. A partir du 1^{er} janvier 1994, la mise en détention sera décidée par une chambre composée d'un magistrat du siège, désigné par le président du tribunal, et deux échevins. Le seul cas où le juge d'instruction pourra seul ordonner une mise en détention est celui d'un week-end par exemple) où ses nouveaux interlocuteurs - président du tribunal, magistrat délégué - ne seraient pas présents ou impossibles à joindre.

En début de législature

L'erreur du premier ministre illustre l'actuel dialogue de sourds entre les juges et le pouvoir. Par bien des aspects, la réforme adoptée par le Parlement est une bonne réforme, inspirée par un plus grand souci des libertés individuelles, un plus grand respect de la présomption d'innocence, une volonté patinée de remédier à cette trop grande confusion des rôles assumée jusqu'ici par la figure du juge d'instruction, à la fois enquêteur et juge, partagé entre les convictions qu'il retire de son enquête et l'obligation qu'il lui est faite d'instruire à charge et à décharge.

D'une certaine façon, la réforme - plus ambitieuse qu'il n'y paraissait au premier abord - casse en deux l'inculpation, dont les effets pervers ont suffisamment été

démonstrés, dissociant nettement accusation et enquête, poursuites et instruction, en instaurant un processus plus long et plus complexe par la procédure de la mise en examen.

Même le désormais célèbre juge René Van Ruymbek, dont le pouvoir socialiste a pu mesurer la rigueur et l'indépendance, sait bien qu'en son état actuel, la figure du juge d'instruction était traversée de contradictions et d'ambiguïtés. Son « Que sais-je ? » sur le Juge d'instruction vient justement d'être réédité après une mise à jour, et il y souligne cette image paradoxale de « véritable Janus du monde judiciaire », disposant de « pouvoirs préjudiciaires aux libertés » tout en représentant une garantie d'indépendance à l'égard du pouvoir exécutif. Il s'interroge : « Doit-on supprimer ce personnage solitaire et inquiet ? Peut-on lui accorder sa confiance ? Faut-il l'entourer de magistrats plus encadrés ? » La réforme a opté pour une transformation à la fois moins radicale dans la forme mais tout aussi essentielle sur le fond.

Une telle révolution pratique - à laquelle s'ajoute la plus importante réforme de la garde à vue depuis 1958, instaurant la présence de l'avocat et obligeant les procureurs à mieux la contrôler - suppose du temps et du dialogue. Or c'est sur ce terrain que le gouvernement a choqué les juges. En décidant brusquement de réformer la procédure pénale après avoir été choqué par l'inculpation de M. Henri Emmanuelli par le même Ven

Ruymbek, il s'est exposé au soupçon de calcul d'opportunité. En tentant de rattraper dans la précipitation ses infirmités occasionnelles manquées dans le domaine judiciaire, il a pris le risque de voir une bonne réforme piétinée par des incompréhensions et méfiances accumulées.

« Ce type de réformes ne peut se faire qu'en début de législature, quand un gouvernement a une majorité et qu'il arrive avec des projets élaborés, ficelés. » Ce point de vue de bon sens est de M. Pierre Truche, grand figure de la magistrature et farouche partisan d'une réforme radicale de l'instruction, interrogé en 1992 par nos confrères Laurent Grillemar et Daniel Schneidermann (1). Depuis, M. Truche est redevenu procureur général près la Cour de cassation. Lors de l'audience solennelle de la Cour, durant laquelle il fut accueilli, M. Pierre Dral, premier président de la haute juridiction, rappela ce mot de Balzac : « Se méfier de la magistrature et mépriser les juges, c'est un commencement de dissolution sociale. » Il n'est pas facile d'être juge par les temps qui courent, soulignait-il, comme pour élérer le pouvoir exécutif sur les états d'âme d'un corps par trop malmené, que la dissonance peu constitutionnelle des juges d'instruction est depuis venue confirmer.

(1) Dans Les Juges parlent, Fayard, 1992.

Le premier rapport d'évaluation de la politique de la ville

L'intervention dans les quartiers n'a pas enrayé l'aggravation des phénomènes d'exclusion

Le premier rapport du comité d'évaluation de la politique de la ville, présidé par M. Jean-Michel Belorgey, député (PS) de l'Allier, analyse en termes très critiques le fonctionnement et les résultats de cette démarche destinée à réhabiliter certaines cités de banlieue. Ce document, rendu public et débattu au Conseil économique et social, jeudi 14 janvier, reconnaît que les efforts de l'Etat ont pu encourager des innovations architecturales et sociales. Mais il dénonce la confusion des procédures, l'aggravation des exclusions, les lourdes insuffisances en matière de logement, d'éducation et de participation des habitants.

M. Belorgey salue l'institution des « sous-préfets à la ville » et l'effort concernant l'accueil dans les services publics des quartiers en difficulté. Il approuve aussi l'adoption du principe, très nouveau en France, qui permet de favoriser la carrière des fonctionnaires employés dans ces quartiers.

Sur la situation des quartiers concernés par la politique de la ville, le rapport n'est guère engageant. « Sans doute « on-on loin d'une évolution à l'américaine », concède M. Belorgey, car une dynamique de rénovation et d'innovation dans la gestion des services de proximité s'est imposée. La plupart des « stratégies de développement » des quartiers ont échoué du fait de l'impossibilité de la politique de la ville sert parfois davantage à « révéler des problèmes qu'à rendre possible leur traitement ».

Le rapport regrette le recul des exigences de participation des habitants aux décisions. Il dénonce la frilosité des élus à l'égard des formes d'expression collective qui peuvent les remettre en cause. Les efforts dans le domaine scolaire n'ont qu'un « impact limité », une partie du monde enseignant hésitant à s'insérer dans la politique de la ville. La violence et la toxicomanie n'ont que stagné ou peu reculé. M. Belorgey juge positive l'implantation de « maisons de justice » proches des habitants, pour regretter que les solutions alternatives à l'incarcération aient été sacrifiées à la construction de nouvelles prisons.

L'échec du « droit au logement pour tous »

Le rapport insiste enfin sur l'échec de l'ambition du « droit au logement pour tous » dans un contexte de « crise généralisée ». M. Belorgey met en cause l'« effacement des systèmes de financement », le « défaut d'équité et de transparence » des politiques d'attribution. Il préconise, pour sortir de ces écueils, que la politique de la ville prenne un « tournant décisif » en concentrant les moyens sur la lutte contre l'exclusion « en amont » de sa cristallisation dans les quartiers. Ce qui suppose des réformes tout azimut : ouverture d'établissements scolaires adaptés à la situation des familles, critères de sélection des policiers dans un sens social, régularisation des marchés fonciers et transparence des attributions de logements, réforme du code d'urbanisme, transfert sur le logement d'une partie des dépenses de santé, reorientation des politiques pénitentiaires et de lutte contre la toxicomanie... Ce véritable programme de gouvernement aura-t-il le temps d'inspirer son destinataire naturel, le nouveau ministre de la ville ?

PHILIPPE BERNARD

Monde.org
T101

l'iter de notre...

FORMATION DIPLOMANTE
POUR
demandeurs d'emploi
ou personnes en congé
formation

**COMMUNICATION
RESEAUX CABLES-
ENTREPRISES
(D.E.S.U.)**

• 1100 heures du 08 février au 04 septembre 1993
• Niveau requis : BAC + 3 ou expérience professionnelle en communication, presse, radio, TV, etc...
• Possibilité de rémunération pour les personnes ayant déjà travaillé

RESEAUINGS & INSCRIPTIONS
UNIVERSITE DE PARIS VII -
FORMATION PERMANENTE
2, rue de la liberté
93206 SAINT-DENIS CEDEX 02
Tél 49 40 66 60 Fax 49 40 66 67

SPORT

Le rugby emmêlé

Suite de la première page

Comme si, en creux, ils contribuaient à réhabiliter l'époque où le monolithisme de l'équipe gouvernée par Jacques Fouroux répondait à la dictature mise en place par Albert Ferrasse.

C'est dans l'effondrement de ce système que s'enracine pourtant le désarroi du quinze de France, qui dure depuis trois ans. Sélectionneur et homme de terrain pendant toute la décennie 80, Jacques Fouroux avait construit ses succès - quatre victoires dans le Tournoi, un grand chelem, et une place de finaliste lors de la première Coupe du monde - avec un seul ciment : la notion sacro-sainte de groupe.

Garantie de victoire adverse

Grâce à son charisme et à ses méthodes néo-foucaultiennes, ce meneur d'hommes avait soudé ses grognards avec des liens qui dépassaient les limites du terrain. « Il possédait un pouvoir étonnant sur ses avant », dit Patrick Nadal, l'ancien trois-quarts devenu membre du nouveau comité de sélection. Mais, au-delà de ses qualités, il ne faut pas oublier qu'il n'avait aucun

souci à se faire dans les mauvaises périodes : il pouvait compter sur le soutien indéfectible d'Albert Ferrasse.

La rupture entre les deux hommes - « parcellaire » ou « infatigable » selon les versions - a ouvert une longue crise de légitimité au sein de la FFR, et, par ricochet, une crise d'identité en équipe de France. En succédant à Fouroux, Daniel Dubroca, épaulé par Jean Trillo à l'ordre du Tournoi 1991, a cherché à lâcher la bride du jeu et à aérer une équipe qui commençait à sentir le renfermé. Las, le groupe s'est délité lentement. Les rugbymen tricolores ont parié tout à coup empiétrés dans leur nouvelle liberté. D'une défaite contre l'Angleterre lors du Tournoi des cinq nations - en dépit d'un essai de 100 mètres, dernier coup de génie en date du *French flair* - à une autre en quart de finale de la Coupe du monde, les bonnes intentions du duo d'entraîneurs n'ont pu que souligner la lourdeur de l'héritage légué par leur prédécesseur.

Paradoxalement, Jacques Fouroux, qui considère le jeu à la française comme la meilleure garantie de victoire pour ses adversaires,

avait pu compter sur une génération de joueurs exceptionnels, capables de faire basculer un match sur un coup de tête. Face à l'attachement progressif de ces rugbymen, un premier rang desquels figure Serge Blanco, l'ovale tricolore s'est retrouvé dans une situation analogue à celle de l'équipe de France de football. Il a cru pouvoir vivre sur ses glorieux acquis. Depuis la Coupe du monde de 1987, la préparation de l'avenir s'était limitée à l'obsession de copier les All Blacks néo-zélandais.

Une conception illisible

A force de mesurer les qualités de ses joueurs en kilos et en centimètres, à force de les promener d'un poste à l'autre, sans respecter leur spécificité, Jacques Fouroux avait contribué à raboter les talents. « Il n'est pas le seul responsable », constate André Herrero, également nommé au nouveau comité de sélection après un passage victorieux à la présidence du RC Toulon. « La plupart des clubs ont privilégié la force et l'engagement physique. Résultat : nous possédons encore de bons joueurs, mais la qualité générale de notre jeu a baissé ».

Promu sélectionneur de l'équipe de France à la fin 1991, Pierre Berbizier comptait s'attaquer à ces difficultés. L'objectif semblait clair : préparer la Coupe du monde de 1995 avec un groupe de joueurs jeunes, quitte à sacrifier quelques résultats. C'était sans compter avec les luttes d'influence au sein de la

coalition contre nature qui l'avait nommé. Entre le nouveau président de la FFR, Bernard Lapasset, qui a vite ressenti le besoin d'exposer les mérites de sa politique dans la vitrine de l'équipe de France, et Robert Paparemborde, qui se servait de son rôle de manager comme d'un tremplin vers le pouvoir, l'ancien demi de mêlée s'est mis à ressembler à un otage. Tout au long de l'année 1992, il a donc oscillé entre la préparation de l'avenir et la gestion du présent. A force de nature son programme, la conception du jeu du sélectionneur en est parfois devenue illisible. Et l'équipe de France a caboté, de défaites humiliantes en réactions d'orgueil.

Les suites de la déroute de Nantes face aux Pumas argentins, en novembre dernier, auront eu au moins le mérite de clarifier la situation, en écartant Robert Paparemborde des débats. Pierre Berbizier n'est désormais plus pris en tenailles entre deux tendances rivales : il est placé sous surveillance. A l'armée mexicaine qui l'entourait dans l'encadrement précédent de l'équipe de France, a succédé un comité de sélection, retour à une formule traditionnelle. Son président, l'ancien ouvrier Guy Laporte, a d'ores et déjà fait savoir que les matches seraient abordés « ou coup par coup ». En espérant que la fuite en avant vers les résultats permettra au quinze de France d'échapper à son désarroi.

JÉRÔME FENOGLIO

LA QUINZAINE DU DIESEL PEUGEOT

15 JOURS, ÇA LAISSE DU TEMPS POUR RÉFLÉCHIR. MAIS PAS PLUS DE DEUX SEMAINES.



LA QUINZAINE DU DIESEL PEUGEOT, DU 15 AU 30 JANVIER. SI VOUS LA RATEZ, VOUS LE REGRETTEREZ.

15 JOURS, C'EST LONG CROIT-ON. POURTANT, CE NE SONT JAMAIS QUE 2 SEMAINES, ET POUR PROFITER DE LA QUINZAINE DU DIESEL PEUGEOT, C'EST BIEN PEU. PEU POUR ÉQUIPER VOTRE PROCHAINE VOITURE DIESEL D'OPTIONS CONSTRUCTEUR POUR 100 F TTC⁽¹⁾ DE PLUS SEULEMENT, PEU POUR BÉNÉFICIER DE REPRISES JUSQU'À 7 000 F TTC⁽²⁾ OU DE BEAUCOUP D'AUTRES OFFRES À DÉCOUVRIR CHEZ VOTRE CONCESSIONNAIRE OU AGENT PEUGEOT. EN SOMME, LA QUINZAINE DU DIESEL PEUGEOT NOUS PROUVE QUE SI TOUT VIENT À POINT À QUI SAIT ATTENDRE, IL EST TOUT DE MEME PARFOIS BON DE SE DÉPECHER UN PEU.

(1) Offre "Votre option pour 100 F TTC" valable sur les équipements en option figurant sur le tarif constructeur à l'exclusion des autoradios, radiocassettes et/ou leurs à concurrence de 5 000 F TTC d'achat d'options pour les Peugeot 106 et 205 Diesel, à concurrence de 4 000 F TTC d'achat d'options pour les Peugeot 309 et 405 Diesel et à concurrence de 5 000 F TTC d'achat d'options pour les 605 Diesel, pour toute commande d'une Peugeot diesel neuve identifiée "Votre option pour 100 F TTC".
(2) Offres de reprise valables pour toute commande d'une Peugeot diesel neuve identifiée "Reprise" et limitées aux véhicules d'une cylindrée inférieure ou égale à celle du véhicule acheté. Cette offre a votre nom depuis 3 mois au moins (1) (2). Offres valables du 15 au 30 janvier 1993 inclus dans le réseau Peugeot affichant l'opération, réservées aux personnes physiques, non cumulables entre elles et avec d'autres offres commerciales du réseau Peugeot proposées pendant la même période.

RÉSEAU PEUGEOT.



هكزام الأهل

GEOT
LÉCHIR.

TEREZ.



UGEOT

SOCIÉTÉ

ÉDUCATION

Un protocole signé entre deux ministres

Chaque élève du primaire devrait profiter d'une « classe d'environnement »

M. Jack Lang, ministre de l'éducation nationale et de la culture, et M^{me} Ségolène Royal, ministre de l'environnement, ont signé, jeudi 14 janvier, un protocole d'action afin de promouvoir l'éducation à l'environnement. Pour sa part, le ministère de l'éducation nationale entend faire bénéficier chaque enfant dans le primaire de « classes transplantées d'environnement ».

Le texte signé par M^{me} Royal et M. Lang, qui réactualise un protocole de 1983 en grande partie resté lettre morte, indique que sera développée en « priorité » la formation de formateurs en environnement, issus non seulement de l'éducation nationale, mais aussi des milieux associatifs ou professionnels. Ils se chargeront de former

les enseignants et les documentalistes dans les instituts universitaires de formation des maîtres (IUFM). Ces formations seront mises en œuvre dès 1993 dans quatre académies-pilotes - Grenoble, Montpellier, Poitiers et Toulouse - avant d'être progressivement étendues.

Le ministère de l'éducation nationale entend également profiter de la refonte progressive des programmes pour « améliorer la cohérence des contenus et activités » en matière d'enseignement de l'environnement (en sciences, histoire, géographie, littérature, philosophie, éducation civique, etc.), en intégrant, par exemple, la notion de civisme, de responsabilité individuelle et collective, de risque majeur et de maîtrise des progrès scientifiques et techniques, ou en établissant les liens entre environnement et développement. Par ailleurs, M. Lang préconise de créer

et de développer à l'école des « classes transplantées d'environnement », qui se substitueront aux anciennes classes « nature » ou « découverte ». Chaque enfant, au moins une fois pendant sa scolarité élémentaire, devrait, selon le ministre, pouvoir en profiter (un enfant sur deux en bénéficie aujourd'hui).

La responsabilité des collectivités locales

A partir de 1993, les chefs d'établissement devront également prendre « les dispositions nécessaires » pour que chaque élève, dans le courant de sa scolarité au collège, ait en la possibilité de suivre une formation spécifique, soit par le biais d'un projet d'action éducative (PAE), soit par celui d'un atelier consacré à l'environnement. Cette mesure doit être étendue à un autre thème transversal : celui de

la santé, et plus particulièrement de la lutte contre le sida. Enfin, les associations, comme la Fondation Ushuaia, sont sollicitées pour donner aux enseignants « les instruments de travail » dont ils ont besoin.

S'inspirant largement des propositions du Conseil national des programmes (le 4 juin 1992) et le récent rapport de l'inspection générale, les dispositions insistent à juste titre sur la question de la formation des enseignants. Elles ne reprennent pas, cependant, l'idée d'un quota horaire dédié à l'environnement dans le second degré. Elles préconisent surtout le bon vouloir des collectivités territoriales, qui ont la responsabilité financière des classes transplantées dans le primaire. Une commission a été mise en place pour donner corps, « dans les prochaines semaines », à ces mesures.

J.-M. Dy

QUELLE HISTOIRE !

PAR CLAUDE SARRAUTE

Autrefois, la production de nouveau-nés se faisait à domicile, dans des conditions déplorables, entraînant d'innombrables loupes de fabrication. Sans compter les accidents du travail, un travail réservé aux femmes. Les hommes se contentaient de fournir la matière première et ne présentaient qu'un intérêt résigné et distrait à la suite des opérations. Jusqu'au jour où ils se sont avisés d'améliorer le rendement de cette branche d'activité en prenant les choses en main.

Dans les pays développés, la grossesse s'est médicalisée au point qu'on en oublie le rôle, à nouveau déterminant, joué par la sage-femme d'antan. Une voisine, la plus souvent, qui, forte d'une longue expérience, se rendait maîtresse de la situation : Donnez-moi une cuvette d'eau chaude, des serviettes, et laissez-moi faire ! C'est l'image qu'on en garde. Curieusement, c'est encore celle que Catherine et Marie-Christine, chevilles ouvrières de la « maternité », le maternité, à l'hôpital Tenon, tiennent à donner aujourd'hui. Seule, elles sont jeunes, fraîches et jolies, ces

de travail, elles règnent sans partage. Seules restrictions à leur compétence, l'enfant qui se présente par le siège, les forceps et le césariennement, le nombre, 20 % des cas, n'a pas tendance à ce qu'on croit. Et, de la première consultation aux suites de couches, en passant par la délivrance, elles accompagnent tout du long celles qu'elles appellent leurs femmes : Dis donc, Catherine, ta femme est à complice.

La dilatación qui se calculait en pièce de 2 francs, de 100 sous ou à la main, petite et grande pousse, se mesure en centimètre. Ou au doigt. Deux doigts dans le cas de cette jeune primipare tunisienne, cramponnée à son fœtus. Marie-Christine lui a fait poser une péridurale par l'anesthésiste de service.

À Tenon, Lariboisière, Bichat et Degré, vous avez 50 % d'immigrées. Ce qui ne va pas sans complications. Dans leurs pays d'origine, l'Asiatique et l'Africaine avaient des enfants adaptés à leur bassin étroit. Ici, elles s'alimentent différemment, et leurs bébés arrivent à peser dans les 3 kilos. La Maghrébine, elle, a tendance à prom-

Poussez plus !



metrones des temps modernes. Et formidablement calées. Elles s'expriment en termes si techniques que je suis obligée de vous les traduire.

Aujourd'hui, c'est un métier. Ou plus exactement une profession médicale à champ d'activité limité. Il y a des écoles pour ça. On en sort au bout de quatre ans. Prêtés pas seulement à l'exercer. A former sur le terrain les futurs obstétriciens.

Dans certaines cliniques à la mode, ils ont tendance à l'oublier, les mères, me dire, très franc du collier, leur patron, le professeur Uzan.

Il est en pleine consultation ou alors ils rouillent bien pelés, ils ne vont quand même pas peuser des heures, assis sur un tabouret, à encourager leur cliente : Poussez, ne poussez plus. Ça, c'est bon pour la sage-femme. On ne les dérange qu'à la dernière minute, qu'à déclencher un accouchement de convenance ou à appuyer sur la tête du bébé pour pas qu'il se pointe avant l'arrivée du grand pont. Lui, il débarque, tapote son brushing, enfle ses gents : Pousse-toi de là, me poule ! Allez-y, chère petite madame, cette fois nous y sommes... Regardez-moi ce gros bonhomme ! Et par ici les honneurs. Avec leurs 13 400 balles en fin de carrière, normal qu'elles soient amères, les filles.

À l'Assistance publique, elles sont épanouies, au contraire, souveraines. En salle

de poids. Hypertension et diabète à la clé.

Et la Française ? Elle est d'une exigence ! Son bébé, faut qu'il soit superbe et en parfait état de marche, pareil que sa bagnole ou sa télé. Curieusement, les progrès de la médecine l'angoissent au lieu de la sécuriser. Si, à l'échographie, on lui dit : Tiens, je ne vois pas bien sa main droite, ce qui est tout à fait normal, rien ne lui enlève de l'idée que son gamin est manchot.

Et question souffrance ? Pas question ! Ni pour elle ni pour son enfant, m'explique Annie, très pince-sans-rire. Surveillante-chef à l'AP en disponibilité, elle multiplie les gardes dans le privé et se fait très bien payer. C'est ce qui a permis aux seigneurs-femmes d'exercer en sèpteur libéral, elles sont environ douze cents sur dix mille, de diversifier la préparation à l'accouchement : sans douleur, en musique, sur un tapis, dans l'eau ou bien, méthode Catherine Dolto, en dialogue avec le fœtus.

Alors, tout baigne ? Non, tout risque de buter sur le retour en force des hommes dans un domaine, le nôtre, qu'on s'est échinés à reconquérir. Déjà qu'il y en a pas mal à faire carrément sage-femme, pardon, maîtresse, voyez pas ça, faute de boulot, les médecins étrangers, de plus en plus nombreux, viennent contrarier encore une fois notre aspiration à un impossible maternité.

Le Monde

SÉLECTION IMMOBILIÈRE
chaque mercredi (éditions datées jeudi)
46-62-72-24 et 46-62-72-97

TOXICOMANIE

Fermeté contre la drogue

Suite de la première page

Il existe, il faut le savoir pour décrier l'attitude des uns et des autres, des lobbies d'inspiration libérale qui souhaitent appliquer à ce fait de société un remède d'économiste. Je pars du constat, généralement reconnu, que la drogue n'est en rien un produit comme les autres. C'est un poison pour l'individu, pour le corps social, et même, dans une certaine mesure, dans les relations internationales entre États.

La drogue n'est pas, en effet, seulement un problème de santé publique, c'est aussi une menace pour la démocratie. Un État ne peut pas se désintéresser de cette deuxième dimension, pour des raisons qui touchent à sa souveraineté et à sa sûreté intérieure. Pour avoir une idée de la menace que représente le trafic international de drogue, il suffit de savoir qu'il dépasse en valeur le montant de l'ensemble du négoce mondial de pétrole brut ! C'est donc une industrie, certes criminelle, mais une industrie qui a ses sites de production (protégés ici par le Sentier lumineux, là par l'armée), ses centres chimiques de « cracking » (avec ses accidents écologiques dus au développement de tonnes d'acide notamment), son réseau de distribution, dont le dealer de rue constitue l'ultime et indispensable maillon.

Ce nouvel élan suscite naturellement bien des ennuis. Il entretient des conflits régionaux, qui s'éternisent au-delà de toute raison politique. Il envenime des guerres civiles, et il suscite de nouvelles formes de terrorisme. La situation est d'autant plus insupportable qu'avec la chute du mur de Berlin les « zones grises » s'étendent de par le monde. Par « zone grise », je veux dire les pays où il y a fusion complète entre les intérêts des producteurs, ceux des institutions comme l'armée et la police et ceux des gouvernants. Autrement dit, là où le citoyen est au face à un État mafieux. Plus insidieusement, mais avec détermination et méthode, une véritable vague déferlante d'argent sale cherche à s'investir dans les économies légales. Il faut bien que cet argent aille quelque part ! Où ? Dans les pays riches et prospères. Pas dans le tiers-monde, où les rares investissements mafieux sont assez vite repérés.

Au sommet de l'Arche, en 1989, à l'initiative de François Mitterrand, les sept pays les plus riches ont décidé de réagir vigoureusement contre ces menaces qui risquaient de compromettre la démocratie. Avec Tracfin, au sein du ministère des finances, la France complétait alors l'ensemble de son dispositif de lutte contre le trafic international des stupéfiants. Une lutte qui doit nécessairement s'attaquer à tous les aspects et à tous les maillons de la chaîne, et que mènent excellemment les officiers spécialisés de la police judiciaire : l'Office central pour la répression du trafic illicite des stupéfiants (OCRTIS) et l'Office central pour la répression de la grande délinquance financière (OCRGDF).

La mission que j'ai confiée à Robert Broussard concerne le trafic de rue, le deal, qui est le maillon indispensable du trafic international. Il s'agit de mieux définir les objectifs et d'améliorer la coordination des services de police. Aucune organisation humaine ne peut en effet résister à l'œuvre du temps. Comment demander aux femmes et aux hommes qui

mènent ce combat sans fin d'être aussi difficiles ? Les entreprises privées les plus performantes se posent elles-mêmes ce type de question. Il faut donc périodiquement se remobiliser et adapter son action, qui n'est pas seulement répressive, comme on l'a prétendu, mais aussi dissuasive et préventive.

Avec le deal, donc avec le dealer, on se situe au point-clé du débat sur la drogue, puisque apparaît alors l'autre protagoniste essentiel, qu'est le consommateur. On est à la charnière entre l'offre et la demande, et naturellement au point de rencontre entre des politiques poursuivant des objectifs différents. Différents, mais pas contradictoires, et même, de mon point de vue, parfaitement complémentaires. Cette complémentarité est d'ailleurs établie par la loi de décembre 1970, qui a été complétée depuis par les conventions de Vienne et de Schengen, ratifiées par la France.

Les apprentis sorciers

Le fait qu'elle n'ait jamais été remise en cause depuis plus de vingt ans est le signe du très large consensus qui existe en France sur le problème de la drogue et de son traitement. Ce consensus a été mis en lumière par un sondage récent (1), qui montre que 78 % des Français soutiennent cette politique. En plaçant sur un plan d'égalité les deux exigences nécessaires de la répression et de la prise en charge sanitaire sous contrôle judiciaire, elle a sans doute permis d'éviter des dérives dangereuses dans notre pays. Certains chiffres (2) en témoignent : 411 morts par overdose en France, 817 en Espagne, 1 382 en Italie, et 1 125 en Allemagne.

Dès lors, cette loi, il faut l'appliquer pleinement, chacun dans le cadre de ses responsabilités, mais avec fermeté. Ainsi la loi ne distingue pas les drogues dures des drogues douces. Pourquoi ? Parce qu'il n'y a pas de cloison étanche entre drogues dures et drogues douces, mais simplement une gradation, une différence de degré. Concentré à 40 %, la résine de cannabis devient du Delta 9 tetra hydrocannabinol, une drogue aussi dure que la cocaïne frelatée. La loi ne sait pas apporter une réponse graduelle. Tout ce qui n'est pas interdit est autorisé. Dès lors, à quel titre contrôler ce qui serait autorisé ?

Je considère qu'il n'est ni possible ni souhaitable de modifier la loi. Pour plusieurs raisons : pour fixer un cadre clair et dénué d'ambiguïté à l'action de la police ; parce que les trafiquants internationaux ne pratiquent pas eux-mêmes cette distinction dans la gamme des produits qu'ils vendent. La troisième raison tient moins à la drogue elle-même et à ses effets d'accoutumance qu'au contact dangereux qu'entretiennent les consommateurs de drogues dites douces avec les dealers. A tout moment, le passage aux drogues dures peut se faire. C'est la raison pour laquelle la stratégie des policiers sur le terrain est d'empêcher autant que possible ces contacts, de réduire les territoires de vente et de pousser les dealers dans leurs retranchements.

Cela amène à examiner un autre point essentiel de la loi de 1970 : l'interdiction de l'usage et de la vente de drogues en France. Pourquoi, là aussi, un double interdit ? Évoquant plus haut la dimension

internationale de cette industrie criminelle, je n'ai pas abordé la question de sa stratégie « commerciale ». Elle est très claire : elle consiste à faire sans cesse de nouveaux adeptes, à étendre en quelque sorte son marché.

Cette expansion est facilitée par les toxicomanes, qui sont souvent obligés de devenir revendeurs ou dealers. Combien, parmi les cent cinquante mille toxicomanes en France, peuvent conserver 1 000 francs ou 2 000 francs par jour à l'achat de stupéfiants ? Ils ne peuvent le faire qu'en se livrant à la délinquance, il faut savoir que dans certains endroits 80 % des délits sont le fait de toxicomanes ! Et, naturellement, ils peuvent aussi subvenir à leurs énormes besoins en devenant revendeurs de drogue. A qui s'adressent-ils ? Aux plus jeunes et aux plus fragiles : aux adolescents. C'est la raison pour laquelle j'ai prévu dans mon plan de renforcer prioritairement la prévention en direction des jeunes non atteints par ce fléau.

Tout cela devrait, selon moi, inciter à la prudence dans le maniement des idées et, en tout cas, à ne pas lâcher la proie pour l'ombre. Tout relâchement dans ce sens équivaudrait à des effets catastrophiques. En particulier si on décidait, comme on le suggère par voie de presse, de libéraliser le marché de la drogue. Faut-il le répéter ? La drogue n'est pas un produit comme les autres. Dans l'état de dépendance dans lequel se trouve le toxicomane, plus la drogue est disponible, plus il se montre incapable de contrôler sa consommation, plus il consomme. Il est alors illusoire de penser que le marché trouverait spontanément son équilibre et se stabiliserait dans certaines limites. Limites dont on peut d'ailleurs se demander si elles seraient une chance d'être socialement acceptées.

Pour poursuivre dans ce mauvais chemin, et l'État intervenait à son tour pour casser ce marché, il devrait déverser des quantités massives de stupéfiants... à des prix défiant ceux des trafiquants internationaux. Ce faisant, l'État-dealer ne pourrait plus avoir la même attitude répressive à l'encontre de ses « concurrents » ; il léverait l'interdit social et moral sur l'usage de drogues et il encouragerait la consommation. Bref, il aurait perdu sur tous les fronts : celui de la démocratie et celui de la santé publique.

Une communauté médicale divisée

C'est aussi pour cette raison que je suis hostile à toute distribution systématique - je dis bien systématique - de méthadone. Je pense qu'il faut en effet évaluer ses effets sur l'organisme, tout en sachant déjà qu'elle ne désaccoutume pas le toxicomane. Je redoute simplement que ce substitut à l'héroïne ne vienne compléter la gamme suffisamment « riche » des produits stupéfiants. Dans les pays qui ont tenté, comme les États-Unis, une distribution contrôlée, cette substance est devenue l'objet d'un nouveau trafic. Les toxicomanes la revendent pour acheter des drogues, qui, elles, leur procurent un « flash ». Du reste, il y a un précédent historique que chacun devrait méditer : celui de la cocaïne, qui devait se substituer à la morphine. Elle ne l'a pas remplacée ; elle s'y est ajoutée ! Freud lui-même, qui préconisait cette substitution, d'ailleurs reconnu dans un ouvrage son erreur d'appréciation.

On a souvent, pour mieux critiquer mon plan, que « toute la communauté médicale » y était hostile, en particulier en raison de mon opposition à une distribution systématique de la méthadone. Encore faudrait-il que les experts soient d'abord en accord avec eux-mêmes. Le docteur Olivenstein, par exem-

ple, réclame un jour « une véritable politique de substitution médicamenteuse des toxicomanes pour l'ensemble des professionnels de la santé (3) », et le lendemain, il soutient que « les programmes de substitution à la méthadone existent aux États-Unis depuis au moins trois décennies, ce qui n'a pas empêché ni l'épidémie de sida d'être majeure ni le crack d'arriver (3) ». Que faut-il croire ?

La communauté médicale n'est pas non plus homogène. Le docteur Mont, président de l'Association nationale des intervenants en toxicomanie, affirme que « la distribution de drogues de substitution n'est pas facteur de diminution de l'épidémie de sida (3) ». En écho, deux médecins de Marseille répondent que « cette substitution thérapeutique augmenterait considérablement l'efficacité des mesures contre le sida ». Qui faut-il croire ?

Les hommes politiques doivent donc désormais - l'actualité le montre - nourrir un sérieux doute méthodique vis-à-vis des points de vue des experts. Ils doivent surtout s'efforcer de poser clairement le problème. Il faut par exemple affirmer que la lutte contre la drogue ne doit pas se faire au détriment de la lutte contre le sida et inversement ; on ne peut sacrifier l'un à l'autre. Il faut aussi rappeler que moins il y aura de toxicomanes, moins il y aura de risques de propagation du sida.

Les deux drames se retrouvent sur le problème particulier de la seringue, vecteur du sida. Je suis naturellement favorable à une distribution large de seringues usées. S'il est essentiel de l'affirmer, encore faut-il faire mûre la réflexion. Il leur est fait de vendre des seringues ou montrent de sérieuses réticences (obligation d'acheter un lot de cinquante seringues, par exemple !). Des lots, pour pallier ces manques, il faut peut-être mobiliser les structures sanitaires, qui présentent l'avantage de permettre un contact entre le toxicomane et le thérapeute. Par contre, multiplier les équipements mobiles exclusivement consacrés à cette distribution de seringues poserait vraisemblablement de sérieux problèmes de sécurité dans certains quartiers sensibles. On voit mal cette distribution se faire sous protection policière. C'est à cette confrontation avec le réel et avec la difficulté de l'exercice pratique sur le terrain que j'invite les décideurs de cette politique d'ensemble.

Du reste, existe-t-il une politique alternative ? A-t-on un autre choix que la lutte déterminée et volontaire contre ce fléau des temps modernes ? Qu'il faille rechercher les causes proches ou lointaines, sociales, économiques, psychologiques qui précipitent des femmes et des hommes dans ce terrible esclavage, c'est certain. Mais peut-on attendre que cela soit réglé pour agir ? Tout commande de lutter avec la plus grande fermeté : les menaces sur la démocratie et sur l'économie, les atteintes à la santé publique et à la sécurité. Ce combat est finalement, mais peut-être faut-il le dire, un combat pour la dignité humaine. Un combat pour l'homme.

PAUL QUILès

(1) Sondage SOFRES/ministère de l'Intérieur et de la sécurité publique, réalisé les 22 et 23 décembre 1992 auprès d'un échantillon national de huit cents personnes âgées de dix-huit ans et plus.
(2) Chiffres 1991.
(3) Le Nouvel Observateur du 7 janvier 1993.

CULTURE

ARTS

Sculptures de synthèse

Comment Rodin travaillait-il ? Par assemblages et montages à l'infini

ŒUVRES MÉCONNUES

au Musée Rodin

Qu'ont de commun ces œuvres de Rodin, plâtres, marbres et bronzes, la *Jeune Fille au serpent*, les *Métamorphoses d'Orphée*, *Psyché-Printemps*, *Transport et ramassage de Torse féminin* avec un bras couché, seule ou associée à d'autres nus, la même anatomie féminine, laquelle apparaît semblée dans la *Porte de l'Enfer*. Belle constance, invention plus belle encore : le sculpteur accorde à ses figures d'innombrables résurrections et les soumet à d'imprévisibles métamorphoses.

La création, bien loin de ne durer que le temps d'un modelage et d'une fonte, se prolonge des années durant, s'interrompt et reprend. Nul ordre chronologique ne rend compte de cette méditation sur les formes qui procède par retours et ruptures, reprises et surprises, synthèses et fractures. Telle figure a ainsi « voyagé » dans l'œuvre de Rodin des années durant et, à chaque étape, s'est transformée. Sur ce sujet, qui n'avait pas été étudié attentivement jusqu'ici, Nicole Barbier a réussi une exposition remarquable de clarté et d'originalité, leçon de sculpture et de liberté présentée sans mise en scène excessive.

Première méthode de Rodin : le découpage-assemblage, également – et savamment – appelé marcottage. L'artiste fragmente une étude de nu exécutée d'après modèle et la met littéralement en pièces détachées, la tête d'une part, le buste de l'autre, les membres à part. Ces morceaux choisis sont tirés en plâtre à de multiples exemplaires et servent d'éléments de base pour des fabrications anatomiques par ajustage et collage. Ils reçoivent alors de l'artiste la dénomination peu poétique d'« abattis ».

Rien de plus simple ensuite – rien de plus simple pour Rodin – que de fixer à des épaules une tête venue d'une autre œuvre, ou la « vraie », celle du modèle original, mais tournée de trois-quarts. Rien de plus naturel de substituer une jambe tendue à une jambe pliée et d'attacher des bras levés aux mains ouvertes en place de bras repliés contre la poitrine. Les postures varient au gré de ces modifications, si bien qu'un torse droit finit couché sur le sol et qu'une tête dite « de femme slave » surmonte un torse masculin. C'est ainsi que Rodin, comme Jupiter, suscite monstres et androgynes,

sphinxes et centaures, nymphes volantes et femmes damnées. A sa mort, chacun de ses ateliers possédait sa réserve d'« abattis » prêts à être montés.

L'autre méthode, qui peut intervenir quand la première a donné naissance à une figure nouvelle : l'associer à d'autres dont l'origine n'est pas moins singulière. Ainsi de *l'Adolescent désespéré*, agenouillé, les mains et les yeux au ciel. D'abord il perd ses bras et ses jambes, puis, les ayant partiellement regagnés, devient, au pied d'une jeune beauté aux formes puissantes, *l'Adolescent désespéré s'accrochant à un nu féminin*.

Une virtuosité d'anatomiste

Il bascule ensuite, se place à l'oblique, se change en figure volante, plongeant vers le sol, change de sexe et prend pour titre *l'Aurore*. Au masculin il nouveau, et à l'horizontale, il est peu après, ou simultanément, *Mercury apportant Pandore et sa boîte*. Pourquoi pas ? Pourquoi l'admirable nu de jeune fille dénommée *la Martyre* ne se changerait-il pas, simplement retourné, en *l'Illusion*, *sœur d'Icare* ? Pourquoi la *Sphinx* ne se métamorphoserait-elle pas en *Succube*, en *Petite nymphe accroupie* et, plongée à mi-corps dans une vasque, en *Petite sœur des eaux* ? Le sculpteur peut tout cela, ces variations, ces glissements.

Il le peut pour deux raisons, qui tiennent toutes deux à la logique extrême, à la cohérence de son œuvre. Ses marcottages, ses collages, même les plus audacieux, même les plus étranges, ne trahissent pas le caractère de leurs origines. Tout s'articule à merveille, les bras aux épaules qui en portaient d'autres auparavant, les têtes aux torsos jusque-là acéphales, les bustes incomplets aux anatomies étirées et plissées. De leur grasse, rien ne se voit, ni suture ni transition. Ignorent-ils le détail du processus, aucun indice ne l'indiquerait. Pourquoi ? En raison de la justesse de la représentation. Comme chaque élément, les membres étudiés muscle par muscle par exemple, est juste et vrai, leur somme produit un corps aussi juste et vrai, équilibré, proportionné selon la nature et les règles de l'anatomie.

C'est du reste ce qui rend rêver : la vérité de la sculpture ainsi obtenue, artificielle après artifice, extravagance après extravagance. Quand il exposa pour la première fois son *Homme qui*

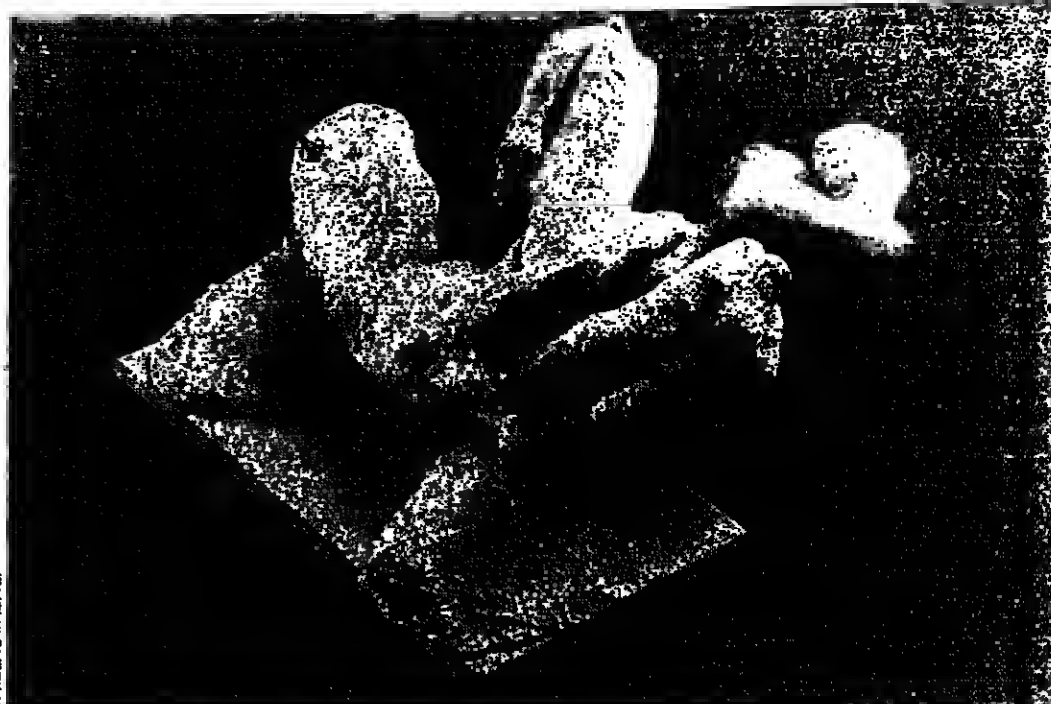
marche, Rodin fut accusé d'avoir moulé le corps d'un modèle vivant par des détachements qui n'admettaient pas qu'il fût parvenu à une connaissance si exacte de la musculature et de la dynamique. On ne peut manquer de songer à l'ancêtre, devant ces constructions humaines. La plupart de ceux qui, au vingtième siècle, ont eu recours à l'assemblage ont tiré parti de l'hétérogénéité des fragments et mis en valeur l'incongruité des montages qu'ils avaient machinés. Rodin procède à l'inverse. Mais il faut, pour travailler ainsi, une virtuosité d'anatomiste qu'aucun de ses successeurs n'a su atteindre.

Il faut encore une logique du sujet et du sentiment pour décider, à partir d'une figure, ses virtualités expressives et allégoriques sans tomber dans l'absurde et le désaccord. Pour aller de la sphère dangereuse à la nymphe timide, il suffit de modifier le visage et la chevelure, changement sans difficulté. Mais pour aller d'une *Femme damnée* de la *Porte de l'Enfer* à deux amoureuses enlacées à la manière de Courbet et, au-delà, jusqu'à une *Chute d'Icare*, il ne suffit pas de quelques manipulations. La mythologie grecque, la religion catholique et les mœurs contemporaines se confondent. Chacune des versions fait écho aux deux autres, suivant des systèmes de référence différents, suivant des poétiques distinctes, la grecque étant la plus lyrique, la catholique la plus douloureuse, la moderne la plus violente. Elles se complètent, elles orchestrent ensemble un thème commun. Elles culminent dans une quatrième version, *Torse de jeune fille*, sublimement modelé et épuré, où le cambrure, les courbes des seins et du ventre et le pli des volumes suffisent à suggérer ce que les variations plus compliquées révèlent par l'allégorie. Le plâtre est tout de volé et de désir, mais décapité et mutilé, le cou, les avant-bras et les cuisses cruellement coupés par le couteau de sculpteur.

À ce point de son œuvre, quand peccée et modelage, morale et sculpture se sont plus qu'un, quand l'œuvre passe naturellement dans l'autre avec une admirable fluidité, Rodin n'a plus besoin des mythes et des métamorphoses. Il est à l'apogée de sa grandeur.

PHILIPPE DAGEN

► « Rodin sculpteur, œuvres méconnues », Musée Rodin, 77, rue de Varenne, 75007 Paris ; tél. : 47-05-01-34. Jusqu'au 11 avril.



« La Main du diable », étude pour le marbre (Musée Rodin)

« Le Penseur » à Pékin ?

PÉKIN

de notre correspondant

Faut-il ou non faire venir le *Penseur* à Pékin – capitale où la pensée, pour le moment, n'est pas particulièrement en odeur de sainteté ? Telle est la question sur laquelle planchent à l'heure actuelle les diplomates français, à la perspective de voir l'empire du Milieu recevoir, à partir du 15 février, la plus prestigieuse exposition consacrée à Rodin qui se soit jamais tenue hors de Paris.

Sobantes sculptures, dont plusieurs des plus célèbres : outre le *Penseur*, le *Baiser*, le *Grand Ombre*, plusieurs portraits, deux sculptures de Camille Claudel, des dessins originaux, vingt-cinq photographies d'époque... De quoi remplir deux « viviers » d'Art France, une manifestation culturelle à coup sûr prestigieuse, coûtant plus de 1 million de francs, à laquelle s'est associée (pour le nerf de la guerre) ELF Aquitaine. Du grand spectacle culturel, destiné à éblouir les foules de Pékin mais aussi de Shanghai, pour ensuite aller conquérir Hongkong et Taiwan.

En dépit, ou à cause, du caractère exécrable des relations franco-pékinaises à l'heure actuelle, on serait tenté de répondre : oui, cette exposition doit avoir lieu. Le ministère chinois de la culture

s'est d'ailleurs efforcé, après bien des démarches, de rassurer les Français : une conférence de presse est organisée samedi 16 janvier à ce sujet à Pékin, avant qu'une réunion du même ordre ne se tienne deux jours plus tard à Paris.

Discretion

Mais le neture actuelle du régime et le contrôle qu'il s'adapte sur toute opération un tant soit peu spectaculaire avec l'étranger rendent méfiant. On l'a vu à l'automne dernier pour le rallye automobile Paris-Moscou-Pékin, arrivé comme en catimini dans la capitale chinoise, où personne n'avait été informé de l'événement. La même « discrétion » risque d'occulter l'exposition Rodin, en dépit des efforts de l'ambassade de France, de l'Association française pour l'action artistique et du Musée Rodin, si d'aventure les autorités politiques décident de punir encore Paris par ce biais pour la vente récente à Taiwan d'avions de chasse modernes.

On peut parfaitement imaginer que l'exposition – hormis le *Penseur* lui-même, qui doit être installé en plein air, à l'extérieur de la galerie des beaux-arts de Pékin, donc visible depuis la rue – ne soit fréquemment que par une poignée de sous-directeurs de département et quelques profes-

sionnels en service commandé, même si, par une démarche quelque peu bisornue, les Chinois sont parvenus à faire accepter l'idée que l'entrée soit payante pour une manifestation financée en totalité par les Français.

D'un autre côté, supprimer purement et simplement l'exposition reviendrait à punir les meilleurs concernés de Hongkong (à qui la France a imposé un Césaire peu apprécié) et, plus grave encore, la population de Taiwan. Les responsables du musée d'Art de Taïpeh n'étaient pas peu fiers d'avoir réussi à « récupérer » le fin de ce voyage sculptural en Chine à leur profit, aux qui peuvent afficher non seulement une totale déconcentration dans leurs rapports culturels avec le monde occidental, mais aussi un courant de sympathie important pour l'art français.

Alors, l'homme qui pense viendra-t-il dans toutes les Chines, qui se veulent, mais ne sont point, une et unies dans une pensée bilingue ? C'est, peut-être, fonction des garanties que fournira dans les prochains jours, au plus haut niveau, le gouvernement qui régit sur la plus grande partie de cet univers, mais aux yeux duquel le *Penseur*, comme toute, n'est qu'un vulgaire agent de subversion.

FRANCIS DERON

CINÉMA

Césars et Pyrrhus

Dénouée par un compromis, la polémique sur les films tournés en anglais aura affaibli les défenseurs du français

Le 17 décembre 1992, sous la pression de Robert Enrico, président d'honneur de l'Académie des arts et techniques du cinéma (AATC) et de Denis Granier-Deferre, dirigeant (comme Enrico) du Syndicat des réalisateurs, le conseil d'administration de l'AATC décidait d'exclure des césars, bannis celui du meilleur film étranger, tous les films tournés en langue étrangère, pour défendre le cinéma français contre la concurrence américaine. Cette décision, sur laquelle le conseil d'administration resta étrangement discret, était rendue publique par une lettre de Robert Enrico publiée par le *Film français* du 8 janvier.

Elle déclenchait aussitôt une levée de bouilliers de la part des producteurs et réalisateurs des films sortis, avec succès, en 1992 et lésés par cette initiative (*l'Amant*, *Fatale*, *Lune de miel*, 1992). L'initiative, en tout état de cause, était discutable quant à sa date et à ses modalités, puisqu'elle modifiait les règles du jeu en pleine partie, à quelques jours du premier tour des désignations (les « nominés »), à moins de deux mois de la cérémonie, prévue pour le 6 mars. Et hypothéquait les deux fonctions de la remise de récompenses : la célébration consensuelle de la « famille » du cinéma français, et un fameux coup de pouce commercial aux films primés, en salles mais aussi lors de leur diffusion à la télévision.

Claude Berri et Jean-Jacques Annaud, producteur et réalisateur

de *l'Amant*, démissionnaient avec fracas du conseil de l'AATC, Louis Malle et Roman Polanski, réalisateurs de *Fatale* et de *Lune de miel*, s'affligeaient d'une décision portant tort aux comédiens et techniciens français ayant participé à leurs films. Tous, rejoints par Alain Goldman, producteur de 1992, dénonçaient la pénalisation des produits les plus concurrentiels de l'industrie française. Jean-Jacques Annaud annonçait même qu'il s'exilait aux États-Unis (où de toute façon il devait aller préparer son prochain film).

Une réunion d'urgence du conseil de l'AATC le 14 janvier décidait finalement de n'appliquer la restriction qu'au seul César du meilleur film (*le Monde du 15 janvier*). Annaud pourrait donc concourir comme meilleur cinéaste, Depardieu en Colomb et

Juliette Binoche en « Fatale » comme meilleurs comédiens, Gérard Philipe comme meilleur scénariste pour le film de Polanski. Décidé en précoce et avec l'accord de Claude Berri et de Jean-Jacques Annaud (qui ont repris leur démission), ce compromis laisse aux quelque deux mille professionnels votants la liberté d'honorer ou de sanctionner ceux d'entre eux qui se sont « compromis » dans des films anglophones.

Une réglementation complexe

Il était aussitôt salué par le ministre de la culture, M. Jack Lang, comme « en harmonie avec les deux axes de la politique du cinéma menée depuis dix ans : d'une part assurer une large ouverture du cinéma français sur tous les autres cinémas du monde, d'aut-

40 millions de francs, dont un très gros projet, *Germinal*, de Claude Berri, à 150 millions. Trente-neuf premiers films français ont été produits en 1992, contre 34 en 1991. L'apport des chaînes de télévision, proportionnel à leur chiffre d'affaires, est également en hausse.

Le Prix de l'Académie du cinéma à *Un cœur en hiver*, de l'Académie nationale du cinéma, que préside Jean Delanooy, a décerné son dixième grand prix annuel au film de Claude Sautet *Un cœur en hiver*, interprété par Emmanuelle Béart, Daniel Auteuil et André Dussollier. La récompense a été remise par Michèle Presle au réalisateur, le 12 janvier.

tre part, accorder une priorité aux films tournés en langue française ».

En déclenchant cette « affaire », et en obtenant en partie satisfaction avec la récompense suprême réservée aux films en français, c'est une étrange bataille qu'aurait menée les « défenseurs de la culture nationale », et une victoire à la Pyrrhus qu'ils auront obtenue. Il existait en effet une réglementation, celle du Centre national du cinéma (CNC), définissant la nationalité des films. Réglementation complexe, peu à peu mise au point, pour prendre en compte la croissante internationalisation des financements du cinéma et des hommes qui le font, réglementation en fin de compte déjà très protectrice.

Réservant les récompenses aux productions majoritairement françaises, l'usage des césars était plus restrictif que celle de l'agrément par le CNC, qui admet toutes les coproductions et risque de devenir désormais la règle. La polémique, maladroite dans sa forme et discutable dans son calendrier, aura ainsi affaibli la position des « francophones », en portant le doute sur un édifice qui, pour l'essentiel, était à leur avantage. Il reste à observer l'ambiance qui régnera lors de la soirée de remise des prix : elle jouera son rôle dans la réflexion annoncée par le conseil de l'AATC sur la redéfinition des priorités.

JEAN-MICHEL FRODON

le nouvel Observateur

PERDRE LA TÊTE

Les Français de 1793 l'ont-ils perdue ?

200 ans après, François Furet et Mona Ozouf reconstituent le procès de Louis XVI.

LA MORT QUI VIENT DU FROID

56 morts déjà. La listeria, cette maladie tapie au fond de votre réfrigérateur.

CETTE SEMAINE

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde RADIO TÉLÉVISION

هكذا من الأهل

مكرام الأصيل

CULTURE

POINT DE VUE

Le défi de la terrasse de Saint-Germain

par Monique Mosser et Pascal Cribier

On peut s'étonner qu'un pouvoir qui s'est donné, parmi les grands travaux qu'il a entrepris, de continuer le grand axe de Paris, c'est-à-dire cette perspective allant du Louvre à la forêt de Saint-Germain, et qui, dans les grandes lignes, a réussi à y imprimer le marque de notre époque, puisse aujourd'hui se tromper à ce point pour tous les projets qui touchent à la partie comprise entre la Défense et Saint-Germain. Après le Grand Louvre, la réhabilitation des Tuileries, celle des Champs-Élysées et la parfaite réussite de la Grande Arche, l'inspiration semble s'être irrémédiablement tarie. En effet, comment comprendra que les princes de l'équipement, maîtres incontestés de la question du paysage - qu'ils peuvent d'ailleurs admirer - péniblement à l'arrière de leurs bureaux de la Grande Arche, soient à ce point aveugles qu'ils se préparent à perpétuer le pire des crimes : justifier en face de l'axe, lieu hautement symbolique, cette terrasse de Saint-Germain-an-Laye qui doit venir élever l'autoroute A14.

En agissant ainsi, ils vont à l'encontre de plus de dix ans d'une action aussi maîtrisée qu'efficace et, face à l'histoire, se privent de la chance de venir conclure intelligemment une politique qui ne saurait connaître de terme que pour des raisons mesquines conjoncturelles. Le paysage, l'aménagement du territoire doivent impérativement rester à l'écart des aléas et des temps trop brefs des changements politiques. Comment accepter que ceux qui ont, d'une manière ou d'une autre, contribué à la construction de la Pyramide du Louvre et de la Grande Arche, architectes parfaits dans leur simplicité, ne puissent reconnaître la grandeur d'un des plus étonnants gestes monumentaux de notre histoire : la terrasse de Saint-Germain ? Il semble que tout le monde ait oublié ce pari sur l'événir de la Nôtre qui, chargé d'intervenir - comme à son habitude - sur un grand site représentatif du pouvoir royal, va imaginer une solution radicalement neuve.

Un dessin, l'un des rares connus de sa main, révèle à quel point le jardinier de Louis XIV s'engage et assume totalement cette idée, ris-

quée techniquement et inutile spatialement. Ce monument apparaît comme une œuvre unique par sa conception minimaliste : un immense promenoir ouvert sur le paysage quotidien de l'île-de-France. L'absence de tout traitement ornemental confirme le côté extrêmement volontariste de cette grande forme relevant plus du génie civil que de l'art des jardins à proprement parler. Et pourtant la maîtrise de la Nôtre est - et reste aujourd'hui - parfaitement tangible dans cette manière unique de dresser une sorte de digue entre ciel et terre.

Dès lors, il est impossible d'admettre les éternuements, les moles incertitudes qui viennent, dans la plupart des projets récents, perturber tous l'espace compris entre la « grande carde de ciel » que découpe la Grande Arche et le large horizon minéral de la terrasse au-dessus de la plaine et de la Seine. Et surtout les différents aménagements actuellement prévus pour l'autoroute se révèlent ébahissants.

Un concept inédit et dérisoire

Après une station de péage, très large (rappelons qu'il en coûtera 40 francs, aller et retour, pour effectuer quelques kilomètres), un viaduc en courbe à plus de 15 mètres au-dessus de la Seine conduit l'autoroute en échappe vers la terrasse qu'elle vient frôler parallèlement avant de s'enfoncer sous terre. Quelle mauvaise conscience vient tourmenter les aménageurs de l'A14, comme saisis de honte face à leur forfait pour qu'ils aient pu inventer le concept inédit et dérisoire de « parc de compensation » (sic) ? C'est ainsi qu'ils qualifient les informes monticules qui doivent venir masquer l'entrée de l'autoroute, engorçant définitivement la terrasse dans d'inutiles déjections vagues paysagères. Triste solution qui démontre à l'envers leur incapacité à assumer un grand équipement autoroutier. Pourquoi d'ailleurs ne pas avoir choisi de travailler sur l'axe lui-même, d'y enlever monumentalement, au pied de l'Arche le fleuve automobile, selon une dynamique véritablement contemporaine ? Pourquoi

toutes ces ruptures et ces hésitations après la Défense ? La gesticulation des tracés n'a pour conséquence réelle que de venir gâcher des kilomètres de berges jusqu'ici préservées, précieux réservoir d'espace en banlieue délaissée. Pourquoi, enfin, enterrer l'autoroute sur trois kilomètres pour venir « triomphalement » sortir devant la terrasse, détruisant définitivement le site par toutes les pollutions inhérentes au flot incessant des voitures et des camions ?

On sait à quel point le génie de la Nôtre a su trouver sa place au vingtième siècle dans le paysage populaire de la promesse, qu'il s'agisse de Versailles, de Sceaux... ou de Saint-Germain, et ce malgré toutes les modifications qu'il a subies au fil du temps. C'est cet espace préservé de liberté et de grandeur que les associations ont choisi de défendre depuis le début. Le tribunal administratif de Versailles l'a bien compris et a ordonné l'arrêt des travaux de l'autoroute au mois d'août dernier. Aujourd'hui, après que le ministère de l'équipement a introduit un recours contre cet arrêt, il revient aux « sages » du Conseil d'Etat de rendre définitivement justice à la force du lieu et au génie de la Nôtre.

Monique Mosser est chercheuse au CNRS, Pascal Cribier est architecte paysagiste.

Une fondation pour la sauvegarde des monuments romains de Nîmes - M. Jean Bouquet, le maire de Nîmes (div. d.), député du Gard, a annoncé mercredi 13 la création d'une « fondation internationale pour la sauvegarde et la promotion des monuments romains de Nîmes ». Celle-ci sera présidée par M. Jordi Pujol, président de la généralité de Catalogne, qui avait souhaité, après les inondations du 3 octobre 1988 dans la capitale ardèche, agir pour la sauvegarde du patrimoine romain nîmois. La fondation doit être prochainement reconnue d'utilité publique. Les archives et le temple de Diane devraient être les premiers bénéficiaires des 5 millions de francs déjà recueillis ces dernières années par l'association qui a mis en place la Fondation. - (AFP)

La disparition de la Fondation nationale de la photographie

La mairie de Lyon justifie son désengagement d'une institution qu'elle n'a jamais vraiment souhaitée

Après de longs mois d'agonie et des projets de sauvetage, la Fondation nationale de la photographie (FNP), implantée à Lyon depuis 1978, va disparaître. La mairie de Lyon avait annoncé récemment le retrait de sa subvention pour 1992 (650 000 francs) dans son bulletin municipal du 6 décembre dernier et l'a entériné lors du conseil municipal du 14 décembre.

« Nous ne devons pas faire d'acharnement thérapeutique », a expliqué l'adjoint à la culture, M. Jacques Oudot, le 13 janvier. Aucune nécessité historique ne justifie un effort particulier en faveur de la photographie. Ce n'est d'ailleurs pas nous qui avons voulu cette fondation. C'est en effet M. Raymond Barré qui a favorisé la création de la FNP à Lyon, alors qu'il était premier ministre. Et la municipalité de M. Noir a toujours jugé encombrante une institution qui se justifiait beaucoup moins à partir du moment où le ministère de la culture a créé, à Paris en 1982, le Centre national de la photographie (CNP), dirigé par M. Robert Delprat. Le budget de la Fondation de Lyon était en 1991 de 1,5 million de francs (deux tiers versés par l'Etat, un tiers par la ville). La Fondation s'est trouvée fragilisée quand la direction du patrimoine (ministère de la culture) a décidé, l'an dernier, de ne pas renouveler sa contribution de 300 000 francs. Ce qui provoque ce commentaire acerbe de M. Oudot : « Sans nous prévenir, l'Etat a pris l'initiative d'un désengagement dans cette affaire, ils nous ont mis devant le fait accompli. » Sous entendu, nous n'avons donc pas à prévenir l'Etat de notre retrait.

Car à la direction des arts plastiques (DAP) du ministère de la culture, on se déclare « surpris » d'avoir appris par la presse la décision lyonnaise. La DAP versait jusqu'ici une subvention de

600 000 francs. Consciente des difficultés de la Fondation à trouver sa place dans le paysage photographique - même si cette dernière s'est fait une spécialité des expositions des années 30-60 - elle a proposé l'an dernier un projet de développement dans lequel « l'Etat et la ville auraient fait un effort commun », explique M. François Barré, directeur de la DAP : l'Etat faisait « un effort financier », un nouveau directeur était pressenti (Joff Savary), un rapport prévoyait de recentrer l'action de la FNP sur la photo plasticienne, la ville devait trouver un espace d'exposition, le budget passait de 1,5 à 3 millions de francs. « Nous attendons toujours la réponse de M. Noir au ministre de la culture », M. Jack Lang, sur ce projet », explique M. Barré.

Un refuge au musée Saint-Pierre

Mais la ville, après plusieurs études, semble avoir « calé » sur le problème d'espace. Locataire du Château Lumière depuis 1982, la FNP devait laisser ce lieu au seul Institut Lumière, qui fêtera le centenaire de l'invention du cinéma à Lyon, dans deux ans.

Sans domicile et sans subvention de la municipalité, « nous ne pouvons évidemment pas continuer seuls », explique M. Barré, qui assure que les 600 000 francs versés à la Fondation seront redistribués à « d'autres actions photos. Il n'en manque pas ». Mais, pour sa part M. Bertrand Eveno, le président de la Fondation, se déclare « persuadé que la ville et le ministère de la culture sont tombés d'accord sur l'arrêt de la Fondation. Sans appui des deux contributeurs, il est impossible de se battre pour sa survie ». Un conseil d'administration, prévu dans les mois prochains,

devrait entériner la mort de la Fondation.

Si elle a supprimé sa subvention pour 1992, la ville se retrouve face à plusieurs problèmes qu'elle devra résoudre avec l'Etat : quelle solution pour les cinq salariés de la Fondation, et notamment M. Sonia Bove, la directrice ? Que devient le programme d'expositions en cours à la galerie des Terreaux ? Que faire du fonds important déposé par la FNP ? Les autochrones historiques pourraient trouver refuge au musée Saint-Pierre. « Les photos plus récentes pourront être diffusées par le réseau des archives, ou mises en vente, puisqu'il ne s'agit pas de collections inaliénables », répond M. Oudot.

Les 650 000 francs de la subvention de la ville ont été « provisionnés » au Musée d'art contemporain, qui pourrait reprendre une partie de cette somme, peut-on lire dans le bulletin municipal du 6 décembre dernier. Son directeur, M. Thierry Raspail, répondait dans « le Monde-Rhône-Alpes » (daté 13-14 décembre) qu'il ne « souhaite pas reprendre la mission de la FNP. D'ailleurs, personne ne m'a jamais proposé de reprendre une partie de son activité et je n'ai pas reçu l'argent dont il est question ».

M. Oudot justifie ce transfert ainsi : « Comme la photographie n'est pas un art à part entière mais un secteur des arts plastiques parmi d'autres, les missions de la Fondation, à Lyon, pourront être reprises par d'autres institutions. Certains secteurs de la photographie appartiennent à d'autres domaines », M. Oudot intervient dans une vieille querelle qui divise fortement le milieu depuis le débat des années 80 : la photographie doit-elle disposer de lieux propres ou être « mélangée » aux arts plastiques ?

MICHEL GUERRIN

DANSE

Fertiles malentendus

A la Ferme-du-Buisson, des plasticiens au service des chorégraphes

ENTRE/ACTES

Non, les arts plastiques et la danse n'ont pas perdu le contact : l'exposition « Entre/Actes » organisée par Chantal Custin-Berthe au Centre d'art contemporain de la Ferme-du-Buisson - à l'occasion de la collaboration de Jean-Michel Othoniel avec Daniel Larrieu pour « Rideaux » - montre avec éclat quelques collaborations entre peintres et chorégraphes ces dix dernières années. Non pas aux Etats-Unis, à l'instar d'un Sol LeWitt avec Lucinda Childs, d'un Rauschenberg avec un Cunningham, mais bel et bien en France, avec une incursion en Grande-Bretagne.

On prend un plaisir extrême à observer de près les notes, les maquettes, les croquis préparatoires de décors qu'on a vus de loin, éclaircis, changés, transformés, voire absorbés par les éléments chorégraphiques. On perçoit ainsi, à travers la progression du travail et de la réflexion, le moment où le peintre, le sculpteur, se rapproche de l'univers du chorégraphe, ou, à l'inverse, celui où il s'en éloigne, consciemment ou pas.

« Il n'y a pas de rencontres, il n'y a que des malentendus. Certains sont stériles, d'autres fertiles. » Ainsi commence le texte d'Hervé Gauville qui ouvre le catalogue, premier d'une série intitulée « Collection de l'Anges ». On a revu avec

intérêt le « malentendu fertile » entre la chorégraphie de Giselle de Perrot et Cornil (1841) et le décor ultra-minimaliste de Loïc Gruennelec (1991). Présentées dans des vitrines, les maquettes ont l'air de reliques, d'amis dressés aux âmes de toutes les ballerines disparues. En haut d'un escalier glissant l'ange, suspendu par les pieds, que Richard Serra inventa pour le « Sacre du Printemps » du Japonais Tanaka Min. La rencontre, qui eut lieu en 1990 sur la scène de l'Opéra-Comique, se révéla plutôt désastreuse. Là, dans l'ombre du grenier aménagé, on se précipite à méditer sur la carcasse de cet ange déchu, et sur le film qui explique le travail de l'Américain, réalisé par Claude Picasso et Thierry Pfister.

Etranges poupées et modales en bois

En regardant, au contraire, les traces peintes d'Aki Kuroda on revit l'odéon du corps-hiéro-glyphe avec celui créé par le chorégraphe Stéphanie Aubin pour l'œuvre bleue, qui n'est pas seulement le nom d'un parfum de chez Guerlain, mais l'impalpable lumière qui précède parfois la tombée du jour (Beaubourg, 1988). Audacieux Kuroda qui a, rappe-lons-le, accepté de faire de nouveaux costumes et décors pour Parade, prenant ainsi la succession de Pablo Picasso, tout simplement (notre supplément « Arts et specta- »

cles » du 30 décembre 1992). Etranges poupées que celles qui portent les costumes imaginés par Hélène Delprat pour la « Résurrection rouge » et blanche de Romeo et Juliette, une chorégraphie de la compagnie Paul les Oiseaux : alignées au mur, multicolores, elles paraissent attendre une cérémonie vaudou. On admirera aussi la force des modules en bois, quadrillés rouge et noir, du sculpteur Richard Deacon pour le Ballet Rambert de Londres.

Vues de près, les robes enduites de cire de Jean-Michel Othoniel, prennent des allures de flambeaux à l'envers. Il y a aussi les travaux de Jean-François Lacalmontie pour Dominique Boivin (1990), ceux de François Morellet pour Andy Degroot (1986), et de Ernest Pignon-Ernest pour la compagnie Doussart/Dubouloz. Tous ces décors, ces costumes, en l'absence des corps des danseurs et de la danse, frappent par la charge de sacré qu'ils dégagent. Les objets inanimés, s'ils n'ont pas une âme, ont une vie qui leur est propre.

Le Centre d'art contemporain continuera, fin avril, de réunir les arts plastiques et la danse. C'est d'ailleurs la mission qu'il s'est donnée. Rendez-vous donc autour de la chorégraphie, Factory, d'Hervé Robbe dans des décors signés Richard Deacon. Une exposition - Transposition, hypothèse sur le mouvement, avec, entre autres, Judith Bary, Bruce Nauman, Dan Graham, Gary Hill - sera accompagnée d'un parcours historique sur le costume à danser : Akarova, Sonia Delaunay, Oskar Schlemmer, Mario Fortuny, Loïc Fuller...

DOMINIQUE FRÉTARD

« Entre/Actes », jusqu'au 31 janvier, du mercredi au dimanche inclus, de 14 heures à 18 heures, jusqu'à 21 heures les soirs de spectacle. Centre d'art contemporain, la Ferme-du-Buisson, Nolsiel (77186). Tél : 64-62-77-00.

Pithécanthropus!!! tragi comédie préhistorique d'après le roman de Roy Lewis : The Evolution man du 11 au 24 janvier 1993 réservations et renseignements au 48 59 93 93

Le concert "unplugged" du mois

Eltan John

concert acoustique de 20h à 21h

Europe 2

sur

le 18

janvier

en diffusion simultanée sur

MUSIC TELEVISION

PROGRAMME

Europe 2

هشام النحل

ÉCONOMIE

BILLET

La conférence de presse du premier ministre

Rumeurs autour du groupe Hersant

Depuis le début de cette année, diverses rumeurs font état de la volonté de M. Robert Hersant de céder l'un des pans les plus importants de son empire, la Socpresse. Elles se fondent sur divers événements : le décès brutal de son fils Jacques (le Monde du 25 décembre 1992) qui l'a fortement ébranlé, la cohabitation politique à venir, mais aussi les difficultés de la presse écrite, et de son groupe de presse en particulier dont le navire amiral, le Figaro, a vu depuis deux ans fortement diminuer son chiffre d'affaires publicitaire qui représentait plus de 75 % de ses recettes. Les noms des candidats potentiels au rachat de la Socpresse, société holding coiffant le Figaro, France-Soir, le Progrès de Lyon, le Dauphiné libéré, l'Auto Journal, etc., la régie publicitaire Publ-Print et les imprimeries (SIRLO) parisiennes et Roissy-Print, circulent avec insistance. Il s'agit d'Alcatel-Alsthom, d'Havas, de Louis-Vuitton-Moët-Hennessy (LVMH), voire d'un des amis personnels de M. Hersant, M. Jean-Marie Vernes, patron de la banque du même nom et actionnaire d'Havas. Il y a quelques mois, les noms de MM. Giovanni Agnelli (Fiat) et de François Bouygues avaient également été cités, sans suite. La famille Bettencourt avait aussi été mise sur les rangs il y a quatre ans. Les rumeurs actuelles sont à nouveau vigoureusement démenties, à l'intérieur et à l'extérieur du groupe. Un proche de M. Hersant, « avec lequel il a discuté stratégie à l'horizon de six mois », juge qu'une telle décision n'est pas, aujourd'hui, à l'ordre du jour. M. Vernes parle, quant à lui, d'« édiculations », tandis que M. Bernard Arnaud (LVMH) a nié les intentions qui lui étaient prêtées. Enfin, un dirigeant d'Havas confie qu'il ne pourrait pas se présenter, ce qui n'est pas le cas actuellement. Et l'un des responsables d'Alcatel-Alsthom écarte toute hypothèse de négociation ou de discussion. Cela n'empêche pas les mouvements de fond au sein du groupe Hersant. « On serre les boulons, comme ailleurs », fait remarquer un lieutenant de M. Hersant. Le Figaro incite certaines de ses « grosses pointures » de la rédaction à négocier leur départ. Il vend son réseau Fun Radio (estimé à plus de 200 millions de francs), son imprimerie du Maine libre et un journal d'annonces légales à Lyon. Ces offres supposées pourraient donc servir à M. Hersant, qui aura bientôt soixante-trois ans, à évaluer les actifs de son groupe et à renégocier son endettement bancaire - estimé à quelque 4 milliards de francs - à l'approche d'un changement de majorité.

YVES-MARIE LABÉ

M. Bérégovoy affirme qu'il n'est « pas question de remettre en cause la retraite à soixante ans »

Dans sa conférence de presse, jeudi 14 janvier, M. Pierre Bérégovoy, premier ministre, a fait les déclarations suivantes sur les projets de gouvernement concernant l'avenir des régimes de retraites : « J'ai constaté que l'assurance-vieillesse était en déficit et qu'il y avait en particulier une cause de déficit qui était liée au chômage (...). C'est donc une réforme de structure que j'ai proposée aux organisations syndicales pour le présent et l'avenir, les dix prochaines années : transférer vers l'Etat la charge que supporte aujourd'hui la Caisse d'assurance-vieillesse à cause du chômage. Pour l'année 1993, c'est de l'ordre de 20 milliards de francs. Comment le financer ? Par 5 milliards d'économies budgétaires décidées immédiatement, donc pour le trimestre en cours, et 15 milliards de gel de crédits qui seront naturellement éconémisés dans les neuf mois qui suivront le premier trimestre puisqu'il y aura un autre gouvernement.

« J'en viens maintenant à la durée des cotisations ; cela ne nous regarde pas directement. (...) A partir du moment où il y a partage des responsabilités, il incombera aux partenaires sociaux d'en décider. Soit un peu plus de cotisations, soit telle ou telle réforme. Mais, en ce qui me concerne, pas question de remettre en cause le droit à la retraite à soixante ans. On a parlé de quarante ans [de durée de cotisations au lieu de 37,5 années actuellement], c'était d'ailleurs dans le Livre blanc, mais je ne le propose pas.

« Un fonds de garantie de 100 milliards de francs »

« Deuxième élément : le long terme (...). Je suis parti de l'idée simple qui est la suivante : le patrimoine des Français doit protéger la retraite des Français. A partir de là, c'est le principe du fonds de garantie. (...) Le chiffre de 100 milliards a été avancé. C'est un chiffre raisonnable mais, là encore, je m'en

remets à la concertation avec les partenaires sociaux (...). Il peut être constitué de différentes manières. La première - elle a été critiquée par certains - consisterait à procéder à des cessions d'actifs de ce patrimoine des Français. Ils seraient affectés au fur et à mesure à ce fonds. La deuxième possibilité consiste à doper ce fonds de titres que détient aujourd'hui l'Etat. Le débat n'est pas tranché et je me réjouis qu'un grand débat s'ouvre dans notre pays.

« Les réactions du Parti socialiste représentent une contribution utile au débat. Je comprends très bien que, dans les circonstances où nous sommes, le Parti socialiste veuille se prémunir contre tout risque politique. Mais qu'il me fasse confiance. (...) Il n'y aura pas de session parlementaire extraordinaire - et donc pas de garantie que la réforme des retraites verra le jour - ne les rassurera pas davantage.

La ligne Maginot

par Jean-Michel Normand

AUX socialistes de se poser en défenseurs de la retraite à soixante ans, aux partenaires sociaux d'en assurer le financement. C'est-à-dire, inévitablement, remettre en cause cet acquis social... La ligne de défense, édictée jeudi 14 janvier par M. Pierre Bérégovoy lors de sa conférence de presse, ressemble à s'y méprendre à une sorte de ligne Maginot.

Manœuvre d'encerclement

Celui-ci indique que « les mécanismes permettant d'assurer la sauvegarde, sur le long terme, de nos régimes de retraite, pourraient concerner les durées de cotisation, étant précisé qu'actuellement les travailleurs manuels effectuent des carrières longues cotisent au profit de ceux dont la durée de cotisation est plus réduite ». Les dirigeants du PS paraissent avoir déjà oublié le programme de leur parti, et le premier ministre se garde bien de le leur remettre en mémoire.

Quant au financement du fonds de garantie, il apparaît désormais beaucoup plus flou. La cession d'actifs d'entreprises publiques, c'est-à-dire des privatisations, n'est plus la seule solution envisagée. La susceptibilité de ceux des socialistes qui ne se sont pas encore aperçu que la privatisation n'est pas une solution à la dette de l'Etat, s'agissant des économies budgétaires qui permettraient de financer le transfert de 20 milliards de francs en 1993 afin de limiter le déficit, M. Bérégovoy n'a guère été plus précis. Ce sera au ministre du budget de déterminer les 5 milliards d'économies prévues au premier trimestre et à son successeur de trouver les 15 autres milliards.

Toutes ces ambiguïtés risquent de nuire au bon déroulement de la subtile manœuvre d'encerclement qui vise à lier les mains d'une future majorité de droite en posant le principe d'une affectation prioritaire du fruit des privatisations au profit des

Hausse de 15 % le 18 janvier

Cigarettes : après l'image les prix

« Supprimez l'image comme argument de vente, il ne reste plus pour être attractif que de jouer sur les prix. » Cette remarque d'un fabricant de cigarettes peu avant l'entrée en vigueur de la loi Evin, interdisant toute publicité pour le tabac et l'alcool depuis le début de l'année, trouve actuellement son illustration. Alors que l'Etat a décidé d'augmenter de 15 % les prix du tabac le 18 janvier, certains groupes ont décidé de ne pas répercuter totalement cette majoration, préférant ainsi rogner sur leurs gains plutôt que sur leurs parts de marché.

Si la SETA, entreprise nationale oblige, majora globalement de 15 % le coût de toutes ses cigarettes en modulant (Gauloises Blondes 11 %, Gitanes 17 %), l'américain Philip Morris préfère limiter à 5,2 % la hausse de ses Marlboro, marque la plus vendue en France.

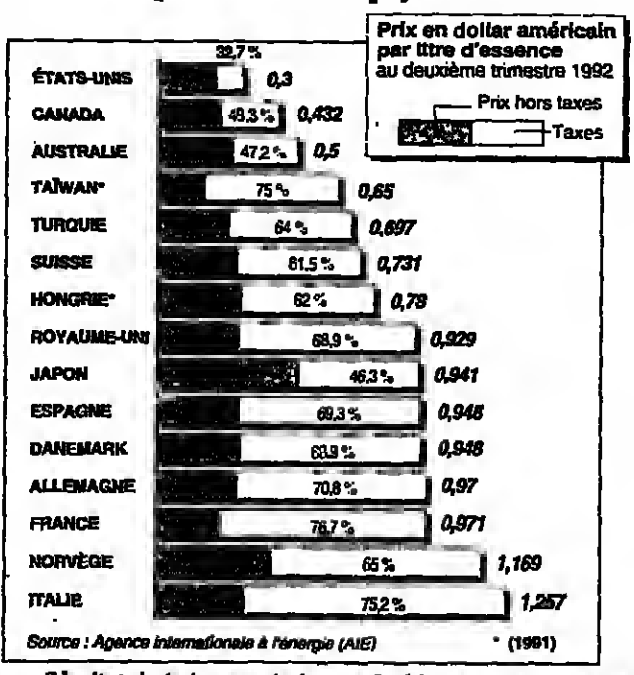
Stratégie plus agressive encore pour l'américain RJR Nabisco, qui augmente de 11 % ses Camel, et qui n'hésite pas à baisser de 20 % la prix d'autres marques comme Winston et Gold Coast. En revanche, le conglomérat sud-africain Rothmans International applique strictement la hausse du tabac sur ses Peter Stuyvesant.

Cette première en France consistant à ne pas répercuter de manière significative une hausse des coûts est l'une des nouvelles formes de concurrence auxquelles se livrent les groupes depuis plusieurs mois. Pour jouer sur les prix, ils ont déjà commencé à introduire l'an dernier des paquets de vingt-cinq cigarettes à des prix voisins de ceux en comportant vingt.

De plus, profitant des dernières terres de publicité avant l'entrée en vigueur de la loi Evin, ils ont multiplié les lancement de marques à faibles prix qu'ils n'augmentent pas. Cette nouvelle stratégie dans un marché en baisse pourrait se poursuivre avec la deuxième majoration de 15 % attendue le 24 mai.

D. G.

Les prix de l'essence à la pompe varient de un à quatre dans les pays industrialisés



Résultat de la hausse de la taxe intérieure sur les produits pétroliers (TIPP), en France, les prix des carburants augmentent à compter du vendredi 15 janvier de près de 5,30 centimes par litre. Viendra s'y ajouter le 15 avril prochain une hausse supplémentaire de 2,66 centimes. Cela dit, le consommateur ne devrait guère en ressentir les effets, la baisse des prix hors taxes compensant l'alourdissement des taxes.

Indolore pour l'automobiliste mais rentable pour les finances de l'Etat : le relèvement des taxes devrait à lui seul rapporter en 1993 aux finances publiques 5,5 milliards de francs (TVA comprise). Pour l'ensemble de l'année 1993, les taxes sur les produits pétroliers ramèneront dans les caisses de l'Etat la bagatelle de 156 milliards de francs, soit l'équivalent de la moitié de l'impôt sur le revenu. La manne est abondante et explique pourquoi aux Etats-Unis le futur président Clinton songe à relever le montant des taxes sur les carburants pour réduire le déficit budgétaire. Il est vrai que l'automobiliste américain paie son essence quatre fois moins cher que son homologue italien.

Une enquête du CREDOC

Les Français ont de plus en plus le sentiment de se restreindre

Expliquer, en ce moment, le comportement des consommateurs français relève de la gageure. Les théories économiques ne se vérifient plus et les observateurs intelligent ont de plus en plus souvent des éléments psychologiques, extrêmement difficiles à mesurer (le Monde du 15 décembre), pour tenter de le comprendre.

Comme chaque année, le CREDOC (Centre de recherche pour l'étude et l'observation des conditions de vie) a enquêté sur les aspirations des Français. Au printemps est apparue une remontée de leur « sentiment de restriction », qui tranche avec la baisse constante des quatre années précédentes. Néanmoins, le Centre estime qu'il faudra que cette tendance se confirme « pour être jugée significative d'un revirement de la demande, qui ne s'était toujours pas observé à la fin de 1992 ».

Grosso modo - cela semble évident - le sentiment de restriction est d'autant plus fort que le revenu est bas. A cet égard, il culmine chez les ouvriers agricoles. Il diminue avec l'âge, pour atteindre son niveau le plus bas chez les retraités. Mais on peut réintroduire la variable « revenu » pour l'expliquer, comme le rappelle le CREDOC, que c'est entre soixante et soixante-dix ans que le revenu moyen par unité de consommation est le plus élevé.

D'une région à l'autre, aussi, le sentiment de restriction n'est pas le

même : dans le Limousin, il est plus élevé (73 %) qu'en Alsace... Là aussi, on retrouve l'importance du revenu puisque le Limousin est la région de France où le salaire moyen est le plus bas. A l'inverse, les deux régions qui connaissent un taux de chômage minimum - Alsace et Franche-Comté - sont également celles où le sentiment de restriction est moins élevé. « Ces différences régionales sont explicables pour des raisons objectives liées à leur situation économique. Certaines autres variations semblent, au contraire, trouver leur origine dans des traditions culturelles régionales loïsant une part plus ou moins vive à l'expression du mécontentement », estime le CREDOC. Ainsi, dans le Nord-Pas-de-Calais, en dernière place pour le confort du logement, les habitants déclarent un taux de restriction très inférieur à la moyenne. A l'inverse, la région Provence-Alpes-Côte d'Azur et l'Aquitaine, plus riches et plus âgées, connaissent des taux au-dessus de la moyenne.

D'autre part, à l'heure où se développe un débat sur la relance, l'enquête montre que s'ils avaient plus d'argent, les Français augmenteraient de 8,5 % des cas leur consommation de vacances et loisirs... puis leur épargne (72 %), avant tout. « Voici la confirmation d'un climat d'attente et de prudence expliquée par le niveau élevé des inquiétudes ressenties par les Français », conclut le CREDOC.

F. V.

CADEAU : Un pack lors de l'achat d'un MACINTOSH (Boîte POSSO - 10 disquettes + un tapis souris)

Mac Vi 4/40
+ 14" ecran + clavier étendu + Works 3.0 + Flight Simulator
Même chose en 4/80 : 14595F
13595F

TEL: (1) 49 58 11 00 COMPUTER BENCH 1500m2
APPEL CENTER AMBASSADEUR & A/R
13, R. AMBROISE CROIZAT D'EXPOSITION
94800 VILLEJUIF
PARKING CLIENTS & VISITEURS

Apple Center
FAX: (1) 46 78 19 11 4000 PRODUITS MAC

BENNETON
Graveur-Héraldiste
Papier-à-lettre - Cartes de visite - Faire-part de mariage
Chevillères gravées
75, bd Malesherbes - Paris 8 - Tél. : (1) 43.87.57.39

Le Monde
PUBLICITÉ FINANCIÈRE
Renseignements : 46-62-72-67

مكتبة الأمل

ÉCONOMIE

ÉTRANGER

Hausse des dépenses

Le déficit budgétaire s'alourdit en Suède

La Suède n'est pas encore sortie de ses problèmes et le projet de loi de finances pour l'année fiscale 1993-1994, présenté lundi 11 janvier par le ministre des finances, M^{me} Anne Wibble, laisse perplexe quant aux possibilités d'une reprise de la croissance « à portée de la main ».

annoncés avant la fin 1992 - seront, cette année, réalisés grâce à une diminution de l'allocation-chômage (4,7 milliards de couronnes économisées) et une réduction des dépenses consacrées à la création d'emplois et à la formation professionnelle. La dépréciation de la couronne, qui continue de flotter, ne sera pas compensée et l'âge de la retraite sera relevé.

Le taux de chômage devrait atteindre en Suède 7 % de la population active en 1993.

Ce deuxième projet de loi de finances du gouvernement minoritaire de centre-droite aura sans doute du mal à passer tel quel. « Un appel au secours. Le gouvernement a perdu le contrôle. Il faut les problèmes », estime le leader social-démocrate, M. Ingvar Carlsson, qui présentera dans deux semaines sa propre version de sauvetage de l'économie nationale.

« Chômage massif »

M^{me} Wibble est confiante : ces mesures devraient remettre la Suède sur les rails d'une croissance qui pourrait, selon elle - et sans être « irréaliste » - se situer autour de 3,2 % de 1995 à 1998, grâce notamment à la reprise des exportations qui se fait déjà sentir. Il reste à stimuler la demande intérieure et à rendre en priorité la vie plus facile aux petites entreprises par une réduction de leurs impôts.

Le parti de la Nouvelle Démocratie de M. Jan Waeltmeister n'est guère plus enthousiaste et propose la convocation d'une « conférence sur la sécurité économique » réunissant les têtes pensantes comme la Suède. L'année 1993 s'annonce donc difficile pour la coalition au pouvoir, d'autant que les syndicats qui l'accusent de créer « un chômage massif » risquent de mettre de gros cailloux dans les rouages des prochaines négociations salariales.

FRANÇOISE NIÉTO

Le GATT met en garde la Pologne contre la tentation protectionniste

La Pologne a pris « le bon virage », selon le rapport d'analyse des politiques commerciales établi par le GATT (Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce), et dont certaines conclusions ont été publiées mardi 12 janvier à Genève. Mais, en dépit d'un diagnostic globalement positif sur le processus d'ajustement structurel (la production industrielle a redémarré, l'inflation s'est ralentie), et sur la libéralisation des échanges extérieurs entreprise par Varsovie, plusieurs pays membres du GATT redoutent de voir la Pologne s'orienter vers un plus grand protectionnisme.

Le président du conseil du GATT, M. Andras Szepesi (Hongrie), a ainsi rappelé la récente surtaxe sur les importations mise en place en décembre 1992. Les États-Unis et le Mexique ont, pour leur part, mis en cause l'absence de transparence dans le système de quotas d'importation et l'attribution des licences.

Introduction de la TVA en République tchèque Prague est confronté à un regain d'inflation

Le début de 1993 est difficile pour l'économie de la République tchèque. Les anticipations de transformation de l'ancienne monnaie tchécoslovaque en deux monnaies distinctes vont bon train et, pensant que l'opération se soldera par une dévaluation de la monnaie slovaque, les habitants de Slovaquie tentent d'échanger leurs avoirs contre des devises occidentales, au point que les banques tchèques refusent les couronnes tchécoslovaques. En République tchèque, l'introduction de la TVA au 1^{er} janvier provoque un gonflement des prix et inquiète la population.

de 23 % sur le reste des articles, ce qui fait presque comparable à celle de janvier 1991, lors de la libéralisation des prix (25 %). Déjà à cette époque, les entreprises, encore toutes d'État, avaient abusé de leur monopole pour fixer des tarifs exagérés qu'elles avaient dû diminuer les semaines suivantes après la chute de leurs ventes.

La réponse des consommateurs à cette flambée des prix ne s'est pas fait attendre. Les magasins regorgent de marchandises mais les clients potentiels, insatisfaits par les événements de 1991, jettent sur les étagères et repartent en bougonnant. Les syndicats ont immédiatement mis en garde le patronat et le gouvernement en annonçant qu'ils « attendent d'obtenir une compensation pour les salariés, même en l'absence de la paix sociale » - les deux premières années de réforme économique n'ont connu aucun réel conflit social. De leur côté, les accusés, patrons et ministres « économiques » se renvoient la responsabilité de la hausse des prix. Selon le « patron des patrons » tchèques, M. Rudolf Beraok, le gouvernement est responsable car « le tour global d'imposition dépasse le seul moyen de défense », a-t-il expliqué.

Selon le gouvernement conservateur de M. Václav Klaus, qui refuse de revenir à une régulation des prix, les charges des cotisations vont baisser en 1993 : l'impôt sur le chiffre d'affaires passe de 35 % à 45 % et la part patronale des cotisations sociales de 30 % à 36 % (la différence, 13,5 %, est dorénavant payée par le salarié). Au contraire, une bonne partie du nouveau système fiscal et des cotisations sociales va peser surtout sur les épaules des consommateurs, via la TVA. Le premier ministre tchèque en est d'ailleurs conscient et a annoncé le gel des loyers dans les appartements d'État pour 1993, la tolérance de la population ayant atteint ses limites pour cette année.

MARTIN PLICHTA

Au terme d'après débats

La Finlande adopte des mesures d'austérité

STOCKHOLM

de notre correspondante

Au terme d'une semaine d'après débats et malgré une motion de censure déposée par l'opposition social-démocrate, le gouvernement de coalition de centre droit a réussi à faire adopter, sans modifications substantielles, un budget qui va contraindre les contribuables finlandais à se serrer davantage la ceinture en 1993. L'austérité extrême reste à l'ordre du jour avec, au menu du prochain exercice, des coupes sévères dans le secteur social et une hausse des impôts de 2,2 % pour tous les salariés, destinée à financer les coti-

tions retraite et chômage. Déjà décidée par le Parlement, cette mesure est entrée en vigueur dès le début de l'année.

Avec un taux calculé dans le budget de 15,7 % en moyenne, mais qui pourrait en réalité, selon le ministre du travail, M. Ilkka Kanerva, frôler les 19 % cette année, le chômage pèsera lourdement sur les finances publiques et devrait aggraver de plus de 2,5 milliards de marks finlandais un déficit budgétaire de 45,4 milliards, soit 26 % de la totalité des 175,3 milliards du budget. Les Finlandais ne sont pas au bout de leurs peines : dès avril, la moitié des communes vont augmenter

l'impôt communal et des mesures décidées à l'automne 1992 dans le cadre du programme d'austérité entrèrent en application, touchant d'abord ceux qui ont contracté des emprunts et les familles avec enfants. Le revenu disponible pourrait ainsi être réduit de fait de quelque 4 % en tout.

Les quatre partis d'opposition exigent une réforme radicale de la politique économique du gouvernement, reposant sur la stimulation et non les restrictions, faute de quoi ils refuseront, ont-ils dit, de voter sa proposition d'augmenter l'aide aux banques en difficulté.

F. N.

SIÈGE "SLEEPERETTE"
ELECTRONIQUE HAUT DE GAMME
Pour vous assurer un incomparable sommeil, confortable et profond.

COMMANDES DIGITALES ELECTRONIQUES
Pour choisir un film, les actualités ou écouter de la musique en toute liberté.

SYSTEME VIDEO MULTICHAINES INDIVIDUEL
Ecran couleur à cristaux liquides haute définition avec 6 programmes.

"EXECUTIVE MEAL"
Notre formule destinée à ceux qui préfèrent prendre leur repas en dehors des heures traditionnelles de service.

REGLAGE ELECTRONIQUE DU MAINTIEN LOMBAIRE
Un siège qui s'ajuste à la position idéale.

REPOSE-PIEDS ELECTRONIQUE AJUSTABLE
Vos jambes reposent parfaitement.

38% DE PLACE SUPPLEMENTAIRE
Avec 1,40 m d'espace longitudinal entre chacun des sièges et un maximum de deux sièges côte à côte, notre cabine offre toute la place nécessaire pour s'étendre... et se détendre.

GRANDS CRUS FRANÇAIS ET CHAMPAGNES
Service à bord, tout comme notre grande sélection d'alcools et de liqueurs, sans oublier bien sûr, une grande variété de boissons non alcoolisées.

BusinessFirst, la nouvelle classe affaires qui n'a rien à envier à une première.

BUSINESSFIRST

La différence, c'est d'abord le lancement de la BusinessFirst, une nouvelle classe affaires internationale encore plus confortable et luxueuse au prix de la classe affaires. La différence, vous l'appréciez dès votre arrivée à bord avec ce nouveau siège sleeperette qui vous offre plus d'espace pour rendre vos voyages d'affaires encore plus agréables. La différence c'est aussi des vols directs sur Houston et New York (arrivée à Newark) et plus de 160 villes desservies aux États-Unis. La différence, c'est aussi un service quatre étoiles avec limousine de chez vous à Orly. La différence, c'est encore le "Presidents Club", un salon privé à votre disposition à Orly, Newark et Houston. La différence, c'est enfin le "OnePass" de Continental Airlines, un programme de fidélité qui vous offre la possibilité d'obtenir des vols gratuits sur nos destinations dans le monde entier. Alors, jugez vous-même la différence.

Continental Airlines
92, avenue des Champs-Élysées, 75008 Paris
Tél. : 42 99 09 09 ou chez votre agent de voyage.

Continental Airlines
La compagnie qui fait la différence.

LA DIFFERENCE

ISE
5 pourrait être retardé
n moratoire nucléaire

LES 100 MEILLEURS FILMS DES ANNÉES
N°1 : LE TITANIC
N°2 : LE GÉNÉRAL D'ARMÉE
N°3 : LE DICTEUR
N°4 : LE SEIGNEUR DES ANGES
N°5 : LE SEIGNEUR DES ANGES
N°6 : LE SEIGNEUR DES ANGES
N°7 : LE SEIGNEUR DES ANGES
N°8 : LE SEIGNEUR DES ANGES
N°9 : LE SEIGNEUR DES ANGES
N°10 : LE SEIGNEUR DES ANGES

VIE DES ENTREPRISES

Le géant allemand veut maintenir son bénéfice en 1993

L'informatique et les circuits intégrés continueront de peser sur les résultats de Siemens

MUNICH

de notre envoyé spécial

Siemens, le géant allemand de la construction électrique et de l'électronique, a annoncé, jeudi 14 janvier, des bénéfices jugés « satisfaisants », de 1,955 milliard de marks (7 milliards de francs) en hausse de 9 %. Le groupe Siemens a deux sièges depuis la réunification : Munich et Berlin. La Bavière et la Prusse. C'est dire s'il couvre l'Allemagne entière et s'il en reflète l'expansion et la disparité. Quand M. Heinrich von Pierer, nouveau patron du groupe depuis le début octobre, avertit qu'il doit « se préparer à une faiblesse persistante des affaires » mais sans « effondrement dramatique du marché », le jugement vient en miroir de l'économie allemande tout entière.

Avec l'air acquis ces dernières années, le solide vaisseau ne craint pas la chute de vent. Le chiffre d'affaires de l'année écoulée (exercice clos le 30 septembre), avec 78,5 milliards de marks est en croissance de 7,5 %. Il devrait atteindre 84 milliards cette année. Le bénéfice net a crû de 9 % à 1,955 milliard de deutschmarks. Un rendement qui peut paraître faible selon des critères anglo-saxons ou même français, mais qui est conforme à la tradition du capitalisme germanique. Pour l'an prochain, M. von Pierer estime qu'il faudra redoubler d'efforts pour maintenir le niveau.

Siemens s'est restructuré en 1989, autour de quinze divisions. Aucune ne publie de résultats séparés et il est impossible de comparer les performances. On sait seulement que les meilleurs profits viennent des centrales électriques (KWU), des réseaux de transport d'énergie et des centraux téléphoniques publics. Les secteurs des instruments médicaux, la téléphonie privée ou les automatismes

« sont parvenus à assaier leurs positions », affirme le président.

Restent les coûteux secteurs de l'informatique et des composants électroniques. Siemens, qui a racheté Nixdorf, a perdu 513 millions de marks dans les ordinateurs après 781 millions l'année précédente. Les pertes persisteront, à un niveau équivalent, en 1993, mais Siemens veut rester « un constructeur à part entière ». Dans les composants, la situation « s'est détériorée » et les déficits dépassent 500 millions. Le groupe a des liens avec IBM et Toshiba dans les mémoires et il n'accepte de se rapprocher du tandem franco-italien SGS-Thomson que dans les circuits spécifiques.

Pour 1993, l'objectif du groupe est de faire un bond en matière de productivité. Les effectifs, aujourd'hui de 410 000, tomberont sous la barre des 400 000.

ÉRIC LE BOUCHER

CHIFFRES ET MOUVEMENTS

CRISES

Matra-Automobiles recourt au chômage partiel. — Les 2 700 salariés des usines Matra-Automobiles de Romorantin et de Thellay (Loir-et-Cher) seront mis pendant huit jours en chômage partiel en février et en mars. La direction de cette filiale de Matra-Hachette, partenaire de Renault pour la production de l'Espace, justifie ces mesures par « un réajustement du marché haut de gamme ».

Saab : chômage technique pendant six jours pour 4 500 employés. — Le constructeur suédois Saab Automobile AB va mettre 4 500 employés en chômage partiel pendant six jours. Cette mesure affectera les usines de Trollhättan (montage), Göteborg et Södertälje (moteurs). Les journées de chômage technique, à partir de la seconde quinzaine de janvier, seront prises sous la forme d'un week-end avancé ou prolongé.

... et pendant sept jours chez Opel (Allemagne). — Le constructeur allemand Opel (groupe General Motors Europe) va arrêter sa production dans son usine principale de Rueschheim durant sept nouvelles journées — trois vendredis en février et quatre en mars, — a annoncé, jeudi 14 janvier, le président du comité d'entreprise, M. Rudi Mueller. La mesure touchera 11 500 salariés. L'usine de Rueschheim produit les modèles Senator, Omega, Vectra et Calibra. Les autres usines du groupe à Kaiserslautern, Bochum et Eisenach, ne sont pas touchées pour le moment. Opel avait déjà recouru à quatre jours de chômage partiel, début janvier, à Rueschheim. La direction a justifié ces mesures par la baisse des ventes en Allemagne et le niveau élevé des stocks.

Nouveaux plans de restructurations chez Tréfileries. — Le groupe Tréfileries (cuivre et alliages)

continue de tailler dans ses effectifs : il a annoncé à la fin de l'année 1992, la suppression d'environ 250 emplois dans différents sites de la société, deux mois à peine après avoir rendu public un plan de restructuration portant sur 200 emplois. La division de produits laminés est touchée : 150 à 180 emplois seront supprimés dans les 12 à 18 mois sur le site de Serravallo (Oise, 460 emplois). Un plan social d'accompagnement est prévu, comportant notamment des préretraites complètes ou à mi-temps et des mesures de reclassement. Parallèlement, le groupe investira 65 millions de francs au cours des quatre ans à venir. Un autre plan de restructuration est prévu dans la division tubes et devrait aboutir à la suppression de 60 à 90 emplois sur le site de Givet (Ardennes) qui emploie 566 personnes. Là encore, un programme d'investissement de 50 millions à 60 millions de francs est prévu.

RACHAT

La société Cellier-film vendue à l'allemand Brückner. — Le tribunal de commerce de Chambéry, dans un jugement du jeudi 14 janvier, a accepté le rachat par la société allemande Brückner, de Cellier-film, filiale de la SA Cellier, société de biens d'équipement installée à Aix-les-Bains, faisant l'objet d'une procédure de redressement judiciaire. Installée à Koenigsberg en Bavière et leader mondial des films plastiques, Brückner a été finalement préférée à DMT, société savoyarde fondée par des anciens de Cellier, également candidate à la reprise. La transaction se monterait à 5 millions de francs. Brückner ne conservant que sept des 26 salariés de Cellier-film dont les pertes dépassent les 70 millions de francs. — (Corresp.)

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

BANQUE WORMS

Augmentation de capital de 1,4 milliard de francs

Le capital de la Banque Worms a été porté à 121 000 000 de francs par augmentation de 580 MF, assortie d'une prime d'émission de 840 MF, soit 150 francs par action, entièrement souscrite par l'UAP, le 28 décembre 1992. L'UAP et la Banque Worms ont constitué 3 sociétés d'investissement. Elles ont vocation à détenir des titres de participations dans des sociétés financières, industrielles ou commerciales. Elles pourront également acquérir des biens et droits immobiliers. Ces trois sociétés sont détenues majoritairement par la Banque Worms et sont les instruments d'un renforcement des actions communes au sein du groupe UAP.

BAC FINANCES

RÉSULTATS

Metaleurop (groupe Preussag) a perdu 167 millions de francs lors de son exercice 1991-1992. — Metaleurop, filiale du groupe allemand Preussag spécialisée dans les métaux non ferreux, a réduit ses pertes nettes (part du groupe) à 167 millions de francs pour l'exercice octobre 1991-septembre 1992, au lieu de 597 millions lors de son précédent exercice. Le chiffre d'affaires est en recul de 6 %, à 4,5 milliards de francs, en raison de la faiblesse des cours mondiaux des matières premières. Le résultat courant du groupe est en perte de 226 millions dont 66 millions de provisions pour dépréciation des stocks. Le groupe a poursuivi sa politique de réduction des coûts et de restructuration : la mine de zinc des Malines en France a été fermée et la fonderie de plomb de Carthagène en Espagne arrêtée.

CONTRAT

Sulzer : licence pour des machines à tisser en Chine. — Le groupe suisse Sulzer, spécialisé dans les métiers à tisser et l'ingénierie, a conclu un contrat de licence pour la fabrication de machines à tisser en Chine. L'accord a été signé avec le ministère chinois de l'aéronautique et de l'industrie textile et la fabrique de machines Nanchang. Le montant du contrat n'a pas été révélé. Sulzer est présent en Chine depuis le début du siècle et les machines à tisser « à projectiles », qui sont l'objet de l'accord, sont utilisées dans ce pays depuis quinze ans.

STRATÉGIE

Mitsubishi se retire des grands systèmes. — Mitsubishi a annoncé, lundi 11 janvier à Tokyo, qu'il se retirait des grands ordinateurs. Le groupe japonais entend désormais se concentrer sur les systèmes de taille plus réduite et les services. A la différence de NEC, Fujitsu et Hitachi, Mitsubishi n'a jamais été un acteur majeur sur ce segment informatique. En 1991, ses trois concurrents totalisaient, selon l'enquête de McKinsey sur l'industrie informatique, 38 % du marché mondial des « mainframes ». Un marché en faible croissance et évalué à 27 milliards de dollars (148,5 milliards de francs). Mitsubishi pèse pour moins de 3 % des ventes totales de grands systèmes.

NÉGOCIATION

General Motors en pourparlers à Varsovie pour le montage d'Opel en Pologne. — Le gouvernement de Varsovie et General Motors Europe ont repris récemment leurs pourparlers pour le montage de voitures Opel en Pologne. En février 1992, les deux parties avaient conclu un accord prévoyant le montage d'Opel Astra à l'usine FSO de Varsovie. Mais le rejet par la Communauté européenne des quotas d'importation de voitures sans droits de douane posés par la Pologne, et dont GM devait bénéficier, avait empêché le démarrage de l'entreprise.

MARCHÉS FINANCIERS

PARIS, 15 janvier ↑

Confirmation

La reprise technique de jeudi à la Bourse s'est poursuivie vendredi dans un marché assez actif et sensible à la progression du marché obligataire. En hausse de 0,73 % à l'ouverture, en dépit d'un retard d'un quart d'heure lié à de nouveaux problèmes techniques, l'indice CAC 40 s'inscrit en hausse de 0,83 % à 1 818,63 points en milieu de journée. Le CAC 40 confirme ainsi nettement sa remontée au-dessus du seuil des 1 800 points.

Sur le marché obligataire, les opérateurs continuent à jouer une détente des taux d'intérêt, ce qui profite encore vendredi aux valeurs sensibles à la révolution des taux d'intérêt. Sur le MATIF, l'échéance mars du notional était repassée vendredi matin au-dessus de la barre des 113 points. Le foyer de l'argent à Paris restait néanmoins au niveau des 12,5 % vendredi matin.

Les boursiers sont également sensibles aux signes de reprise aux États-Unis où les valeurs de technologie qui avaient été durement affectées par la récession américaine, sont actuellement en plein « boom ». Digital Equipment a pris jeudi 20 % à Wall Street.

Du côté des valeurs, les financières sont particulièrement recherchées comme le certificat d'investissement Cédit Lyonnais, qui progresse de 4,4 % et Bati Equipement en hausse de 4,2 %. L'annonce d'une réduction des pertes de Metaleurop pour le dernier exercice fait bon effet, le titre progressant de 3,7 %. En revanche, celui de 2,4 % de la SCA et de 2,1 % de La Rochette.

NEW-YORK, 15 janvier ↑

Indécise

Wall Street s'est inscrit en légère hausse, jeudi 14 janvier, et clôture redressant dans la dernière heure de transactions après avoir baissé une bonne partie de la journée en raison de la publication de statistiques économiques montrant que la reprise économique américaine reste hésitante. L'indice Dow Jones des valeurs américaines a terminé la séance à 3 267,88 points en hausse de 4,32 points (+ 0,13 %). Quelques 280 millions d'actions ont été échangées. Le nombre de titres en hausse a dépassé celui des valeurs en baisse : 1 171 contre 687.

Le département du commerce a annoncé une progression de 1,2 % des ventes de détail américaines en décembre, mais les investisseurs ont surtout été déçus par l'annonce d'un recul de 0,4 % des ventes en novembre sur le plan d'une hausse de 0,4 % publiée précédemment. Le gouvernement a par ailleurs annoncé que les dépenses fédérales d'allocations chômage ont augmenté de 52 000 lors de la dernière semaine de décembre pour s'établir à 343 000.

Sur le marché obligataire, le taux d'intérêt moyen sur les bons du Trésor à 30 ans, principale référence, a reculé à 7,38 % contre 7,43 %.

VALEURS	Cours de 13 jan.	Cours de 14 jan.
Alcoa	88 8/8	88 3/4
AT&T	28 3/4	28 3/4
Bell	38 1/4	37 1/2
Chem. Marathon	28 3/8	28 5/8
Quintel de New York	46 1/2	46 1/2
Eastman Kodak	47 3/4	46 1/2
Exxon	60 1/2	59 3/8
Fed	24 3/8	24 3/4
General Electric	81 3/4	81 7/8
General Motors	34	34
Goodyear	38 3/8	38
IBM	47 3/4	48 3/4
Mod. Oil	64 1/4	63 1/8
Pfizer	88 1/4	85 5/8
Schleicher	18 1/2	18 3/4
Texas	69	67 7/8
UAC Corp. ex-Alfa	125 1/2	120 1/2
Union Carbide	46 1/2	46 3/4
United Tech.	41 5/8	41 3/4
Westinghouse	48 1/4	48 1/4
Xerox Corp.	85 1/4	85 1/4

LONDRES, 14 janvier ↑

Légère hausse

Les valeurs ont progressé pour la première fois en huit séances, jeudi 14 janvier, au Stock Exchange, soutenues par l'annonce de l'entrée en scène des Allée contre l'attaque du marché, et par des achats d'opportunité après les baisses des valeurs précédentes. L'indice Footsie des cent grandes valeurs a clôturé en hausse de 13,8 points (0,5 %), à 2 768,2 points après avoir gagné plus de 25 points en cours de séance.

La hausse a été attribuée essentiellement à un rebond technique mais certains opérateurs se sont laissés aller à espérer une baisse des taux d'intérêt britanniques, ce qui a soutenu le marché à terme. En fin de séance la progression a été freinée par l'ouverture haussière de la Wall Street.

TOKYO, 15 janvier

Clos

Tous les marchés boursiers et financiers japonais ont clôturé vendredi 15 janvier en raison de la fête des adieux.

La Bourse d'Osaka

lancera un nouveau contrat à terme en 1994

La Bourse d'Osaka, deuxième place japonaise, va lancer un nouveau indice sur action sur son marché à terme en 1994, destiné à remplacer l'indice Nikkei-225. Ce nouvel indice sera basé sur un panier de 200 à 300 actions. Le Nikkei 225, coté à Osaka, est coté par les spécialistes de favoriser les manipulations de cours, grâce à des achats massifs de quelque 20 titres.

La Bourse d'Osaka va charger un organisme indépendant de mettre au point le nouvel indice à terme, qui évincera dans un délai de deux à trois ans, selon son succès, le vieux indice Nikkei.

PARIS :

Second marché

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Alcatel Cités	445	443	Immo. Computer	130	120
B.A.C.	23 70	23 70	IP.B.M.	26	26
Bolton Ltd	480	480	Locam	37 10	40 80 d
Bonnet Lyon	244	244	Meca Com.	305	305
CAL-de-Fr. (C.F.)	725	700	Mot.	135 00	135 00
Calson	227 10	227 10	M.S.C. Schumacher	780	775
Carif	800	800	Publ. Fapac	487	480
CEGEF	185	185	Rhone-Alp. En. R.	317	317
CEPL	230	235	Solex Invest. (L)	94 40	94 40
CAU	828	835	Synbo	125	125 10
Colson	284 70	284 70	Sopra	315	316
Confiance	125	125	TFI	402 70	403 40
Credac	96	97	Thomson H. R.	310	314
Dagblat	200	200	Unilog	220	218
Dalme	970	985	Val de Sa.	114	112
Demachy Worme Co.	323	323	Y. S. Laurent Group	600	618
Dowlaty	1170	1180			
Dwale	86	86			
Dwale	135	135			
Edisons Belland	198	198			
Emp. Populair	164	173			
Finco	129	124			
G.F.F. (group. Ind.)	48	48			
GLM	441	441			
Gmograph	133	133 20			
Guhm	531	540			
I.C.C.	182 80	190			
Idemco	43 15	43 15			
Immo. Urban	1000	1015			

LA BOURSE SUR MINITEL

36-15 TAPEZ LE MONDE

MATIF

Notional 10 % - Cotation en pourcentage du 14 janvier 1993

Nombre de contrats estimés : 133 946

COURS	Mars 93	Jun 93	Sept. 93
Dernier	112,90	113,92	113,98
Précédent	112,88	113,90	113,88

Options sur notional

PRIX D'EXERCICE	OPTIONS D'ACHAT		OPTIONS DE VENTE	
	Fév. 93	Mars 93	Fév. 93	Mars 93
112	1,04	1,32	0,14	0,42

CAC 40 A TERME

(MATIF)

Volume : 16 948

COURS	Jan. 93	Fév. 93	Mars 93
Dernier	1 823	1 838	1 868
Précédent	1 797	1 819	1 842

CHANGES

Dollar : 5,5030 F ↑

Le dollar s'appréciait, vendredi 15 janvier à Paris, s'échangeant à 5,5030 francs, contre 5,4945 francs à la clôture des échanges interbancaires de jeudi, alors que le franc se redressait légèrement vis-à-vis du mark. La devise américaine ouvrait en revanche à la baisse à Francfort, cotant 1,6248 DM au fixing contre 1,6342 DM la veille.

FRANCFORT 14 jan. 15 jan.

Dollar (en DM) 1,632 1,6240

TOKYO 14 jan. 15 jan.

Dollar (en yen) 125,65 Clus

MARCHÉ MONÉTAIRE

Paris (15 jan.) 12 1/16-12 5/16 %

New-York (14 jan.) 3 1/16 %

BOURSES

PARIS (SBF, base 100 : 31-12-91)

13 jan. 14 jan.

Indice général CAC 40 471,24 473,58

(SBF, base 1000 : 31-12-91)

Indice CAC 40 1 782,53 1 803,54

NEW-YORK (indice Dow Jones)

13 jan. 14 jan.

Industriel 3 263,56 3 267,88

LONDRES (indice Financial Times)

13 jan. 14 jan.

100 valeurs 2 745,38 2 759,28

30 valeurs 2 129,60 2 140,60

Mines d'or 60,80 61,80

Fonds d'Etat 93,43 93,49

FRANCFORT

13 jan. 14 jan.

Dax 1 516,50 1 523,74

TOKYO

14 jan. 15 jan.

Nikkei Dow Jones 16 515,60 Clus

Indice général 1 267,91 Clus

MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS COMPTANT		COURS TERME TROIS MOIS	
	Demandé	Offert	Demandé	Offert
E-U	5,5000	5,5030	5,5130	5,5200
Yen (100)	4,3688	4,3731	4,4543	4,4626
Esc	6,6400	6,6465	6,6626	6,6757
Deutschmark	3,3875	3,3915	3,4126	3,4181
Franc suisse	3,7927	3,7968	3,7723	3,7773
Lira italienne (1000)	3,6642	3,6712	3,6539	3,6645
Lire sterling	8,4597	8,4689	8,5490	8,5645
Peseta (100)	4,7664	4,7712	4,7590	4,7598

TAUX D'INTÉRÊT DES EUROMONNAIES

	UN MOIS		TROIS MOIS		SIX MOIS	
	Demandé	Offert	Demandé	Offert	Demandé	Offert
\$ E-U	3	3 1/8	3 1/8	3 1/4	3 5/16	3 7/16
Yen (100)	10 15/16	10 3/16	10 3/16	10 3/16	9 1/16	9 1/16
Deutschmark	8 9/16	8 11/16	8 5/16	8 7/16	7 7/8	7 7/8
Franc suisse	5 1/2	5 5/8	5 1/2	5 5/8	4 7/16	4 9/16
Lira italienne (1000)	12 1/2	13 1/8	12 3/8	12 7/8	12 7/16	12 13/16
Lire sterling	7	7 1/8	7	7 1/4	6 3/4	6 7/8
Peseta (100)	14 11/16	14 15/16	14 1/2	14 3/4	14 1/8	14 3/8
Scand. francs	11 5/8	12 1/8	11 3/8	11 3/4	10 3/8	10 3/4

Ces cours indicatifs, pratiqués sur le marché interbancaire des devises, nous sont communiqués en fin de matinée par la Salle des marchés de la BNP.

Le vice-président de la National Westminster Bank blanchi dans l'affaire Blue Arrow. — L'ancien directeur général d'une des trois plus grandes banques anglaises, la National Westminster Bank (NatWest), M. Tom Frost, a été blanchi dans le scandale financier Blue Arrow, qui avait éclaboussé NatWest en 1987. Selon un rapport, publié jeudi 14 janvier par trois inspecteurs du ministère du commerce et de l'industrie, M. Frost est totalement innocent. Cette enquête, la deuxième du ministère sur l'affaire Blue Arrow, avait été demandée l'an dernier par NatWest en réponse à des allégations persistantes de malhonnêteté dirigées contre M. Frost dans la presse et la City. M. Frost avait alors abandonné son poste de directeur général pour devenir vice-président de NatWest, un poste largement honorifique.

هنا من العمل

40-65-29-94

هكذا من الأصل

RADIO-TÉLÉVISION

Samedi 16 janvier

IMAGES

DANIEL SCHNEIDERMAN

Tricot

Il faut se mettre dans la situation. L'émission se passe à « Nulle part ailleurs », l'émission de Canal Plus qui, le soir, tricote ensemble variétés, rigolade et information. Une cuiller de drames, une cuiller de rigolade. A notre connaissance, ce tricot n'existe, justement, nulle part ailleurs. C'est un concept unique, dont on doit certainement être très fier à Canal Plus. Le bulletin de 19 h 30 nous présente donc le retour des pilotes américains. Ils sourient, adressent à la caméra de grands gestes de victoire. « C'était doux comme de la soie », crie l'un. « Un travail d'horloger », renchérit un autre. On ne voit pas quel spectacle pourrait être plus obscène que cette euphorie des pilotes, retour de mort.

On va pourtant le voir. Fin du reportage. On revient sur le plateau de « Nulle part ailleurs ». « Ou est-ce qui vous fait rire ? », demande l'animateur Philippe Gilès à ses invités, pilotes. Ses invités sont deux acteurs comiques. Ils viennent vendre un film comique. Donc ils rient. Ils rient d'avoir vu rire les pilotes américains. « Ça me rappelle un album de Spirou de mon enfance, raconte l'un. A un moment, Spirou voit passer un avion dans le ciel, et il dit "c'est sûrement un des nôtres, parce que l'ennemi n'en a pas". Eh bien l'ennemi n'en a toujours

pas ! ». Et tout le plateau de « Nulle part ailleurs » d'éclater de rire, alors que le caméra revient sur le jeune homme qui, entre Gilès et ses invités comiques, présente le bulletin d'information. « Un naufrage dramatique dans le mer Baltique... », enchaine-t-elle. Elle ne rit pas. C'est elle qui demande un effort, mais elle ne rit pas. Il faudra la décorer de l'ordre du Tricot. L'image s'étant resserrée sur elle, on ne voit pas si quelques rires aurnagent encore, au milieu des cinquante noyés.

Après le naufrage dramatique, le tricot continue avec Météo-météo. Météo Météo est vaine, en haut, comment dire ? d'une sorte de chemiserie qui aurait été tissée avec la rosée du matin et la brume du soir, et ne laisse rien ignorer des contours ni de la couleur de desoeu qui, confessions-le, volent sans mal la vedette aux perturbations et aux entychies. Même les comiques, sous le choc, en oublient de rire.

Canal Plus a raison. Une maille de rigolade : le tricot est porteur. Les vols en Bosnie, les chômeurs, les Somaliens qui crévent de faim, les sans-abri : on n'a jamais eu tant d'occasions de rigoler.

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles : * signalé dans « le Monde radio-télévision » ; o Film à éviter ; m On peut voir ; n Ne pas manquer ; ■ ■ ■ Chef-d'œuvre ou classique.

Vendredi 15 janvier

avec l'hebdo

Investir

SPÉCIAL IMPÔTS

7 ASTUCES

POUR VOTRE DÉCLARATION

en vente dès samedi

- TF 1**
- 20.45 Magazine : Les Marches de la gloire.
- 22.25 Magazine : Ushualle. Les Montagnards du désert : L'univers des Johnson : Polo au Pakistan : Ciel bleu, mer penchée.
- 23.25 Divertissement : Sexy Dingo.
- 23.55 Arthur, émission impossible.
- 0.55 Journal et Météo.
- FRANCE 2**
- 20.50 * Série : Nestor Burma.
- 22.25 Magazine : Bouillon de culture. Présenté par Bernard Pivot. Invités : Raymond Barre au sujet du western et du mensonge en politique ; Alain Etcheberry (le Démocrate malade du mensonge) ; Philippe Solère (le Sacré).
- 23.50 Journal, Météo et Rallye Paris-Dakar.
- 0.15 Sport : Patinage artistique. Championnats d'Europe à Helsinki : Libre messieurs.
- 0.50 Téléfilm : Mariages, noces de juin.
- FRANCE 3**
- 20.05 Jeu : Hupodélie (et à 20.40).
- 20.45 Magazine : Thalassa. Zone rouge.
- 21.50 Magazine : Faut pas rêver. Corée : Honeymoon à Cheju Do ; Afrique du Sud : Lost City, la cité perdue ; France : les amoureux du Verdun.

- 22.45 Journal, Météo et Rallye Paris-Dakar.
- 23.20 Magazine : Le Oïvan. Invité : Francis Ford Coppola.
- 23.45 Téléfilm : En attendant Godot. Pièce de Samuel Beckett.
- CANAL PLUS**
- 20.35 Téléfilm : L'assassin est permis. De Peter Levin.
- 22.05 Documentaire : Les Surprises du sexe. 1. Les fondements de la sexualité.
- 22.50 Flash d'informations.
- 23.00 Cinéma : L'Expérience interdite. o Film américain de Joel Schumacher (1990).
- 0.50 Cinéma : L'Affaire Wulff. o Film franco-allemand de Bobby Roth (1980) (v.o.).
- ARTE**
- 20.40 Magazine : Transit. Avec deux familles invitées, la revue de presse, des reportages.
- 22.10 Magazine : Macadam. Stephan Eicher. Émission de Sébastien Soudé.
- 23.10 Documentaire : Naissance d'un hôpital. De Jean-Louis Comolli.
- M 6**
- 20.35 Magazine : Capital. Votre bazarier vous vole-t-il ?
- 20.45 Téléfilm : Le Crime oublié.
- 22.30 Série : Mission impossible, vingt ans après.
- 23.30 Magazine : Emotions.
- 0.05 Magazine : Culture rock.
- 0.30 Informations : Six minutes première heure.
- 0.40 Magazine : Rapline. Spécial rap français.
- FRANCE-CULTURE**
- 20.30 Radio archives. Jack Kerouac... le catholique.
- 21.30 Musique : Black and Blue. Les Mémoires de Stéphane Grappelli.
- 22.40 Les Nuits magnétiques.
- 0.05 Du jour au lendemain. Dans la bibliothèque de... Marcelin Pleynet.
- 0.50 Musique : Code.
- FRANCE-MUSIQUE**
- 20.30 Concert (en direct de la salle Pleyel) : Missa solennelle en ré majeur op. 123, de Beethoven, par le Chœur de Radio-France, l'Orchestre philharmonique de Radio-France, dir. Marek Janowski ; sol. : Anne Tomova-Simova, soprano, Jedwige Rappé, alto, Peter Seiffert, ténor, Hans Sotin, basse.
- 23.09 Jazz club.
- 1.05 Popillons de nuit.

TF 1

- 13.15 Magazine : Reportages. Génération TOV.
- 13.50 Jeu : Millionnaire.
- 14.15 Le Une est à vous.
- 15.10 Téléfilm : La Belle et l'Éléphant. De William A. Graham.
- 17.25 Magazine : Trente millions d'émis.
- 17.55 Divertissement : Les Roucasseries.
- 18.25 Série : Starsky et Hutch.
- 19.25 Divertissement : Vidéo gag.
- 19.45 Divertissement : Le Babé Show.
- 19.50 Tirage du Loto (et à 20.40).
- 20.00 Journal, Tierscé et Météo.
- 20.45 Divertissement : Les Grosses Têtes. Émission présentée par Philippe Bouvard. Avec Guy Monégan, Michel Drucker, Simi, Jackie Sardou, Carlos, Philippe Castelli, Isabelle Merpaut, Evelyn Leduc, Laurent Baffie.
- 22.35 Téléfilm : Le Visage du tueur. De Farhad Mann.
- 0.20 Magazine : Formule sport. Formule foot : championnat de France ; Formule sport : championnat d'Europe de patinage artistique, à Helsinki ; Coupe du monde de ski : Super giant dames à Cortina d'Ampezzo, descente hommes, de Saint-Amant.
- 1.45 Journal et Météo.
- 1.50 Magazine : Le Club de l'enjeu.

FRANCE 2

- 13.30 Magazine : Géopolis. France-Allemagne : trêve sans délai.
- 14.20 Magazine : Animalia. Les ânes à l'honneur.
- 15.15 Magazine : Sport passion. A 15.30, Rugby (Tournoi des Cinq Nations) ; Angleterre-France, en direct de Twickenham ; A 17.10, Tierscé, en direct de Vincennes ; A 17.20, Rallye Paris-Dakar ; A 18.00, Patinage artistique (championnats).
- TF 1**
- 11.05 Magazine : Téléfoot. Championnat de France.
- 12.20 Météo.
- 12.25 Jeu : Le Juste Prix.
- 12.50 Magazine : A vrai dire.
- 12.53 Météo et Journal.
- 13.20 Série : Rick Hunter, inspecteur choc.
- 14.15 Série : Un filic dans la Mafia.
- 15.05 Série : Perry Mason.
- 16.45 Divertissement : Rire en boîte et boîte à rire.
- 16.55 Disney Parade. Le bétail du sport américain.
- 18.00 Des millions de copains.
- 19.00 Magazine : 7 sur 7.
- 20.00 Journal, Tierscé et Météo.
- 20.40 Cinéma : Tequila Sunrise. o Film américain de Robert Towne (1988).
- 22.45 Magazine : Ciné dimanche.
- 22.55 Cinéma : Les Chiens de guerre. o Film américain de John Irvin (1980).
- 0.40 Journal et Météo.
- 0.45 Magazine : Le Vidéo Club.

FRANCE 2

- 11.00 Messe, célébrée en l'église Saint-Médard à Paris.
- DIMANCHE 12H**
- Pierre Bérégovoy à l'Heure de Vérité.**
- TF 1**
- 12.00 Magazine : L'Heure de vérité (et à 0.55). Invité : Pierre Bérégovoy, premier ministre.
- 12.59 Journal et Météo.
- 13.20 Dimanche Martin.
- 14.55 Série : Mission casse-cou.
- 15.45 Dimanche Martin (suite).
- 17.20 Documentaire : L'Odyssée sous-marine de l'équipe Cousteau. Pluie, petite pluie.
- 18.15 Magazine : Stade 2. Résultats : Images de la semaine ; Automobile : Rallye Paris-Dakar ; Basket-ball : Ski ; Rugby ; Netball ; Patinage artistique ; Handball ; les clubs français en Coupe d'Europe ; Football.
- 19.25 Série : Meguy.
- 20.00 Journal, Journal des courses et Météo.
- 20.50 Cinéma : Bonjour l'angoisse. ■■

- d'Europe à Helsinki : Libre danse.
- 18.55 INC.
- 19.00 Magazine : Frou-frou. Invité : Jacques Villaret.
- 20.00 Journal, Rallye Paris-Dakar, Journal des courses et Météo.
- 20.50 Divertissement : Surprise sur prises. Présenté par Marcel Bévis et Georges Bélar.
- 22.05 Magazine : Admet. Présenté par Thierry Ardisson.
- 23.10 Journal, Météo et Rallye Paris-Dakar.
- 23.30 Sport : Rugby. Tournoi des Cinq Nations : Écosse-Irlande, en direct.

FRANCE 3

- 13.15 Samedi chez vous (et à 14.50, 17.00). Télévision régionale.
- 14.00 Série : La croisière s'amuse.
- 17.15 Magazine : Montagne. Spécial Avoniz, en direct du Festival du film fantastique. Invité : Socrate Agnès Khan.
- 17.55 Magazine : Une pêche d'enfer. Présenté par Pascal Sanchez. Spécial Rallye Paris-Dakar, en direct.
- 18.25 Jeu : Questions pour un champion. Animé par Julien Lepers.
- 18.55 Un livre, un jour. Le Croquant indiscret, d'Henri Calet.
- 19.00 Le 15-20 de l'information. De 19.09 à 19.31, le journal de la région.
- 20.05 Jeu : Hupodélie (et à 20.40).
- 20.15 Divertissement : Yecapa. Présenté par Pascal Brunner. Invité : Cheyenne Thibault, Bébert des Forbans.
- 20.45 Téléfilm : La Reine de Ojorbo. De Jean-Paul Roux.
- 22.20 Journal, Météo et Rallye Paris-Dakar.
- 22.55 Magazine : Vie à vie. Séries : Vivre avec... de Patrice Bernat et Kim Spencer.
- 23.50 Magazine : Salut Manu. Présenté par Manu Dibango et Yvonne Kerecques avec le Soul Matocess Gang.

Dimanche 17 janvier

- Film français de Pierre Tchernia (1989).
- 22.30 Variétés : Taratata. Émission présentée par Négú. Invité : William Sheller.
- 23.50 Journal et Météo.
- 0.05 Magazine : Divertimento. Séjert, film de François Reichenbach.
- FRANCE 3**
- 11.00 Magazine : Musicales. Présenté par Alain Duault. Les Enfants de Britten.
- 12.00 Flash d'informations.
- 12.05 Télévision régionale.
- 12.45 Journal.
- 13.00 Magazine : D'un soleil à l'autre.
- 13.30 Jeu : Au pied du mur. Animé par Julien Lepers.
- 14.00 Série : La croisière s'amuse.
- 14.50 Magazine : Sports 3 dimanche. A 14.55, Patinage artistique (championnats d'Europe) : gala des championnes, en direct de Helsinki ; A 15.30, Tierscé, en direct de Vincennes ; A 16.15, Rallye Paris-Dakar : avec les vainqueurs, en direct de Dakar ; A 17.00, Ski (Coupe du monde) : slalom et descente, en direct de Kitzbühel.
- 17.30 Série : Les Simpson.
- 17.55 Magazine : Jarnais sans mon livre. Présenté par Bernard Rapp. Invité : Daniel Pennac.
- 19.00 Le 19-20 de l'information. Grand témoin : René Monory, président du Sénat. De 19.09 à 19.31, le journal de la région.
- 20.05 Film d'animation : Les Fables géométriques. La Dis corde (rediff.).
- 20.15 Série : Benny Hill.
- 20.45 Spectacle : Le Cirque de demain. Les grands moments du Festival mondial du cirque de demain.
- 22.05 Magazine : A vos amours.
- 22.10 Journal et Météo.
- 23.10 Cinéma : Tous en scène. ■■ Film américain de Vincenzo Menelli (1983) (v.o.).
- CANAL PLUS**
- En clair jusqu'à 14.00
- 12.30 Flash d'informations.
- 12.35 Magazine : Télé dimanche.
- 13.30 Divertissement : La Semaine des Guignols.
- 14.00 Documentaire : Les Kennedy. Destin tragique d'une dynastie, de Philip Withead.
- 16.40 Documentaire :

- 0.35 Continentales Club. Meilleurs moments de la semaine.
- CANAL PLUS**
- En clair jusqu'à 14.00
- 13.30 Magazine : L'Œil du cyclone.
- 14.00 Sport : Handball. O4 Viroles-Avies. Match de Coupe d'Europe.
- 15.30 Documentaire : Les Allumés. Les Passagers des glaces, de Guy Maussac.
- 16.05 Les Superstars du catch. Footbal américain.
- 17.00 Sport : Football américain.
- 18.00 Dessin animé : Les Razmoket.
- 18.25 Décade pas Bunny.
- 19.20 Animaux superstars.
- 19.30 Flash d'informations.
- 19.35 Le Top. Présenté par Yvan Le Bellec'h.
- 20.30 Divertissement : Samedi soir avec les Nouveaux.
- 21.40 Sport : Football. Azzurro-Nantes. Coup d'envoi en direct du match de la 21^e journée du championnat de France. A le mi-temps, magazine : Jour de foot.
- 23.25 Flash d'informations.
- 23.30 Cinéma : Scanners 2. ■■ Film canadien de Christian Duguay (1990).
- 1.10 Cinéma : 81x. ■■■■ Film italien de Pupi Avati (1990) (v.o.).

- ARTE**
- Sur le câble jusqu'à 19.00
- 17.00 Magazine : Transit. De Daniel Leconte (rediff.).
- 19.00 Magazine : Via Regio. Les régions européennes.
- 19.30 Documentaire : Histoire parallèle. Actualités britanniques et italiennes de la semaine du 16 janvier 1993.
- 20.20 Cinéma : Le Dessous des cartes. La sécurité européenne (2).
- 20.30 8 1/2 Journal.
- 20.45 Documentaire : Récolte sanglante.

- 22.15 Téléfilm : Le Visiteur de la nuit.
- 23.45 Musique : Jazz Festival. Montreaux. Jazz Festival.
- 0.15 Série : Monty Python's Flying Circus (rediff.).
- M 6**
- 13.55 Série : Supercopier.
- 14.50 Série : Les Champions.
- 15.40 Variétés : Metchmusic.
- 16.40 Magazine : Culture rock. La saga de Cure.
- 17.10 Série : Anticement votre.
- 18.15 Série : Les Têtes brûlées.
- 19.05 Magazine : Turbo. Spécial Salon de Detroit.
- 19.50 Jeu : Le saviez-vous ?
- 19.54 Six minutes d'informations. Météo.
- 20.00 Série : Anticement votre.
- 20.35 Musique : Flashback.
- 20.40 Téléfilm : La Grande Évasion.
- 0.30 Informations : Six minutes première heure.

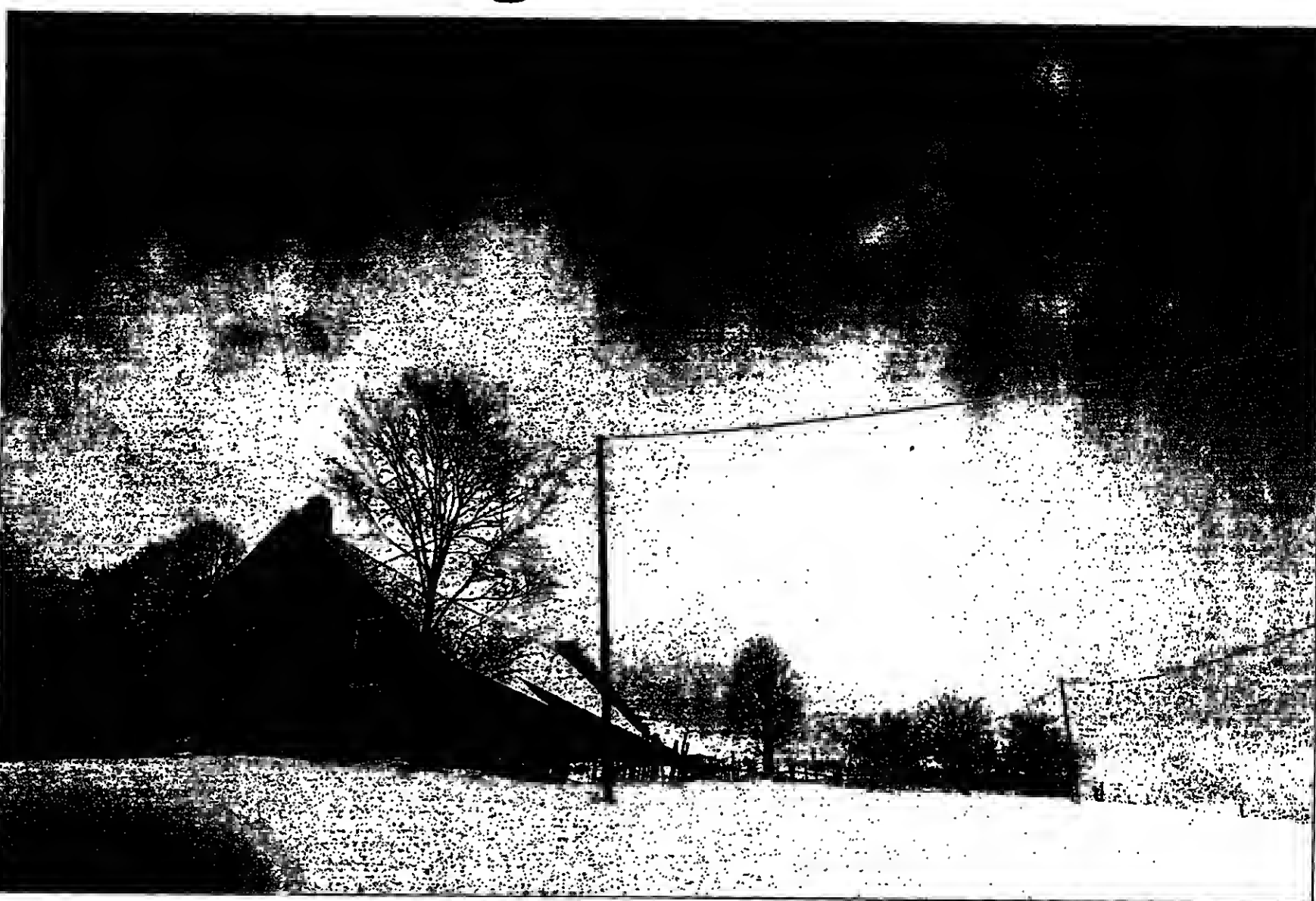
- FRANCE-CULTURE**
- 20.00 Musique : Le Temps de la danse.
- 20.30 Photo-portrait. Eric Philippe, antiquaire.
- 20.45 Dramatique, La Chunga, de Mario Vargas Llosa.
- 22.35 Musique : Opus. Manuel Rosenzweig.
- 0.05 Rencontre au clair de la nuit. Avec Didier Nébou (le Chemin de l'Étoile).
- FRANCE-MUSIQUE**
- 19.30 Soirée lyrique (en direct de Prague) : La Fausse Vierge, opéra comique en trois actes de Smetana, par le Chœur et l'Orchestre du Théâtre national de Prague, dir. Bohumil Gregor ; sol. : Jindřich Jindra, Daniela Soumova, Jirina Markova, Antonín Svoboda, Lubus Marova, Vladimír Dolan, Jan Markvan, Bohuslav Maršik, Jiří Čad, Jitka Sobolová, Svatopluk Hovavský.
- 23.35 Ciné-radio Days. Par France Jenny.
- 0.30 Sortilèges du flamenco.

- M 6**
- 11.55 Jeu : Le saviez-vous ? (et à 20.30).
- 12.00 Série : Mariés, deux enfants.
- 12.30 Série : Notre belle famille (rediff.).
- 13.00 Série : Bookers.
- 13.55 Série : Cosmos 1999.
- 14.55 Série : Soko, brigade des stupés.
- 15.50 Magazine : Fréquentstar. Juliette Gréco.
- 16.50 Musique : Flashback.
- 17.10 Série : L'Heure du crime.
- 18.05 Série : Enquêtes à Palm Springs.
- 19.00 Série : O'Héra.
- 19.54 Six minutes d'informations. Météo.
- 20.00 Série : Notre belle famille.
- 20.35 Magazine : Sport 6.
- 20.45 Téléfilm : Le Prix de la passion. De Richard Colla.
- 22.30 Magazine : Culture pub.
- 23.00 Cinéma : Voluptés aux Canaries. o Film français de Michel Leblanc (1988).
- 0.35 Six minutes première heure.
- 0.45 Magazine : Métal express.
- FRANCE-CULTURE**
- 20.30 Atelier de création radiophonique. Un automate agité, par Christian Rosset.
- 22.35 Musique : Le Concert (donné le 14 novembre 1992, à l'auditorium Olivier-Messiaen, de Radio-France), La Grande-Bretagne. Œuvres d'Udumak, Dussapin, Cooney, Simpson, Grandjean.
- 0.05 Clair de nuit.
- FRANCE-MUSIQUE**
- 20.35 Concert. (donné le 12 décembre 1992, salle Gaveau) : Quatuor à cordes n° 8 en mi mineur op. 69, de Beethoven ; Quatuor à cordes n° 12 en ut mineur op. 703, de Schubert ; Phantasy Quartet pour hautbois et cordes op. 2, Three Metamorphoses after Ovid, de Britten ; Quatuor à cordes n° 16 en fa mineur op. 135, de Beethoven, par le Quatuor Lindsay et Maurice Bourgeois, hautbois.
- 22.33 Autoportrait. Par Franck Maillet, Antoine Tisné, compositeur.
- 23.35 L'Oiseau rare. Par Michèle Lejeune et Meguy Lovano. Les Hironnelles, de Hirschmann.
- 1.00 Les Fantaisies du voyageur. Par François Pizard. Musique togana de Roumanie.

هكمان النجل

S A N S • V I S A

Le Vercors, refuge de haut combat



Novembre 1942 : la zone libre est envahie. Début 1943 : le massif qui surplombe Grenoble, donjon naturel, entre dans le dispositif de lutte contre l'occupant. Un « site national de la Résistance », en cours de préparation, devrait être inauguré en juillet 1994 et rappeler, cinquante ans après, la fin tragique de ce maquis.

L'AUTEUR du *Silence de la mer* a raconté comment, à l'automne 1941, juste avant la parution de son livre aux Éditions de Minuit clandestines, qu'il venait de créer, il avait choisi son pseudonyme d'écrivain, et comment le nom de « Vercors », « un nom plein d'égre hauteurs », lui était venu spontanément à l'esprit. En 1940, en pleine débâcle, en garnison dans la région de Romans, alors que les Allemands s'étaient engouffrés dans la vallée du Rhône, il avait déjà songé à prendre le maquis dans le massif qui se dressait au-dessus de ses yeux; démobilité, il y avait fait de grandes marches à pied, parcouru ses « pentes vertes et onctueuses » dans un air transparent où régnait un « silence de cristal », loin d'un monde qui s'annonçait, prévoyait-il, plein de lâcheté, de trahison sous la « férule

nazie ». Il n'y revint pourtant pas et se battit avec d'autres armes (1). Le Vercors n'était pas encore devenu le refuge de l'homme traqué, parti pour une longue solitude. Il est des lieux dont la topographie est vouée au tragique. Les paysages du Vercors sont trop éblouissants pour ne pas s'attirer les foudres infernales. Trop d'azur, de prairies rassurantes, de falaises lumineuses côtoient les forêts les plus noires, les abîmes et les gouffres les plus sombres où hôte une humidité de tombeau. Ici, sur ce plateau, tout est vite interrompu, l'homme est en instance de chute. Le bonheur est suspendu au vide. Et la vie peut être soudainement tranchée.

Il faut attendre pourtant 1943 pour que le Vercors, dont les vertus de forteresse apparaissent évidentes, entre dans les plans de la Résistance. Mais un petit groupe d'hommes, venus d'horizons sociaux très différents, dirigent déjà depuis longtemps leurs regards vers les crêtes dentelées du massif. Des grenoblois d'abord, deux cafetiers, Eugène Chavant, maire révoqué de Saint-Martin-d'Hères, et Aimé Pupin, qui, dès 1941, alors que Grenoble se trouve encore en zone non occupée — la zone « non », comme on dit à l'époque, — se réunissent avec quelques amis socialistes dans l'arrière-salle d'un café de la gare de marchandises et créent un mouvement de résistance. Deux autres hommes aussi, amis, l'écrivain Jean Prévoist et l'architecte Pierre Dalloz, passionné de montagne, ont pris l'habitude de se rencontrer à Sassenage, au pied du massif. Le premier prépare une thèse sur Stendhal — plus tard, au maquis, Jean Prévoist se déplacera toujours avec ses manuscrits, avant de tomber sous les balles allemandes; le second, démobilisé, s'intéresse à saint Bernard.

C'est Dalloz le premier qui aura l'idée d'une utilisation militaire du massif, d'où sortira le fameux « plan montagnards ». Il estime qu'on peut faire jouer au Vercors le rôle de cheval de Troie, bourré de troupes aéroportées, qui, au

jour ou peu avant le débarquement, jaillirait sur les arrières de l'ennemi. Pour rendre le scénario possible, pense Dalloz, il suffirait de rendre inaccessibles à toute pénétration blindée de l'ennemi, et cela semble facile, les entrées de ce « formidable donjon naturel » qu'est le Vercors.

Dalloz se confie à Yves Farpe — futur commissaire de la République —, ce dernier court voir Jean Moulin. Selon le général Alain Le Ray (2), ancien patron des FFI de l'Isère, premier chef militaire du Vercors, Jean Moulin est « emballé », il conseille de creuser l'idée et de constituer une équipe autour du général Delestrain, le délégué militaire du général de Gaulle. Le « plan montagnards » va prendre forme. On relève bien un sérieux handicap, à savoir « l'importance des villages et d'une population qui en cas d'utilisation militaire, serait inévitablement compromise ». Mais on en conclut, comme l'écrit encore le général Le Ray, que le Vercors, dans l'hypothèse d'une offensive alliée sur la façade méditerranéenne, pourrait jouer le rôle de « tête de pont » et accueillir des forces aéroportées destinées à sectionner les lignes de communication ennemies dans les vallées du Rhône, de l'Isère, ainsi que dans le Sillon alpin depuis Aix-en-Provence jusqu'à Grenoble.

Ce qui veut dire aussi qu'à l'intérieur du massif soit entrepris un maquis qui aurait pour mission de protéger les parachutages le temps que ces unités se regroupent avant de fondre sur les Allemands dans la plaine, « le délai garanti pour cette protection étant au minimum de quarante-huit heures ». Les choses sont claires. Il ne s'agit pas « de braver l'ennemi, mais d'aggraver son désordre »; il ne s'agit pas « de s'incruster dans le Vercors, mais d'y prendre pied par surprise, dans le but d'en sortir et d'attaquer ensuite ». Les auteurs du « plan montagnards » n'entendent donc pas faire du Vercors un « réduit inexpugnable », comme on les en accusa plus tard après la défaite du maquis. Au contraire, ce devait être une base d'opérations offen-

sives, « un porte-avions en pleine terre », pour reprendre l'image de l'historien de la Résistance Paul Dreyfus (3).

Delestrain vient même sur place et déclare : « J'ai vu le général de Gaulle. Je lui ai expliqué ce que vous faites ici. Il m'a chargé de vous encourager et de vous remercier (3) ». Mais le 9 juin le général Delestrain, qui est en fait le chef militaire de la Résistance, est arrêté à Paris au métro La Muette par la Gestapo; déporté à Dachau, il sera fusillé par les SS le 19 avril 1945. Et le 21 juin c'est au tour de Jean Moulin de tomber dans le piège tendu par Barbie à Caluire. Les deux hommes étaient les seuls liens directs entre le Vercors et Londres. Mais la Résistance s'est organisée sur le plateau. Depuis que les Allemands ont envahi la zone Sud le 11 novembre 1942 et que Vichy a institué le STO en février 1943, les jeunes sont venus grossir les rangs du premier maquis de la ferme d'Amblé, tandis qu'à Villard-de-Lans affluèrent les réfugiés. Les Allemands sont à Grenoble, mais ils n'avaient que leurs indicateurs sur le plateau. En novembre 1943, il y a une dizaine de « camps », établis quasi ouvertement, et des groupes comme celui du Lyonnais Pierre Groux, le futur Abbé Pierre. Il y a désormais deux chefs sur le Vercors, un chef civil, Chavant; un chef militaire, François Huot, officier de cavalerie. Tous deux ont installé leur PC à Saint-Martin-en-Vercors, en plein cœur du massif.

Début 1944, la tension monte. Il y a de nombreux accrochages avec les Allemands, qui tentent parfois avec succès des incursions sur le plateau. En mars 1944, les Allemands attaquent le maquis des Gilières, en Savoie, lui aussi à l'abri d'une citadelle naturelle, qui tombe en quelques heures. Mauvais présage. Les gens du Vercors n'en tirent aucune leçon. Inquiet, Chavant se rend à Alger, rencontre Staettgen. Par écrit, le 31 mai 1944, celui-ci confirme : « Les directives données en 1943 par Vidal (le pseudonyme de Delestrain) pour l'organisation du Vercors demeurent

valables. Leur exécution sera poursuivie ». Chavant, qui a demandé 4 000 hommes, selon Paul Dreyfus, rentre soulagé, et désormais chacun guette le ciel.

Le 6 juin a lieu le débarquement de Normandie, et le général de Gaulle, à la BBC, appelle au soulèvement : « La bataille suprême est engagée. Pour les fils de France, où qu'ils soient, quels qu'ils soient, le devoir simple et sacré est de combattre l'ennemi par tous les moyens dont ils disposent. » Puis c'est un autre message qui est capté : « Le charbon des Alpes bondit. » Pour l'état-major du Vercors, les intentions de Londres se font plus sûres, les renforts venus du ciel sont imminents. Tandis que les volontaires affluent sur le plateau. « L'une des causes principales du drame du Vercors fut sans nul

doute la mobilisation hâtive de tous les résistants qui gagnèrent le massif dès le débarquement de Normandie, et non au moment du débarquement de Provence, le 15 août 1944, ce qui eût été logique », explique Paul Dreyfus (3). Autrement dit, le maquis du Vercors ne s'est pas soulevé au bon moment.

De notre envoyé spécial
Régis Guyotat
Lire la suite page 33

(1) Vercors, la Bataille du silence. Éditions de Minuit, 1992.
(2) Dans la revue le *Pionnier du Vercors*, supplément au n° 71, juin 1990.
(3) Paul Dreyfus, « Les quatre secrets du maquis du Vercors », *Revue l'histoire*, n° 112, juin 1988.

AU SOMMAIRE



Lénine, son musée à Paris	p. 36
Nauffrageurs, Cocteau en tempête ...	p. 31
Dos Passos, écriture de guerre	p. 32
Vanise, dans un guide	p. 36
Écoles (p. 30) ♦ Tdex (p. 30)	
Jeux (p. 34) ♦ Table (p. 35)	

ASSINTER VOYAGES

38, rue Madame - 75006 Paris. Tél. : 45-44-45-87

Destinations lointaines : circuits culturels avec accompagnateurs spécialisés et voyages individuels

CHINE DU SUD - VIETNAM

« du Yunnan Fu au Tonkin »

23 jours à partir de 23 300 F

Départs : 24 février - 28 avril - 28 juillet
20 et 30 octobre

« Vous passerez par la route de la Chine au Vietnam, vous ferez deux croisières inoubliables : à Guilin et dans la baie d'Haiphong. Plus qu'une succession d'étapes, cet itinéraire est un fil pour relier les labyrinthes de l'Histoire. »

Nombreux circuits en CHINE et au VIETNAM

Brochure sur simple demande et dans votre agence de voyages

La mémoire des bédouins

ROUM

WADI ROUM. Paysage aux confins du fantastique. Ici, le vent a bâti des escaliers géants qui se perdent dans le ciel. Là, l'eau de pluie, captive, s'est infiltrée dans la roche pour jaillir en sources suspendues aux parois. Plus loin, de puissantes tours, surgies des sables, veillent, telles les sentinelles d'un rêve pétrifié. Dans le désert des déserts, au sud de la Jordanie, les vastes étendues oubliées par le temps, les traces des chameaux. Ce qui n'empêche pas des hommes au regard franc, couleur de miel, de continuer à chérir ce sentiment intense de liberté né de la fréquentation des espaces infinis.

«Solim, tu es le roi du désert ?»

«Non, le désert est mon roi.»

Peer protéger son visage des vents de sable, Solim porte le keffiyeh, ce grand foulard brodé, rouge et blanc, dont se parent les nomades. Fils de bédouin, il pilote son 4 x 4 avec des gestes identiques à ceux de ses ancêtres juchés sur leurs chameaux. Corps souple, coudes écartés, il laisse le volant suivre les mouvements suggérés par les dunes. Telle une caresse sur le relief, le véhicule glisse et serpente.

À l'entrée du Wadi Roum s'engrènent les *Sept Piliers de la sagesse*, l'œuvre d'une vie, celle de T. E. Lawrence devenu «d'Arabie». Envoyé dans ces lieux en 1917, afin d'y soutenir la révolte des Arabes contre l'Empire ottoman, il éprouva si bien leur cause — un Orient arabe unifié — que ce rêve déçu l'anéantit. Non sans qu'il ait pris la mesure de l'hospitalité du peuple bédouin. Les piliers sont là, fantastiques vaisseaux de grès rose, hauts de plusieurs centaines de mètres, recouverts de corail cloués sur place par une mer en fuite. Les anciennes failles sous-marines mènent au cœur de la montagne. On y voit, gravées dans la roche, les silhouettes de chasseurs vêtus d'une longue robe, cette djillaba que les Nabatéens portaient il y a huit mille ans, et à laquelle les bédouins ajoutent parfois, aujourd'hui, un petit col très chic.

Roum, l'ancienne source, est devenue village. Avec, pour première construction, le poste de police anglais. Le gouvernement jordanien distribue des lopins de terre afin de favoriser la sédentarisation. Mais les bédouins conti-



Le Wadi Roum

nent de vivre sous la tente, dressée dans le jardin, la «maison», étant reléguée au rang d'entrepôt. Pas d'électricité mais des feux de brindilles et la lampe à pétrole. Pas d'eau courante mais des puits généraux. Plus pour très longtemps, cependant, car les cheiks ont demandé que le village soit rattaché à la «civilisation». Comme si, pour cette tribu, la plus marquée par l'esprit du désert, l'heure du repos avait sonné.

Maîtres des lieux, les très redoutés Haouaitates étaient les seuls à revendiquer, comme symbole de leur identité, la razzia, activité «économique» consistant à piller les biens des populations établies dans les oasis fertiles. Une pratique dont ils surent, à merveille, tirer profit. Ainsi Turcs et Arabes sédentaires acceptèrent-ils de payer la «khawa» pour assurer, les uns la sécurité des pèlerins qui descendaient vers La Mecque, les autres la tranquillité des vertes vallées bordant le Jourdain, au nord-ouest de la péninsule Arabique. Et fait, les Haouaitates se seraient peut-être contentés de tentes en poil de chèvre si la pression constante de peuples mieux armés ne les avait forcés à se replier toujours plus loin vers les hauts plateaux, sur ces terres désolées où les chameaux trouvent leur meilleure nourriture. Ainsi, au rythme des transhumances et au fur et à mesure que le troupeau rasait les pousses des pâturages, les bédouins remontaient-ils jus-

qu'à la lisière du désert, en Syrie, en Mésopotamie et en Égypte, ouvraient bien au-delà des strictes limites de l'Arabie, subsistant du commerce du chameau, ce précieux moyen de communication entre civilisations.

C'est à Roum que Lawrence devait trouver les plus fervents guerriers de la révolte arabe, surnommés «Abou Tarik» du nom de leur chef, le cheik Awda ben Harb, le plus redoutable razzieur de l'époque. Ces hommes, qui s'engagèrent ensuite dans la Légion arabe, continuaient aujourd'hui de former, avec ceux d'autres tribus bédouines, les gros bataillons de la police et de l'armée locales. Si les jeunes s'installent volontiers en ville et y fondent un foyer, les plus irréductibles, cent cinquante familles environ, continuent de camper dans le Wadi Roum, y élevant chèvres et chameaux, abeillant, au marché noir, des véhicules d'Arabie saoudite qui finissent leurs jours sur les pistes. Leurs tentes accueillent également ceux qui souhaitent retrouver, l'espace d'un instant, cette foi du désert qui habite tout Arabe dont les ancêtres connurent, en des temps plus ou moins reculés, l'expérience du nomadisme.

Un point d'eau, à un petit kilomètre du village. La nuit enveloppe quelques tentes traditionnelles. Chèvres et chameaux sont silencieusement. Un feu finit de brûler. Derrière une séparation, femmes et enfants dorment. Sur le sol, des tapis et des coussins. Le strict

confort. L'air frais pénètre par la porte, pan de toile enroulé sur un ciel coossellé d'étoiles. À l'aube, le maître de céans ramènera le feu. Puis, il se lavera les mains avec un peu d'eau chaude et priera. Le temps sera alors venu de préparer le café, grains verts chauffés à la poêle, pilés dans un mortier en argent et mélangés à des graines de cardamome. Sur un plateau, du pain oon levé, du yaourt liquide mêlé de trois gouttes d'huile, des olives vertes bien salées.

«Pour l'Arabe du désert, écrit Lawrence, aucune joie n'égale celle de s'abstenir. Il trouve en effet dans l'abstention, le renoncement et la pénitence volontaire, une volupté qui finit par rendre la nudité de l'esprit aussi sensuelle que celle du corps.» On mieux qu'à Wadi Roum, ce lieu que Lawrence aimait tant, pourrait-on saisir cet esprit du désert ? «Le bédouin, poursuit-il, qui naît et grandit dans le désert, accueille de toute son âme cette nudité trop dure pour les bonnes volontés étrangères ; c'est là, seulement, qu'il se découvre libre et s'il ne le dit pas, il le sent.» Ne reste au visiteur que l'étrange scotisme d'une complicité secrète, d'une réminiscence, quelque chose d'effrayant au plus profond de lui-même et qui, soudain, refait surface. Comme si, en chaque homme, un nomade sommeillait.

De notre envoyée spéciale
Françoise Spiekermeier

Les coraux du désert

Sharm-el-Sheikh, «la pointe du Chef», à l'extrémité du Sinaï, à la jonction des golfes d'Aqaba et de Suez. Site d'une (encore) petite station touristique, coïncide entre le désert et la mer Rouge. Le premier offre ses paysages de montagnes pourpres et violacées ; la seconde, ses eaux limpides et ses récifs coralliens.

C'est que depuis 1982, date du retrait total des Israéliens du Sinaï, que Sharm a pu jouer la carte du tourisme. Complément d'une croisière sur le Nil ou séjour à part entière, le lieu ne manque pas d'atouts : chaleur assurée au moment où l'hiver règne sur l'Europe, une eau qui, en décembre, frise les 25°C et un prix d'accès raisonnable. Mais l'endroit est surtout le paradis des plongeurs, amateurs ou aguerris. Dans les grands hôtels qui jalonnent la côte (Hilton, PLM Aquamarine, Movenpick, etc.), bateaux et équipements divers permettent d'aller admirer les fonds marins et leur faune multicolore. En sabbatant que le simple snorkeling — un masque et un tuba — donne autant de plaisir. Côté désert, des raids en 4 x 4, de durée variable, sont organisés au départ de Sharm, dont une belle excursion qui débute aux alentours de minuit. Par la route, on accède au pied du mont Moïse (2283 mètres) d'où trois bonnes heures sont nécessaires pour atteindre le sommet à pied. Il est également possible, dans la même journée, de visiter (s'il est ouvert) le monastère Sainte-Catherine, tout proche, avant de regagner Sharm en fin d'après-midi.

Spécialiste de l'Égypte, le voyageur Rev'Vacances (dans les agences de voyages) propose notamment, au départ de Paris, des séjours de huit jours à Sharm-el-Sheikh (à partir de 4 950 F) ainsi que des formules associant la visite du Caire, une croisière sur le Nil et un séjour à Sharm, à partir de 9 880 F pour onze jours. De son côté, Touriscope (dans les agences), spécialiste des séjours en Israël, met à profit un vol hebdomadaire direct entre Paris et Sharm-el-Sheikh pour proposer des excursions en 4 x 4 dans le Sinaï (entre 6 430 et 6 930 F la semaine, tout compris). Également au programme de ce voyageur, Eilat, le grand port du sud d'Israël, station balnéaire de niveau international, riche de centres de plongée et d'observatoires marins. Avec, là aussi, le désert du Sinaï aux portes de la ville.

C. B. et C. de C.

La Route des conquérants

Inattendu et pourtant dans la logique historique. Un jumelage Turquie-Syrie qui suit la progression de la domination ottomane. Il fallait avoir l'érudition d'Orient (29, rue des Boulangers, 75005 Paris, tél. : 46-34-29-00) pour y penser. Sa «Route des conquérants» se développe d'Istanbul à Damas, visitant au passage les villes les plus intéressantes de ces deux pays. Les beautés d'Istanbul et d'Ankara ; celles de Konya, où enseigne et mourut le maître soufi Mevlana, fondateur de l'ordre des derviches tourneurs, après la traversée de la Cappadoce, où jadis fleurit le monachisme. La chaîne du Taurus conduit à l'oasis de Karakum, patrie du poète mystique Yunus Emre. Prélude aux églises paléochrétiennes d'Alahan Monastir, au site gréco-romain d'Uzunnebur et, après le passage de la frontière, au monastère Saint-Siméon, blond et noyé de silence. Les communautés druzes et kurdes, pour leur part, vivent dans les villages de Qirg Biazeh et de Cyrhus. De la citadelle d'Alep, traversée du désert vers Deir-az-Zor avant Palmyre, site à parcourir dès le lever du soleil. Damas est décidément musulmane quand Maaloula, le krak des Chevaliers, Tartous et le château de Saïne témoignent de l'épopée chrétienne. Un itinéraire de 19 jours, 16 450 F. Orient propose par ailleurs un classique Syrie-Jordanie de 12 jours (12 180 F), une Jordanie «à votre guise» (8 jours, 6 710 F) et trois Yémens : citadelles d'Arabie heureuse, Hadramout et Route de l'encens.

Bivouacs au Dhofar

Les mythes se chevauchent et ne se détruisent pas sur cette extrémité de péninsule Arabique cernée de oons prestigieux. Au sud, l'Océan Indien, où soufflent les vents de mousson. Ils poussaient, jadis, les bédouins qui assuraient le commerce entre l'Afrique et le sous-continent. Au nord, le «Désert des déserts». Wilfred Thesiger a donné au Rob-al-Khali ce surnom (traduction publiée par Plon, collection «Terre humaine» (1978), puis par Presses Pocket (1991) (cf. «Le Monde des livres» du 26 juin 1991). C'est, dit-on, le désert le plus mystérieux de la planète. Depuis le pèlerin qui y effectua le voyageur britannique, nul Européen ne s'y serait, parait-il, à nouveau risqué. Entre les deux, le Dhofar, Omanais, montagneux et bédouin. Désertique à sa façon mais traversé par une route. Ce n'est pas elle qu'empruntent tout d'abord Explorer (116, place de la Madeleine, 75008 Paris, tél. : 42-66-24) qui, dès 1978, se rendit en Oman. Il découvrit une terre au relief contrasté : montagnes escarpées et canyons profonds, désert, côtes sauvages. Le Dhofar est en fait la région la moins connue et sans doute la plus surprenante. Ce massif reverdit trois mois par an sous l'effet de la mousson. Contrée étonnante qui voit la vache voisiner avec le chameau, où se recroisent l'encens et la myrrhe, où le bédouin se fait pêcheur.

Le Dhofar est accessible, «à condition», avertit le voyageur, d'emprunter des pistes parfois difficiles, de bivouaquer et d'aimer les grands espaces». Une première expédition partira de Mascate. Par Sinaw, elle gagnera la mer et longera la côte, de Filim à Salalah. Nuis sous la tente dans des sites pittoresques : village de pêcheurs, plage déserte. Occasion de voir campements bédouins, grutes cendrées et flamants roses. Gueltas du canyon d'ayoun, cimetière islamique de Mirbat, ruines de Sambarum, cultures d'arbres à encens, villages dhofariens aux maisons blanches, dunes du Rob-al-Khali. Du 14 au 28 février, 17 900 F. Etapes quotidiennes de trois à six heures au fil d'un itinéraire de 3 000 km environ.

Sélection établie par Patrick Francès et Danielle Trannard.

Guide

• Y aller. La compagnie nationale Royal Jordanian (12, rue de la Paix, 75002 Paris, tél. : 42-61-57-45) dessert Amman directement de Paris/Orly-Sud, trois fois par semaine. Départs les mercredis, vendredis et dimanches. À partir de 3 720 F aller/retour jusqu'au 31 janvier.

Avec qui ? Wilfried Colonna, membre du syndicat des guides, propose à partir de mai, en exclusivité, une randonnée équestre entre Wadi Roum et Pétra (10 jours, 9 350 F sans le vol). Renseignements auprès du Bureau des guides de Sarnoens (tél. : 50-34-43-12). Compte tenu des conditions d'hébergement sur place (il n'y a pas d'hôtel), peu de voyageurs proposent des séjours. Il s'agit en fait de randonnées où l'on dort sous la tente. Parmi eux, Déserts 16 et 8, rue Quincampoix, 75004 Paris, tél. : 48-04-88-40) avec «Les cités roses du désert d'Arabie», une randonnée de 12 jours dont 4 autour de Roum en bivouacs (9 600 F). L'UCPA (62, rue de la Glacière, 75013 Paris, tél. : 43-36-05-20) programme un raid «De Pétra à Wadi Roum» : 9 jours avec sept à huit heures de marche quotidienne (7 800 F). Terres d'aventure (16, rue Saint-Victor, 75005 Paris, tél. : 43-29-94-50) ouvre «La voie royale», une randonnée de 14 jours avec 10 jours de marche dont 3 à Wadi Roum (34, rue du Hameau, 75015 Paris, tél. : 48-42-15-15) pro-

pose, de son côté, une randonnée de 12 jours, de Pétra à Wadi Roum, pour 9 200 F, ce que font également le plupart des voyageurs programmant la Jordanie lorsque leur circuit relie Pétra à Aqaba. Citons notamment Nouvelles Frontières (87, bd de Grenelle, 75015 Paris, tél. : 45-68-70-00) dans deux circuits, de 10 et 15 jours : Voyageurs au Proche-Orient (112, rue Saint-Anne, 75001 Paris, tél. : 42-61-50-12) dans son voyage de 10 jours «Sur le trace des Nabatéens» ; Assinter (38, rue Medeme, 75006 Paris, tél. : 45-44-45-87) avec son combiné Jordanie/Syrie, en 16 jours ; Découvrir (23, rue du Cherche-Midi, 75006 Paris, tél. : 45-44-48-80 ou 05-44-48-80, numéro vert réservé à la province) et son circuit de 12 jours «Du Jourdain à l'Oronte», en Jordanie et en Syrie ; Horizons lointains (18, rue de la Michodière, 75002 Paris, tél. : 42-80-67-80) qui associe Jordanie et Syrie dans deux voyages de 7 ou 16 jours et Kuoni (agences de voyages) avec un combiné Syrie/Jordanie en 18 jours.

S'y déplacer. La liaison aérienne Amman/Aqaba est assurée par la compagnie Alie, en 50 minutes, tous les jours sauf les jeudis et samedis. Prix : à partir de 290 F A/R. Renseignements auprès de Royal Jordanian. Par la route, liaison quotidienne Amman/Aqaba en Jet Bus (30 F environ). A Aqaba, prendre un taxi pour Wadi Roum

(120 F le trajet d'une heure). Possibilité de louer un 4 x 4 à la journée ou à la semaine à Aqaba ou même à Roum, où l'on peut encore louer des chameaux pour 90 F par jour. Les bédouins organisent de très belles excursions à la carte. Renseignements sur place.

Y séjourner. Il faut camper ! La location d'une tente (15 F la nuit pour 2 personnes) permet de profiter gratuitement des installations sanitaires toutes neuves (douches, toilettes, cuisine) du Rest House local, la seule structure d'accueil touristique (menu à 35 F, petit-déjeuner à 12 F). Une tente bédouine est à disposition pour boire le thé, rencontrer les villageois, faire la sieste. Il est également possible de séjourner dans le désert, dans une famille de bédouins. Contacter Sabah Atafe It (Aqaba BP 114, Jordanie), un guide bédouin parlant anglais.

Lire et consulter. Les *Sept Piliers de la sagesse* de T. E. Lawrence (Petite Bibliothèque Payot), *Lawrence en Arabie*, biographie d'Henry Laurens (Gallimard, collection «Découvertes»). Côté guides, le *Journal* et le *Guide bleu Jordanie* (Hachette).

Se renseigner. Office du tourisme de Jordanie, 12, rue de la Paix, 75002 Paris, tél. : 42-80-48-91 ou sur Minitel, 3615 Jordanie.

TELEX

Dix-huit itinéraires syro-jordanien, fruit de l'expérience d'Orient-Voyages (64, rue Jeanne d'Arc, 75013 Paris, tél. : 43-36-10-11) reflètent la richesse de ces deux pays. De durée variable et d'approche différente, ils privilégient le voyage individuel, en voiture particulière, avec ou sans chauffeur. Sont d'ores et déjà «bâtis» six programmes syriens, de 6 à 20 jours (six jours à partir de 5 950 F par personne, en voiture sans chauffeur, les repas étant libres), six circuits jordaniens (de 7 à 12 jours), cinq combinés Syrie-Jordanie et, inédit, un voyage de neuf jours en Jordanie et en Israël.

Israël des quatre mers avec le tout nouveau circuit de Camino (dans les agences de voyages) qui longe les rives de la mer Morte, la mer Rouge, la mer de Galilée et la Méditerranée. Au départ de Tel-Aviv, en huit jours dont deux à Jérusalem, avec étapes à Saint-Jean-d'Acre, Césarée, Jéricho, avec excursions à Massada et à Bethléem et un jour de famine à Eilat. À partir de 3 325 F par personne en chambre double, en demi-pension, avec voiture de location et nuits en hôtel de catégorie supérieure. Également au catalogue un séjour santé associant cure de thermalisme (arthrite, rhumatisme et asthme) dans des établissements de la mer Morte, et détente dans des complexes hôteliers : forfaits de 7, 14 ou 21 nuits, de 3 200 F à 11 240 F par personne en chambre double. Si l'on

veut être au cœur du pays et de l'histoire du Moyen-Orient, on choisira Jérusalem d'où l'on peut rayonner vers Bethléem, Nazareth, Capernaüm, le lac de Tibériade ou la mer Morte, voire le Golan. En séjour à la carte, en hôtel 4 étoiles (à partir de 320 F la nuit) ou 5 étoiles (de 465 F à 840 F). Dans tous les cas, prévoir de 2 800 F à 3 900 F pour les vols (quotidiens sur lignes régulières El Al ou Air France).

Le voyage à la carte, modulable à l'infini, est une constante du Monde de l'Égypte et du Proche-Orient (20, rue des Fossés-Saint-Bernard, 75005 Paris, tél. : 43-26-76-37). Denis Phamou, qui connaît bien son Égypte natale, étend ses compétences à la Syrie et à la Jordanie, abordées successivement (16 jours, 14 300 F, en voiture particulière avec chauffeur, nuits en hôtels 3 et 4 étoiles, demi-pension en Jordanie, sans repas en Syrie) ou séparément. A noter trois propositions yéménites pour découvrir les «Manhattan du désert» : un classique Yémen du Nord en 17 jours (16 440 F par personne si 2 ou 3 participants), un circuit aventure de même durée (15 990 F) et, plus encore, un Yémen Nord et Sud (17 jours, 17 220 F) qui permet de ne renoncer à aucune de ces étonnantes cités en terre sèche que sont Samaa, Hodeida, Shibam et Seiyun.

Lire, à ce sujet, la *Route de l'encens*, de Freya Stark (Payot) («Le Monde sans visa» du 12 décembre 1992).

هنا من الرحلة

La Route des conquérants

[illegible][illegible]

1. *Chlorophyll*
 2. *Chlorophyll*
 3. *Chlorophyll*
 4. *Chlorophyll*
 5. *Chlorophyll*
 6. *Chlorophyll*
 7. *Chlorophyll*
 8. *Chlorophyll*
 9. *Chlorophyll*
 10. *Chlorophyll*
 11. *Chlorophyll*
 12. *Chlorophyll*
 13. *Chlorophyll*
 14. *Chlorophyll*
 15. *Chlorophyll*
 16. *Chlorophyll*
 17. *Chlorophyll*
 18. *Chlorophyll*
 19. *Chlorophyll*
 20. *Chlorophyll*
 21. *Chlorophyll*
 22. *Chlorophyll*
 23. *Chlorophyll*
 24. *Chlorophyll*
 25. *Chlorophyll*
 26. *Chlorophyll*
 27. *Chlorophyll*
 28. *Chlorophyll*
 29. *Chlorophyll*
 30. *Chlorophyll*
 31. *Chlorophyll*
 32. *Chlorophyll*
 33. *Chlorophyll*
 34. *Chlorophyll*
 35. *Chlorophyll*
 36. *Chlorophyll*
 37. *Chlorophyll*
 38. *Chlorophyll*
 39. *Chlorophyll*
 40. *Chlorophyll*
 41. *Chlorophyll*
 42. *Chlorophyll*
 43. *Chlorophyll*
 44. *Chlorophyll*
 45. *Chlorophyll*
 46. *Chlorophyll*
 47. *Chlorophyll*
 48. *Chlorophyll*
 49. *Chlorophyll*
 50. *Chlorophyll*
 51. *Chlorophyll*
 52. *Chlorophyll*
 53. *Chlorophyll*
 54. *Chlorophyll*
 55. *Chlorophyll*
 56. *Chlorophyll*
 57. *Chlorophyll*
 58. *Chlorophyll*
 59. *Chlorophyll*
 60. *Chlorophyll*
 61. *Chlorophyll*
 62. *Chlorophyll*
 63. *Chlorophyll*
 64. *Chlorophyll*
 65. *Chlorophyll*
 66. *Chlorophyll*
 67. *Chlorophyll*
 68. *Chlorophyll*
 69. *Chlorophyll*
 70. *Chlorophyll*
 71. *Chlorophyll*
 72. *Chlorophyll*
 73. *Chlorophyll*
 74. *Chlorophyll*
 75. *Chlorophyll*
 76. *Chlorophyll*
 77. *Chlorophyll*
 78. *Chlorophyll*
 79. *Chlorophyll*
 80. *Chlorophyll*
 81. *Chlorophyll*
 82. *Chlorophyll*
 83. *Chlorophyll*
 84. *Chlorophyll*
 85. *Chlorophyll*
 86. *Chlorophyll*
 87. *Chlorophyll*
 88. *Chlorophyll*
 89. *Chlorophyll*
 90. *Chlorophyll*
 91. *Chlorophyll*
 92. *Chlorophyll*
 93. *Chlorophyll*
 94. *Chlorophyll*
 95. *Chlorophyll*
 96. *Chlorophyll*
 97. *Chlorophyll*
 98. *Chlorophyll*
 99. *Chlorophyll*
 100. *Chlorophyll*

[illegible]

1. $\frac{1}{2} \times \frac{1}{2} = \frac{1}{4}$
 2. $\frac{1}{2} \times \frac{1}{2} = \frac{1}{4}$
 3. $\frac{1}{2} \times \frac{1}{2} = \frac{1}{4}$
 4. $\frac{1}{2} \times \frac{1}{2} = \frac{1}{4}$
 5. $\frac{1}{2} \times \frac{1}{2} = \frac{1}{4}$
 6. $\frac{1}{2} \times \frac{1}{2} = \frac{1}{4}$
 7. $\frac{1}{2} \times \frac{1}{2} = \frac{1}{4}$
 8. $\frac{1}{2} \times \frac{1}{2} = \frac{1}{4}$
 9. $\frac{1}{2} \times \frac{1}{2} = \frac{1}{4}$
 10. $\frac{1}{2} \times \frac{1}{2} = \frac{1}{4}$

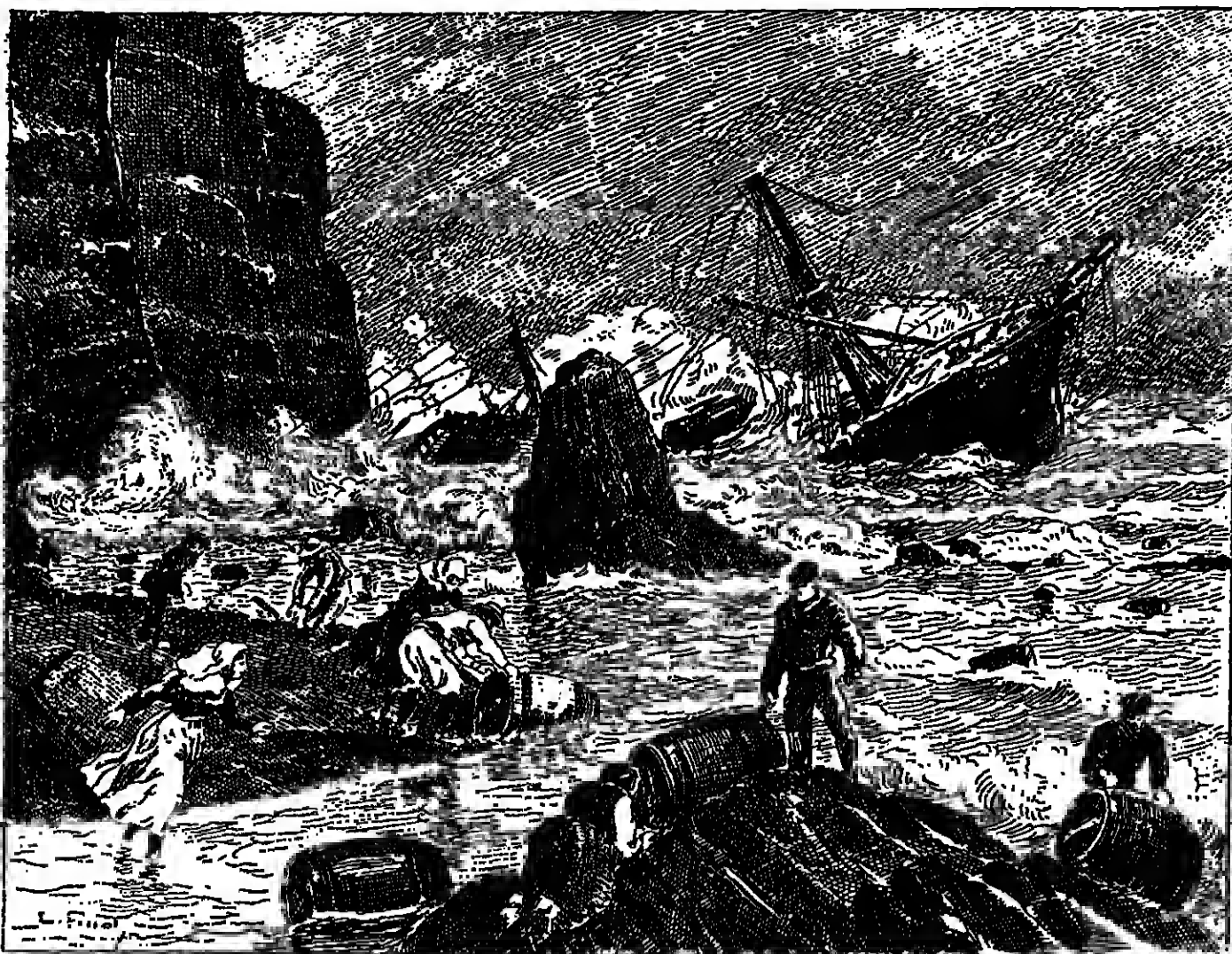
Ici, la mer apportait ce qui manquait au minimum vital. On prit la mauvaise habitude d'aider la chance...

AIDÉS par des équipages recrutés sous la pression du cours du dollar, les navires, aujourd'hui, se naufrageaient et n'est plus besoin de les leurrer pour les faire partir à la côte, ils s'y dressent dès que le temps le permet et que l'impéritie des capitaines l'autorise. Le crime s'est inversé. Les naufrageurs modernes travaillent non plus de la grève, mais à partir de leur propre bâtiment. Ils ont le droit de cibler avec un soin sans cesse renouvelé leur lieu d'échouage et les zones à ravager. Autre chose était le dédiant travail de ces communautés retirées qui voyaient venir le temps des ouragans et des tempêtes comme autant de moissons à engranger, eux à qui le Seigneur dans son infinie miséricorde n'avait laissé pour survivre que quelques arpents de mauvaise terre, à peine de l'eau. C'était du large qu'ils venaient à l'aide, et le dévouement poussait à bout les hommes déterminés et qu'ils portaient, arqués sous la bourrasque, à commettre leur forfait.

Le Cotentin, dans sa partie haute, sur les terrasses ventées de la Hague, a abrité de ces grandes misères toutes saillies encore par le passage viking. Endroits laissés en ruine avec pour seul toilement les murs et les marées, les pénemées, les personnes de l'homme, intrus à chasser ou à décourager. En place d'entraide, on allait choisir de s'y combattre, de s'y détrousser, de s'y trahir. Aux coups du sort répondraient les coups, à la détresse les traquements, à la compassion les rapines. Curieux décor théâtral et borné; d'espoir; aujourd'hui offert en majesté à l'œil, hier châtiment de toutes les rancœurs et de toutes les cupidités.

On y subsistait d'une petite pêche et de quelques moutons. C'était une pauvre et pauvre lande couverte d'un maigre d'Arquin coulé de murmures. Le granit servait d'enclume à la rudesse des propos. Pas d'arbres, pas de bois. Le seuil dépassé de la pauvreté, comme on dépasse sur ces caps posés d'avance pour servir de brisè-lames au pays que pour y vivre. Restait ce que la mer dans son loud rennuement affrait de provende quotidiennement le flot mais à pas la vague. On n'était pas un voyageur — c'était un droit coutumier normand — glaner sur la grève ce que l'on savait ne jamais pouvoir espérer obtenir ni pouvoir acheter sur ces terres d'en haut. Ce n'était pas un jugement, mais le partage de Dieu : il redistribuait ce qu'il avait pas su donner. Tout valait l'effort du trésor, le moindre bouc affaibli, le moindre bœuf, le moindre mouton, le moindre madrier. Les temples versaient les intérêts de ce qu'elles venaient de dérober.

Personne ne pensait encore à mal dans ces temps primitifs du commerce maritime, les matelots priaient la Vierge de les protéger, les



GRAVURE DE L. FILLOL/COLLECTION VIOLET

Naufrageurs

pecheurs à pied implorant le saint local de continuer à les approvisionner. Il suffirait pourtant que les tenailles du servage commencent à un peu plus durement s'appliquer et les fruits des naufrages à être plus goûteusement distribués, pour que cette population, de misère déjà rebelle, relève un peu plus la tête et songe à se mettre à son propre compte. Les navires étaient plus ronds, plus lourds. Leurs cargaisons plus internationales. On y trouvait des choses très nouvelles, très intrigantes pour ces gens de facture fruste qui voyaient les grands dans et les grandes nouveautés de leur siècle. Ils étaient plus curieux, plus dociles et s'échouaient sur leurs plages, dans ces ans, dans ces crises, réceptacles de tous les inédits, de toutes les découvertes dont ils seraient privés à jamais, n'avait été la providence de la fortune de mer.

Les voilà installés dans les cour-
sives de ce promennir où passent
et repassent devant eux ces
bateaux qui souffrent dans les cin-
quantièmes burlants du raz Blan-
chard. Navires incertains, aveu-

glés sous les lames, à la recherche d'un signe, d'un repère qui leur serait reprendre courage. Comment mieux les secourir qu'en les envoyant à leur perte ? Le naufrageur tue à distance. Il est cette luciole du mal dont les seuls outils de mort sont les éléments familiers de son paysage, ces brisants, ces écueils, ces récifs qui barrent son horizon et ont cédé son destin. Il lui suffira de faire partir quelques misérables feux de broussailles et d'attendre la perte de son prochain.

La merée est haute. Au large, réchauffé par ces flammes ennemies, le bateau va changer de cap, accorder sa confiance à ces hommes, là-bas, qui viennent de le voir se tordre et plier sous le chahut de la tourmente. Ces marins endurcis aux violences franches des océans ne pouvaient un seul instant croire que parmi leurs semblables il s'en trouverait à l'âme si anitre qu'ils puissent dans le même temps donner les directives du salut et indiquer la voie du trépas. Colbert, le «Nord» comme on l'appelait, ce

grand commis glacé qui s'intéressait aux choses de la mer, aura des coups de chaleur fulminants quand le moment viendra de rendre les routes maritimes moins hasardeuses. C'est la mort pour les naufrageurs, sans aucunes circonstances atténuantes. Jamais. Et pour faire bonne mesure on attacherait le corps du supplicé à un mât en place et lieu où il avait commis l'irréparable.

Pour le moment, les choses ne vont pas trop mal pour les vigies de la faiblesse qui savent que leur victime navigue dans la bonne direction. Le marteau du vent empêche encore de bien entendre les efforts du bâtiment qui lutte, inépuisé, dans le vestibule du piège, mais bientôt la coque du navire trouvera des obstacles qui sauront en ralentir la course. Au matin, la procession se mettrait en route et allait dépecer sa proie. Il faut comprendre les liens qui unissaient ces habitants des hautes terres du Cotentin aux vieux entrechouements de la Manche. Corsaires sans pavillon, ils régnaient sur des panoramas dans

le miroir desquels transitaient toutes les richesses du temps. Presque liés, le salut, pour eux, ne pouvait venir que de cette redoutable connaissance des tumultes meurtriers qui agitaient leurs côtes. Ils finirent par s'en faire une spécialité, et puis, pour les plus frôtons, un titre de gloire. Comme ces Fabien de la Franciade, anoblis par Henri III. qui n'hésitent pas à dire haut et clair qu'ils exercent « le noble métier de naufrageurs ».

Cela devenait, en effet, sinon un métier, du moins une vocation. A cette coutume de partir forcer le chanceau durant les années de disette succédaient de très criminelles habitudes et puis bientôt des actes de droits acquis dont ils étaient plusieurs, en tant que parties prenantes, à revendiquer le privilège. Les seigneurs entendaient « naufrager » sur leurs siefs en toute liberté, les manants n'en pensant pas moins, maîtres du terrain agiles dans les coups de main, sourcilieux et équilibrés dans le partage. On vit des affrontements sur les lieux des naufrages ; des



clans réclamer leur dû. On parlait en procès pour un tonneau de vin pour une bille d'acajou. Le clerge faisait ce qu'il pouvait, tentant d'administrer au mieux de ses intérêts, les recommandations du pape incitant à porter secours aux navires en pèni et à ne pas assassiner ceux qui pouvaient encore être sauvés. L'ombre de l'excommunication planait.

Des ardoonnances et les lieutenants de police du roi vinrent calmer le jeu. On savait désormais du façon moins aisément à quoi l'on pouvait prétendre et selon quelles dispositions l'on devenait propriétaire de ce vaste mande marchand rendu par la mer. On vit encore des navires se fracasser sur la côte et des villages prestement venir les détromper, mais la navigation s'améliorait et déjà la contrebande avec les îles anglo-normandes laissait espérer des profits plus respectables, dans des actions délicieuses moins risquées.

Portant le vieil instinct restait gravé dans les coutumes. Celui-ci que craint pas de s'honorer de son lointain, quand se souvient avec jubilation de ses prises d'après jussion, quand se tenaient entravées dans la rocaillie les épaves de la marée. Trouver par inadvertance ce qui ne vous appartient pas est toujours une rencontre pénible. Au constat d'acquisition immédiate se mêle le douloureux sentiment d'avoir à reverser dans les délais marqués à plus brefs l'entier de la décuverte. La mer a toujours su laver ce genre de contrarété ou d'hésisme. Elle donne à l'envieuse l'attente, au déçu le regret, au qui touche le premier est l'acte unique qu'il lui suffit d'accomplir pour s'approprier la trouvaille et en négocier la valeur. C'est presque aussi simple; en fait plus camplié. Simple parce qu'il lui suffira, selon les meilleures traditions des petits frères de la côte, de poser un galec, une pierre, sur la planche, le mât de misaine ou le harin trouvé, pour que les autres chineurs de grèves passent leur chemin sans remarquer; plus simple, car les affaires maritimes ne devront rien ignorer de ce que le particulier vient de sustraire au rivaige, et qu'elles seules sont juges de ce qui doit lui revenir ou de ce qu'il doit reverser.

Reste que l'on peut parfois se laisser porter de manière un peu plus vive par cet atavisme de crocheteur de plein vent et s'engager dans des actions de facture plus ou moins déviantes. La marine, survenant, il y a une vingtaine d'années, à ce sous-marin de la Royal-Navy qui, partant pour la Casse, s'était retrouvé flichereusement libre d'élingues et pris en main des sous-échouage par des hommes de la marine, a été, par sa sale et corrompue trop longtemps ce qui lui restait encore l'équipement et de matériel à pouvoir être récupérés. La gendarmerie fit son travail sans en tirer les conclusions graves, sinon qu'il y avait eu des hommes de façon surprenante, avec des remarques directes, dans des courants que l'on avait agités...

COURRIER

Les derniers des ortolans

Après la publication de l'article sur les orlans (le Monde sans visa du 9 janvier), nous recevons de M. Bernard Cons, président de la Fédération des sociétés pour l'étude, la protection et l'aménagement de la nature dans le Sud-Ouest, la lettre suivante : « Admiration des orlans » : il est certain que lorsque des militants ont passé des centaines d'heures pour assurer la protection des petits oiseaux dans le Sud-Ouest, et plus particulièrement dans le département des Landes, ceux-ci peuvent prendre la chose au tragique. Il est tellement navrant de voir, année après année, des individus enfreindre le code rural et autres règlements (commercialisation, hygiène...) que l'on ne peut que s'inquiéter de lire certaines phrases dans le *Monde*.

Sachant que ce qui compte, c'est de ne pas se faire prendre, et sachant comment est exercée la police de la chasse dans les Landes en ce qui concerne l'utilisation des matcoles, sachant que l'ortolan n'est pas un gibier, sachant que de hauts personnages de l'Etat, y compris le président de la République... ou voit difficilement comment le gouvernement français pourrait avoir une position de leader en matière de politique de protection de la nature en Europe. Et c'est un fait certain aujourd'hui : laisser perdurer de telles pratiques ternit chaque jour un peu plus l'image de marque de la France.

On peut en rire et trouver effectivement ces graillois ridicules. Ces gens qui se voilent la face semblent oublier toutes les réalités du moment. Veulent-ils simplement dire que nous devons nous repêler sur nous-mêmes ? Après nous la déluge ! Peuvent-ils

nous transmettre un autre message
 que celui que je viens d'énoncer ?
 Le Journaliste semble dire à tous
 ceux qui tentent de sauver l'espèce –
Emberiza hortulana – que cette
 espèce est condamnée. Tous les
 derniers ortolans sont devenus
Bruanys ortolanus (et quelques
 espèces voisines passent à la
 casserole après avoir été
 prestement baptisées sous ce
 vocable, mais en sommes-nous à
 une tromperie près ?). Je ne puis
 m'empêcher de penser à ce vieux
 pêcheur de la côte saintongeaise
 qui vilipendait ses collègues qui
 capturaient par centaines les
 esturgeons (*Acipenser sturio*) ou
 encore à mes amis qui tentent
 d'obtenir une protection des
 civelles ou pibales, alevins de
 l'anguille (*Anguilla anguilla*).
 J'ose espérer que Christian
 Colombani a voulu montrer le
 ridicule de certaines traditions. Il
 est vrai que la liturgie de la graine
 est tellement bien décrite qu'elle

ne peut que susciter l'écœurement. Toutefois, je n'en suis pas sûr dans la mesure où il donne l'adresse d'une association. Ne nous contentons plus d'essayer de sauver quelques minables petites traditions. Vite passons la marche arrière. Retrouvons les plaisirs sains : exécutions capitales en public, le bûcher pour les sorcières, la « question », les droits seigneuriaux...

Bières d'Irlande

A propos de « l'Irlande : la pression » (le Monde sans visa du 14-11-1992) M. Patrick Dousset, directeur régional nord Europe de Guinness nous précise : « En fait, nos deux bières pression ne sont pas envoyées en Belgique pour reconditionnement (à l'exception des bouteilles consignées, vendues en café). Guinness et Kilkenny sont en réalité brassées et mises en fûts respectivement à Dublin pour

Guinness et à Kilkenny pour Kilkenny. Les fûts sont ensuite expédiés directement à Strasbourg... En ce qui concerne l'alcool, les deux produits titrent 5 % d'alcool au brassage et gardent leurs degrés sans changement. »



Clio
La spécialiste du voyage culturel vous propose des circuits en petits groupes guidés par des conférenciers.

- Jordanie (7 et 9 jours)
- Jordanie - Sinaï (9 jours)
- Syrie - Jordanie (14 et 24 jours)
- Egypte - Jordanie - Israël (15 jours)

34 rue du Hameau - 75015 Paris
Tél : (1) 48 42 15 15

Il y a manière de faire la guerre et manière de la raconter. Il y a le style Hemingway et le style Dos Passos. Assez différents.

Cela commence comme un reportage qui égrènerait des lignes de texte dans l'espoir d'y découvrir un sujet. La chronologie des faits laissée au hasard de l'entrée en scène, les descriptions devant, l'auteur, loin derrière, embarrassé, abandonnant à un inintelligible rédacteur en chef le soin de faire le tri entre le significatif et l'anecdotique, jetés en vrac. Une narration en perdition jusqu'à ce que cesse l'écriture, toute chose se valant, le général et l'infime, et puis basta ! Une de ces nuits d'envoyé spécial qui vous font regretter l'ennui confortable des « desks ». Une panne d'inspiration, la cale sèche, à faire douter que le journalisme puisse, parfois, se hisser au niveau de la littérature.

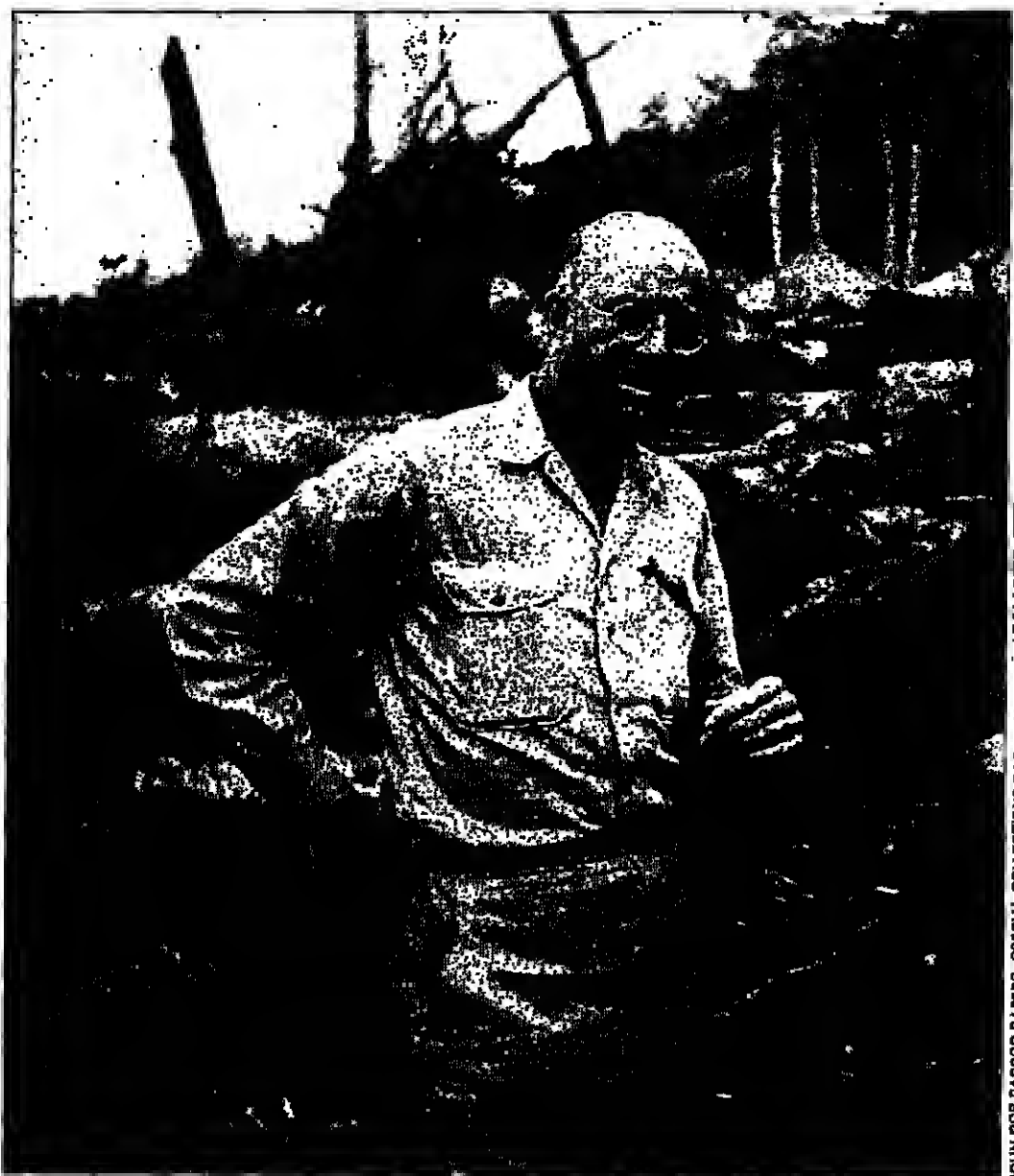
Cela commence par une attaque, navrante, sur l'heure : « Le soleil était couché. Les oiseaux n'en continuaient pas moins à siffler et à caqueter insouciantement dans le feuillage des arbres qui surplombaient la plage juste devant ma fenêtre. » Accrocheur en diable ! Et, quelques pages plus loin, cet autre bel exemple du degré zéro du récit : « Nous allâmes manger des œufs dans le baraquement fort bien tenu du mess. Nous nous assimes devant une longue table sous de grosses ampoules électriques qui blessaient nos yeux ensemencés. De retour à l'avion, nous apprimes que, tout compte fait, le moteur n'allait pas trop mal. »

Décevant. John Dos Passos s'ennuyait-il tellement en rédigeant, la veille de Noël 1944, dans un faubourg d'Honolulu, la première de ses chroniques de guerre, ce *Service commandé* que les Editions du Rocher viennent de rééditer (1) ? Ou bien avait-il choisi délibérément de s'en tenir à la stricte réalité, aussi banale soit-elle, jusqu'à la saturation ? Cette neutralité du regard porté avait-elle un double but ? Après le succès de *Manhattan Transfer*, celui de la trilogie *USA* (2), Jean-Paul Sartre, en 1938, avait déjà noté pour justifier son avis définitif : « Je tiens Dos Passos pour le plus grand écrivain de notre temps » — que l'écrivain américain avait révolutionné le roman moderne en s'en tenant aux apparences du réel, sans recours au romanesque. « Il s'agit de nous montrer ce monde-ci, le nôtre. De le montrer » seulement, sans explications, ni commentaires (3). » Le philosophe français s'ennuyait que les passions des personnages, les points de vue de l'écrivain, ses préférences, fussent « rapportés dans le style des déclarations à la presse ». Prisonnier de sa manière, le dernier des géants de la « génération perdue », avec Hemingway, Faulkner et Fitzgerald, tentait-il un nouveau pari, hors roman, en adaptant son goût pour les faits aux faits de guerre ?

Le second conflit mondial, Dos Passos le vit d'abord à domicile, occupé à préserver l'effort de guerre national, livrant des enquêtes aux magazines *Fortune* ou *Harper's*, qu'il regroupa ensuite sous le titre *Bilan d'une nation*. Après avoir longtemps idéalisé les lendemains qui chantent, cet ancien sympathisant révolutionnaire, défenseur de Sacco et Vanzetti, n'explora plus déjà les systèmes sociaux que pour y trouver de nouveaux motifs de désespoir pour l'individu. Rentré l'Amérique au cœur de la guerre d'Espagne, découragé par l'URSS, après un séjour à Moscou, il étudia, au début des années 40, la capacité de la démocratie américaine à se mobiliser pour une cause mondiale, tout en renforçant le pouvoir de ses lobbies, de son commerce, à son propre détriment.

Et puis, il s'est suffisamment querellé, en Espagne, avec son compère « Papa » Hemingway sur le poids des mots dans les assauts de la gloire pour aller radoter, en Angleterre ou sur le front de France, leur radicale opposition quant au style à adopter dans les dépêches des correspondants de

Dos Passos



Dans le Pacifique sud en 1945.

la guerre sans états d'âme

guerre. Hemingway insupportable, par ses outrances, ses flamboyantes approximations, tous les écrivains recrutés par les magazines américains. Toute la profession sait qu'il entend être le premier à entrer dans Paris libéré. Il se flatte d'être armé, tel quelques Allemands, au mépris des conventions de Genève sur les journalistes, et, en juillet 1944, règne même quelques jours sur Ramboillet, abandonnée par les Allemands, à la tête d'une petite troupe de FFI, loin devant les premières lignes alliées. « Papa », même une guerre personnelle, peut-être, comme on l'a dit, contre la peur, et ses amis, ses rivaux, ses employeurs divers tiennent surtout ses bravades de pocharde cèleste, sous le feu, pour un plaisir de chasse.

Pour Dos Passos, la guerre est plus sérieuse. Riche d'enseignement sur l'équivoque des meilleures causes. Miroir, aussi, de l'Amérique en mouvement, impériale, et déjà impérialiste. En voie de modernisation, sur le dos des vaincus et des alliés. Il part pourtant, muni d'une accréditation valable pour l'année 1945. *Life* doit publier ses chroniques. Laisant Hemingway libérer l'éditrice américaine Sylvia Beach dans un bar parisien du 5^e arrondissement, Dos Passos s'envole, en décembre 1944 pour le front du Pacifique, que la VI^e armée n'a pas achevé de reconquérir.

Cet autre côté de la guerre est devenu, depuis les humiliations du début du conflit, une affaire intérieure américaine. Dos Passos atterrit donc à Pearl-Harbor, à bord d'un appareil de la Navy. « Des avions en rangs serrés, plus

nombreux encore qu'à Oakland, reposaient sur des pistes de corail. » Pénitieux, hâtifs, jus qu'à la grisaille, Dos Passos relate ce qui ne fait déjà plus partie du conflit, les restaurants fermés, dans la grande rue de Waikiki, en raison de l'heure tardive, « à tous les carrefours, des soldats et des marins pressés de rentrer à leurs quartiers », des scènes de Noël dans une île qui ne s'étonnait pas de la tranquille domination de ses libérateurs.

Ce premier article, au ras du sol, inaugurera, le 12 mars 1945, la collaboration de Dos Passos avec *Life*. L'écrivain remonte lentement vers le front et raconte l'arrière avec un sérieux apparemment monotone, sans états d'âme, comme si ces routines valaient autant que l'héroïsme de l'avant, dépeint par Hemingway, à grands coups de superlatifs. Kwajalein, Tarawa, Makin, les îles Marshall, les îles Gilbert... Dos Passos visite toute terre capable de supporter des avions, de ravitailler des navires. Des officiers, dans des mess impeccables, expliquent en s'excusant que les armes parlent beaucoup plus loin. Le général MacArthur est pressé d'arriver au Japon. Eux n'ont pas grand-chose à montrer.

La guerre, ici, n'est déjà plus qu'un souvenir. Ceux qui restent affectés sur place écoutent la radio. Dos Passos note leurs excuses, les mille façons de tuer le temps. Sur près d'une centaine de pages, *Service commandé* paraît d'abord manquer de nerfs, de sang, de « Nips ». Tout y est tranquille, comme les mots choisis. Les soldats sont bronzés.

Ils s'inquiètent du soutien du

pays à leur marne séjour à l'arrière. L'envoyé spécial de *Life* s'efface sans cesse, même lorsqu'il se met en scène. Et puis, curieusement, on découvre que le moindre dialogue donne lieu à une description physique et psychologique de l'interlocuteur. Les soldats, les jeunes officiers débutants de Dos Passos ont tous un visage, un trait distinctif. Ils sont tous nés quel que part, en un coin des États-Unis. Ils ont un métier, des fiancées, des espérances dans le civil. Ils s'interrogent sur les raisons de leur présence sous les cocotiers, confient leurs doutes sur l'avenir économique de l'atoll sous baninière étoilée. Avec les atours de la banalité, Dos Passos fouille méthodiquement la cohérence américaine. Insensiblement, obstinément, il dessine les contours d'une nation à travers ses fils exportés.

Les premiers chapitres, avant les pages consacrées aux Philippines, méritent alors d'être relus. Le piège Dos Passos s'est refermé. Une inquiétude est montée, sans l'exagération habituelle des correspondants de guerre. On sent l'écrivain un peu benêt, avec son physique d'instituteur chauve et plectre, son âge canonique — quarante-neuf ans — en ces îles d'enfants vieillards trop vite. Il prend des notes sans arrêt et ses interlocuteurs s'en étonnent. Il raconte ses interlocuteurs lui parlant de ses notes, et cela en devient intrigant. Dos Passos, en fait, trace la frontière nue, que lui vaut cette accréditation dans le Pacifique, entre le passé et l'avenir. Un monde bascule, entre les mess, les descriptions appliquées des rotations de matériels, la somnolence de cette armée de l'arrière.

Cette épopée sans romantisme, sans fanatisme patriotique ni ironie montrée, ces récits de guerre sans « Japs », masquent des fractures sociales que le conflit ne réglait pas. Pauvres, riches, ils l'étaient. Ils le resteront dans la paix. Sans traits appuyés, les indigènes apparaissent dans ces lignes comme ils le sont, coeux, même libérés, inférieurs à moins de parler l'anglais. Colonisés par le simple mécanisme, moral mais terrible, de la fin de l'occupation ennemie. Dos Passos rencontre partout des Américains sincères, occupés à relancer des activités économiques, par habitude, par peur du vide. Des Américains déjà enrichis. Très vite, ce *Service commandé* prend le tour d'un « bilan d'une nation » à l'exportation.

En février, Dos Passos rejoint les troupes de première ligne aux Philippines. Les Japonais sont encore dans Manille, et les hommes de la VI^e armée doivent les repousser quartier après quartier. Le style de comptable, les phrases anodines illustrent alors une tragédie. « *Près de la porte, une femme au visage verdâtre est allongée sur le plateau d'une sorte de triporteur. Quelqu'un me dit qu'elle a été blessée quatre jours avant. Elle porte une jolie robe de soirée. Elle respire péniblement avec un bruit rauque. Ses doigts caressent sans arrêt un lourd crucifix de cuivre posé sur sa poitrine.* » Elle va sans doute mourir ; Dos Passos n'écrit pas qu'elle va être soignée.

Même au plus près du QG, plongé au milieu d'une grappe de correspondants de guerre, l'écrivain s'épargne les commentaires généraux, les plans de tactique pour reprendre la ville. Il n'a, officiellement, pas d'avis sur l'avance, les pertes en hommes, le courage et la souffrance. Il s'efface plus que jamais derrière les récits d'anonymes, mais les propos de ses interlocuteurs rehaussent d'un coup le niveau de l'équivoque. S'expriment longuement des individus ayant subi les coups des Japonais, puis des Américains, enfin ceux du sort. Des individus sans nationalité sous les bombes libératrices, qui perdent surtout leur passé en survivant. Des êtres qui errent à la croisée des chemins. Dos Passos n'en fait toujours pas une affaire. Il prend des notes, et transcrit. Les combats trahissent, les vies et les statuts sociaux. Il se promène dans des maisons riches, l'air de rien, puis ressort dans la rue, parmi les sans-abri. Dans une belle demeure, une femme fait des gammes au piano, tandis qu'un domestique sort les chiens. « *L'un d'eux n'est certainement du sang de bull-dog anglais, l'autre doit être le produit mélangé d'un pékinois et d'une épagneule. Le grand-père du plus gros émit sans doute un dingo d'Australie.* » Pendant une demi-heure, l'homme les promène d'un pas solennel parmi les Jeeps et les camions-attelage sur lesquels roulent les généraux.

Dos Passos écrit cela sans rire, sans jamais s'indigner. Quand, ailleurs, dans une autre rue en ruine, les gens mangent du chien, ils mangent du chien, simplement. C'est un fait. Parfois, ils n'ont même plus de chien. Un fait parmi des milliers d'autres, sagement répertoriés comme dans le magasin d'un furrier de régime. Jamais l'écrivain n'enflamme le souffle lent de son écriture. Il décrit, et si la réalité prend ces contours flous, ce n'est pas sa faute.

Il ne confie ses plaintes, son écoeurement d'homme que dans ses lettres à Kathy, sa compagne, ou à ses amis américains de Paris, Sarah et Gerald Murphy. Mais si la censure officielle se laisse souvent duper par ces pages d'eau dormante, *Life*, qui connaît Dos Passos, espère ses étouffantes publications. Même les coupes les plus fines ne parviennent pas à apaiser l'angoisse contenue dans la matière de ces textes. Encore une fois, Dos Passos n'a pas de point de vue. Seulement des yeux, et une main qui court sur le papier.

Cela doit être pire, car Dos Passos, en mars, se plaint de ne plus être publié régulièrement. Il rentre. Le général MacArthur lui accorde un laissez-passer spécial qui lui permet de rejoindre la Californie par les vols les plus directs. Les censeurs n'ont que peu de torts. Comme *Life*, Dos Passos a simplement trouvé ce qu'il était venu chercher : le perfectionnement constant des sys-

tèmes sur le dos des vivants et des morts.

De retour aux États-Unis, il se calme. *Life* lui propose d'aller couvrir le procès de Nuremberg qui doit avoir lieu courant novembre. L'accréditation de Dos Passos reste valable, et « Papa » Hemingway s'est trop déconsidéré. L'auteur de *USA* accepte. Ces chroniques du front occidental nourriront l'ouvrage que son éditeur prépare déjà sur la base des écrits du Pacifique. Et puis, Dos Passos veut vérifier les évolutions d'un autre système, celui de l'allié russe, qui s'enracine en Allemagne.

Après un séjour à l'hôtel Scribe, à Paris, un train le mène à Francfort. Il reprend le cours lancinant de ses froides notations, le retour immédiat des affaires, après la reddition, la force de la gestion sur l'immobilité des décomptes. Les officiers qu'il rencontre inaugurent le « monde libre », un monde social nouveau, pour une nouvelle époque. Avec eux travaillent des mess, rutilants, déjà des riches, dans les maisons, encore des milliers de perdants de toutes origines dans les rues, ployant sous leurs fatigues de bois.

Comme il s'était intéressé à l'enrôlement des Japonais prisonniers dans les plantations des Philippines, il visite les usines à commandement américain employant des vaincus de l'heure précédente. Mais, surtout, pas une critique ! Le crayon de Dos Passos met tout le monde à égalité, l'officier qui se plaint de ses hommes, trop enclins à troquer les charmes d'Allemands contre des cigarettes, les enfants orphelins, ceux qui mangent à leur faim et ceux qui jettent. Il observe des Russes, pour savoir l'effet de la guerre sur la révolution. Les Russes, surtout, s'éloignent, déclinent les invitations à parler. Les Russes se figent. Dos Passos, à plat, débute la guerre froide.

Il est à Nuremberg la veille du procès. « *Le temps est beau et froid.* » Il note qu'on repeint les corridors du palais de justice, « *de style médiéval.* » Aux fenêtres, des rideaux. Les inculpés, dans la cour, portent des treillis américains, et rien ne paraît les distinguer de leur gardiens. Kaltenbrunner a été victime d'une hémorragie cérébrale, et le jeune officier qui en a la charge lui a recommandé le repos.

Les chroniques des 20, 21 et 22 novembre 1945 doivent compter parmi les plus sèches de l'histoire des grands comptes rendus judiciaires. Dos Passos est plus laconique encore dans l'horreur. Plus la réalité se veut tragédie, plus il redit le carburant de son écriture. Quelques pages atones, et implacables. « *Goering, toujours maître des cérémonies, apprécie tous les détails de la décoration.* » Hess et les autres qui paraissent, note l'écrivain, « *ont été venus assister à la représentation comme spectateurs, et non comme acteurs.* » Un vague ennui. Le décalé de la vertu démocratique, à travers le réquisitoire d'un jeune procureur américain un peu professionnel. Et Goering qui demande à aller aux toilettes.

Après le procès, un Slave aborde Dos Passos dans le hall du château de Stein, réquisitionné pour les correspondants de guerre. L'homme lui demande si, à son avis, « *la justice gagne quelque chose à voir entasser une nouvelle masse d'hypocrisie sur le gros tas d'hypocrisie qui écrase le monde.* » Dos Passos ne répond rien. Il va rentrer, ses intuitions vérifiées, son accréditation arrivant à son terme. Il sacrifie au rite du détour par Berlin, et ses boîtes de nuit aux commerces déprimés. S'annulant, il s'autorise l'un de ses premiers commentaires, après trois cents pages de notes serrées : « *Une fois que la guerre a brisé le contrat social, toute une chaîne de réactions agit en masse humaine et bouleverse les sentiments de chacun.* »

Philippe Boggio

1) *Service commandé* de John Dos Passos, Editions du Rocher, 1992.

2) 4^e parallèle (1930), 1919 (1932) et la Grasse Galeste (1936). En français, tous les romans de Dos Passos sont publiés aux Editions Gallimard.

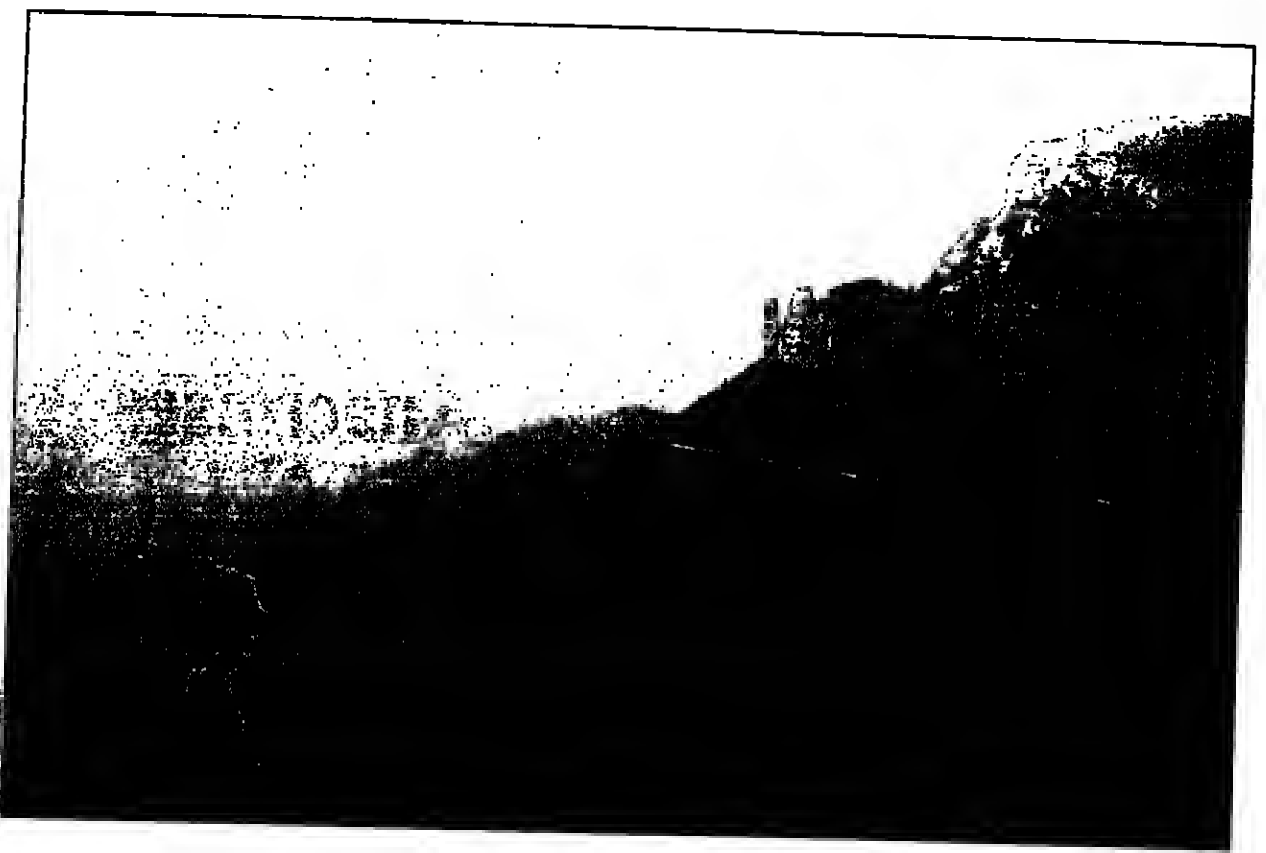
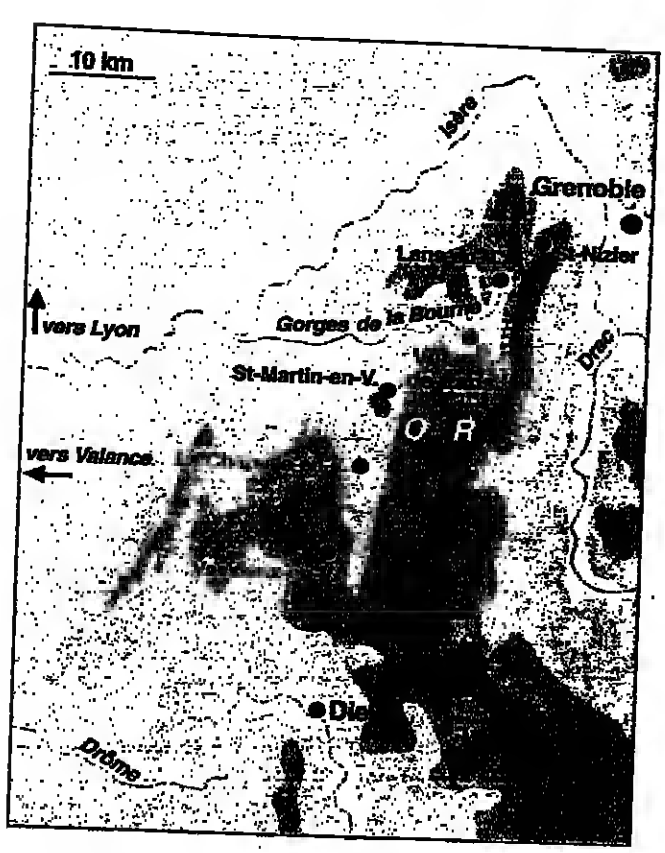
3) A propos de John Dos Passos et de 1919, par Jean-Paul Sartre, publié dans *Situations I*, Gallimard, 1947.

مركز الأخبار

SANS VISA

Le Monde • Samedi 16 janvier 1993 33

PARCOURS



Le Vercors, refuge de haut combat

Suite de la page 29

En réalité, en alertant les maquis sur tout le territoire français, les Alliés ont voulu faire croire aux Allemands que le débarquement de Normandie était une diversion, et que la principale opération se déroulerait ailleurs. Belle ruse, qui a permis à la Résistance de se préparer sur le terrain. Au point que dès le 10 juin le général Koenig, chef des FFI, enverra ce message aux maquis : « Freiner au maximum la guérilla. Impossible actuellement vous ravitailler en armes et munitions en quantité suffisante. »

Mais il est trop tard. « Le coup était parti. Les mesures de freinage n'ont guère joué et se sont même heurtées à une incompréhension à peu près totale des exécutants », écrit plus tard le général Koenig. Le drapier français flotta à Saint-Nizier, au-dessus de Grenoble, et les Allemands ne peuvent pas se passer l'apercevoir. Mais c'est l'euphorie sur le plateau. Quatre mille hommes sont peut-être rassemblés. Le 3 juillet, Chavaud prononce la « République du Vercors » ; au parade le 14 juillet, pour couronner une aussi belle journée, le ciel se couvre de corolles au-dessus de la caverne de Vassieux. Il s'agit de matériel. Ce sera le seul et unique parachutage allié. Le 21 juillet, à 7 heures du matin, au-dessus de Vassieux, des appareils apparaissent, mais ce sont ceux de la Luftwaffe, qui larguent des planeurs bourrés de soldats. Les 15 000 hommes du général Pflaum ont cerné le massif. Au nord, par la trouée de Saint-Nizier, qu'ils occupent déjà depuis le 15 juin, ils sont presque à Villard-de-Lans. Sur le versant est, par la vallée du Drac, au-dessus de la falaise étant trop abrupte, ils s'infiltrent par les cols, les « pas ». En trois jours, les 21, 22 et 23 juillet, c'est à laquelle Huet donne l'ordre de dispersion — mais des combats se dérouleront jusqu'en août, les maquisards cherchant à s'échapper du massif, — le sort du Vercors sera réglé. Tandis que Chavaud implore par radio d'une façon pathétique Alger et Londres, qu'il fait paraitre de « criminels et lâches » (4). Propos qui alimentent plus tard la polémique.

A Vassieux, le village a été martyrisé, hommes, femmes, enfants ont été massacrés. On a pendu des hommes, la tête en bas au-dessus d'une fourmilière, ou deux par deux pour qu'ils s'étranglent eux-mêmes. « Quand je suis arrivé dans le pays en octobre 1946, jeune instituteur avec mon épouse, le village était complètement détruit. Les enfants survivants étaient encore choqués, ils étaient couverts de gale, provoquée par la peur ; certains avaient été mis en



Joue, puis épargnés au blessés. Nous avons essayé de redonner vie à ce village. Les gens à présent parlent peu du passé. Ce sont des choses qu'on se refuse à dire par le langage », explique aujourd'hui le maire de Vassieux, Jacques Roux. A La Chapelle-ca-Vercors, seize otages furent fusillés le 26 juillet. Puis, le 27, ce fut le massacre de la grotte de la Luire, où l'hôpital installé à Saint-Martin avait été évacué. La cache découverte, les grands blessés furent achevés, puis, le lendemain, au village de Rausset, les autres, contraints de creuser leur tombe, furent fusillés, les infirmières déportées, deux des trois médecins, juifs, seront abattus par la Gestapo à Grenoble. L'assaut des Allemands se traduisit par environ 600 morts du côté des maquisards ; il y eut près de 200 victimes civiles, et peut-être une centaine de morts chez les Allemands — chiffres encore discutés aujourd'hui.

L'opération ayant été expéditive, malgré l'euphorie de la Libération, il y eut bien vite polémique. N'avait-on pas commis une erreur en concentrant autant d'hommes qui obligeaient l'ennemi à intervenir ? Les communistes ouvrirent le feu, disant que le Vercors avait été « trahi ». Dès le 27 juillet, Fernand Grenier, commissaire à l'air, un des deux « ministres » communistes du gouvernement provisoire de De Gaulle, accusa : « J'ai tout fait pour que nos ailes puissent aider ceux du Vercors et d'ailleurs... Malgré mes efforts, je n'ai pu vaincre l'attention, véritable crime contre la patrie. » La réplique de De Gaulle fut immédiate. Grenier fut sommé de démissionner, ou de publier un démenti. Ce qu'il fit.

Les historiens auraient plutôt tendance à croire aujourd'hui que le Vercors fut tout simplement « oublié » par les stratèges de la Libération. C'est la thèse notamment de Paul Dreyfus. Il semble que les états-majors alliés n'aient

jamais eu connaissance du « plan mantagnards ». Les généraux alliés, formés à la guerre conventionnelle, pouvaient-ils faire jouer un rôle essentiel à des maquisards, à des hommes de l'ombre ? La guérilla n'avait pas encore acquis ses lettres de noblesse. Il faudra l'Algérie, le Vietnam, l'Afghanistan, guerilles menées, par un curieux hasard de l'Histoire, contre d'anciens alliés, pour que cet art pourtant ancien de la guerre ne soit plus considéré comme un genre mineur.

Quant à De Gaulle, les Alliés, on le sait, n'avaient guère envie de l'écarter, et donc les généraux français, marqués par la défaite de 1940, encore moins. Ancien maquisard, retraité à La Chapelle-

en-Vercors, Paul Jansea affirme : « Résister, pour nous, c'était rebâtir le monde avec quelques mots simples, comme celui de liberté. Le Vercors n'a pas été une erreur, mais les Alliés n'ont pas saisi l'intérêt de la situation. Nous étions une goutte d'eau dans les projets de Churchill. Pendant cinq semaines, du 6 juin au 15 août, nous avons fixé quinze mille hommes. Notre sacrifice n'a pas été inutile. »

Il y a les iconoclastes, enfin, qui estiment que la Résistance dans le Vercors fut la victime de sa propre impétuosité. « Le maquis a manqué de chefs et de chaussures », amène certains. Le témoignage de Gilbert Joseph (5), ancien du maquis, a rien d'un récit hagiographique, et il peut faire naître de nombreuses interrogations. Et d'abord celle-ci : les quinze mille hommes du général Pflaum pouvaient-ils modifier le sort de la bataille de Normandie, quand on sait que les Alliés débarquèrent un million d'hommes ? Assurément non. Gilbert Joseph décrit longuement la « République du Vercors », l'insalubre de Huet et de ses état-major à Saint-Martin. Il y a là beaucoup trop d'officiers — mais Jean Prévoist n'en fait pas partie, — venus chercher leur revanche de 1940 en gants blancs et bandes malletières, hantant les « maquisards-damés » attachés à leur service. L'officier est redevenu le supérieur, et le maquisard forcément un subalterne. L'armée a rétabli ses usages, ses coquetteries, ses saluts, le doit sur la couture du pantalon, et ses corvées. Et aussi ses prisons. Nan

seulement pour les collaborateurs, mais aussi pour les étrangers, réfugiés pourtant depuis longtemps dans le Vercors, dont l'accent am reporté suffit à faire des suspects. Car, au fond, ces officiers veulent transformer ces maquisards primitifs et révoltés en bons et loyaux soldats. Et ils ne savent pas ce qu'est la guérilla, qui n'est pas enseignée dans les manuels militaires.

Pour ces officiers, qui sont issus de l'armistice, pense alors Gilbert Joseph dans son abrégé au fond des bois, il s'agit de se réhabiliter et de prendre une position avantageuse dans la surechère patriotique qui s'annonce, et de sacrifier l'efficacité de la guérilla immédiate à un rêve de grande bataille rangée qui permettra de tenir enfin la revanche.

Le maquis du Vercors, qui fut un échec, n'en resta pas moins le symbole de la Résistance. Le mythe se nourrit du faible et du tragique. Aragon l'a bien dit : « Raland salue du cor / C'est le temps des héros qui renait au Vercors. » L'ombre de Rancevaux plane sur le Vercors. Mais le drame du maquis et de la bataille, par la brutalité inhumaine de son dénouement, dépasse le cadre de l'Histoire. C'est ce que devrait traduire le futur « site national de la Résistance », dont l'inauguration prévue par le président de la République en juillet 1994 marquera le cinquantième anniversaire des combats. Le projet (25 millions de francs, apportés par l'Etat et les collectivités locales), dant la maîtrise d'ouvrage a été confiée au parc naturel régional du Vercors, sous la responsabilité d'un comité d'éthique composé d'associations et d'historiens, devrait s'appuyer sur les lieux de mémoire existants (la grotte de la Luire, la cour des fusillés de La Chapelle, le cimé-

tière de Vassieux) et un mémorial à bâtir (le col de la Chate, au-dessus de Vassieux, est le site retenu). Il faudra trouver une solution pour préserver les collections (objets, photos particulièrement dures) du musée privé de Vassieux, patiemment constitué par un ancien maquisard, Joseph La Picirella. Une fondation s'avère nécessaire pour prendre en charge l'ensemble de ce projet.

« Nous ne voulons pas faire un lieu du pardon. Mais nous ne voulons pas non plus donner des gages à la haine », explique Jean-Pierre Laurent, scénographe du projet. Nous voudrions montrer le cheminement de l'homme traqué, le « terroriste », et de celui qui le traque. Le maquis fait du civil non pas un soldat, mais un homme de combat, capable d'héroïsme, sans que cela soit obligatoire.

« La haine et le goût du massacre, ce sont des choses que nous portons en nous-mêmes. Nous pouvons nous-mêmes nous trouver en état de tortionnaires sans l'avoir voulu. L'homme est à la fois ombre et lumière, capable du meilleur comme du pire. Le massacre de Vassieux a été opéré par des troupes dites normales, qui faisaient du « nettoyage ». Nous aussi, nous avons eu les nôtres en Algérie, et les Américains au Vietnam, et les comportements n'ont pas été meilleurs. Au fond de nous-mêmes, nous avons la capacité d'être le maquis et aussi d'être l'anti-maquis. »

De notre envoyé spécial Régis Guyotat

(4) Les télégrammes du « dialogue Vercors-Alger » ont été publiés dans la Revue d'histoire de la seconde guerre mondiale, n° 49, 1983.
(5) Combattant du Vercors, de Gilbert Joseph, Fayard, 1972.

"LA PAUSE-BATEAU" VOUS CONNAISSEZ ?

Une croisière pour des vacances de rêve...

- 23 ans d'expérience de la croisière fluviale
- 16 bases d'opération sur les plus belles voies fluviales de territoire
- 11 régions navigables
- Des excursions d'une semaine ou 16 jours
- Plus de 400 bateaux entièrement équipés et aménagés tout confort
- Plus de 40 propositions d'itinéraires
- Et des possibilités infinies d'itinéraires à votre seule initiative

JOURNÉES PORTES OUVERTES
23-24 JANVIER 1993

QUIZTOUR
1931 GAMBELLAIRE
BASSE DE LA VUITE
75019 PARIS
TEL 42 40 81 81

VISITEZ NOTRE BATEAU LE CLASSIQUE

CROWN BLUE LINE

1^{er} Loueur de bateaux fluviaux en France
BP 21 140 / 91401 Coulbournay Cedex. Tél. 01 23 17 01 - Fax 01 23 33 02

CROISIÈRES CHANDRIS

Vacances d'Hiver ? Où partez-vous ?
**ANTILLES ? FLORIDE ? JAMAÏQUE ?
MEXIQUE ? VENEZUELA ?**

Quel que soit votre choix,
le soleil des Caraïbes vous y attend !
... à des prix très... très... compétitifs
(ex : à partir de 11 135 F, au départ de Paris*)
pour des croisières de 8, 11 et 12 jours d'île en île,
de plage en plage, sur la mer bleue et chaude des Caraïbes,
sous le signe de la fête, de la fraternité et de la découverte

Sans aucun engagement de votre part, demandez nos brochures 93
CROISIÈRES CHANDRIS - Lic 175521 - 35 rue Etienne Marcel 75001 Paris

Nom : _____ Prénom : _____
Adresse : _____
CP & Ville : _____

Bridge

n° 1519

UN BLUFF AUDACIEUX

C'est une ruse courante de jouer une couleur pour faire croire à l'adversaire qu'on y détient une certaine valeur, mais ce qui est plus rare c'est de pratiquer ce bluff quand l'adversaire a attaqué lui-même cette couleur pour y montrer sa force. Et pourtant, grâce à une telle ruse, le déclarant a gagné son contrat au cours d'un festival de l'Hôtel Monterey, sur la Costa Brava.

♠ V 4 2	♥ R 8 6 3 2	♦ 9 4 3	♣ V 6
♠ 8 3	♥ D 7 4	♦ R D 8 5	♣ 9 7 4
♠ A D 9 5	♥ A 5	♦ A V	♣ A 8 5 3 2
♠ R 10 7 6	♥ V 10	♦ 10 7 6 2	♣ R D 10

Ann. : N. don. Tous vuln.	♠ D 10 9 6 2	♥ 10 6 3	♦ 10 9 7	♣ 9 6
Ouest Nord Est Sud				
X. de Rosnay Y. Bouaziz				
— passe —				
— passe —				
— passe —				

Ouest ayant entamé le Roi de Carreau, grâce à quel stratagème Charles Bouaziz, en Sud, est-il arrivé à gagner TROIS SANS ATOUT ?

Réponse :

Sauf répartition miraculeuse, il était impossible de faire neuf levées contre toute défense. Mais, quand une situation est désespérée, la meilleure planche de salut est de tromper l'adversaire, et le déclarant, après avoir pris avec l'As de Carreau, a froidement joué son Valet de Carreau !

Convincer que Sud détenait A V 10 à Carreau, Ouest a laissé passer le 9 de Carreau, Ouest a laissé passer le Valet de Carreau !

Le déclarant s'est alors lancé dans l'affranchissement des Trèfles en jouant l'As et le 2 de Trèfle. Est a fait la Dame, mais il n'y avait déjà plus de moyen de battre le carreau ! En effet, si Est rejoue Carreau (pour faire deux levées dans la couleur), puis contre-attaque Cœur, Sud prendra avec l'As de Cœur et libérera ses Trèfles. Ensuite il montera au mort par le Roi de Cœur pour faire l'impossible à Pique et réaliser au total deux Carreaux, deux Cœurs, deux Piques et trois Trèfles.

En fait, Est, après avoir pris à Trèfle, a contre-attaqué Pique et le coup a été terminé.

LE COMBAT DES DEUX CHAMBRES

Parmi les jeux de l'esprit qui permettent de montrer une certaine image de la démocratie, on peut signaler les matches qui ont lieu régulièrement en Angleterre entre la Chambre des Lords et la Chambre des communes, et aussi ceux qui, en Amérique, opposent le Sénat à la Chambre des représentants. Un exemple que les Français devraient suivre !

Voici une donne du match victorieux des « représentants » contre les « sénateurs ». A l'analyse, Truscott, le chroniqueur du *New York Times*, a discrètement montré que les deux déclarants (même celui qui avait gagné 3 SA) n'avaient pas bien joué. Essayez comme lui de trouver la meilleure ligne de jeu.

♠ 7 5 4	♥ 7 5 4 3	♦ 7 5 4 3	♣ 7 5 4 3
♠ 10 9 6 2	♥ 10 6 3	♦ 10 9 7	♣ 9 6
♠ 10 9 6 2	♥ 10 6 3	♦ 10 9 7	♣ 9 6
♠ 10 9 6 2	♥ 10 6 3	♦ 10 9 7	♣ 9 6

Ann. : O. don. Pers. vuln.

Ouest Nord Est Sud

— passe —

— passe —

— passe —

Ouest ayant entamé le Roi de Carreau, grâce à quel stratagème Charles Bouaziz, en Sud, est-il arrivé à gagner TROIS SANS ATOUT contre toute défense ?

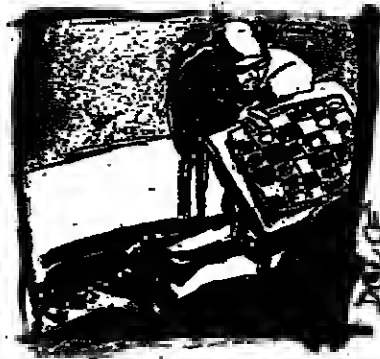
Note sur les enchères

L'ouverture de « 3 SA » aurait été correcte autrefois, mais aujourd'hui il suffit d'ouvrir de « 2 Trèfles » (forçant de manche) et de faire au tour suivant la redemande de « 2 SA » qui promet au moins 24 points d'honneur et une distribution régulière.

LE CHAMPIONNAT D'EUROPE

Le Championnat d'Europe par équipes de quatre open et dames aura lieu cette année en France à Menton du 12 au 26 juin. Une trentaine de pays devraient y participer.

Philippe Brugno



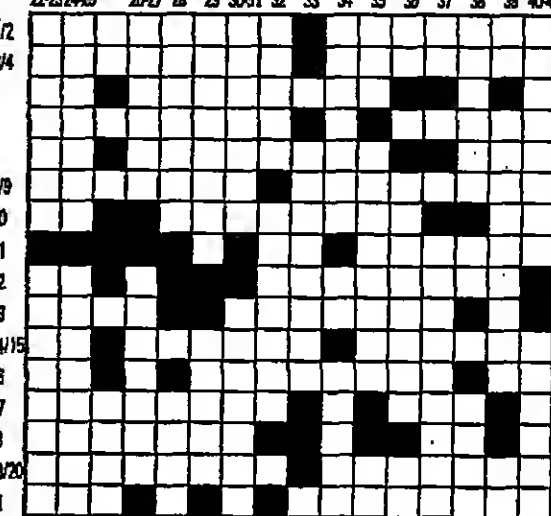
Anacroisés

n° 750

Les anacroisés sont des mots croisés dans les lettres de mots à trouver.

Les chiffres qui suivent indiquent le nombre de lettres de chaque mot.

Comme au Scrabble, on peut composer tous les mots figurant dans l'Officiel de Scrabble (Larousse).



HORIZONTALEMENT

1. CDEEIMOS. - 2. EENOPTT. - 3. CEEIIMNN. - 4. EEHINT. - 5. ACEEILN. - 6. AOEELNN. - 7. EEISSSTV. - 8. EEHIRT. - 9. EINORSTU. - 10. CEEERST. - 11. EEHIRT. - 12. AEGNLTU. - 13. AAEENR. - 14. GLOPR. - 15. EEIQTU. - 16. ACEENST. - 17. COELOOSU. - 18. AAEELR. - 19. EEHIRT. - 20. BEEHIRT. - 21. DEENRTU.

VERTICALEMENT

22. ACEELN. - 23. CCCE. - 24. AAIMNOS. - 25. AEILOTT. - 26. EELNV. - 27. DEELOPR. - 28. ADEELR. - 29. CEHINTZ. - 30. CDEEIS. - 31. ADCFLR. - 32. GINORST. - 33. AEEGLST. - 34. EENPRRU. - 35. ACEEGHSS. - 36. EEEINRTT. - 37. AAEHIRT. - 38. EINOTT. - 39. ADEENQSTU. - 40. DEENOSZ. - 41. EEEETT.

SOLUTION DU N° 749

1. ACROBATE (CAROTERA). - 2. ACABITS. - 3. EROTISES (SEROSITE, SIROTES). - 4. HALOGENE. - 5. INCONNU. - 6. ATERJEN, se dit du premier stade de la préhistoire (ARETINE...). - 7. SAMOYEDE. - 8. QUESACO (COSACQUE). - 9. VEUSE (ENSUVE). - 10. ENTURES (NEUTRES...). - 11. ARGYROIS. - 12. CAECAL. - 13. TIEDASSES (EDTASSES). - 14. REVIVALS. - 15. EMOTIVES (MOTIVEES...). - 16. AUDOISE. - 17. VINERA (ARVINE). - 18. DITONS (MITONS). - 19. AIREES (ARISEE). - 20. TRESSEE (RESTES, STERES, TESSER, TERSES). - 21. TERKATES (STATERES...). - 22. ADHESIVE. - 23. ACHVAT. - 24. AVINERA. - 25. RALEMENT (LAMENT, LAMER, LAMER, LAMER). - 26. GERONTE. - 27. EUMYCETE. - 28. BEGAYEUR. - 29. RAVIRAS (ARRIVAS). - 30. ARENEUSE. - 31. OLIVALE. - 32. ETIETE. - 33. ASTASIE (ASIASIE). - 34. ASIARQUE (SAQUIERAI). - 35. MESASIE (EMIASSE, ESSAIME). - 36. CENTAURE. - 37. ASCETES (SETACES). - 38. EPANDONS. - 39. ELISION. - 40. IONISAT. - 41. SAIST (SATIS, TISSAI). - 42. CAUSSE (CAUSES, SAUCES). - 43. SAUMONS (MAUSONS). - 44. ASCESES (CASSEES).

Michel Charlemagne et Michel Duguet

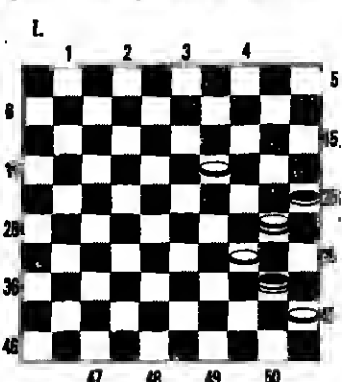
Dames

n° 448

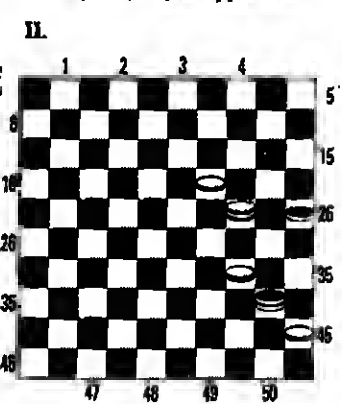
LE COIN DU DÉBUTANT

La dame noire attaque

Deux exemples très simples de gain sur attaque de la dame noire.



Les Blancs jouent et gagnent. SOLUTION : 34-29 (25 x 14) [prise majoritaire prioritaire] 45 x 34, etc., + par opposition.



Les Blancs jouent et gagnent. SOLUTION : 34-30 (25 x 34) 24-30 (34 x 25) 45 x 34, +.



Les Blancs jouent et gagnent. Solution dans la prochaine chronique.

Les Blancs jouent et gagnent comme suit : 23-17 (11 x 22) 27 x 18 (16 x 36) 39-33 (13 x 22) 35-30 (24 x 44) 33 x 11 [première rafle] (6 x 17) 43-39 (44 x 33) 39 x 71, + [Deuxième rafle et passage à dame].

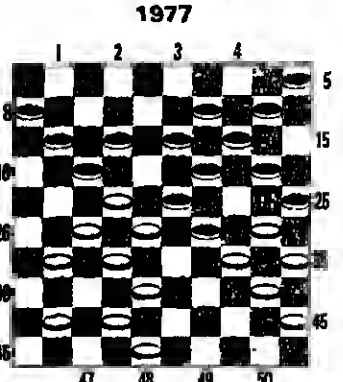
SOLUTION DU PROBLÈME n° 447

E. GOESSENS (1947)

Blancs : pions à 28, 29, 30, 33, 34, 37, 47, 50.
Noirs : pions à 8, 11, 14, 17, 18, 19, 21, 25, 26.
37-31 (26 x 37) 47-41 (37 x 46) 50-45 (46 x 23) 29-24 (23 x 40) 24 x 2 (25 x 34) 2 x 22 (17 x 39) 45 x 431, +.

PROBLÈME n° 448

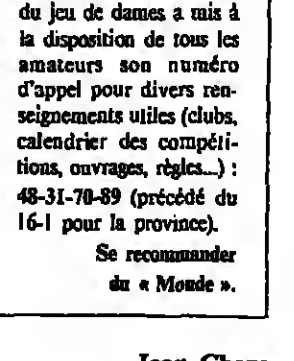
B. FEDOROW

1^{er} PRIZ, Suikertournnoi 1977

Les Blancs jouent et gagnent. Solution dans la prochaine chronique.

L'UNIVERS MAGIQUE

Championnat d'URSS, 1977. Combinaison de gain exécutée par le maître international KORENEVSKI face au maître RISKOV.

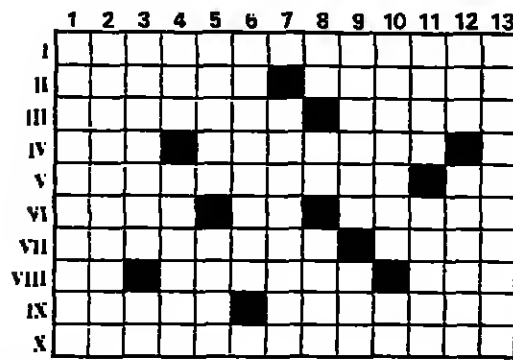


Le nouveau comité directeur de la Fédération du jeu de dames a mis à la disposition de tous les amateurs son numéro d'appel pour divers renseignements utiles (clubs, calendrier des compétitions, ouvrages, règles...) : 48-31-70-89 (précédé du 161 pour la province).
Se recommander au « Monde ».

Jean Chaze

Mots croisés

n° 749



HORIZONTALEMENT

1. Donne des nouvelles - II. Réduire à rien. Se porte en bleu - III. Dépôt. Pas faciles à déclencher chez certains. - IV. Passif. On la dit souvent significative. - V. Passif. Article. - VI. Prussienne. Pronom. Fromage blanc. - VII. Se voit dans la soie. On l'utilise. - VIII. En train. Mémoire du tissage. Pouvoir. - IX. Dans la famille. Bretonne. - X. Réflexion.

VERTICALEMENT

1. A maté une sédition. - 2. Chez elle après Maastricht. - 3. Soignent la finition. Fait pour l'employeur. - 4. Direction. On la dit rondelette. - 5. Toujours là malgré de Gaulle. Scandale. - 6. Déplaisantes en chambre. - 7. Va de son côté. - 8. Note inversée. N'a rien de positif. Se déchaîne, hélas ! dans le bon sens. - 9. Saisis. Change de place. - 10. Vieux bateaux. Conjonction. - 11. Pour

Maastricht. Administration. - 12. Indien. Bon ou mauvais selon sa confession. - 13. Agissent avec la défiance voulue.

SOLUTION DU N° 748

Horizontalement

1. Moralisteurs. - II. Opérant. Impôt. - III. Gave. Cerne. Tu. - IV. Alinéa. Atré. - V. Dires. Crainte. - VI. Inespéré. Turf. - VII. Sem. Eloufa. AA. - VIII. Etré. Phi. - IX. Innée. Hantait. - X. Outrecoûdants.

Verticalement

1. Mogadiscio. - 2. Opaline. Nu. - 3. Revirement. - 4. Arènes. Ter. - 5. La. Espère. - 6. Inca. Bé. - 7. Sic. Crochu. - 8. Radifini. - 9. Tinta. Fond. - 10. Émirite. Ta. - 11. Up. Enu. Pan. - 12. Rôt. Trahit. - 13. Suppléants.

François Dorlet

Echecs

n° 1522

CHAMPIONNAT D'EUROPE PAR ÉQUIPES

Delfzen, 1992.

Blancs : W. Kramnik (Russie).
Noirs : S. Lputian (Arménie).
Gambit D.

1. d4	46 (g)	14. C5	C6 (m)
2. c4	C6	15. Fd2	Fd7
3. Cc3	45 (g)	16. Fb1 ? (a)	Fd8
4. Cg5	47	17. d5 ? (b)	Td8
5. Fd4 (g)	44 (g)	18. Td4 !	Rd8
6. d3	45 (g)	19. d4	Td4
7. Dc2	Cd7	20. Td4	Dd6
8. b3 (i)	46 (g)	21. Cb4 (i)	g6
9. Td1 (i)	47	22. Cg5	Fg6
10. a3	47 (g)	23. Dc5	Td6
11. Fd4	Cd5 (i)	24. Fd3 !	Rd7 (g)
12. d4 ? (g)	Cd4	25. Fd6	Td8
13. d4 (g)	Dd7	26. Cd7 ? (i) (a) (b)	

NOTES

- a) Invitant les Blancs à entrer dans une partie française par 2. d4.
- b) Délaissant la défense ouest-indienne (3... b6) pour un gambit D.

g) Une variante moins souvent jouée que la continuation principale 5. Fg5 mais assez en vogue depuis quelques années. On peut aussi rencontrer le développement du F-D en f4 sous une autre forme, après l'échange des pions c4-c3.

h) Ou 5... g6, 6. d3, Cb7 : 7. b3, 0-0, 8. a3, b6 : 9. cxd5, Cd5 : 10. Cxd5, e6 : 11. Fd3, g5 : 12. dxc4, bxc4 : 13. 0-0, Dd6 ! comme dans la partie Lputian - A. Petrossian de l'Open de Delfzen, 1992, dans laquelle les Blancs récupèrent la case d4 par le sacrifice de pion 14. b4.

i) A ce coup on peut aussi jouer : 1. d4, 2. c4, 3. Cc3, 4. Cg5, 5. Fd4, 6. d3, 7. Dc2, 8. b3, 9. Td1, 10. a3, 11. Fd4, 12. d4 ? (g), 13. d4 (g).

j) Afin de donner au F-D une case de fuite en cas d'attaque, mais aussi afin d'empêcher que les Noirs prennent le pion g4, après quoi le F-R se développera sans perdre de temps.

k) Dans la partie Belavsky-Speelman (Linares, 1991), la guerre des nerfs se poursuivait autrement : 8... Td8, 9. a3, Cb8 : 10. Fd3, dxc4 : 11. Fxc4, Cd5 : 12. Fd2.

l) Ou 9. a3.

m) Les Noirs renoncent à cet affranchissement et permettent au F-R de se développer sans perdre de temps, car, après 11. Fd4, Cd5, le F-D devra perdre un temps pour se réfugier en f2.

n) A noter l'utilité de la T-D en d1 : la libération classique 11... b5 ; 12. Fd3, g5 est difficile car, après 13. dxc4, Fxc4 : 14. Fd4, Cxd4 : 15. Cxd4, les Noirs ont quelques problèmes ; par exemple, si 15... Fd7 : 16. Fd7, Dd8 : 17. Cd6, Fxd6 : 18. Fxd6 avec gain de la qualité ; si 15... Dd6 : 16. Txd7 ; si 15... Fb6 : 16. Cg5.

o) Et non 12. Fd2, Dd5 !

p) Au prix de la paire de F et d'un pion doublé, les Blancs ont obtenu un

fort avant-poste en d5 ; en outre, le Fg8 aura du mal à jouer un rôle actif.

q) Le Cg5 est un géant imprenable. Après 14... Cd5 ? : 15. b6, b5 : 16. Fd2, Fb7 : 17. Fb1, g6 : 18. Td3 et 19. Tg3, l'attaque des Blancs est irrésistible.

r) Le Cb6, seul, empêche le mat en h7.

s) A première vue, une curieuse idée, mais les Noirs prévoient qu'ils seront tôt ou tard obligés de jouer g7-g6 et parent ainsi un sacrifice comme Cg6. Sur le coup naturel 16... Ta-g8, l'avance 17. g4 ! donne un gain facile aux Blancs : si 17... g6 : 18. Cg6 et si 17... f5-d8 : 18. g5 !

t) 17. Cg4 est faible : 17... g6 : 18. Cxb6, Rg7 : 19. Cg4, Cg4 : 20. bxc4, Dd4. La magnifique rupture 17... d5 ! est décisive dans toutes les variantes : si 17... dxc5 : 18. Cxd5 et les Noirs peuvent abandonner ; si 17... Cxd5 : 18. Dd7 mat ; si 17... cxd5 : 18. Cxd5, Dd2 : 19. Cxd7+ ! un joli coup intermédiaire (zwischenzug ou in-between move), Rb8 : 20. Fxc2, Fb5 : 21. Tf4, 1a-d8 (et non 21... Tf-d8) : 22. Cxd7 mat ! 22. Cg6+, Fg6 : 23. Cg6+ et 24. Cb8.

u) Menace 22. Cxd6 et 23. Dd7 mat.

v) Menace 23. Cg6+ et 23. Cxd6.

w) Une faute qui perd le pion e6, mais de toute façon la partie des Noirs est intenable : si 24... Dc8 : 25. Dd7 et si 24... Ff7 : 25. Dc3 ! Rg7 : 26. Cd7 !

x) Le coup de grâce.

y) Si 26... Cd7 : 27. Txd7, Fxd7 : 28. Dd7+, Rb8 : 29. Dxd8+, Rb7 : 30. Dg8 mat. Si 26... Fxd7 : 27. Dd7+.

SOLUTION

DE L'ÉTUDE N° 1521

S. KAMINER (1927)

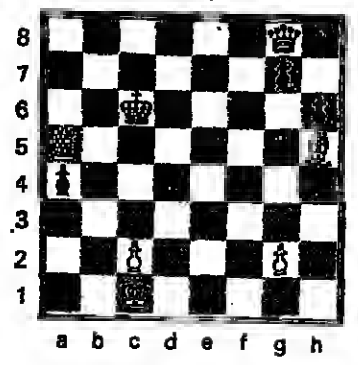
(Blancs : Rh5, Fa2, Cg5 et h8, P66. Noirs : Rd4, Cc3 et f8, Pd2.)

1. Cc3+, Rg3 : 2. d7, Cd7 (après 2... d1-d3 : 3. ecd3-d4, les Blancs gagnent) ; 3. Cxd2, Cc5 (si 3... Rxd2 : 4. Rg5) ; 4. Cb4+, Rd4 : 5. e8-c8, Rxd4 ; 6. Fb1+, Rb5 (si 6... Rf4 : 7. Cg6+) ; 7. Cg6+, Rb6 : 8. Fd2 mat !

ÉTUDE N° 1522

H. RINCK

(1903)



Blancs (5) : Rg1, Ta5, Fh5, Pc2, g2.
Noirs (5) : Rg6, Dg8, Pa4, g7, h6.
Les Blancs jouent et gagnent.

Clande Lemoine

مكتبة الامم المتحدة

شعاع الشمس

Dames

Défense du fruit défendu!

DÉFENDU au premier homme! Encore faut-il préciser que pour les hindous, Eve tendit plus symboliquement une banane au malheureux Adam, que certains chercheurs estiment qu'il s'agissait d'un abricot, et qu'en Méditerranée d'aucuns parlent de la pomme d'amour (*pomodor*), c'est-à-dire de la tomate!

Quoi qu'il en soit, la pomme est devenue un fruit « permanent » et plus consommé en France que tout autre! C'est au mépris de la qualité car, ici comme ailleurs, la productivité prime le reste. Certes, les cultivateurs-récoltants vous diront que « choisir de privilégier la qualité, c'est s'imposer de considérables contraintes ». L'INAO n'est-elle pas responsable, qui a encouragé, après la dernière guerre, l'invasion des races bâtarde, la golden en premier lieu qui, les diététiciens sont formels, n'apporte que 4 milligrammes de vitamine C aux 100 grammes, alors que la

calville, les reinettes, par exemple, en offrent 20 milligrammes. Mais ce n'est point seulement cela! Hors saison les fruits sont importés, les pommes comme les autres, d'où des fruits cueillis avant maturité, usés par un long temps de voyage, de chair fade, sion douteuse.

C'est dommage, car la pomme peut être admirable de goût comme de prestation. N'est-ce point en l'an 1630 déjà qu'un médecin, Hyacintus Bock, pouvait écrire: « Les pommes servent dans la cuisine et dans la pharmacie »? La pectine qu'elles contiennent est providentielle au transit intestinal.

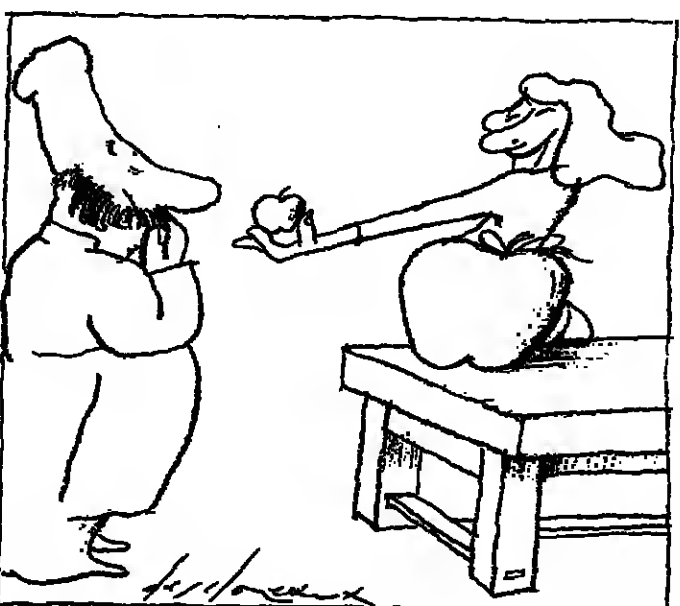
Et comme si nous n'avions pas nos vieilles espèces, bien que les uces soient élevées « à la corde » en Méditerranée et les autres dans les rias de l'Atlantique. A l'attention des crûchervistes: la conchyliculture est la production de différents coquillages; l'une de ses branches est la mytiliculture, ou culture des moules. En Normandie, du côté d'Isigny, on trouve que les deux, avec tructeurs, chiens courants, grands vents et « bouchots » en plastique inaltérable, avec allégresse, les pieds dans l'eau. Sacré métier!

La France produit 50 000 tonnes de moules, qui ne suffisent pas à la consommation de plats très populaires. On importe le reste - 35 000 tonnes - d'Espagne et surtout de Zélande. La culture à plat dans les parcs est le propre de la Hollande. Les moules sont posées sur le fond marin, dur et abrité du ressac. Il faut travailler constamment pour maintenir ce dispositif. Cette culture est pratiquée à faible profondeur, et le ramassage se fait à la marée basse. Le naissain est apporté de bancs naturels extérieurs. Il est alors nécessaire de prévoir, comme pour les huîtres, des bassins d'eau claire, pour le dégoût. Les moules baignent, dit-on, à l'heure des marées et elles perdent leur eau, loin des flots rapides qui les ont vu naître. En Belgique, faute d'huîtres d'Ostende, on consomme de superbes moules parquées crues, arrosées de vinaigre ou d'un jus de citron, du côté de Zeebrugge, et de son fameux marché à poisson, ainsi que du fruit de rais « en caviar », dans quelque *waterput* (vivier).

Au cœur du vieux Bruxelles, chez Léon (18, rue des Bouchers), où la famille Vanlancker fête cette année le centenaire de la création en 1893, ou bien aux armées de Bruxelles (an n° 13 de la même rue), nous nous régalerons de la casserole de moules marinières, cuites dans leur jus, avec céleri et persil.

Mais aussi déjà il encense des pommes à cidre, différentes des pommes fruits, à déguster nature ou cuisinées. Parmi les pommes à couteau bien de chez nous, la reine des reinettes et les calvilles (aux côtes marquées au niveau du collet et qui peuvent être blanches ou rouges). Ces dernières, pratiquement disparues au bénéfice de l'insignifiante golden, de la granny smith, de la belle-dobosk, de la starting et autres. Plus rentables?

Le pomme (qui, croquée nature, est un excellent coupe-faim) est, cuisinée, surtout comptée comme dessert: en confiture, en compote, en tarte (dont la fameuse Tatin, figurant souvent sur les cartes mais souvent, aussi, mal imitée, lorsque ce n'est pas réchauffée, ce qui est une grave erreur!), en gâteaux divers (des bourdelots normands aux crâpauls du Morvan, des flammes du pays de Brillat-Savarin à la rabote picarde, etc.). Mais elle peut, en fille d'Eve, séduire bien



des gourmets en d'autres plats salés: avec le gibier (cuisson de chevreuil aux pommes), les poissons (filet de saumon aux reinettes), les viandes et volailles. J'ai gardé d'un passage déjà lointain à Rouen le souvenir d'un « poulet bonhomme normand » (c'était le crois bien au restaurant de l'Hôtel de Dieppe). Farci de veau et de lard, une pointe

d'échalote, fines herbes ciselées, truffé, piqué de lard fin, ledit poulet est rôti au four et servi sur un plat de reinettes sautées au beurre, le tout arrosé d'un verre de calvados.

Les Alsaciens n'hésitent point à servir des pâtes (marconis courts par exemple) avec des pommes tranchées et cuites en poêle, j'ai mangé en Auvergne un plat sor-

tant du four et composé en alternance de feuilles de chou blanches et de tranches de pommes, le tout mûonné à l'huile et chapeluré. Et dans le Sud-Ouest, le ragout d'oie est souvent escorté de pommes cuites avec l'animal, le tout légèrement papriké.

J'ai gardé pour la fin... de l'appétit et la fin du repas ce dessert proposé par Paul Reboux (un restaurateur avisé le devrait bien mettre à sa carte!): une compote de pomme classique parfumée de zestes d'orange et à laquelle on mêle une pomme crue détaillée en dés minuscules. Avec un coup de cidre, c'est divin! Mais, attention, pas une golden!

Et si vous craignez de grossir en mangeant trop de pain, sachez qu'une pomme peut être l'accompagnement idéal des fromages. Les restaurateurs devraient bien offrir ainsi une reinette avec le plateau!

La Reynière

MARIAGE
Moules & Frites

La moule n'apparaît dans les éphémérides gourmandes qu'au XIII^e siècle, en l'an 1235. Les innombrables coquilles trouvées sur des sites archéologiques de la colonisation grecque et romaine attestent pourtant que les Anciens en étaient friands. Selon Plinius, la moule lève la gorge; c'est pourquoi sans doute qu'elle servait autrefois « à la toux », c'est-à-dire à volonté, jusqu'à ce que l'oux s'ensuive. L'irlandais Patrick Walton fit naufrage avec un carquois de moutons, qu'il perdit au large des côtes charentaises, dans la baie d'Aiguillon, devant Esmendes. Il inventa, pour survivre, de tendre des perches et des pieux afin d'attraper les oiseaux de mer. Perches et pieux se couvrirent de moules sauvages. Les pieux furent reliés par des fascines de tamaris. Les bouchots étaient nés. Les moules « de bouchot » sont issues de ces côtes; elles acquièrent une saveur inégale. Le banc d'Aiguillon reste, avec ses 600 km de « bouchots », un des principaux centres mytilicoles de France. La moule est un mollusc bivalve. Les deux parties de la coquille sont retenues entre elles par un ligament et deux muscles adducteurs servent à la refermer. L'enveloppe charnue succulente, ou manteau un peu jaune, sécrète la coquille. Le pied produit des filaments de byssus, grâce auquel la moule vit accrochée; elle se déplace d'ailleurs comme les alpinistes, avec cordes et pitons. La moule, parfaite créature écologique, se nourrit d'algues microscopiques. Pour ce faire, elle filtre de 8 à 40 litres d'eau par heure. Cette buveuse d'eau salée est donc la providence des amateurs de muscadet et de bière.

On distingue la moule barbu, au naturel sauvage, la moule de Provence - *mytilus galloprovincialis*, s'il en existe encore - et la moule commune (*mytilus edulis*), qui fait notre bonheur. Les moules de

Bouzigues et les moules d'Espagne sont de la même espèce, bien que les uces soient élevées « à la corde » en Méditerranée et les autres dans les rias de l'Atlantique. A l'attention des crûchervistes: la conchyliculture est la production de différents coquillages; l'une de ses branches est la mytiliculture, ou culture des moules. En Normandie, du côté d'Isigny, on trouve que les deux, avec tructeurs, chiens courants, grands vents et « bouchots » en plastique inaltérable, avec allégresse, les pieds dans l'eau. Sacré métier!

La France produit 50 000 tonnes de moules, qui ne suffisent pas à la consommation de plats très populaires. On importe le reste - 35 000 tonnes - d'Espagne et surtout de Zélande. La culture à plat dans les parcs est le propre de la Hollande. Les moules sont posées sur le fond marin, dur et abrité du ressac. Il faut travailler constamment pour maintenir ce dispositif. Cette culture est pratiquée à faible profondeur, et le ramassage se fait à la marée basse. Le naissain est apporté de bancs naturels extérieurs. Il est alors nécessaire de prévoir, comme pour les huîtres, des bassins d'eau claire, pour le dégoût. Les moules baignent, dit-on, à l'heure des marées et elles perdent leur eau, loin des flots rapides qui les ont vu naître. En Belgique, faute d'huîtres d'Ostende, on consomme de superbes moules parquées crues, arrosées de vinaigre ou d'un jus de citron, du côté de Zeebrugge, et de son fameux marché à poisson, ainsi que du fruit de rais « en caviar », dans quelque *waterput* (vivier).

Au cœur du vieux Bruxelles, chez Léon (18, rue des Bouchers), où la famille Vanlancker fête cette année le centenaire de la création en 1893, ou bien aux armées de Bruxelles (an n° 13 de la même rue), nous nous régalerons de la casserole de moules marinières, cuites dans leur jus, avec céleri et persil.

La casserole exprime un parfum aux rémanences proustiennes, autrement plus puissant que celui de la petite madeline, ou du spéculoos. En savourant une bière Duvel: « Je connais des gens, qui, avec les moules marinières mangées avec des pommes de terre frites, font un repas délectable », nous dit le barde wallon Maurice des Ombiaux, gourmet autrefois réputé - il fut « prince des gastronomes », - poète apprécié, et auteur de *Namur*, la *Gallarde*. Plus loin, plus haut, dans la petite ville de Philippi, aux marches de la Hollande, on mange la moule décortiquée, conservée en marinade, dans de petits bocaux qui voisinent avec le harang frais (*maaijes*) et l'exquise anguille fumée (*gerookte paling*). C'est déjà la cuisine du Septentrion.

A Paris, où décidément les restaurants à succursales multiples font florès, il sera difficile d'échapper à Léon de Bruxelles (63, Champ-Elysées, 8; 120, rue Rambuteau, 1; 1, place Pigalle, 9; et 8, place de la République, 10). Moules et frites figurent en abondance sur une belle carte bruxelloise; mais l'immuable chéri du Nord fait défaut, les moules paraissent en latex et les frites sont des plus incertaines. Cela d'empêche pas le succès de ces établissements « franchisés », qui devraient s'astreindre précisément à plus de franchise dans le traitement des produits. Et prendre exemple, à Bruges, sur les moules et frites servis dans une sympathique gaucette - Mossien Kelder - située en face de l'hôtel Croix de Bourgogne: Cave aux moules, la bien nommée.

Jean-Claude Ribaut

► On pourra utilement consulter les *Recettes de moules* publiées par Jacques Bideau aux éditions Rupailé, La Rochelle, 1983.

Semaine gourmande

Lous Landes

L'abondance des nouveautés gourmandes, peut-être aussi l'accoutumance de la toujours même satisfaction, font que l'on oublie quelques grandes petites maisons, comme, par exemple, cet élégant restaurant sud-ouestiste dont la qualité ne se dément point. Hervé Rumen est chef de qualité, et son épouse, uce hôtesse de charme. Alors? Alors on se régala du cassoulet que Gault-Millau cite comme l'un des meilleurs de Paris, des foies gras « nature » ou farcis, le pigeon de la viennaise de Landes, du magret au sel de Guérande, des confits, mais aussi, Hervé étant d'origine bretonne, d'excellents poissons: la viennaise de barbu, les langoustes, sans oublier la matelote d'anguilles au vin du pays d'Oc. Superbe cave, du reste, notamment de vins de Bordeaux et du « pays ». Décor charmant, aux murs tendus d'un tissu évoquant les plumes des oiseaux de la carte. A celle-ci comptez 350 F à 400 F, avec un menu à 295 F de qualité.

► Lous Landes, 157, avenue du Maine, Paris-14^e. Tél.: 45-43-08-04. Fermé samedi midi et dimanche. A.E.-D.C.-C.B.

Gérard Faucher

Cuisine inventive, a-t-on écrit à son propos. Mais cuisine solide et sage aussi que celle de Gérard, bien installée à présent sur la rive droite. Et le sourire d'accueil de Nicole donne encore plus de relief à ce mille-feuille d'épiciers et de bœuf cru ou à l'agneau aux aubergines et jus d'ancrois. Sans oublier les truffes, triomphantes et dont il joue avec habileté. Belle cave. Menus à 180 F (dégusters) et 390 F, et carte à compter de 450 F à 550 F.

► Gérard Faucher, 123, avenue de Wagram, Paris-17^e. Tél.: 42-27-61-50. Fermé samedi midi. Voiturier. A.E.-C.B.

Les Bruyères à Bois-Colombes

Cette enseigne n'est pas à Bécon-les-Bruyères, mais à Bois-Colombes. Aussi bien, la rue traversée, le trottoir devient celui de Courbevoie et si l'on continue de quelque cent mètres, nous voici à La Garenne-Colombes. Entourant les usines Hispano Suiza, ce qui anime le coin aux déjeuners et le laisse à découvrir le soir.

Ce sera bonne découverte que la cuisine et les cartes de Maurice Somville et sa femme Martine, d'origine lyonnaise (ne nous étonnons pas de retrouver sur la carte, avec le beaujolais nouveau inévitable, le « tablier de sapeur »!). Un menu donc à 100 F (une entrée, un plat, un dessert; ce jour-là le caviar lyonnais (salade

de lentilles), du bœuf bourguignon et une tarte aux pommes. Un menu à 135 F (grands choix d'entrées, plats et desserts, et changeant chaque jour), et la carte: compter 250 F environ si vous attaquez le foie gras, les œufs Boileidieu, la lotte au brouilly, le Rossini. Belle petite cave à prix boocotes, et le

soir, sur commande, une bouillabaisse (200 F) qui vaut les quelques kilomètres depuis la porte Champerret ou de Neuilly.

► Les Bruyères, 76, rue Faidherbe, à Bois-Colombes (92270). Tél.: 42-42-28-58. Fermé dimanche soir et lundi, Salon: 35 couverts.

VACANCES-VOYAGES

HÔTELS	
Côte d'Azur NICE HÔTEL VICTORIA*** 33, boulevard Victor-Hugo 06000 NICE - Tél.: 93-88-39-60. Plein centre-ville, calme. Petit parking, grand jardin, chambres TV couleur, clim., Téléphone direct, minibar. Côte basque HÔTEL DE CHIBERTA ET DU GOLF*** (3 km de Biarritz) La « forme » de l'océan et le calme de la forêt de pins Séjour en chambre et confort balcon, jardin (tél. direct, TV Canal +). HIVER 92/93 ***** EN FORMULE HÔTEL: Forfait 7 nuits et petits déj. + 6 « petits déj. » (Chiberta Biarritz-Hossegor-La Nivelle Seignosse-Arcangues). Prix par pers. en ch. double: à partir de 2 775 F. ***** Supplément 1/2 pension 700 F/personne par semaine. ***** EN FORMULE RÉSIDENCE-HÔTEL: Séjour semaine pour 1 ou 2 personnes: 1 575 F. Supplément Thalasso: Aux Thermes Marins de Biarritz à partir de 1 700 F (semaine). ***** - Service de plateaux-repas, le soir. - Navette Thermes Marins. 104, boulevard des Plages, 64000 ANGLET. Tél. Réser.: 59-52-15-16. Fax: 59-52-11-23. Montagne 05350 SAINT-VÉRAN (Hautes-Alpes, parc rég. du Queyras) 2 040 m, site classé du XVIII ^e siècle Été-hiver, plus haute comm. d'Europe 2 hôtels 2 étoiles Logis de France Ski de fond, piste, promenade. Meublés, chambres studios, chambres, 1/2 pens., pens. complète, séj. libres. HÔTEL LE VILLARD*** Tél.: 92-45-82-08 et l'HÔTEL LE BEAUREGARD** Tél.: 92-45-82-62. FAX: 92-45-80-10.	Paris SORBONNE HÔTEL DIANA** 73, rue Saint-Jacques Chambres avec bains, w.c. Tél. direct, TV couleur, De 300 F à 450 F Fax: 46-34-31-31 (Chiberta Biarritz-Hossegor-La Nivelle Seignosse-Arcangues). Tél.: 43-54-92-55. Provence ROUSSILLON, 84220 GORDES MAS DE GARRIGON*** RELAIS DU SILENCE Votre fugue d'hiver dans le petit hôtel de charme du LUBERON. FORFAIT SEMAINE EN 1/2 PENSION 3 300 F par personne en CHAMBRE DOUBLE. Tél.: 90-05-63-22 - Fax: 90-05-70-01 Sud-Ouest PÉRIGORD-DORDOGNE AUBERGE LA CLÉ DES CHAMPS ***** LOGIS DE FRANCE TENNIS - PISCINE CHAUFFÉE 24550 VILLEFRANCHE-DU-PÉRIGORD. Tél.: 53-29-95-94 - Fax: 53-28-42-96. Autriche OSTTYROL - LIENZ Séjour en famille Jeunes de 7 à 18 ans. Sports d'hiver, pratique de l'allemand, vie familiale et scolaire du 15-02 au 27-03-93. TOUT COMPRIS 5 200 FF Association: EUROPE RENCONTRES ECHANGES Tél.: 43-38-98-51 Suisse 3920 ZERMATT-VALAIS-SUISSE Hôtel HOLIDAY 60 lits, situation tranquille et ensoleillée, à proximité du funiculaire Sunnegga. Chambres avec balcon - cuisinette - bar - bain - w.c. - radio - téléphone - TV. Hall d'accueil avec bar. Restauration. Entrée gratuite dans une piscine couverte. Prix spéciaux en janvier, dès 85 FF (car. 329 FF) en demi-pension. Téléphone: 1941/28/67 12 03. famille R. Perren, Fax 1941/28/67 50 14.

TOURISME
Traversée des Vosges, du Jura ou de la Forêt-Noire à skis de fond ou à raquettes.
VOSGES EVASION
Tél.: 29-83-17-50
10, rue du 152^e R.I.
88400 GÉRARDMER

la Taverne
L'Ambassade d'Alsace des grands boulevards.
24 Bd des Italiens, Paris 9^e
Tél.: 47.70.16.64
Jusqu'au 31 janvier 1993 son Homard pour 100 F.
Ses fruits de mer, ses choucroutes, ses viandes.
Orchestre tous les soirs à partir de 19 h. C'est la fête!

L'ESPAGNE à PARIS
« Chez Vincent »
DINERS-SPECTACLES
et DANSAIRES - ATTRACTIONS
MENU 285 F TOUT COMPRIS
avec LOS MUCHACHOS
Jusqu'à l'année - F. Jéan
4, rue Saint-Lazare, 10 - 46.07.21.27

LE SOUFFLÉ
Menu à 210 F
et ses soufflés.
36, rue de MONTMARTRE
(près de la place Vendôme)
Réservation: 42-60-27-18.
Fermé le dimanche.

Lénine pas mort

Tout doit disparaître, mais pourtant tout ne disparaîtra pas. A Paris, Lénine a toujours ses fervents.

DEPUIS décembre 1991, sitôt l'éclatement de l'Union soviétique assuré, il a vu accourir les journalistes, le gardien du Musée Lénine, rue Marie-Rose, à Paris. De loin, il connaît son monde. Et puis, ils veulent voir « la chapelle du dernier bastion communiste », ils veulent, sans doute, estimer le poids de ces ombres du théâtre moscovite. Là-bas, les murs et les « rouges » et « noirs », mais mêlés, ont dû faire retraite de la place Rouge, laissant le mausolée pour se replier quelques centaines de mètres plus loin sur ce que le pouvoir abattu, qui pensait ajuster les mots comme autant de donjons imprenables, avait nommé Musée central Lénine.

Contraint d'abandonner à l'ennemi la dépouille mortelle du fondateur de l'Union, l'ultime carré se console avec des bribes d'histoire et de pensée dont les traces muséifiées paraissent constituer désormais pour lui les meilleurs appâts. Quelques centaines de prosélytes se relaient chaque jour aux portes, Staline avec Lénine unis sur les lèvres, pour célébrer des hiers radieux, exhorter le cher disparu à renouer et galvaniser le visiteur nostalgique. Car les agités du feu espoir de lever à coups de proclamations et de médailles les troupes qui ramèneraient leur canon sur terre.

Rien de ce tumulte ne semble être parvenu jusqu'à la paisible rue

Marie-Rose. S'est-il seulement passé quelque chose à Moscou ? La seconde mort de Vladimir Ilitch n'a pas troublé l'ordonnement en deux parties des locaux : d'un côté l'appartement (l'homme), de l'autre le musée (l'œuvre). Le deux-pièces cuisine où Lénine vécut trois pleines années, de 1909 à 1912, a été réaménagé avec une ostensible absence d'éclat.

Comme si son aspect monacal allait rehausser la grandeur de l'actuel et l'intensité des bombages dont témoignent les salles adjacentes gagnées en 1970 lors du centenaire de sa naissance. Une vitrine de bimboloterie faite d'épinglettes, de moutures et de pochettes de disque assure la soudure du diptyque.

Dans l'entrée, quelques cartes postales suggèrent les années 10, lorsque la troupe tirait sur un piquet de grève pour moins que cela, tandis que V. I. Oplianoff (avec deux f) filait à vélo rêver devant les pionniers de l'aviation avant d'enflammer une poignée de ses vingt-cinq mille compatriotes réfugiés à Paris.

Breves allusions au réel avant de plonger dans l'irréel : celui de discours où le parfum empoussié des années 70, lorsqu'on s'arçait le parrainage de Lénine, imprègne chaque proclamation. Au moins en retirera-t-on l'assurance que le trotskysme est un péril autrement plus pressant que



Leonid Brejnev avec Georges Marchais à la maison de Lénine, rue Marie-Rose, en 1971.

celui de l'extrême-droite, dont un commando venait de saccager les lieux.

C'était au temps où une manifestation communiste rebaptisée la rue au nom de l'illustre locataire, prenant toutefois garde à ne pas recouvrir trop brutalement le nom de Marie-Rose (« choisi par le propriétaire du terrain »). Tentative plutôt bon enfant d'établir un cadastre parallèle qui rattacherait symboliquement le quatorzième arrondissement à la rouge banlieue voisine, où Lénine avait déjà son avenue (Gentilly), sa rue (Ivry) ou son square (Montreuil-sous-Bois). D'impasse, point.

Premier Premier soviétique à venir en France, Nikita Khrouchtchev effectuait, en copropriétaire (moral), une reconnaissance des lieux en avril 1960. Mais leur consécration définitive intervient onze ans plus tard, lors de la réception du premier secrétaire du PCUS (Parti communiste de l'Union soviétique), Leonid Brej-

nev. C'est l'endroit et le moment où jamais de faire le point sur l'état du monde. Ouvrant grand les fenêtres sur la rue, son homologue français, Georges Marchais, croit pouvoir constater : « Depuis le début du siècle, où Lénine trouve asile dans ce modeste appartement, le socialisme a fait dans l'histoire des pas de géant. C'est lui qui détermine désormais le sens de l'évolution sociale et qui possède l'initiative dans l'ère internationale. Le socialisme, c'est l'avenir de l'humanité ».

En 1985, Mikhaïl Gorbatchev sera le dernier des héritiers suprêmes à visiter. Il léguera au musée la seule pièce authentique qu'il ait maigri le vaiveur de 1917, objet d'un léonisme incontestable : un jeu d'échecs. Mais quelle inspiration vint chercher dans ces pièces étroites l'ultime visiteur officiel, le maréchal Jazov ? S'était-il déjà trompé d'heure ? Ou se sentait-il si sûr de lui ? Ministre de la défense de l'Union soviétique, il sera en août

1991 cet auteur de putsch si incertain qu'il en accélérera la fio. En prison aujourd'hui, trouve-t-il dans la lecture de Lénine de quoi comprendre son échec et leur commune disgrâce ?

Si les murs ne laissent rien transparaître de ce retournement imprévu par le père de la révolution, le livre d'or accuse le coup. Hormis de longs textes en russe écrits d'une seule main et paraphés de treize, qui ponctuaient jusqu'en 1988 les rotations d'autocars, le particulier l'emporte sur le collectif, le Parisien sur l'étranger. La fermeté des résolutions à l'issue de la journée « portes ouvertes » du 7 novembre dernier révèle en creux l'ampleur du désastre. Et pour ce qui avance prudemment : « En hommage à trois quarts de siècle de socialisme qui malgré ses défauts aura été une expérience utile », il en est dix pour proclamer que, « malgré les apparences actuelles, c'est inéluctablement le socialisme qui triom-

phera sur notre planète ». Le petit appartement devient l'emplacement même où s'assurer de la réincarnation.

Les loquaces ont pu repartir, s'exclamant, rassurés : « Lénine n'est pas mort », et expliquant aux incrédules : « Lénine est vivant parce qu'il est la vie ». Le livre d'or devient autel, et chaque phrase un serment : « Lénine, notre frère, nous vivons avec toi et poursuivons le combat pour l'émancipation des peuples ». Une piété profonde, quotidienne, les anime : « Chaque matin, Lénine se lève, me sourit, regarde la terre printanière et sème les fleurs éternelles sur nos cœurs, les pétales d'or de la justice, de l'amour, de la paix, de la liberté ».

Pour un peu, le musée deviendrait expiatoire. A cela près, note un visiteur, qu'« ils pourront chasser autant de sorcières qu'ils voudront, déboulonner autant de statues qu'ils voudront, ils ne pourront jamais tuer les idées ». Mais qui y songerait ? Pas les étudiants d'aujourd'hui, qui leur préfèrent précisément ces broches rejetées là-bas. Bustes et médailles viennent se ranger sur leurs étagères, détachés à jamais du corps politique, forts d'un exotisme qui n'est pas que de dévotion, celui d'un monde infiniment lointain où le cinéma muet et la geste épique n'auraient su engendrer que cette statuaire, comme un coq-à-l'âne de l'histoire.

Jean-Louis Perrier

► Musée Lénine, 4, rue Marie-Rose, 75014, Paris. Visites sur rendez-vous en téléphonant au (1) 43-21-89-04 ou à l'Association de la maison de Lénine au (1) 42-79-99-58.

LIVRE

Venise sans masque

VENISE n'existe pas. C'est une région de la mémoire, un territoire de sensations. Une idée. Qui résiste à la surenchère littéraire qui survit à sa propre carte postale. On dit que le déclin de la puissante et flamboyante République maritime a commencé dès 1630. On dit que Venise va sombrer, que la merveille est marquée du sceau de l'éphémère.

Pourtant, Venise existe. S'il est une ville au monde qui accorde son intimité sans livrer ses secrets, un lieu qui s'offre sans perdre son mystère, un dédale qui est son propre guide, c'est Venise. Unique dans sa fable, Venise, « plus qu'une cité, pas tout à fait une civilisation », selon Malraux.

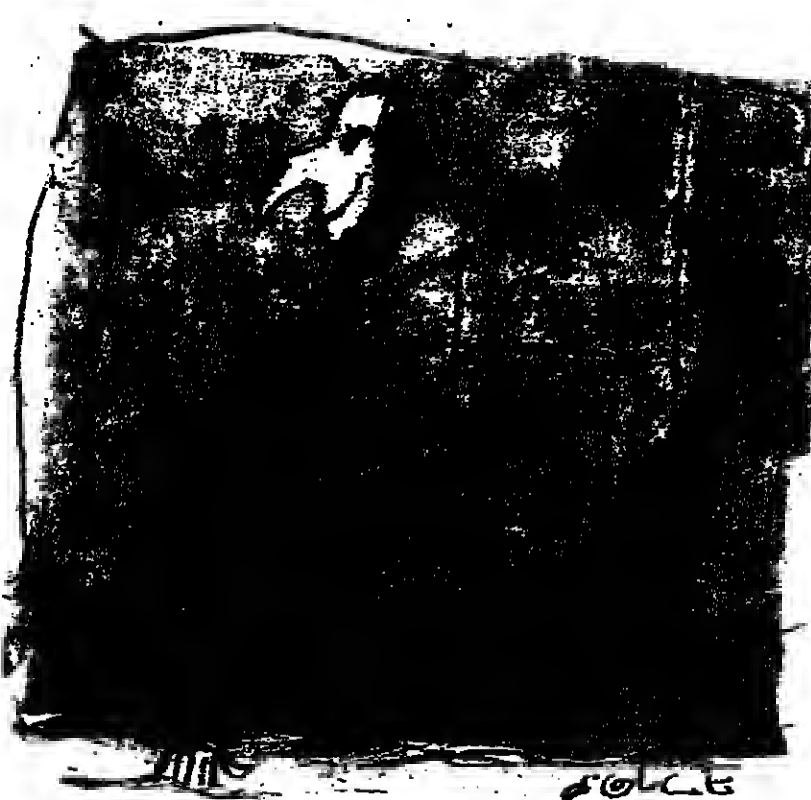
La farce du lieu, celle qui lutte contre toute ruine, c'est la qualité d'un espace civique et civilisé. Des règles de vie commandées par le site, par l'histoire, par l'esprit d'indépendance d'une communauté, d'un Etat, devenu modèle politique pour les siècles suivants.

On ne raconte pas Venise, ville qui encourage toutes les divagations, qui laisse chacun libre de ses mouvements, libre de suivre son inspiration. Choisir un matin d'hiver, débarquer du train de nuit, descendre encore quelques marches jusqu'à l'eau, jusqu'au vaporetto, en campagne de fonctionnaires en pardessus et chapeau, de secrétaires qui vont au bureau, entrer d'emblée dans l'image vivante. Pénétrer dans la cité, être immédiatement saisi par la sonorité, s'entendre marcher, entendre les autres, des enfants qui vont en classe, des femmes sur le pas des portes, des marchands de légumes ou de poisson près d'une église, franchir un pont, se perdre, ne pas se perdre. Prendre un café dans le soleil pâle. Penser aux églises, aux musées, aux peintres, les fréquenter. Ou pas. Vivre Venise, de mille et une manières, sans façons, sans explication. En éprouver l'harmonie et l'intelligence, en direct. Ensuite, peut-être, surgissent les questions.

Car Venise est un monde. Et ce

monde tient désormais entre les pages d'un livre. Une encyclopédie de poche. Ses éditeurs voulaient tout dire : ils ont tout dit, tout montré. Le nouveau guide qui applique aux villes (Venise est le premier), ou aux régions (la Bretagne il y a quelques mois), le formidable travail de « gai savoir » de la collection Découvertes, chez Gallimard, vient de paraître.

Ce livre se pratique comme une ville, en déambulation lente, l'œil attiré par un détail, intrigué par une sculpture, une enseigne, une fenêtre. Soudain, la scène s'anime : l'histoire, mise en relief, éclaire le présent : le décor parle, des personnages entrent, vivent et meurent ; la Malibra donne son cachet pour restaurer un théâtre qui la remercie en portant son nom ; Hemingway prend un Belini au Harry's Bar ; Bellini, qui n'est pas encore un cocktail de pêche et de champagne, peint des Madones ; on confie à un architecte de trente-deux ans, Baldassare Longhena, le projet d'une église dédiée à la Vierge, après la peste de 1630, et le chantier de la Salute va durer tout le siècle ; on lance des ponts de bois pour les grandes processions, puis on les démolit ; le campanile de la place Saint-Marc s'écroule le 14 juillet 1902 sans faire de victimes – la population était prévenue, – on le rebâtit, identique ; des marchands ramènent d'Alexandrie, en 828, le corps de l'évangéliste Marc qui remplace Théodore comme saint patron de la ville et la libère de la tutelle de Byzance ; le lion, emblème de Marc, devient légion, couché, marchant, sur les portes, les chapiteaux, en haut des colonnes ; on ferme le soir le quartier des juifs, leur ghetto, qui devient « le » ghetto, et on leur demande de partir un rond jaune pour les reconnaître ; le médecin de la peste porte un habit digne du carnaval le plus lugubre, une tête d'oiseau, et, dans son long bec, des herbes odorantes supposées le protéger du mal ; on meurt beaucoup, on se cache beaucoup aussi ; pour le carnaval qui dure du lendemain de



Noël au jeudi gras ; ou pour courir au ridoito, un salotto de jeu ; ou pour rendre une visite discrète ; on se cache, et on se confie à cet artiste de la navigation, le gondolier ; on offre des gondoles et des gondoliers à Louis XIV qui les installe à Versailles près de son grand canal, dans le « Petit Venise » ; la gondole est asymétrique et tire à tribord ; elle est noire depuis un décret de 1633 pris pour combattre les excès somptuaires ; le plus beau des chantiers navals qui co-

struit encore est juste derrière l'église San Trovaso ; on transporte une nuit, sur le grand canal, la dépouille de Wagner, trépassé dans le palais Vendramin, qui rejoindra Bayreuth ; Stravinsky, Ezra Pound, s'en vont moins loins, dans l'île-cimetière-jardin de San Michele ; les palais vénitiens ne sont pas seulement construits sur pilotis, mais s'appuient sur le fondement de leur richesse, des entrepôts, des magasins, ils sont fonctionnels ; le gothique maures-

que de leurs façades est « étroit comme la jalousie d'Othello » (Aragon) ; Desdémone a peut-être habité ici ; la bataille de Lépante, grande victoire des flottes vénitiennes, n'a pas sauvé la République ; les doges, élus à vie par le Grand Conseil, garants de sept siècles de puissance et de splendeur, tiennent leur pouvoir de la main d'un enfant de dix ans, le *bellino*, celui qui distribue les jetons et compte les voix ; la basilique Saint-Marc est « un bâtiment oriental naviguant sous pavillon chrétien » (P. Gascar) ; c'est Napoléon qui ferme la place avec le musée Correr ; galérien est un métier fort digne avant que Venise ait l'idée de le faire exercer par des farts...

Et ce livre dense, haut et coloré, dévoile encore mille et une autres histoires, informations, images, perspectives, clés, découvertes. Il déroule un à un les palais du grand canal, les commente, les illustre. Il ouvre le palais des Doges, salle après salle, éclairé plafond après plafond. Il dresse les chevaux des artistes, fait exploser les rouges de Carpaccio, gronder la tempête de Giotto, Vivaldi joue du Vivaldi dans l'église de la Pietà, et le voyageur étourdi de lecture rêve d'habiter Venise en prenant un dernier verre au bar du Danieli.

Michèle Champenois

► Venise, Gallimard, 484 pages, 165 F jusqu'au 28 février, 185 F ensuite. La collection « Guides » est dirigée par Pierre Marchand. Rédaction en chef : Marie-Noëlle Fustoe et Nicole Jusserand. Responsable d'édition : Laure Rafatelli. Maquette, graphisme, iconographie et cartographie de qualité exceptionnelle, dans un ouvrage de format maniable. De très nombreux auteurs, pour la plupart des spécialistes italiens et même vénitiens, ont contribué à ce travail remarquable de précision et d'exhaustivité, complété par un dossier pratique.